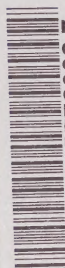


Government
Publications

CAI
XC 3
- 1992
C 52



3 1761 11972002 7



1
3
92
52

HOUSE OF COMMONS

CHAMBRE DES COMMUNES

Issue No. 1

Fascicule n° 1

Thursday, April 30, 1992

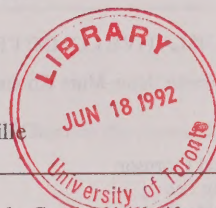
Le jeudi 30 avril 1992

Monday, May 4, 1992

Le lundi 4 mai 1992

Chairman: Jean-Marc Robitaille

Président: Jean-Marc Robitaille



Minutes of Proceedings and Evidence of Legislative Committee on

Procès-verbaux et témoignages du Comité législatif sur le

BILL C-46

PROJET DE LOI C-46

An Act respecting contraventions of federal enactments

Loi concernant les contraventions aux textes législatifs fédéraux

RESPECTING:

CONCERNANT:

Order of Reference

Ordre de renvoi

WITNESSES:

TÉMOINS:

(See back cover)

(Voir à l'endos)

Third Session of the Thirty-fourth Parliament,
1991-92

Troisième session de la trente-quatrième législature,
1991-1992

LEGISLATIVE COMMITTEE ON BILL C-46

Chairman: Jean-Marc Robitaille

Members

David Bjornson
Doug Fee
Jim Hawkes
Russell MacLellan
Fred Mifflin
Rod Murphy
Nicole Roy-Arcelin
Dave Worthy—(8)

(Quorum 5)

J.M. Robert Normand

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 114(3):

On Monday, May 4, 1992:

Russell MacLellan replaced Bob Kilger;
David Bjornson replaced Ross Stevenson.

COMITÉ LÉGISLATIF SUR LE PROJET DE LOI C-46

Président: Jean-Marc Robitaille

Membres

David Bjornson
Doug Fee
Jim Hawkes
Russell MacLellan
Fred Mifflin
Rod Murphy
Nicole Roy-Arcelin
Dave Worthy—(8)

(Quorum 5)

Le greffier du Comité

J.M. Robert Normand

Conformément à l'article 114(3) du Règlement:

Le lundi 4 mai 1992:

Russell MacLellan remplace Bob Kilger;
David Bjornson remplace Ross Stevenson.

ORDER OF REFERENCE

Extract from the Votes & Proceedings of the House of Commons of Thursday, April 9, 1992:

The House resumed debate on the motion of Mrs. Campbell (Vancouver Centre), seconded by Mr. Weiner,—That Bill C-46, An Act respecting contraventions of federal enactments, be now read a second time and referred to Legislative Committee H.

After further debate, the question being put on the motion, it was agreed to.

Accordingly, the Bill was read the second time and referred to Legislative Committee H.

ATTEST

ROBERT MARLEAU

The Clerk of the House of Commons

ORDRE DE RENVOI

Extrait des Procès-verbaux de la Chambre des communes du jeudi 9 avril 1992:

La Chambre reprend le débat sur la motion de M^{me} Campbell (Vancouver-Centre), appuyée par M. Weiner,—Que le projet de loi C-46, Loi concernant les contraventions aux textes législatifs fédéraux, soit maintenant lu une deuxième fois et renvoyé au Comité législatif H.

Après plus ample débat, cette motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ce projet de loi est lu une deuxième fois et renvoyé au Comité législatif H.

ATTESTÉ

Le Greffier de la Chambre des communes

ROBERT MARLEAU

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, APRIL 30, 1992

(1)

[Text]

The Legislative Committee on Bill C-46 met at 9:14 o'clock a.m. this day, in Room 269, West Block, for the purpose of organization.

Members of the Committee present: David Bjornson, Stan Darling, Rob Nicholson, Russell MacLellan, Robert Porter and Ross Stevenson.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Marilyn Pilon, Research Officer.

Jean-Marc Robitaille announced his appointment as Chairman of the Committee pursuant to Standing Order 113(2).

The Order of Reference dated Thursday, April 9, 1992 being read as follows:

ORDERED,—That Bill C-46, An Act respecting contraventions of federal enactments, be now read a second time and referred to a Legislative Committee.

Stan Darling moved,—That the Committee print 750 copies of its *Minutes of Proceedings and Evidence* as established by the Board of Internal Economy.

The question being put on the motion, it was agreed to.

Ross Stevenson moved,—That the Chairman be authorized to hold meetings in order to receive evidence and authorize its printing when a quorum is present provided that 3 Members are present, including the Chairman or in his absence the person designated to be Chairman of the Committee, provided a member of the Opposition is present.

The question being put on the motion, it was agreed to.

Robert Porter moved,—That during the questioning of witnesses, the first Spokesperson of each party be allotted 10 minutes and thereafter 5 minutes for other members of the Committee, at the Chairman discretion.

The question being put on the motion, it was agreed to.

At 9:40 o'clock a.m. it was agreed,—That the Committee adjourn to the call of the Chair.

MONDAY, MAY 4, 1992

(2)

The Legislative Committee on Bill C-46 met at 7:10 o'clock p.m. this day, in Room 308, West Block, the Chairman, Jean-Marc Robitaille, presiding.

Member of the Committee present: Doug Fee.

Other Members present: Ian Waddell and Stan Darling.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Marilyn Pilon, Research Officer.

Witnesses: Officials from the Department of Justice: Daniel C. Préfontaine, Chief, Policy Counsel Compliance and Aboriginal Justice; Yvan Roy, General Counsel, Criminal Law Policy and Mark Berlin, Senior Counsel, Criminal Law Policy.

PROCÈS-VERBAUX

LE JEUDI 30 AVRIL 1992

(1)

[Traduction]

Le Comité législatif H chargé du projet de loi C-46 tient sa séance d'organisation à 9 h 14, dans la salle 269 de l'édifice de l'Ouest.

Membres du Comité présents: David Bjornson, Stan Darling, Rob Nicholson, Russell MacLellan, Robert Porter et Ross Stevenson.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Marilyn Pilon, attachée de recherche.

Jean-Marc Robitaille annonce qu'il a été nommé président du Comité en application du paragraphe 113(2) du Règlement.

Lecture est donnée de l'ordre de renvoi du jeudi 9 avril 1992:

IL EST ORDONNÉ,—Que le projet de loi C-46, Loi concernant les contraventions aux textes législatifs fédéraux, soit maintenant lu une deuxième fois et renvoyé au Comité législatif

Stan Darling propose,—Que le Comité fasse imprimer 750 exemplaires de ses *Procès-verbaux et témoignages*, suivant les directives du Bureau de régie interne.

La motion est mise aux voix et adoptée.

Ross Stevenson propose,—Que le président soit autorisé à tenir des séances, à entendre des témoignages et en permettre l'impression en l'absence de quorum, pourvu que trois membres du Comité soient présents, dont le président ou, en son absence, la personne désignée pour le remplacer, ainsi qu'un membre de l'opposition.

La motion est mise aux voix et adoptée.

Robert Porter propose,—Que lors de l'interrogation des témoins, dix minutes soient accordées au premier intervenant de chaque parti, et cinq minutes par la suite à chaque autre intervenant, à la discrétion du président.

La motion est mise aux voix et adoptée.

À 9 h 40, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE LUNDI 4 MAI 1992

(2)

Le Comité législatif H chargé du projet de loi C-46 se réunit à 19 h 10, dans la salle 308 de l'édifice de l'Ouest, sous la présence de Jean-Marc Robitaille (*président*).

Membre du Comité présent: Doug Fee.

Autres députés présents: Ian Waddell et Stan Darling.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Marilyn Pilon, attachée de recherche.

Témoins: Du ministère de la Justice: Daniel C. Préfontaine, premier conseiller en politiques, Valorisation de l'action réglementaire et Justice applicable aux autochtones; Yvan Roy, avocat général, Section de la politique, Droit pénal; Mark Berlin, avocat conseil, Section de la politique, Droit pénal.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Thursday, April 9, 1992 relating to Bill C-46, An Act respecting contraventions of federal enactments (*See Minutes of Proceedings and Evidence, Thursday, April 30, 1992.*)

Daniel C. Préfontaine made an opening statement and with the other witnesses answered questions.

Agreed,—That the Committee meet on Wednesday, May 13, 1992 to hear the witnesses who will have requested to appear before the Committee or to proceed to the Clause-by-Clause consideration of the Bill.

At 8:54 o'clock p.m. it was agreed,—That the Committee adjourn to the call of the Chair.

J.M. Robert Normand

Clerk of the Committee

Conformément à son ordre de renvoi du jeudi 9 avril 1992, le Comité reprend l'étude du projet de loi C-46, Loi concernant les contraventions aux textes législatifs fédéraux (*voir les Procès-verbaux et témoignages du jeudi 30 avril, 1992.*)

Daniel C. Préfontaine fait un exposé puis, avec les autres témoins, répond aux questions.

Il est convenu,—Que le Comité se réunisse le mercredi 13 mai 1992 pour entendre les témoins qui auront demandé à témoigner et pour commencer l'étude détaillée du projet de loi.

À 20 h 54, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

J. M. Robert Normand

[Text]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Thursday, April 30, 1992

• 0914

Le président: Bonjour, messieurs. Je pense que nous avons quorum.

We will proceed immediately with the reading of a letter I've received from the Speaker of the House.

Elle est datée le 9 avril 1992.

Cher Jean-Marc,

Conformément à l'article 113 du Règlement, il me fait plaisir de confirmer votre nomination à la présidence du Comité législatif H sur le projet de loi C-46, Loi concernant les contraventions aux textes législatifs fédéraux.

Veuillez agréer, cher collègue, l'expression de mes sentiments distingués.

Merci beaucoup, monsieur le Président.

Je demanderais maintenant à notre greffier, M. Robert Normand, de nous lire l'ordre de renvoi adopté par la Chambre des communes.

Le greffier du Comité: Il est daté le 9 avril 1992:

Que le projet de loi C-46, Loi concernant les contraventions aux textes législatifs fédéraux, soit maintenant lu une deuxième fois et renvoyé au Comité législatif H.

• 0915

Le président: Merci, monsieur le greffier.

À l'item 4, on parle d'une déclaration que le président désire faire. Je voudrais remercier le Président de la Chambre de m'avoir désigné pour cette tâche. Je puis assurer aux membres du Comité que je vais assumer cette tâche de mon mieux. Avec votre collaboration, nous pourrions sûrement apporter une contribution positive au processus législatif de ce projet de loi.

Je suis heureux de voir ici aujourd'hui les membres du Comité: M. MacLellan, M. Stevenson, M. Darling, M. Porter, M. Bjornson ainsi que M. Nicholson, le secrétaire parlementaire. Je suis persuadé que nous ferons un excellent travail tous ensemble.

Vous me permettez maintenant de présenter le personnel qui est affecté aux travaux du Comité. Ce sont, du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement, M^{me} Marilyn Pilon, et du Bureau du conseiller législatif, M. Philippe Ducharme.

Passons aux motions courantes.

Premièrement, j'aimerais que quelqu'un propose que le Comité fasse imprimer 750 exemplaires de ses *Procès-verbaux et Témoignages* ainsi que l'a établi le Bureau de régie interne.

M. Darling propose cette motion.

La motion est adoptée

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le jeudi 30 avril 1992

The Chairman: Good morning, gentlemen. I think we have a quorum.

Nous allons lire immédiatement une lettre que j'ai reçue du Président de la Chambre.

It is dated April 9, 1992.

Dear Jean-Marc,

In accordance with Standing Order 113, I am pleased to confirm your appointment as Chairman of Legislative Committee H on Bill C-46, an Act respecting contraventions of federal enactments.

Yours very truly.

Thank you very much, Mr. Speaker.

I would now ask our clerk, Mr. Robert Normand, to read the order of reference as adopted by the House of Commons.

The Clerk of the Committee: It is dated April 9, 1992:

That Bill C-46, an Act respecting contraventions of federal enactments, be now read a second time and referred to Legislative Committee H.

The Chairman: Thank you, Sir.

Item 4 deals with any opening remarks that the Chairman may wish to make. I would like to thank the Speaker of the House of Commons for having assign me to this task. I can assure members of the Committee that I will carry out these duties to the best of my ability. With your cooperation, we will certainly make a positive contribution to the legislative process for this bill.

I am pleased to see the members of the Committee here today, Mr. MacLellan, Mr. Stevenson, Mr. Darling, Mr. Porter, Mr. Bjornson as well as Mr. Nicholson, the Parliamentary Secretary. I am convinced that together we will do an excellent job.

Allow me to introduce the staff assigned to the Committee. They are Ms Marilyn Pilon, from the Research Branch of the Library of Parliament, and Mr. Philippe Ducharme, from the Legislative Counsel Office.

Let us move on to routine business motions.

First, I would like someone to move that the Committee print 750 copies of its *Minutes of Proceedings and Evidence* as established by the Board of Internal Economy.

So moved by Mr. Darling.

Motion agreed to

[Texte]

Le président: La deuxième motion est celle-ci: Que le président soit autorisé à tenir des réunions pour recevoir des témoignages et autoriser leur impression en l'absence de quorum, pourvu que trois membres, dont le président ou, en son absence, son suppléant, soient présents à la condition qu'un député de l'Opposition soit présent.

Mr. Stevenson (Durham): So moved.

Motion agreed to

Le président: Voici une troisième motion: Que lors de l'interrogation des témoins, 10 minutes soient accordées au premier intervenant de chaque parti, et cinq minutes par la suite à chaque autre intervenant.

Mr. Porter (Medicine Hat): So moved.

The Chairman: Does everybody agree?

M. MacLellan (Cap-Breton—The Sydneys): D'après moi, il vaudrait mieux que tous les députés aient le même temps, mais j'accepte sans trop de difficulté ce que vous recommandez. Il serait bon qu'avec la permission du président, un membre du Comité puisse parfois prendre plus de temps, car il peut être difficile d'avoir seulement cinq minutes. Tout dépend du témoin. Certains témoins peuvent avoir beaucoup d'informations à transmettre au Comité. Il est donc un peu difficile de limiter un député à cinq minutes. J'aimerais que le Comité soit d'accord qu'on puisse être un peu souple.

Mr. Nicholson (Niagara Falls): I think Mr. MacLellan makes a good point. Perhaps a motion isn't necessary and we can just leave this to the discretion of the chair.

Le président: Je propose qu'on ajoute à la proposition: «à la discrétion du président». Tout le monde est d'accord?

Some hon. members: Agreed.

Le président: L'autre proposition concerne le personnel de soutien. Notre greffier me signifie que, finalement, il ne sera pas nécessaire d'adopter cette proposition étant donné que nous ne prévoyons pas à ce moment-ci la nécessité d'engager d'autre personnel de soutien. Si tout le monde est d'accord, on va la mettre de côté.

• 0920

On passe maintenant à l'item 7, questions futures.

Mr. Nicholson: May I make a suggestion to the chairman? This was first proposed to me by Mr. Waddell. He suggested—and I think it would be a good idea—that for the first meeting of this committee we would have the departmental officials here. All members would have an opportunity to go through the bill with them and to get a better feel for what we have.

If that suggestion is acceptable, I might make another one. It may not be necessary at that point for us to call any more witnesses. It's my understanding we may have a request from the Canadian Bar Association. That request would be in our hands next week so at that time we could make the decision to have them.

[Traduction]

The Chairman: The second motion reads as follows: That the Chairman be authorize to hold meetings in order to receive evidence and authorize its printing when a quorum is not present provided that three members are present, including the Chairman or in his absence the person designated to be Chairman of the Committee, provided a member of the Opposition is present.

M. Stevenson (Durham): Je le propose.

La motion est adoptée

The Chairman: We now have a third motion: That the during the questioning of witnesses, the first spokesperson of each party be allotted ten minutes and thereafter five minutes for other members of the Committee.

M. Porter (Medicine Hat): Je le propose.

Le président: D'accord?

Mr. MacLellan (Cape Breton—The Sydneys): In my opinion, all members should be given the same time, but I don't really have a problem with what you are recommending. It would be a good idea if a member of the Committee could sometimes take more time, with the Chair's permission, because it is sometimes difficult to have only five minutes. It all depends on the witness. Some witnesses might have a lot of information to give the Committee. It is therefore difficult to limit a member to five minutes. I would like the Committee to agree that we will be a bit more flexible.

M. Nicholson (Niagara Falls): Je pense que ce que dit M. MacLellan est tout à fait valable. Nous n'avons peut-être pas besoin d'une motion. Nous pourrions peut-être laisser cela à la discrétion du président.

The Chairman: I propose that we add in "to the discretion of the Chair" to this motion. Does everyone agree?

Des voix: D'accord.

The Chairman: The other motion deals with support staff. Our clerk is indicating that it is not really necessary to adopt this motion since at this point we do not anticipate having to hire any further support staff. If everyone agrees, we will set that aside.

We now go on to item 7, future business.

M. Nicholson: Est-ce que je pourrais faire une suggestion au président? C'est une proposition qui m'a été faite par M. Waddell. Il m'a suggéré—et je crois que ce serait une bonne idée—que la première réunion de ce comité soit une rencontre avec les fonctionnaires du ministère. Tous les députés auraient l'occasion de passer en revue le projet de loi avec eux et de mieux comprendre ce qui se trouve devant nous.

Si cette suggestion est acceptable, j'en aurais une autre. Il n'est peut-être pas nécessaire de convoquer d'autres témoins pour le moment. Je crois comprendre que nous allons peut-être recevoir une demande de comparaison de la part de l'Association du Barreau canadien, et ce, la semaine prochaine; donc, nous pourrions prendre la décision de recevoir ce groupe à ce moment-là.

[Text]

In general, there hasn't been that much comment. I'm in the hands of the other members of the committee in terms of witnesses. This may be something we could conclude fairly quickly after hearing from the departmental officials, who would be available next week if we call a committee meeting.

Mr. MacLellan: I don't think we should have a lot of witnesses. I think the Canadian Bar Association would be a good witness to have. There may be one or two others. If I have them, I'll submit them to the clerk no later than today. I agree we don't need a lot of witnesses. I certainly don't have any problem with what the parliamentary secretary has said with regard to getting members of the department here. I think that's a good idea.

I have one recommendation. If we can, perhaps we can schedule the meetings on Bill C-46 at a different time from those on Bill C-49. If that could be done, I'd certainly appreciate it.

Mr. Darling (Parry Sound—Muskoka): Mr. Chairman, I certainly want to see this bill put through as quickly as possible. As Russell said, I don't think too many witnesses are going to be necessary. I was one of those who brought it to the attention of the powers that be in the first place several years ago.

A very powerful and influential organization in my riding called the Muskoka Lakes Association, which is all the summer cottagers on all the Muskoka Lakes, kept after me. At the time I didn't know what the procedure was. I was told boaters were able to get away with speeding and anything else just because there had to be charges. I understand under the Criminal Code they couldn't be charged as they would be for speeding on the highway. I'm familiar with that, having got a raft of tickets since I've been an MP. How quickly and easily you get them.

Mr. MacLellan: With that set of wheels you have, I'm not surprised.

Mr. Darling: The Muskoka Lakes Association may want to appear. If that's the case, I suppose we shouldn't stop them. I'm going to contact the president and tell him that we don't want the bill held up. Maybe they could appear along with another witness at the same hearing. Again I don't think there are going to be too many contraventions.

I've talked to the minister and to our lord lieutenant here, Mr. Nicholson, hoping the bill can get through and be approved. By that I mean it can become law in time for the boating season, but that is highly unlikely. The bureaucrats say that even if it goes through immediately and without opposition, they can't gazette it and do all the rest and have it in effect before the fall when the summer season is over. Now, I'm very unhappy at that.

[Translation]

De façon générale, il n'y a pas eu tellement de commentaires à propos de ce projet de loi. Je m'en remets aux autres membres du comité pour ce qui est de la liste des témoins. Nous pourrions peut-être terminer nos travaux assez rapidement après avoir entendu les hauts fonctionnaires, qui seraient disponibles la semaine prochaine si nous convoquons une réunion.

M. MacLellan: Je ne crois pas que nous devrions entendre beaucoup de témoins. Je pense que l'Association du Barreau canadien serait un bon témoin. Il y en a peut-être un ou deux autres. Si je reçois des noms, je les soumettrai au greffier dès aujourd'hui. Je suis d'accord pour dire que nous n'avons pas besoin d'entendre beaucoup de témoins. La suggestion du secrétaire parlementaire, soit recevoir les hauts fonctionnaires, ne pose aucun problème. Je crois que c'est une bonne idée.

J'ai une recommandation à faire. Si possible, nous pourrions peut-être tenir les réunions à propos du projet de loi C-46 séparément de celles concernant le projet de loi C-49. Si c'était possible, ce serait bien.

M. Darling (Parry Sound—Muskoka): Monsieur le président, je voudrais certainement voir ce projet de loi adopté aussitôt que possible. Comme Russell l'a dit, je ne crois pas qu'il soit nécessaire de convoquer de nombreux témoins. J'étais l'un de ceux qui ont porté cette question à l'attention des autorités il y a plusieurs années.

Un organisme très puissant et influent de ma circonscription, la Muskoka Lakes Association, qui représente tous les propriétaires de chalets sur tous les lacs de la région de Muskoka, m'a saisi de cette question à plusieurs reprises. À cette époque, je ne connaissais pas la procédure. On m'a dit qu'il était possible de faire de la vitesse ou n'importe quoi d'autre en bateau et de s'en tirer indemne parce qu'il fallait qu'il y ait une inculpation. Je crois comprendre qu'en vertu du Code criminel, ces individus ne pouvaient pas être inculpés comme ce serait le cas pour la vitesse sur les autoroutes. C'est quelque chose que je connais très bien, puisque j'ai toute une collection de contraventions pour vitesse depuis que je suis devenu député. C'est étonnant comme elles peuvent s'accumuler vite et facilement.

M. MacLellan: Avec la cylindrée que vous avez, ça ne m'étonne pas du tout.

M. Darling: La Muskoka Lakes Association voudra peut-être comparaître. Si c'est le cas, je suppose que nous ne devrions pas les empêcher de venir. Je vais communiquer avec le président pour lui dire que nous ne voulons pas retarder l'adoption du projet de loi. Ils pourraient peut-être comparaître en même temps qu'un autre témoin, lors d'une même réunion. Encore une fois, je ne crois pas qu'il va y avoir tellement de contraventions.

J'ai parlé au ministre et à son lieutenant ici présent, M. Nicholson, dans l'espoir que ce projet de loi pourra être adopté rapidement. J'entends par là qu'il pourrait être adopté à temps pour l'ouverture de la saison de la navigation de plaisance, mais c'est peu probable. Les fonctionnaires disent que même si le projet de loi est adopté immédiatement et sans opposition, ils ne pourront pas le publier dans *La Gazette* et franchir toutes les autres étapes pour que le projet de loi soit en vigueur avant l'automne, lorsque la saison sera terminée.

[Texte]

I started back under Ray Hnatyshyn badgering him, then his successors, and finally Kim has brought it through. So I'm anxious to get it into effect as soon as possible.

• 0925

Le président: De bonnes suggestions ont été faites. Si vous me le permettez, j'aimerais suggérer aux membres du Comité de tenir une première rencontre la semaine prochaine, tel que vous l'avez suggéré, monsieur Nicholson, avec les fonctionnaires du ministère de la Justice et vous-même, ce qui permettrait aux membres du Comité d'obtenir plus d'information sur le projet de loi et de poser les questions qui pourraient leur venir à l'esprit d'ici la semaine prochaine. Quant à la date et à l'heure, on pourrait demander à notre greffier de prendre contact avec les gens du ministère ainsi qu'avec vos bureaux pour qu'on puisse avoir un ordre du jour qui convienne à tous les membres du Comité.

M. MacLellan: Vous parlez de la première réunion, n'est-ce pas?

Le président: C'est cela. La première rencontre pourrait se faire avec les fonctionnaires du ministère de la Justice ainsi que le secrétaire parlementaire. Ce serait surtout une rencontre d'information.

Mr. Nicholson: Mr. Chairman, I have just been informed by Ms Campbell's assistant that departmental officials would be available on May 4, which I believe is Tuesday of next week. In any case, next week they are available.

The Chairman: Okay.

Mr. Nicholson: It seems to me at that point we would also have indication from the Canadian Bar Association as to whether they were interested in appearing or not. So I think it might be useful to schedule that meeting next week, and as Mr. MacLellan says, if we can set it at a time that does not coincide with the Bill C-49 committee meetings, I think it would probably be of assistance to members in all three political parties.

Le président: Pouvez-vous nous confirmer une heure, peut-être 9h30 mardi matin?

Mr. Nicholson: May 4 would be good, because I know one of the departmental officials who will be in and out next week is available on that particular date, and I think it would be very helpful if he could be here at that time. If May 4 is acceptable to the committee, it would be the best day in terms of bringing together all the departmental officials who are involved with this bill.

The Chairman: Okay?

An hon. member: Agreed.

Le président: Est-ce que 9h30 mardi matin pourrait convenir à tous les membres du Comité?

Mr. Waddell (Port Moody—Coquitlam): I thought the meeting was at 9.30 a.m.

An hon. member: At 9.30 a.m. on Monday?

[Traduction]

J'ai commencé à importuner Ray Hnatyshyn à ce sujet à l'époque, et ensuite ses successeurs, et finalement Kim a réussi à déposer un projet de loi. Donc, j'ai bien hâte de le voir entrer en vigueur aussitôt que possible.

The Chairman: Very good suggestions have been made. With your permission, I would like to suggest to members of the committee that we hold an initial meeting next week, as you suggested, Mr. Nicholson, with officials of the Department of Justice and yourself, which would enable members of the committee to obtain further information on the bill and ask questions that may come to mind between now and next week. With regard to the date and time, we might ask our clerk to contact the departmental officials as well as your offices to set up an agenda that is convenient for all members of the committee.

Mr. MacLellan: You're talking about the first meeting, right?

The Chairman: That's right. The first meeting could be with the officials of the Department of Justice as well as the Parliamentary Secretary. It would mostly be an information meeting.

M. Nicholson: Monsieur le président, l'adjoint de M^{me} Campbell vient de m'informer que les hauts fonctionnaires du ministère seraient disponibles le 4 mai, c'est-à-dire mardi de la semaine prochaine, donc. De toute façon, ils sont disponibles la semaine prochaine.

Le président: D'accord.

M. Nicholson: J'imagine qu'à ce moment-là l'Association du Barreau canadien nous aura également indiqué si elle veut comparaître ou non. Donc, il serait probablement utile de fixer une rencontre la semaine prochaine, et comme M. MacLellan l'a dit, si cela pouvait être à une heure qui ne coïncide pas avec les délibérations sur le projet de loi C-49, cela aiderait beaucoup les députés des trois partis.

The Chairman: Could you confirm a time, perhaps 9.30 a.m. Tuesday morning?

M. Nicholson: Le 4 mai irait, car je sais qu'un des hauts fonctionnaires du ministère qui doit se déplacer souvent la semaine prochaine sera disponible cette date-là, et je crois qu'il serait utile qu'il soit ici pour cette séance. Si le 4 mai convient au comité, ce serait la meilleure date pour rassembler les hauts fonctionnaires du ministère impliqués dans ce projet de loi.

Le président: D'accord?

Une voix: D'accord.

The Chairman: Would 9.30 a.m. Tuesday morning be suitable for all members of the committee?

M. Waddell (Port Moody—Coquitlam): Je croyais que la réunion allait voir lieu à 9h30.

Une voix: Neuf heures trente lundi?

[Text]

Mr. Waddell: No, I was told the meeting was at 9.30 this morning.

Le président: Monsieur Waddell, voulez-vous répéter cela?

M. Waddell: On m'a dit que la réunion de ce matin aurait lieu à 9h30. Ma secrétaire a parlé au greffier.

Le président: Monsieur Waddell, vous me permettez de vous souhaiter la bienvenue. Nous sommes très heureux de pouvoir vous compter parmi nous.

Mr. Waddell: Well, they told my office 9.30 a.m.

Mr. Bjornson: We were all here at 9 a.m.

Mr. Waddell: Well, my secretary talks to the clerk and they say 9.30 a.m., so—

Le président: Monsieur Waddell, je suis très heureux de pouvoir vous compter parmi nous. Nous nous excusons s'il y a eu un manque de communication entre votre bureau et le bureau du greffier. Je dois souligner que l'avis de convocation était pour 9h00, mais il arrive parfois qu'on ait certains problèmes de communication. Cela arrive à tout le monde. Je vous invite à prendre la parole s'il y a une question que vous voulez aborder maintenant.

Mr. Nicholson: Mr. Waddell, could I indicate something to you. In your absence, I indicated your and my conversation about getting the departmental officials, then in a sense making up our mind as to who or if somebody else would be required, so that basically is the business that has been transacted at this point.

Mr. Waddell: Okay.

Mr. Nicholson: There seemed to be consent among the other members of the committee that it was a good idea to bring the departmental officials here initially.

I indicated as well, and I think it is confirmed by the clerk, that the Canadian Bar Association will let us know next week whether they are interested in appearing before the committee. It is my understanding that one of their committees has been briefed on this and they expressed interest in the sense they thought it was a good idea, but they have indicated to the clerk they will be confirming one way or the other with us next week as to whether they would be interested in appearing.

Basically, other than the standard motions, that's where we are in the business of the committee.

Mr. Waddell: Thank you. Have you got a date for this?

• 0930

Mr. Nicholson: I was just going to suggest in terms of the departmental officials—and some of the departmental officials will be here, of course, Tuesday, Mr. Chairman—one of the individuals who has been very involved with this is available, unfortunately, only on Monday. If the committee wants to have him and the other departmental officials, Mr. Préfontaine, on Monday afternoon, if that's acceptable. . .but if that's not acceptable in terms of the schedules of the other

[Translation]

M. Waddell: Non, on m'a dit que la réunion aurait lieu à 9h30 ce matin.

The Chairman: Mr. Waddell, could you repeat that question?

Mr. Waddell: I was told that this morning's meeting would start at 9.30. My secretary talked to the clerk.

The Chairman: Mr. Waddell, allow me to welcome you. We are very pleased to have you among us.

M. Waddell: Eh bien, on m'a dit à mon bureau que ce serait à 9h30.

M. Bjornson: Nous étions tous ici à 9 heures.

M. Waddell: Eh bien ma secrétaire a parlé au greffier et on lui a dit 9h30, donc. . .

The Chairman: Mr. Waddell, I am very pleased that you can be with us. We apologize if there was any breakdown in communications between your office and the clerk's office. I must point out that the notice of meeting did state 9 a.m., but sometimes misunderstandings do occur. That happens to everyone. I would invite you to take the floor if there is any issue you wish to address now.

M. Nicholson: Monsieur Waddell, est-ce que je pourrais vous expliquer quelque chose? En votre absence, j'ai mentionné à nos collègues la conversation que nous avons eue à propos de la convocation des hauts fonctionnaires du ministère, et ensuite nous avons discuté de l'opportunité de convoquer d'autres témoins, donc c'est essentiellement ce que nous avons fait jusqu'à présent.

M. Waddell: D'accord.

M. Nicholson: Les autres membres du comité semblaient d'accord pour convoquer d'abord les hauts fonctionnaires du ministère.

J'ai également signalé, et je crois que le greffier l'a confirmé, que l'Association du barreau canadien nous informera la semaine prochaine si elle désire comparaître devant le comité. Je crois comprendre qu'un de leurs comités a tenu une séance d'information au sujet de ce projet de loi et ils ont exprimé un certain intérêt en ce sens qu'ils croyaient que c'était une bonne idée, mais ils ont dit au greffier qu'ils confirmeraient la semaine prochaine leur désir de comparaître ou non.

Essentiellement, outre les motions courantes, voilà où nous en sommes dans les travaux du comité.

M. Waddell: Merci. Est-ce que vous avez fixé une date pour cette séance?

M. Nicholson: Bien sûr, certains des fonctionnaires du ministère seront là mardi. Malheureusement, une des personnes qui a beaucoup travaillé au dossier n'est disponible que le lundi. Donc, si le comité tient à voir M. Préfontaine et les autres fonctionnaires du ministère le lundi après-midi, il n'y aurait pas de problème. Si cela entre en conflit avec le programme des autres membres du comité, alors on pourrait tenir la réunion mardi et voir les fonctionnaires qui sont

[Texte]

members, then we will have those departmental officials who are available on Tuesday. Monday afternoon would certainly be a good time and it wouldn't conflict with Bill C-36 or Bill C-49 or some of the other responsibilities members have.

Le président: Y a-t-il d'autres commentaires?

Mr. Darling: Mr. Chairman, I can't be here Monday. I have an important meeting in the riding. I would be here Monday maybe at 5.30 p.m. if there's a possibility of a Monday evening meeting.

Mr. Waddell: Is this Monday, May 4?

Mr. Nicholson: Yes.

Mr. Waddell: What about Wednesday afternoon at 3.30 p.m.?

Mr. Nicholson: Mr. Préfontaine is involved with the aboriginal justice issue and apparently he's leaving on Tuesday. So this is why it was suggested to me that if there is any way the committee could hear him on Monday, it would be the most convenient. But, of course, as a committee we're the masters of our own destiny, so if we want to have it on Tuesday, or any day for that matter, the individuals here today would be prepared to brief the committee. So I'm prepared to meet.

Mr. Waddell: I'm available Monday.

Mr. Nicholson: Monday night would be fine with us and then we would hear from him.

Mr. Darling: Fine.

Mr. MacLellan: Schedule it when you want. My criterion is that it not be at the same time as Bill C-49. That's the only guideline I would suggest.

Le président: Est-ce que M. Darling pourrait être disponible lundi soir? On s'entend donc pour lundi soir à . .

Mr. Nicholson: 7 p.m.

Mr. MacLellan: The earlier the better.

Le président: Donc, lundi soir, à 19 heures, nous rencontrerons les fonctionnaires du ministère, ainsi que M. Nicholson.

En ce qui a trait à l'audition d'autres témoins, M. Darling dit que certains témoins seraient intéressés à comparaître devant le Comité. Je propose que les députés qui désirent soumettre des suggestions de témoins le fassent d'ici la prochaine séance. On sera en mesure d'en discuter tous ensemble lors de la prochaine séance du Comité et de planifier un programme en conséquence.

Jusqu'à maintenant, nous avons reçu des lettres de l'Association du Barreau canadien, ainsi que du Barreau du Québec. Je vous les ferai distribuer. La correspondance du Barreau du Québec est accompagnée d'un document que je vais vous faire distribuer. Il est à la traduction maintenant. Je vais le faire distribuer par le biais du greffier. Ils nous ont fait parvenir leurs commentaires sur le projet de loi, mais ils ne nous ont pas signifié leur désir de comparaître nécessairement devant le Comité. J'attendrai, par le biais de M. Normand, vos suggestions sur tout témoin potentiel que les députés voudraient faire comparaître, et nous en discuterons à la prochaine séance du Comité.

[Traduction]

disponibles. Lundi après-midi serait une heure acceptable, et il n'y aurait aucun conflit avec le projet de loi C-36, le projet de loi C-49 ou les autres responsabilités des députés.

The Chairman: Are there any other comments?

M. Darling: Monsieur le président, je ne peux pas être là lundi après-midi. J'ai une réunion importante dans ma circonscription. Je pourrais m'arranger à revenir vers 17h30 si on organisait une réunion pour lundi soir.

M. Waddell: Lundi le 4 mai?

M. Nicholson: Oui.

M. Waddell: On pourrait peut-être se réunir mercredi après-midi, à 15h30?

M. Nicholson: M. Préfontaine travaille au dossier de la justice autochtone et devrait partir mardi. On a donc proposé que M. Préfontaine compareisse lundi si possible. Mais en tant que comité nous sommes bien sûr libres d'organiser nos propres séances. Donc, si nous voulons nous réunir mardi—ou n'importe quel jour—les fonctionnaires qui sont ici aujourd'hui seraient prêts à comparaître pour une séance d'information. Je suis donc prêt à organiser une réunion.

M. Waddell: Je serai disponible lundi.

M. Nicholson: Lundi soir ne nous causerait aucun problème. Cela nous donnerait l'occasion d'entendre M. Préfontaine.

M. Darling: Très bien.

M. MacLellan: Fixez l'heure que vous voulez. Mon seul critère c'est qu'il n'y ait pas de conflit avec le projet de loi C-49. À part cela, faites comme vous voulez.

The Chairman: Could Mr. Darling be available Monday evening? We could then schedule a meeting for Monday evening at . .

M. Nicholson: Dix-neuf heures.

M. MacLellan: Le plus tôt possible.

The Chairman: So, Monday evening, at 7 p.m., we will meet with departmental officials, as well as with Mr. Nicholson.

With respect to further witnesses, Mr. Darling has indicated that some witnesses would be interested in appearing before the committee. I would suggest that any members who wish to put forward names of possible witnesses do so by the next committee meeting. We could then discuss the possibilities together and plan a schedule.

So far, we have received letters from the Canadian Bar Association and the Quebec Bar. I will have copies distributed to everyone. The Quebec Bar letter was accompanied by a document, which is now being translated. Once that is done, I will have it distributed to everyone through the clerk. They have given us their comments on the bill, but do not seem to feel they need necessarily appear before the committee. So I will expect to receive, through Mr. Normand, your suggestions for possible witnesses some members might like to invite. We can discuss the matter further at the next committee meeting.

[Text]

Est-ce que tout le monde est d'accord sur cette suggestion?

Mr. Darling: Mr. Nicholson led me to believe that the Muskoka Lakes Association had been in touch or written letters—

Mr. Nicholson: Yes, that's correct.

Mr. Darling: —as if they might want to appear. You haven't heard anything from them?

The Chairman: No, sir.

M. Waddell: Il y a un autre groupe. Nous pouvons écrire à the West Coast Environmental Law Association and maybe the Canadian Environmental Law Association.

Le président: Est-il possible de donner les coordonnées au greffier?

M. Waddell: Oui. Je vais leur envoyer une copie du projet de loi, et ils voudront peut-être venir ici.

Le président: D'accord. Nous serons en mesure de vérifier cela à la prochaine séance du Comité.

Est-ce qu'il y a d'autres questions?

• 0935

Mr. Nicholson: I wonder if I could ask Mr. Waddell a question. Do you know of a specific concern they had? I'm not quite sure—

Mr. Waddell: I'm concerned there's an environmental aspect to this bill. I'll give you an example. I don't know enough about the bill, but I am just thinking that it's one thing to give a ticket to a boater or a ticket to someone who's parking at an airport. It's another thing to give Exxon a ticket for a major pollution thing or a pollution.

Mr. Nicholson: It's a good reason, Mr. Chairman, to have the departmental officials here. Perhaps some of these concerns can be discussed and perhaps met after our meeting on Monday.

Mr. Darling: You mean the justice department officials?

Mr. Waddell: Yes. They can explain. Maybe after I've heard that it won't seem. . . My concern is that we hear the officials on Monday, which is fine, but we need a little lag time to. . . I'm not interested in prolonging the bill, but we might need a week or so to get a view from these people.

Mr. Nicholson: You might fax it to them and ask them to indicate, since you would like to know.

Le président: C'est un peu le sens de ma suggestion. Je crois qu'après avoir rencontré les fonctionnaires du ministère et posé nos questions, nous serons en mesure de mieux percevoir le sens du projet de loi. Si, à la fin de cette rencontre, des suggestions peuvent être émises, on sera en mesure d'en discuter. Vous êtes d'accord sur cela, monsieur Waddell?

[Translation]

Is that alright with everybody?

M. Darling: M. Nicholson avait indiqué que la Muskoka Lakes Association l'avait contacté ou lui avait écrit. . .

M. Nicholson: Oui, c'est exact.

M. Darling: . . . indiquant que ces gens-là voudraient peut-être comparaître. Ils ne vous ont pas contacté?

Le président: Non.

Mr. Waddell: There is another group. We could write to l'Association canadienne du droit de l'environnement et son équivalent en Colombie-Britannique, la West Coast Environmental Law Association.

The Chairman: Perhaps this information could be given to the Clerk.

Mr. Waddell: Of course. I will send the associations a copy of the bill, and they may want to appear before the committee.

The Chairman: Fine. We can be more definite at the next committee meeting.

Are there any other questions?

M. Nicholson: J'ai une question à poser à M. Waddell. Est-ce que ces associations avaient une préoccupation particulière? Je ne sais pas. . .

M. Waddell: Je pense que ce projet de loi a un aspect environnemental. Je vais vous donner un exemple. Je ne sais pas grand-chose de ce projet de loi, mais j'ai une préoccupation. C'est facile de donner un billet de contravention à un bateau ou à une voiture stationnée à l'aéroport. Mais c'est tout à fait autre chose de donner à Exxon un billet de contravention pour avoir causé de la pollution ou même un incident de pollution majeure.

M. Nicholson: C'est là une bonne raison, monsieur le président, pourquoi la présence des fonctionnaires du ministère est nécessaire. On pourrait se pencher sur ces préoccupations lundi. On pourrait même peut-être résoudre certains problèmes.

M. Darling: Vous parlez des fonctionnaires du ministère de la Justice?

M. Waddell: Oui. Ils peuvent nous donner des explications. Peut-être, une fois que j'aurai entendu leurs explications, les choses sembleront moins. . . Mais si les fonctionnaires comparaissent lundi, comme on a décidé, il nous faudra peut-être un peu de temps pour. . . Je ne veux pas prolonger le processus, mais il nous faudra peut-être une semaine pour obtenir une opinion de ces gens-là.

M. Nicholson: Puisque vous voulez une opinion, vous pourriez envoyer les documents par fax et les demander.

The Chairman: That is more or less what I was suggesting. I think that, once we have met with departmental officials and put our questions to them, we will be in a better position to see what the bill really means. Moreover, if suggestions can be put forward after the meeting, we will be in a position to discuss them. Is that all right with you, Mr. Waddell?

[Texte]

M. Waddell: Oui.**Le président:** Nous avons eu une très bonne rencontre.

La séance est levée.

MONDAY, MAY 4, 1992

• 1909

Le président: À l'ordre, s'il vous plaît.

• 1910

Nous avons à l'ordre du jour l'étude du projet de loi C-46, Loi concernant les contraventions aux textes législatifs fédéraux.

Nous recevons ce soir comme témoins des hauts fonctionnaires du ministère de la Justice. Permettez-moi de vous souhaiter la bienvenue. Dès le départ, je vous invite à vous identifier. Si vous avez une déclaration d'ouverture à faire, nous allons l'écouter avec beaucoup d'attention. Par la suite, nous procéderons à la période des questions.

M. Daniel C. Préfontaine (premier conseiller en politiques, Valorisation de l'action réglementaire et Justice applicable aux autochtones, ministère de la Justice): Merci, monsieur le président. Je suis sous-ministre adjoint et responsable des travaux qui se font au Ministère concernant le projet de loi C-46. M'accompagnent ce soir deux de mes collègues qui sont étroitement liés au projet de loi: Me Yvan Roy et Me Mark Berlin.

J'aimerais remercier les membres du Comité de nous accorder le temps nécessaire pour vous présenter quelques remarques et répondre à vos questions concernant le projet de loi.

Le président: Permettez-moi de vous interrompre un instant. Je voudrais signifier aux membres du Comité que nous avons ici la copie de la déclaration d'ouverture des fonctionnaires. Étant donné qu'il en manquait des copies, j'ai demandé qu'on aille en faire imprimer il y a à peu près dix minutes. On devrait être sur le point de les recevoir. Je les ferai distribuer. Vous pouvez continuer, monsieur Préfontaine.

Mr. Préfontaine: Thank you, Mr. Chairman. I take real pleasure this evening in being able to be here with you, as a civil servant who has been associated with some of the law reform initiatives in the Department of Justice. This is one that has been percolating for a long time. . . in trying to get it right, so to speak, so it would fulfil its objectives.

The Contraventions Act, Bill C-46, provides a new and simplified means of enforcing minor federal regulatory offences, reflecting the distinction between what we have come to call truly criminal acts and things of a less serious nature, things of a regulatory nature. Currently, as most of you are aware, those of us who are charged with minor regulatory or statutory offences are not treated differently from those charged with criminal offences, because the way the law operates, there has to be a procedure that's utilized to process these cases, and it is the procedure under the Criminal Code, what we call part XXVII, the summary conviction procedure.

[Traduction]

Mr. Waddell: Yes.**The Chairman:** This has been a very good meeting.

The meeting is adjourned.

LE LUNDI 4 MAI 1992

The Chairman: Order, please.

On the agenda today is the study of Bill C-46, an Act respecting contraventions of federal enactments.

We are welcoming tonight as witnesses officials from the Department of Justice. Welcome, gentlemen. First, I would like you to introduce yourselves, then, if you have an opening statement to make, we will listen to it attentively. Afterwards, there will be a question and answer period.

Mr. Daniel C. Préfontaine (Chief Policy Counsel, Compliance and Aboriginal Justice, Department of Justice): Thank you, Mr. Chairman. I am the Assistant Deputy Minister responsible for the department's work related to Bill C-46. I am accompanied tonight by two of my colleagues who have been closely involved with that Bill: Mr. Yvan Roy and Mr. Mark Berlin.

I would like to thank the members of the committee for giving us the opportunity to make a few comments and to answer any of your questions regarding the Bill.

The Chairman: If I may interrupt you for a second. I would just like to tell the members that we have a copy of the officials' opening statement. Since we do not have enough copies, I asked that some more be made about 10 minutes ago. We should be getting them any minute. As soon as I have them I will distribute them. You may continue, Mr. Préfontaine.

M. Préfontaine: Merci, monsieur le président. Je suis heureux de pouvoir être ici ce soir, à titre de fonctionnaire ayant participé à plusieurs initiatives de réforme du droit du ministère de la Justice. Celle-ci se prépare depuis déjà un bon moment. Il nous a fallu du temps pour nous assurer que ce projet de loi remplirait bien les objectifs que l'on visait.

La Loi sur les contraventions, le projet de loi C-46, prévoit une façon simplifiée et nouvelle de punir les infractions mineures aux règlements fédéraux. Elle reflète la distinction qui existe entre ce que nous appelons les véritables actes criminels et les manquements moins graves, les manquements aux règlements. À l'heure actuelle, comme la plupart d'entre vous le savent, ceux qui sont accusés d'infractions mineures aux textes réglementaires ou aux textes législatifs ne sont pas traités différemment de ceux qui sont accusés d'actes criminels, en raison du fonctionnement de la loi. On doit traiter ces cas selon une procédure prévue au Code criminel, à la Partie XXVII, soit la procédure sommaire de déclaration de culpabilité.

[Text]

Essentially what the Contraventions Act is doing is establishing a ticketing scheme, which will permit enforcement authorities to issue tickets to persons who are charged with a designated offence under the schedule to the act. So individuals who wish to plead guilty and pay a set fine can do so, thus avoiding the necessity of going through the formal court process, in most instances with formal court appearances.

We hope the scheme will ease the court's work load—that is, the load of the courts that are now administering all the federal minor regulatory offences—by taking those cases out of the system where it's not required for the court to be involved; that is, where there is no trial because somebody wants to plead not guilty, or having pled guilty, wants to explain or have the set fine reduced because of the circumstances. In turn, this will give enforcement personnel more time to concentrate on bringing as many of the offences as come to their attention to be processed in this manner, as opposed to having to be in the court system, waiting unnecessarily to be processed... as well as the citizens involved who now, because of the nature of the process, have to go through this criminal-type procedure in order to plead guilty or plead not guilty and have an explanation to give to the judge.

So there really are three central objectives to the ticketing scheme. The first objective is procedural decriminalization of minor federal regulatory offences. The contraventions bill replaces the existing criminal procedure with a ticketing scheme similar to those now in place for several offences. Decriminalization in effect means here that a person convicted of a ticket-able offence will be subject to civil rather than criminal consequences. Effectively certain specific traditional criminal consequences of conviction such as fingerprinting, having a criminal record, limiting entry into Canada, citizenship restrictions, and denial of a passport will not apply. The legislation specifically provides for that to be the case.

• 1915

Si vous me le permettez, je vais passer au français pour vous expliquer le deuxième objectif du régime, qui est de libérer les tribunaux des affaires non contestées.

Comme vous le savez, la congestion des tribunaux est un problème à peu près partout au pays. Si on pouvait libérer les tribunaux de certaines choses qui ne sont pas de leur ressort, ce serait probablement la meilleure façon de procéder.

Le projet de loi prévoit que les autorités chargées de l'application de la loi pourront émettre des procès-verbaux de contravention plutôt que de déposer une dénonciation qui serait traitée comme toute autre infraction prévue au Code criminel. En conséquence, les personnes qui reçoivent un procès-verbal de contravention et qui veulent plaider coupable et payer l'amende pourront le faire sans avoir à comparaître devant le tribunal. Toutefois, le droit de

[Translation]

Essentiellement, la Loi sur les contraventions crée un régime de procès-verbaux permettant aux agents de l'autorité de signifier un procès-verbal à quiconque est accusé d'une infraction qualifiée de contravention aux termes de l'annexe de la loi. Ceux qui voudront plaider coupables et payer l'amende pourront le faire; ils éviteront ainsi de passer par le processus judiciaire et de comparaître devant un tribunal.

Nous espérons que ce régime allégera le fardeau des tribunaux—c'est-à-dire le fardeau des cours qui s'occupent actuellement des infractions mineures aux règlements fédéraux—en éliminant du système judiciaire les cas où l'intervention du tribunal n'est pas nécessaire, soit les cas où il n'y a pas de procès parce que l'accusé a plaidé coupable et les cas où l'accusé, ayant plaidé coupable, veut faire des observations et tenter de faire réduire son amende en raison des circonstances. Ainsi, le personnel d'application de la loi pourra consacrer davantage de temps à dénoncer ces infractions plutôt qu'à comparaître devant les tribunaux et à attendre indûment pour ce faire. Les citoyens aussi en profiteront puisque, à l'heure actuelle, en raison de la nature du processus, ils doivent passer par les tribunaux aux termes d'une procédure pénale pour plaider coupable ou non coupable et fournir des explications au juge.

Ce régime de procès-verbaux vise trois principaux objectifs. Premièrement, on vise la décriminalisation de la procédure s'appliquant aux infractions mineures aux règlements fédéraux. Le projet de loi sur les contraventions remplace les procédures criminelles existantes par un système de procès-verbaux semblables à ceux qui existent déjà pour plusieurs infractions. La décriminalisation signifie effectivement qu'une personne déclarée coupable d'une infraction dénoncée au moyen d'un procès-verbal sera assujettie à des procédures civiles plutôt que criminelles. En effet, certaines conséquences traditionnelles d'une déclaration de culpabilité au criminel, telles que les empreintes digitales, le casier judiciaire, les restrictions touchant l'entrée au Canada, les restrictions touchant la citoyenneté, ou le refus d'un passeport, ne s'appliqueront pas. Le projet de loi contient des dispositions précises à cet effet.

With your permission, I will switch to French to explain the second objective of the scheme, which is to relieve the courts in uncontested cases.

As you know, the backlog of court cases is a problem almost everywhere in Canada. If we could relieve the courts from having to handle cases that are not really appropriate for them, it would probably be the best solution.

The Bill provides for law enforcement authorities to issue tickets rather than lay charges that are handled like other offenses under the Criminal Code. Therefore, persons who are issued a ticket and who wish to plead guilty and pay a fine will be able to do so without having to appear before the court. However, the right to dispute a ticket before the court is maintained, naturally, in order to respect the principles of law that we have in Canada. Thus, persons who wish to

[Texte]

contester le procès-verbal de contravention devant le tribunal est naturellement maintenu pour respecter les principes de notre droit au Canada. Donc, il sera toujours possible aux personnes qui le souhaiteront de contester celui-ci et d'être entendues par un juge. Ce projet de loi offre un choix à l'individu. C'est à lui de décider finalement.

The final objective of this legislation and its endeavour is the overall improved enforcement of fines. We hope the ticketing scheme will facilitate and encourage early payment of fines by enabling offenders to pay the prescribed fine without making a formal court appearance, and by providing a scheme whereby the fine can be sent in with the ticket that has been issued.

Enforcement authorities may be sometimes reticent to charge persons with the violation of a regulatory offence when they know that at the end of the day they will have to spend a great deal of time away from the field and in the courtroom during the prosecution of an offence. In effect the present system is acting as a disincentive to enforce the law. We hope this will be remedied by this new procedure.

At the moment there are 12 federal departments and agencies that wish to utilize the procedure if passed by Parliament. Each of these participants is in the process of identifying the offences that will be included in the schedule of offences, which will establish those offences to be designated ticket-able. It should be noted that the contraventions bill does not create any new offence. This is a procedural act; it's not a substantive creating offence act. It simply provides for procedures for the prosecution of persons charged with existing offences that have been identified to be in the schedule.

Quel type d'infractions est visé par la Loi sur les contraventions? Il est important de rappeler que nous visons les infractions mineures, notamment la conduite d'un bateau à une vitesse excessive trop près de la rive, la chasse sans permis valide, le camping dans un parc sans permis, la cueillette de fleurs et les règlements de stationnement sur les terrains fédéraux.

Lorsqu'il sera allégué qu'une telle infraction a été commise, l'autorité chargée de l'application de la loi aura un choix à exercer pour le commencement de la procédure: soit délivrer un procès-verbal de contravention, soit déposer une dénonciation. Ce pouvoir discrétionnaire de l'autorité chargée de l'application de la loi sera exercé conformément aux lignes directrices administratives élaborées par les ministères et organismes visés par l'application du régime.

When an enforcement authority believes on reasonable grounds that an offence has been committed, a ticket may be issued by that authority. The person who is ticketed has the following options:

1. Plead guilty and pay the set fine, as indicated on the ticket, without appearing in court.
2. Plead guilty with representation, asking the court for a lesser fine or an extended time to pay the fine.

[Traduction]

dispute a ticket continue to enjoy the right to be heard by a judge. The Bill provides the individual with a choice. Ultimately, it is up to him or her to decide.

Le dernier objectif de ce projet de loi est d'améliorer de façon générale l'exécution des amendes. Nous espérons que le régime de procès-verbaux de contraventions facilitera et encouragera le paiement rapide des amendes en permettant aux contrevenants de payer l'amende réglementaire sans comparaître officiellement devant le tribunal. On permettra donc aux contrevenants de faire parvenir l'amende avec le procès-verbal qui a été délivré.

L'agent de l'autorité hésite parfois à dénoncer les personnes pour un manquement aux lois et aux règlements lorsqu'il sait qu'en fin de compte, il devra passer beaucoup de temps en cour et non pas sur le terrain pendant le procès. En effet, le système actuel décourage l'application de la loi. Nous espérons que cette nouvelle procédure viendra rectifier la situation.

Il y a actuellement 12 ministères et organismes fédéraux qui désirent utiliser cette procédure si elle est adoptée par le Parlement. Chacun de ces participants est en train d'identifier les infractions qui figureront à l'annexe des infractions à dénoncer au moyen d'un procès-verbal de contravention. Notons bien que le projet de loi sur les contraventions ne crée pas de nouvelles infractions. Il s'agit d'une loi de forme, et non pas d'une loi de fond portant création de nouvelles infractions. Ce projet de loi fournit tout simplement un mécanisme pour poursuivre ceux qui sont inculpés d'infractions déjà définies et figurant dans l'annexe.

What kind of offenses are being targeted by the Contraventions Act? It is important to note that we are dealing here with minor offenses, such as excessive speed by boaters too close to the shore, hunting without a valid permit, camping in a park without a permit, picking flowers and violation of parking regulations on federal lands.

When it is alleged that such an offense has been committed, law enforcement authorities will have to make a choice at the outset: either issue a ticket or lay charges. This discretionary power of the law enforcement authorities will be exercised in accordance with the administrative guidelines developed by the departments and agencies involved in the application of the scheme.

Lorsque l'agent de l'autorité a un motif raisonnable de croire qu'une infraction a été commise, il peut délivrer un procès-verbal de contravention. Les options suivantes sont ouvertes à la personne qui a été verbalisée:

1. Plaider coupable et payer l'amende prescrite, selon les indications du procès-verbal, sans comparaître devant le tribunal.
2. Plaider coupable et être représenté par un avocat, et demander au tribunal de réduire l'amende ou de prolonger les délais de paiement.

[Text]

[Translation]

• 1920

3. The individual may wish to dispute the charge and so indicates a desire to proceed to trial by forwarding the ticket to the appropriate court office. In this latter case where a trial is requested, the trial proceeds in accordance with the summary conviction provisions of the Criminal Code.

An individual who ignores a ticket will be found guilty by default. In practice, where the enforcement officer exercises his or her discretion and information is in fact late, the Criminal Code procedures for summary conviction offences apply, and upon conviction the penalty available under the statute or regulation creating the offence will apply, and not the fines set out in the schedule to the Contraventions Act.

Proceedings pursuant to the Criminal Code would be resorted to only in those situations where the enforcement authority believes that the conduct is particularly harmful and warrants more serious treatment, or in cases of persistent violations by the same offender. In all other instances the ticketing scheme process will apply.

Finally, it should be noted that the Contraventions Act will apply to young offenders as well as adults. It is fair that young persons who engage in activities under the sphere of the ticketing scheme, such as camping, hunting, and fishing, should be held responsible for their actions if they violate the law.

Recognizing, however, that the maximum fine limit of \$1,000 may be unduly onerous, the maximum fine level for a young person who is ticketed will be \$100.

In conclusion, when we think that currently a person charged with an offence, no matter how minor, is required to attend court, perhaps taking time off work to take part in a formal process that is best designed for serious offences, then we hope the benefits of a ticketing scheme are only too clear, and that you will be convinced accordingly.

We're available to answer any of your questions on any of the details of the bill. Thank you for listening to me. I wish to thank you on behalf of the Minister of Justice as well for having had the time to present this to you.

Le président: Nous vous remercions beaucoup.

Mr. MacLellan (Cape Breton—The Sydneys): Mr. Préfontaine, this bill seems fairly straightforward to me, although there must be some pitfalls in it. The Law Reform Commission recommended this procedure back in 1976, and the department has been seized with this question since 1986. Why has it taken so long to bring forward this piece of legislation on what seems to be a very straightforward procedural matter?

3. La personne peut contester la dénonciation et signifier son intention de demander un procès en faisant parvenir le procès-verbal de contravention au bureau désigné de la cour. Si un procès est demandé, celui-ci se déroulera conformément aux dispositions du Code criminel touchant les infractions punissables sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

Toute personne qui ne tient pas compte d'un procès-verbal de contravention sera déclarée coupable par défaut. En pratique, là où l'agent de l'autorité exerce sa discrétion et que la dénonciation se fait de façon tardive, les procédures du Code criminel pour les infractions punissables sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire s'appliqueront, et sur déclaration de culpabilité, la pénalité prévue selon la loi ou le règlement créant l'infraction s'appliquera et non pas l'amende prescrite à l'annexe de la Loi sur les contraventions.

Des poursuites ne devraient être intentées en vertu du Code criminel que dans les cas où l'agent de l'autorité a raison de croire que la conduite est particulièrement préjudiciable et justifie des mesures plus sévères, ou dans des cas de récidive. Dans tous les autres cas, le régime des procès-verbaux de contraventions s'appliquera.

En dernier lieu, notons que la Loi sur les contraventions s'appliquera aux jeunes contrevenants de même qu'aux adultes. Il est juste que les jeunes qui s'adonnent à des activités relevant du régime des procès-verbaux, telles que le camping, la chasse ou la pêche, devraient être tenus responsables de leurs actes s'ils enfreignent la loi.

Puisque l'on reconnaît, cependant, que l'amende maximale, fixée à 1,000\$, pourrait être trop onéreuse, celle-ci sera fixée à 100\$ pour les jeunes contrevenants à qui on signifie un procès-verbal de contravention.

Pour conclure, vu qu'actuellement une personne inculpée pour une infraction, aussi mineure soit-elle, doit comparaître devant le tribunal et parfois s'absenter de son travail pour participer à une procédure officielle qui a été conçue pour les infractions graves, nous espérons que vous serez convaincus comme nous des avantages évidents d'un régime de procès-verbal de contravention.

Nous demeurons à votre disposition pour répondre aux questions que vous pourriez avoir sur les détails de ce projet de loi. Merci de m'avoir écouté. Je tiens également à vous remercier au nom de la ministre de la Justice pour nous avoir accordé le temps de vous présenter ce projet de loi.

The Chairman: We thank you very much.

M. MacLellan (Cap-Breton—The Sydneys): Monsieur Préfontaine, ce projet de loi me semble tout à fait clair, bien qu'il doit contenir certains pièges. La Commission de la réforme du droit a recommandé cette procédure en 1976, et le ministre a été saisi de la question depuis 1986. Pourquoi a-t-on mis tant de temps à déposer ce projet de loi pour une question de forme qui semble tout à fait simple?

[Texte]

Mr. Préfontaine: When we began looking at the need for this type of procedure it was primarily in the context of the government property traffic regulations. At the time we were trying to identify the different departments in different federal areas and different enforcement agreements with the provinces to administer these government property traffic regulations.

As we began to delve into it, and based on the seminal work of the Law Reform Commission, a great number of issues began to pop up with respect to criminal records and what we do about them, with respect to fingerprinting, with respect to young offenders, with respect to the tie-in to the provincial offences and procedures act, for example, that Ontario had been proceeding with and was still working on during those years.

What with everything else we had, we continued to work on it and kept trying to figure out what was the best model, the best approach to follow. As a result of that it took time, and effort, and because it is a procedural kind of a thing... Really, not until it became very clear that this was going to have some strong effects on the way the court systems keep building up and building up did we make it a priority. Today it became a priority because of all the elements that have come to play into that over a period of years.

We were concerned about Charter questions until the courts began to tell us, no, it wasn't a problem if you had a different administrative approach from one province to the other, although be as consistent as you could nevertheless in a national piece of legislation.

Those are all the elements that went into the years that we have been working on this, and I have personally been associated with it. It also took a willingness on the part of the minister to say, yes, this was something that had to be done, it was overdue and should be put forward, and she has done that by introducing the bill last December.

• 1925

Mr. MacLellan: With all due respect, you haven't really convinced me that it's that complicated, but I accept your explanation. I think it was not a priority until—as you said, now it's a priority. I think it's a fairly recent priority and I think that's the problem.

You refer to minor regulatory offences. How do we keep it to minor regulatory offences when in fact offences can be designated as offences under this act, under the regulations, by Order in Council, and not come before the House of Commons for instance?. The environmental act is one of the acts designated under this, and I just use that as an example, on large spills, for instance, in which we contravene the regulations. But the question is, what is minor and what is not minor? How are we going to differentiate between the two?

[Traduction]

M. Préfontaine: Nous avons commencé à étudier le besoin pour ce genre de procédures principalement dans le contexte du Règlement relatif à la circulation sur les terrains du gouvernement. À cette époque, nous tentions de recenser les compétences des ministères fédéraux et les divers accords d'application de la loi passés avec les provinces pour administrer ce règlement relatif à la circulation.

Lorsque nous nous sommes mis à étudier la question en profondeur, et suite aux très importants travaux de la Commission de la réforme du droit, de nombreuses questions ont été soulevées relativement aux casiers judiciaires et ce qu'il faudrait en faire, relativement aux empreintes digitales, aux jeunes contrevenants, et aux liens possibles avec la Loi sur les infractions et procédures que préparait l'Ontario à cette époque.

Avec tout le pain que nous avions sur la planche, nous avons continué de travailler en ce sens et nous avons essayé de déterminer quel serait le meilleur modèle, la meilleure approche à suivre. À cause de tout cela, nous y avons mis beaucoup de temps et d'efforts, car il s'agit effectivement d'une question de procédure... Ce n'est que lorsque nous avons réalisé que de telles mesures auraient un effet sur le problème de la congestion des tribunaux que nous avons fait de ce projet de loi une priorité. C'est une priorité aujourd'hui à cause de tous les éléments qui sont entrés en jeu au fil des ans.

Nous nous inquiétons des questions relatives à la Charte jusqu'à ce que les tribunaux nous disent que non, ce n'était pas un problème si nous avions une approche administrative différente d'une province à l'autre, quoiqu'il faudrait être aussi logique que possible dans une loi nationale.

Voilà tous les éléments qui sont entrés en jeu au cours de nos travaux, auxquels j'ai participé personnellement. Il fallait également une volonté de la part d'un ministre pour dire oui, c'est quelque chose qui doit se faire, cela tarde mais nous devons le déposer. La ministre Campbell l'a fait en déposant ce projet de loi en décembre dernier.

M. MacLellan: Sauf votre respect, vous ne m'avez pas convaincu parfaitement de la complexité de la question, mais j'accepte votre explication. À mon avis, ce n'était pas une priorité, comme vous l'avez dit, et c'en est une maintenant. C'est devenu une priorité très récemment et c'est là le problème, à mon avis.

Vous parlez de manquements mineurs aux lois ou règlements. Comment allons-nous faire en sorte qu'il ne s'agisse que de manquements mineurs aux lois ou règlements quand, en réalité, les infractions peuvent être désignées comme telles en vertu de cette loi, en vertu des règlements ou encore par décret en conseil, sans que la Chambre des communes n'ait à se prononcer? La Loi sur l'environnement est l'une des lois visées par ce projet de loi et je la donne en exemple en songeant aux délits importants, où, par exemple, nous contrevenons aux règlements. La question est de savoir ce qui constitue une infraction mineure et ce qui constitue une infraction grave. Comment allons-nous établir cette distinction?

[Text]

Mr. Préfontaine: I'll have one of my colleagues address the criteria, but it is the nature of the offence itself that almost gives you the clue that it's minor. The examples I've cited don't have serious harm attached to them. They don't have any risk to life or limb. They don't have high damage to property or significant damage to property: you shouldn't park there, you shouldn't pick the flowers, you shouldn't be going too close to the shore, you shouldn't be doing any number of these kinds of things. Where there's effectively that kind of offence, it does not harm anybody. There's no serious harm. However, there may well be instances where, because of the nature of the offence, there is a judgment call to be made, in which event they'll go the serious route.

You'll have situations where it may be close to the line. That option is there for the enforcement authority to choose to go by way of laying the information under clause 27, as opposed to going into the ticket-able procedure; or if someone has violated 17 times or 10 or whatever, and is persistent and refuses, it becomes almost a contempt type of situation, in which case you resort then to the more formal clause 27 summary conviction procedure.

I guess we have become so used to everything done under clause 27. We have to sit back and take a look at it and ask why we are using this formal criminal procedure, which is in the Criminal Code, for these kinds of things. The designation of the offences has criteria attached to it. Mr. Berlin might want to comment on the process that we're using here, in working with the departments to designate these offences as ticket-able offences under their statutes.

Mr. Mark Berlin (Senior Counsel, Criminal Law Policy, Department of Justice): When we began our discussions with individual departments and agencies, we asked to review the legislation for which they were responsible. We'll take your example, Environment Canada. We said, understand the philosophy and the orientation of the legislation and try to make a simple system for the procedural enforcement of simple, minor infractions. Look at your legislation and understand that we're only asking for an upper ceiling of \$1,000 maximum. Understand that what we want to do is expedite the process by having your enforcement officers on the scene to be able to quickly examine whether or not an infraction was taking place.

If you need a great scientific or investigative procedure to determine whether or not an infraction took place, that should not be part of the scheme. We don't want, for example, third-party hearsay, sort of investigative medical determinations as to whether or not an infraction took place. We don't want scientific research as to whether an infraction took place. Can you visually almost determine that something has taken place? How rapid can you get it through the system? What was the ceiling on the infraction?

[Translation]

M. Préfontaine: Je vais demander à l'un de mes collègues de vous donner les critères, mais cela dépendra de la nature de l'infraction elle-même qui permet de décider si elle est mineure. Les exemples d'infractions que j'ai cités ne causent pas de sérieux dommages. Elles ne font peser aucune menace sur la vie. Elles ne causent pas de dommages élevés à la propriété: vous ne devriez pas stationner ici, vous ne devriez pas cueillir les fleurs, vous ne devriez pas circuler trop près du rivage, vous ne devriez pas faire ce genre de choses. Ces catégories d'infractions ne causent de tort à personne. Elles ne causent aucun tort sérieux. Toutefois, dans certains cas, il faut prendre une décision subjective compte tenu de la nature de l'infraction, et dans ces cas-là nous considérerons qu'il s'agit d'une infraction grave.

Dans certains cas, la distinction sera difficile à établir. Dans de tels cas, l'agent de l'autorité aura l'option de déposer une dénonciation, en vertu de l'article 27, ou d'établir un procès-verbal. Par ailleurs, si quelqu'un commet 10 ou 17 fois la même infraction et refuse d'obtempérer, il se rend presque coupable d'outrage et s'exposera aux procédures en vertu de l'article 27 qui permet de procéder par déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

Nous avons pris l'habitude d'invoquer systématiquement l'article 27. Nous devons nous demander pourquoi nous utilisons cette procédure officielle prévue au Code criminel pour ce genre d'infractions. La désignation des infractions s'accompagne de certains critères. M. Berlin voudra peut-être dire quelques mots sur la processus utilisé ici, où nous avons travaillé en collaboration avec les ministères pour dresser la liste des infractions énoncées dans les lois qu'ils administrent et pouvant faire l'objet d'un procès-verbal.

M. Mark Berlin (avocat conseil principal, Section de la politique, Droit pénal, ministère de la Justice): Quand nous avons entamé nos discussions avec les ministères et organismes, nous leur avons demandé de passer en revue les lois qui relèvent d'eux. Reprenons votre exemple, celui d'Environnement Canada. Conformément à la philosophie qui sous-tend le projet de loi, nous avons voulu mettre en place des procédures simples applicables aux infractions mineures. Nous leur avons demandé de passer en revue les lois qu'ils administrent pour relever les infractions punissables par une amende d'au plus 1,000\$. Vous devez comprendre que nous souhaitons accélérer les procédures en permettant aux agents de l'autorité sur place de déterminer rapidement s'il y a effectivement eu infraction.

S'il faut des procédures scientifiques ou policières très poussées pour déterminer s'il y a ou non infraction, ces cas ne sont pas visés par le projet de loi. Par exemple, nous ne voulons pas être obligés de faire appel à des tiers, notamment à des médecins légistes, pour déterminer s'il y a eu infraction. Nous ne voulons pas qu'il soit nécessaire de faire des recherches scientifiques pour déterminer s'il y a eu infraction. Il s'agit de déterminer par la simple observation qu'il y a eu infraction. Avec quelle rapidité peut-on traiter l'affaire? Quelle était l'amende maximale prévue pour l'infraction?

[Texte]

We looked at Environment Canada, and they have so many significant and important types of offences; for instance, the one that you gave, sort of toxic dumping or spilling. We said that should not be part of the scheme. Look at your infraction. For those things you have \$5 million worth of fines, you have imprisonment, and that should not be part of the scheme. Even when it talks about CEPA, which is covered by so many infractions that are suggested to be covered by Environment Canada, it has nothing to do with substantive elements of infractions. It is, rather, failing to report on time, failure by a company to have the adequate number of signatories on a report that is supposed to be provided to the minister on time, and failing to have the report submitted on time. Those are the types of infractions under the CEPA legislation, and they have nothing to do with any type of dumping whatsoever. It is mainly the time delay in getting a report on time to a minister, according to the legislative guidelines of CEPA.

● 1930

Furthermore, they said, okay, let's look at things like the National Parks Act and the Migratory Birds Convention Act, at things like disturbing wild birds' nests, and at the Wildlife Act, for hunting out of season without a licence. They were mainly minor, regulatory infractions that went no further than that, and for which they said, great, those are the types of infractions we're talking about. Those are the examples, so it would be appropriate to look at Environment Canada and say, wow, are we actually talking about toxic dumping? No. That would take scientific research; it would take a lot of investigation, but simply, did the person come in and did he not file the report on time, and that type of stuff.

Mr. MacLellan: Just on the filing of reports by corporations, some of these reports can be quite important and it's open to interpretation as to whether that's minor or whether it's not minor. That is a concern. In interfering with the Migratory Birds Convention Act, if it's an isolated incident affecting one bird that is one thing, but if it's a question of filling in a swamp so that the stopping-off place of the migratory birds is affected, that's another thing. I have a little problem with this.

I don't want to say for a minute that this is not a good bill, that this is not good legislation. The member for Parry Sound—Muskoka is here and he has worked hard for this. I acknowledge its importance and I don't want to delay it. But I also want, if I can, to forestall any ambiguities that are going to cause a problem.

Mr. Berlin: Those are two very good examples that you have just given, and it is for that reason that we look at the ticketing scheme or the Contraventions Act as an option. It's an additional tool that an enforcement officer has in his

[Traduction]

Nous avons étudié les lois administrées par Environnement Canada. Elles renferment un grand nombre d'infractions graves, dont l'exemple que vous avez cité des déversements ou des rejets de produits toxiques. Nous avons dit que ces infractions ne seraient pas visées par ce nouveau régime. Prenez l'exemple que vous avez donné. Les infractions de ce genre sont punissables par des amendes pouvant atteindre cinq millions de dollars, ou encore par une peine d'emprisonnement, et ces infractions ne sont pas visées par ce nouveau régime. Même lorsqu'il est question de la Loi sur la protection de l'environnement, il ne faut pas oublier qu'elle renferme un grand nombre d'infractions qui sont loin d'être toutes des infractions graves. Il s'agira plutôt de contraventions comme le dépôt tardif d'un rapport, le défaut par une société d'obtenir le nombre de signatures requises sur un rapport devant être remis au ministre dans les délais prescrits et le défaut de remettre un rapport à la date prévue. Voilà le genre d'infractions prévues dans la Loi sur la protection de l'environnement, et cela n'a rien à voir avec le rejet de produits toxiques. Il s'agit tout simplement du défaut de remettre au ministre dans les délais prescrits un rapport prévu dans la Loi sur la protection de l'environnement.

Par ailleurs, on a décidé de faire la même analyse pour d'autres lois comme la Loi sur les parcs nationaux, la Loi sur la convention concernant les oiseaux migrateurs, en vertu de laquelle commet une infraction quiconque dérange les nids d'oiseaux sauvages, et la Loi sur la faune, en vertu de laquelle commet une infraction quiconque chasse sans permis en-dehors de la saison de la chasse. La liste des infractions mineures aux textes réglementaires était très longue et ce sont celles qui ont été retenues. Voilà le genre d'exemples qui ont été retenus. Dans le cas d'Environnement Canada, il faut poser la question de savoir si nous envisageons d'inclure le rejet de substances toxiques. La réponse est non. Il faudrait pour cela effectuer des recherches scientifiques et des enquêtes très poussées. Il s'agit plutôt de déterminer si une personne n'a pas remis son rapport dans les délais prescrits, et autres choses du genre.

M. MacLellan: Pour ce qui est du dépôt des rapports de sociétés, certains de ces rapports peuvent être très importants et c'est tout à fait subjectif de dire telle infraction est mineure et telle autre est grave. Cela me préoccupe. Pour ce qui est de la Loi sur la convention concernant les oiseaux migrateurs, s'il s'agit d'une infraction isolée touchant un seul oiseau, c'est une chose, mais s'il s'agit d'assécher un marais où font escale les oiseaux migrateurs, c'est autre chose. J'ai certaines réserves à cet égard.

Je ne dis pas du tout que ce projet de loi est mauvais. Le député de Parry Sound—Muskoka est ici ce soir et il n'a pas ménagé sa peine pour obtenir ce projet de loi. J'en connais l'importance et je ne veux pas retarder son adoption. Par contre, dans la mesure du possible, je veux aussi que soit corrigée toute ambiguïté qui pourrait créer des problèmes à l'avenir.

M. Berlin: Les deux exemples que vous avez donnés sont excellents et c'est pour que cette raison que le régime de procès-verbaux prévu dans la Loi sur les contraventions sera facultatif. Il s'agit d'un outil de plus dont pourra se prévaloir

[Text]

arsenal. In both the scenarios that you've just presented, if those matters are designated as ticket-able, when the enforcement officer comes upon the scene, and let's say a report hasn't been filed, several things happen. He says, should we ticket, or should we lay an information? If he feels it's a more serious report that ought to be filed on time, and failure to file may have some serious consequences, administrative guidelines established by Environment Canada will dictate that the individual should not ticket but in those circumstances should go the route of laying an information and go through normal summary conviction procedure, part XXVII of the Criminal Code.

In the instances where officers come upon a scene and they might be taking three hundred instead of four fish out of the water at one time, they may say, if it's an individual person in one boat, maybe we'll give a ticket. If it's a large vessel taking many, then we go the other route and lay an information. All this is to say it's an option. It's an option that is there and available when the circumstances warrant in those minor situations.

Mr. MacLellan: The maximum fine is \$1,000 for adults and \$100 for youth.

Mr. Berlin: Right.

Mr. MacLellan: If they decide to ticket an offence where the maximum fine is more than \$1,000, under the regulations the maximum is still \$1,000. Is that correct?

Mr. Berlin: Yes. For them to designate an offence as a contravention, the maximum limit is \$1,000.

Mr. MacLellan: They can't change that.

Mr. Berlin: They can't change that. Most of the infractions are actually \$25, \$35, or \$45 things, small, minor things. The upper ceiling limit is in fact in Environment Canada for failing to produce some of those reports. That actually indicates the extreme upper limit, and Environment Canada says to us, that's the upper limit. The infraction is set down so the individual knows.

Mr. MacLellan: So where the maximum penalty is over \$1,000, that is a prohibition against issuing a ticket and must go under summary conviction.

Mr. Berlin: Right. We'll stay with your example of failing to produce a report on time. Let's say the CEPA legislation provides for a fine limit for that particular infraction of \$10,000.

• 1935

If the enforcement officer wishes to try to seek that greater penalty, he would not issue the ticket. He would lay the information, in which case they would recover the fine under the enacting legislation, the CEPA legislation.

That would be another determination of when those administrative guidelines dictate. Do you go the ticketing route or do you take the option of proceeding under summary conviction under the CEPA legislation?

[Translation]

un agent de l'autorité. Dans les deux exemples que vous avez donnés, si les infractions sont désignées comme pouvant faire l'objet d'un procès-verbal, quand l'agent de l'autorité arrivera sur les lieux et constatera qu'un rapport n'a pas été déposé dans les délais prescrits, il aura un choix à faire, à savoir signifier un procès-verbal ou déposer une dénonciation. S'il estime que le rapport était suffisamment important et qu'il aurait dû être déposé à temps et que son dépôt tardif peut avoir des conséquences graves, les directives administratives élaborées par Environnement Canada lui diront qu'il ne faut pas dans de tels cas établir de procès-verbal mais qu'il faut plutôt déposer une dénonciation et engager les procédures normales de déclaration de culpabilité par procédure sommaire en vertu de la Partie XXVII du Code criminel.

Si un agent de l'autorité constate sur place qu'une personne prend 300 poissons plutôt que les quatre permis, il pourra décider, s'il s'agit d'une seule personne dans un bateau, d'établir un procès-verbal. S'il s'agit d'un gros bateau prenant beaucoup de poisson, il décidera de procéder par dénonciation. Tout cela pour dire qu'il y a un choix. Cette option existe lorsqu'il s'agit d'une infraction mineure, en tenant compte des circonstances.

M. MacLellan: L'amende maximale est de 1,000\$ pour un adulte et de 100\$ pour un adolescent.

M. Berlin: C'est exact.

M. MacLellan: Si l'agent de l'autorité décide d'établir un procès-verbal pour une infraction punissable par une amende supérieure à 1,000\$, le règlement lui prévoit une amende maximale de 1,000\$. Est-ce exact?

M. Berlin: Oui. Si une infraction est désignée comme une contravention, l'amende maximale est de 1,000\$.

M. MacLellan: L'agent de l'autorité ne peut pas changer cela.

M. Berlin: Non. La plupart des infractions sont punissables par une amende de 25, 35 ou 45\$, peu de chose. À Environnement Canada, l'amende maximale est prévue pour le défaut de produire certains des rapports dont nous avons parlé. Il s'agit de la limite maximale extrême, et Environnement Canada nous indique ce qu'est l'amende maximale. La description de l'infraction est formulée de façon que la personne sache à quoi s'attendre.

M. MacLellan: Ainsi, lorsque l'amende maximale est supérieure à 1,000\$, il est interdit d'établir un procès-verbal et l'agent de l'autorité doit procéder par déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

M. Berlin: C'est exact. Reprenons votre exemple du défaut de produire un rapport dans le délai prescrit. Supposons que la Loi canadienne sur la protection de l'environnement prévoit une amende maximale de 10,000\$ pour cette infraction.

Si l'agent de l'autorité veut qu'une peine plus grave soit imposée, il ne dresse pas de procès-verbal. Il fait la dénonciation et l'amende est perçue en vertu de la loi habilitante, soit la Loi canadienne sur la protection de l'environnement.

Encore une fois, ce sont les lignes directrices qui serviront à prendre la décision: Va-t-on dresser un procès-verbal ou suivre la procédure sommaire prévue par la LCPE?

[Texte]

Mr. MacLellan: I am not quite straight on this. Where the maximum fine is under \$1,000, then the option to ticket would exist, but if the maximum fine is over \$1,000, there is not the ability to ticket. Is that a possibility?

Mr. Berlin: I think individual departments will determine exactly how they will establish their administrative guidelines—

Mr. MacLellan: I am afraid the ticketing automatically reduces the importance of the offence.

If there is a maximum fine of, as you say, \$10,000 and they decide to ticket, then the maximum fine that can be imposed is \$1,000 under this act. It is determined by the very procedure that it is not an important offence or a major offence.

I am concerned that instead of the court's making that determination, the officials will be making that determination.

Mr. Berlin: In one sense, the philosophy of the legislation is to bring us those infractions that are by their very nature minor.

Let us start with a different sort of philosophical orientation. Let us start with that as the premise. I think that is how departments sort of approached it.

We winnowed down hundreds of thousands of infractions—we have about 3,000. We winnowed it down to those very, very minor infractions.

If they come upon the scene and they see a minor situation, they give a ticket the first time, knowing there is a \$10,000 upper limit under the enacting legislation. They will still give a ticket for \$1,000. They might do it again for the next one. By gosh, one would imagine that if an enforcement officer came upon the scene a third time, with the same sort of offender under the same sort of infraction, he would go the laying the information route, requiring that official to go to the judicial process.

Mr. MacLellan: I have one clarification.

From what you say, it may be a different enforcement officer. The offences may not be that close together and there may be a question where one was transferred under the jurisdiction to another position.

You have a ticketing. You don't have a long lead time as far the decision is concerned and what to do.

Mr. Berlin: There is, however, a 30-day time period from the commission of the infraction to the filing of the ticket. In those serious circumstances the individual enforcement officer, should it be different or should he have any sort of query as to whether or not he ought to go the other route, could check back with individual departments and determine whether or not the records indicate that a ticket had been given to this individual for a similar infraction. There is a bit of a delay period built in. The admin guidelines should direct the enforcement officers in that circumstance back to checking on that.

Mr. MacLellan: Thank you.

Mr. Waddell (Port Moody—Coquitlam): I would like to welcome you all to the committee, especially my old friend, Mr. Préfontaine.

[Traduction]

M. MacLellan: Je n'ai pas tout à fait compris. Si l'amende maximale est inférieure à 1,000\$, il y a alors la possibilité de dresser un procès-verbal mais si elle est supérieure à 1,000\$, ce n'est plus possible. Est-ce que je me trompe?

M. Berlin: Je pense que chaque ministère établira ses propres lignes directrices.

M. MacLellan: Je crains que le procès-verbal minimise l'infraction.

Si l'amende maximale est de 10,000\$, comme vous dites, et si l'on décide de dresser un procès-verbal, l'amende maximale pouvant être imposée en vertu de cette loi est de 1,000\$. A cause de la procédure, on établit qu'il ne s'agit pas d'une infraction importante, ni grave.

Je suis préoccupé par le fait que ce sont des agents qui vont décider plutôt qu'un tribunal.

M. Berlin: La raison d'être du projet de loi est de simplifier les procédures pour les infractions qui sont mineures de par leur nature.

Prenons une autre optique. Adoptons cette prémisse. Je pense que c'est celle des ministères.

On a fait un tri parmi des centaines de milliers d'infractions; il y en a environ 3,000. Nous nous sommes limités à ces infractions très légères.

En arrivant sur les lieux, l'agent constate une infraction mineure et dresse un procès-verbal, pour la première infraction, sachant que la limite maximale en vertu de la loi habilitante est de 10,000\$. Il fera payer une amende de 1,000\$. Il pourrait le faire de nouveau, à la prochaine infraction. Mais imaginons qu'il constate que la même infraction est commise une troisième fois par le même contrevenant. Alors, il procédera à la dénonciation ce qui enclenchera le processus judiciaire.

M. MacLellan: J'ai besoin d'une explication.

D'après ce que vous dites, il pourrait se produire qu'un autre agent constate une infraction. Les infractions pourraient ne pas être suffisamment rapprochées. Par ailleurs, l'agent peut avoir changé de service.

Quand on dresse un procès-verbal, on ne le sait pas longtemps à l'avance et on n'a pas beaucoup de temps pour décider de ce qu'on va faire.

M. Berlin: Il y a toutefois une période de 30 jours entre l'infraction et le dépôt du procès-verbal. Dans les circonstances plus graves, l'agent représentant l'autorité, s'il n'est pas celui qui a déjà émis un procès-verbal, ou s'il a quelque doute quant à la démarche à suivre, pourra faire les vérifications nécessaires auprès des services intéressés et déterminer si un procès-verbal a déjà été donné au contrevenant pour une infraction similaire. Il y a donc certains délais. Les lignes directrices devraient donc exiger de l'agent qu'il fasse les vérifications en pareilles circonstances.

M. MacLellan: Merci.

M. Waddell (Port Moody—Coquitlam): Soyez tous bienvenus au comité, particulièrement mon bon ami monsieur Préfontaine.

[Text]

It must be almost 20 years now. I met him here in Ottawa when I was a young lawyer. He was a young lawyer too. Anyway, it has been a long time.

I want to ask you, having said that, where does the idea come from, the idea for distinction between acts or commissions that are termed criminal and those that shouldn't be and are really more non-criminal or regulatory in nature? Where does that idea originate?

I know you have studied this for a long time. Can you tell the committee where it comes from?

Mr. Préfontaine: Yes. In the Law Reform Commission of Canada—I believe it was 1974 or 1976—in their first pieces of work they talked about our criminal law. That was the title of the publication—

Mr. Waddell: Is that the same Law Reform Commission that the government is abolishing?

Mr. Préfontaine: It is the same one; yes, that is so.

Mr. Waddell: You are right. The report was "Classification of Offences" in 1976, Law Reform Commission working paper number 54.

Mr. Préfontaine: That's right.

We took that and we incorporated it into our documentation as a government publication, in a seminal document called *The Criminal Law in Canadian Society*, which was published in 1982. It incorporated most of those principles, to make a distinction between what we call true crime and regulatory crime.

• 1940

At the same time, and subsequent to that, the Supreme Court of Canada was developing the concepts of the types of offences we had in terms of absolute liability offences, strict liability offences and *mens rea* offences. As this evolved we came to the very clear regulatory type things and criminal type things that we are at in our jurisprudence today.

Mr. Waddell: Let's pursue that for a moment then. When I think of these kinds of ticketing schemes, I think of the provinces. Were the provinces consulted in this legislation?

Mr. Préfontaine: Yes, we've been working with the provinces through a co-ordinating committee of senior officials, which I used to chair until most recently. My colleague Rick Mosely chairs it now. Since he's younger than I am and has more stamina and energy, and I'm getting old, he has taken over the chair of this committee. That particular committee brought together all the senior officials from the provinces.

Mr. Waddell: Are there any disagreements on the part of the provinces?

Mr. Préfontaine: As we were going through our consultation process over the last two and a half years with some concrete proposals, we were looking at the provincial statutes that had already gone the route that this bill is proposing. They raised a number of questions with us about how things would work and how we would go about working with them to implement them. After all, up until this bill came along—and still if it passes, in Parliament's wisdom, and we get it put into force—they were administering it.

[Translation]

Nous nous sommes rencontrés ici, à Ottawa, à l'époque où nous étions jeunes avocats, il y a près de 20 ans. Il y a longtemps de cela.

J'aimerais savoir d'où est venue l'idée de distinguer entre des actes criminels et des actes qui ne sont pas considérés comme criminels mais plutôt comme des infractions aux lois ou règlements? D'où est venue cette idée.

Je sais que vous avez passé beaucoup de temps là-dessus. Pourriez-vous dire au comité d'où venait cette idée?

M. Préfontaine: Volontiers. En 1974 ou en 1976, dans un de ses premiers rapports, la Commission de réforme du droit du Canada a parlé du code pénal. C'était le titre du rapport. . .

M. Waddell: Il s'agit bien de la Commission de réforme du droit que le gouvernement veut abolir?

M. Préfontaine: Oui, la même.

M. Waddell: Vous avez raison. Il s'agit du rapport numéro 54 de la Commission de réforme du droit intitulé «la Classification des infractions» et publié en 1976.

M. Préfontaine: Exact.

Nous avons incorporé ce document dans une publication gouvernementale qui a beaucoup servi, intitulée «Le Droit pénal dans la société canadienne», publiée en 1982. On y reprenait tous ces principes afin de distinguer entre le crime réel et l'infraction aux lois ou règlements.

Par ailleurs, la Cour suprême du Canada a créé des catégories d'infractions: les infractions de responsabilité absolue, les contraventions de droit strict et les infractions exigeant la *mens rea*. On a donc ensuite pu déterminer clairement quelles étaient les infractions aux lois ou règlements et les actions criminelles, comme on les trouve actuellement dans la jurisprudence.

M. Waddell: Quand on parle de procédures pour dresser les procès-verbaux, je pense aux provinces. Les provinces ont-elles été consultées dans le cadre de ce projet de loi?

M. Préfontaine: Oui, nous avons travaillé avec les provinces. Nous avons formé un comité de coordination composé de hauts fonctionnaires et que je présidais jusqu'à récemment. Mon collègue Rick Mosely en est maintenant le président. Il est plus jeune, plus dynamique et plein d'énergie. Moi, je me fais vieux et je lui ai cédé la présidence. Ce comité rassemblait de hauts fonctionnaires de toutes les provinces.

M. Waddell: Y a-t-il eu des points de désaccord pour les provinces?

M. Préfontaine: Pendant les consultations qui ont duré deux ans et demi, lorsque des propositions concrètes étaient faites, on examinait les lois provinciales qui avaient déjà adopté les principes du projet de loi. Les provinces ont soulevé des questions sur la mise en oeuvre de l'application du projet de loi et sur notre collaboration à venir. Après tout, jusqu'à l'arrivée de ce projet de loi, si le Parlement choisit de l'adopter, et s'il est appliqué, ce sont les provinces qui avaient ces responsabilités.

[Texte]

Mr. Waddell: The provincial crown counsel administer the bill.

Mr. Préfontaine: The provincial courts administer it, and we use the provincial courts for the particular. In some instances we prosecute and in some instances it is the province under agreement with us, depending on the statute, the type of offence, and the province. If it's in the territories, it's us because we are the prosecutor. It varies from one jurisdiction to another.

Mr. Waddell: What I really want to know is whether you received any objections from any provinces. If you have, what is the nature of the objections?

Mr. Préfontaine: In our consultation process in reviewing this with them—most recently in February through verbal conversations, and we just passed through a particular period using the telephone—they have raised several preoccupations and concerns, which we are addressing, regarding the implementation.

One of them relates to the provision regarding an offence committed by a non-resident—that is, he resides beyond the 200 kilometre range of where the offence is committed. A similar provision exists in the Criminal Code for purposes of bail supervision. We adopted the 200 kilometre in the bill so the person can write the court and say what he wants to say, plead not guilty or plead guilty with an explanation. Two of the provinces have said that they are not sure how this is going to work and that they may need some flexibility. One of the things they're going to be discussing with us is how to give the provinces this flexibility while maintaining the integrity of the proposed bill. We will be discussing that with you during your clause by clause, or whenever you like.

We have yet to get a final comment from two of these provinces. We're going back to them and suggesting that they tell us more about the difficulties they think we might be facing. Flexibility is probably requiring them to test out how they will do the paperwork and the processing.

The second relates to young offenders. During our consultation period we were going on the basis that since these are minor things, perhaps it is not necessary to use the Young Offenders Act and the youth court, but we had more consultations and at that point pretty well everyone said that we should leave it in the Young Offenders Act, and use that procedure and put a cap on the amount. That was what was put forward. The ministers thought it was the appropriate way to go based on their consultation.

• 1945

However, one of the provinces now asked, gee, maybe we should look at having some flexibility for letting it go through the adult procedure since it's so minor and we're thinking of doing it with our provincial statute. We said that we would look at that with them and maybe we could provide flexibility by letting them decide. They could decide in the confines of the flexibility that could be provided in the bill. They could decide if they want that dealt with through their youth court

[Traduction]

M. Waddell: Le procureur provincial est responsable du projet de loi.

M. Préfontaine: Les tribunaux provinciaux l'administrent et sont responsables des détails. Dans certains cas, c'est nous qui ferons les poursuites; dans d'autres, ce sera la province, en vertu d'une entente avec nous et selon la loi, le type d'infraction et la province. Dans les territoires, nous nous en chargerons parce que nous sommes les procureurs. Il y a des variations d'un endroit à l'autre.

M. Waddell: Je voulais savoir si les provinces avaient présenté des objections. Le cas échéant, de quoi s'agissait-il?

M. Préfontaine: Nous avons mené des consultations aussi récemment qu'en février, en utilisant intensément le téléphone. Elles ont formulé diverses préoccupations relatives à la mise en oeuvre de la loi et auxquelles nous voulons répondre.

Il y a par exemple la disposition sur les infractions commises par un non-résident, c'est-à-dire quelqu'un qui demeure à plus de 200 kilomètres du lieu de l'infraction. Une disposition semblable se trouve dans le Code criminel pour la surveillance des personnes libérées sous cautionnement. Nous avons adopté cette limite de 200 kilomètres. Le contrevenant peut écrire au tribunal, dire ce qu'il a à dire, plaider non coupable ou coupable en présentant des explications. Deux des provinces ont déclaré qu'elles ne savaient pas si cela fonctionnerait bien et qu'elles auraient besoin d'une certaine marge de manoeuvre. Nous allons donc discuter avec elles de la façon dont on pourrait leur accorder cette marge de manoeuvre tout en conservant l'intégrité du projet de loi. Nous y reviendrons avec vous au moment de l'examen article par article, ou avant, si vous le voulez.

Nous attendons toujours la réponse finale de deux provinces. Nous allons leur demander de prévoir les problèmes que nous aurons. Il faudra sans doute leur demander de faire des essais, pour voir comment les dossiers seront traités.

Deuxièmement, il y a la question des jeunes contrevenants. Pendant la période de consultation, nous estimions que puisqu'il s'agissait d'infractions mineures, il ne serait pas nécessaire de recourir à la Loi sur les jeunes contrevenants, ni au tribunal pour adolescents. Mais nous avons eu d'autres consultations. Presque toutes les provinces nous disaient qu'il fallait que les infractions relèvent de la Loi sur les jeunes contrevenants, qu'on utilise la procédure qui y est prévue en plafonnant les amendes. C'est ce qui était proposé. Les ministres, en se fondant sur cette consultation, ont jugé que c'est ce qu'il convenait de faire.

Une des provinces nous a demandé d'assouplir quelque peu les dispositions et de permettre d'avoir recours à la procédure pour adultes étant donné qu'il s'agit d'infractions mineures et que la province en question a l'intention d'adopter une loi à ce sujet. Le gouvernement fédéral a répondu que nous pourrions étudier la question avec elle et peut-être faire preuve de souplesse dans le cadre de la nouvelle loi, évidemment. La province pourrait donc décider

[Text]

procedure or through their adult, regular, provincial offences type of procedure, to which this is similar.

Those are the two. By and large, we have no other issues, other than implementation issues, which we will have to discuss with them in terms of how much they are going to charge us and how much we are going to negotiate in an agreement for the collection and administration of the particular offence.

Mr. Waddell: Let me ask you about that. I thank you for your frank answers. On the income to the government, the money the government is expecting to get—and I want to ask you, whatever the split between the federal and the provincial, the total take, if you like, from the offenders—are you expecting an increase in money from fines and so on?

Mr. Préfontaine: Yes, I think we are, simply because of what is now being administered by the provinces. In some instances there are agreements with some statutes for certain percentages to be taken, or all of it, depending on what it is. This would systematize that, where a person automatically pleads guilty by paying his ticket at the set fine, that automatically goes into the coffers of the federal government.

Mr. Waddell: What happens now if somebody gets a parking ticket at the Vancouver International Airport and they get a summons, I guess, under the present system, but they don't show up, they just ignore it?

Mr. Préfontaine: Mark has just been out to British Columbia to discuss that with the British Columbia officials, so why doesn't he answer?

Mr. Berlin: I didn't quite make it out to B.C. I should let you know that we've been talking about it.

Mr. Préfontaine: I thought that is where you were.

Mr. Berlin: I was hoping to get there, and I would like to get there.

Mr. Waddell: Well, I can take any airport.

Mr. Berlin: Any airport. I'll try to answer both of your questions. I will answer your first question a bit first.

On the expected revenue from this scheme, we've done research with the 12 participating departments and looked at the types of contraventions that were included. We were expecting to issue in the first year or so of operation about 425,000 tickets, which would generate approximately \$15 million of revenue. Of that \$15 million of revenue, currently half is being garnered by the government property traffic regulations and the airport traffic regulations. So right now we're getting at least half; \$7.5 million or so comes into the consolidated revenue fund from the airport traffic regulations and government property traffic regulations.

This ticketing scheme will simply incorporate those existing procedures within the Contraventions Act. There's no really big change. If you go to an airport and you get a parking ticket, you can send in your ticket.

Mr. Waddell: You can do it all already.

Mr. Berlin: Right. So we're simply incorporating that aspect of fine collection in the Contraventions Act. That's about \$7.5 million of revenue right now.

[Translation]

de régler cette question dans le cadre du tribunal pour adolescents ou pour adultes qui relève de la province.

Il n'y a pas d'autres questions que nous devons discuter avec les provinces à part les questions portant sur l'application de la loi, les frais que nous devront payer aux provinces et également la perception et l'administration des contraventions.

M. Waddell: Je vous remercie d'avoir été aussi franc. Au sujet des recettes pour le gouvernement, vous attendez-vous à une augmentation de celles-ci qui proviendrait des amendes? Je ne parle pas ici de la répartition entre le gouvernement fédéral et les provinces.

M. Préfontaine: Je crois qu'il y aura une augmentation des recettes étant donné l'administration par les provinces. Dans certains cas les lois prévoient un pourcentage ou la totalité. En fait, ce nouveau système permettrait, lorsqu'une personne plaide coupable et s'acquitte de son amende, de verser automatiquement les fonds dans les coffres fédéraux.

M. Waddell: Que se passe-t-il à l'heure actuelle lorsque quelqu'un reçoit une contravention à l'aéroport international de Vancouver, que cette personne est assignée à comparaître, mais qu'elle ne se présente tout simplement pas?

M. Préfontaine: Mark vient de rentrer de Colombie-Britannique où il a discuté de cette question avec les fonctionnaires de cette province. Peut-être pourrait-il vous répondre.

M. Berlin: Je ne suis pas allé en Colombie-Britannique, nous en avons simplement parlé.

M. Préfontaine: Je pensais que c'était là où vous étiez.

M. Berlin: C'est ce que j'aurais voulu faire et que j'aimerais toujours faire.

M. Waddell: Peu importe l'aéroport.

M. Berlin: Très bien. Je vais essayer de répondre à vos deux questions. Et tout d'abord à la première.

Au sujet des recettes escomptées, d'après les recherches que nous avons faites avec les 12 ministères participants, nous avons envisagé les types de contraventions. Au cours de la première année environ, nous pensons délivrer 425,000 contraventions, représentant environ 15 millions de dollars de recettes. Sur ces 15 millions de dollars, à l'heure actuelle, la moitié va au gouvernement dans le cadre du règlement relatif à la circulation sur les terrains de l'État et du règlement relatif à la circulation aux aéroports. 7.5 millions de dollars entrent donc dans les coffres du Trésor de cette façon.

Le régime des procès-verbaux incorporera la procédure existante dans la nouvelle loi. Il n'y aura pas donc de grands changements. Si vous vous rendez dans un aéroport et que vous voyez délivrer un procès-verbal, vous pourrez signer et payer l'amende.

M. Waddell: Cela se passe déjà.

M. Berlin: Oui. Nous ne faisons qu'incorporer cet aspect de la perception des amendes dans la nouvelle loi, et cela représente environ 7.5 millions de dollars de recettes à l'heure actuelle.

[Texte]

On the rest of it, the other \$7.5 million, I don't have the right figures exactly, but 89% of that is already generated by court-extracted fines after there is a process. We're not really expecting to generate a lot of new moneys by this Contraventions Act. Basically, most fine moneys are coming to the federal government either through court-imposed fines or through the existing ticket schemes at the airport. The big saving is really going to be in court time. Again, our studies and our research indicate that 80% to 90% of people who receive tickets will plead guilty and pay the set fine. If you can imagine that 425,000 tickets are being issued, many of those therefore will be tickets that don't have to go through the court system at all. Even the airport traffic regulations and the government property traffic regulations for fine amounts still go to courts that somehow still have to administratively determine that the fines have come in, and court clerks are still having their time taken up by this.

Mr. Waddell: I'm thinking that perhaps Canadians got off with not paying these fines because the procedure was pretty difficult and there were not many means. What are you going to do, jail someone on a bench warrant for a minor offence? So I've got a feeling it was just ignored.

Mr. Berlin: Yes, a lot of it was ignored.

• 1950

Mr. Waddell: And I suspect now it is in fact going to generate more cash.

Mr. Berlin: That argument has been made to us, but our research doesn't bear that out at this point. It may three or four years down the road. As enforcement officers become more comfortable and more familiar with it, they may issue more tickets. But right now our major enforcement agencies, even the RCMP, are telling us no, that won't necessarily be the situation.

So essentially, any savings are coming out in court cost savings, not really new fine revenue generated.

Now, your second question. ...?

Mr. Waddell: I have forgotten now. I think you have answered it.

There is another area I want to ask you about. We are going to have to wait for which offences they are—the regulations—are we not? We are going to have to wait. Have you considered any way we can have some scrutiny over those regulations, or what kind of offences are going to be included in this?

In the gun control regime, we have used this new procedure where a parliamentary committee can examine the offences. Have you considered any way we can have a look at which offences you would include and which you would not? How do we know what you are going to do once we have passed this bill?

[Traduction]

En ce qui concerne les autres 7.5 millions de dollars, je n'ai pas les chiffres exacts ici, mais 89 p. 100 de cette somme proviennent des amendes imposées par les tribunaux après le procès. Nous ne nous attendons pas à augmenter considérablement les fonds qui seront versés au Trésor. À l'heure actuelle, la plupart des amendes sont payées au gouvernement fédéral dans le cadre de la procédure de contravention actuelle ou d'amendes imposées à la suite de procès. Les véritables économies seront des économies de temps réalisées aux tribunaux eux-mêmes. D'après nos études et notre recherche, 80 à 90 p. 100 des personnes qui reçoivent des contraventions plaident coupables et payent l'amende. Or, à l'heure actuelle, 425,000 procès-verbaux sont dressés chaque année dont la plupart ne feront pas l'objet de procédures devant les tribunaux. Dans le cas de la réglementation concernant la circulation aux aéroports ou sur les terrains de l'État, les tribunaux sont chargés d'administrer la perception des amendes et les greffiers du tribunal perdent pas mal de temps à cela.

M. Waddell: Je pensais plutôt que les Canadiens finissaient par ne pas payer leurs amendes parce que la procédure était très compliquée et qu'on ne pouvait pas mettre quelqu'un en prison pour une infraction mineure. J'ai donc l'impression que dans la plupart des cas les gens finissent par ne pas payer.

M. Berlin: C'est ce qui se passait.

M. Waddell: Et je suppose par conséquent que cette nouvelle formule fera entrer beaucoup plus de fonds dans les coffres du gouvernement.

M. Berlin: C'est ce qu'on nous a dit, mais ce n'est pas la conclusion à laquelle nous arrivons après avoir fait toute notre recherche. Il faudra peut-être attendre trois ou quatre ans. Au fur et à mesure que les agents de l'application de la loi comprendront mieux de quoi il s'agit, ils dresseront peut-être davantage de procès-verbaux. Cependant, à l'heure actuelle, les principaux organismes d'application de la loi, même la GRC, nous disent que tel ne sera pas nécessairement le cas.

Par conséquent, les économies seront des économies de temps dans les tribunaux et non pas une augmentation des recettes.

Au sujet de votre deuxième question?

M. Waddell: J'ai oublié, je pense que vous y avez répondu.

Nous devons attendre avant de prendre connaissance des règlements. Comment pourrions-nous à votre avis étudier ces règlements? De quelles infractions s'agira-t-il?

Dans le cas des règlements concernant le contrôle des armes à feu, nous disposons maintenant d'une nouvelle procédure qui permettra à un comité parlementaire d'examiner les infractions. Avez-vous envisagé une façon de procéder qui nous permettrait de nous pencher sur les types d'infractions qui pourraient être inclus ou ne pas l'être? Comment pouvons-nous savoir ce qui se passera une fois que nous aurons adopté le projet de loi?

[Text]

Mr. Préfontaine: The Statutory Instruments Act applies, of course. The review has to take place under those provisions, and with any regulation the time and publication aspect is there.

It is not the same thing. We are not talking about the same. . . I don't think we are, anyway, and we didn't see it that way. In comparison to the firearms, we are talking about matters that are low on the scale of seriousness. They are not serious. They are minor offences.

Mr. Waddell: When will we know which ones they are?

Mr. Préfontaine: In the review that takes place under the Statutory Instruments Act. This is what it does with all the other regulations. We did not think this was something that required any special procedure over and above the regular procedure that exists, because of the nature of the offences that are being designated as ticket-able offences.

Mr. Waddell: If we pass this bill, let's say before we end at the end of June, when would you be in a position to have the particular offences you are going to use for this?

Mr. Préfontaine: It will be a while yet before we finalize the review process. In any event, the implementation, the proclamation of the coming into force, is going to be quite a while. . . before we get everything sorted out for the systems that have to be put into place for revenue collection by Department of Supply and Services and the specific departments and agencies, plus the time it is going to take to work out the details of implementing with the provinces.

Mr. Waddell: Do you have that in the bill? Have you a date in the bill?

Mr. Préfontaine: No, that is something we have to fix up there. We will have to have some flexibility for that. I think you have addressed that in some of your discussions.

Really, those are the three points we have to raise with you concerning the flexibility that is required for the provinces and the federal departments to be able to take the time necessary to get the implementation measures into place.

Mr. Darling (Parry Sound—Muskoka): Mr. Chairman, I certainly listened with interest to my learned legal friend, and I am wondering what he is going to do in future committees when his bill comes through to simplify the bills by getting rid of the bloody lawyer gobbledegook, of which he is one. I listened with surprise and delight to the TV on the weekend. . . that my honoured friend is sponsoring a bill; and more power to him. Instead of 10 pages, it could probably be 2 pages. You are going to be in pretty tough shape, because you are going to have to pass the damn bills when your bill comes through and they're simplified.

I am posing this question to our witnesses. I thought Bill C-46—and I am a poor, uneducated guy from up in the bush; I am not in the legal profession nor do I know anything about it—which I have been hammering the Department of Justice for for about six years. . . every one of them said, oh, it's too complicated; it's under the Canada Shipping Act; every provincial government has to be approached on it. This was the reason we're getting the run-around. Finally, we got

[Translation]

M. Préfontaine: La Loi sur les textes réglementaires s'appliquera, évidemment. Et tout se passera comme prévu en ce qui concerne les délais et la publication.

Cependant, il ne s'agit pas du tout de la même chose dans les deux cas, en tout cas nous ne le croyons pas. Il s'agit ici d'infractions mineures sans comparaison avec les infractions qui relèvent de la Loi sur le contrôle des armes à feu.

M. Waddell: Quand pourrions-nous savoir de quels genres d'infractions il s'agit?

M. Préfontaine: La Loi sur les textes réglementaires régit la procédure à suivre en matière de réglementation en général. Nous n'avons pas pensé, étant donné que cette loi porte sur des infractions mineures pour lesquelles on peut délivrer un procès-verbal de contravention, qu'il fallait prévoir une procédure spéciale.

M. Waddell: À supposer que nous pourrions adopter ce projet de loi avant la fin de juin, quand pourrions-nous être au courant des infractions qui seront visées par cette loi?

M. Préfontaine: Il faudra attendre encore avant de finaliser le processus de révision. De toute façon, l'application, la proclamation, l'entrée en vigueur, tout cela prendra pas mal de temps avant que ne puissent être mis en oeuvre tous ces systèmes de perception par le ministère des Approvisionnements et Services ainsi que les ministères et organismes gouvernementaux qui s'occuperont de cette question. Il faudra également tenir compte du temps qui devra être consacré à la mise au point des détails avec les provinces.

M. Waddell: Une date est-elle prévue dans le projet de loi?

M. Préfontaine: Non, il faudra s'en occuper. Il faudra être souples cependant, et je crois d'ailleurs que vous avez évoqué cette question au cours de vos discussions.

Il s'agit-là donc en fait des trois questions que nous devons régler avec vous au sujet de cette souplesse qui sera nécessaire pour que nous puissions nous entendre avec les provinces en matière d'application.

M. Darling (Parry Sound—Muskoka): Monsieur le président, j'ai écouté avec intérêt notre ami avocat et je me demande ce qu'il fera aux comités lorsque son projet de loi sera présenté. Il ferait bien de ne pas toujours parler en jargon. J'étais étonné et ravi d'apprendre en regardant la télévision cette fin de semaine que mon honorable ami allait parrainer un projet de loi. Je suppose qu'il pourrait condenser le tout en deux pages au lieu de dix. Vous vous trouverez en effet dans une situation difficile si votre projet de loi n'est pas simplifié.

J'adresse ma question à nos témoins. Je suis évidemment quel'un du terroir, je n'ai pas beaucoup d'instruction, je ne suis pas avocat et je ne connais rien au jargon juridique. . . au sujet du projet de loi C-46, j'ai essayé de convaincre le ministère de la Justice au cours des six dernières années d'adopter un tel projet. On m'a toujours dit que c'était trop compliqué; on m'a parlé de la Loi sur la marine marchande; on m'a dit que tous les gouvernements provinciaux devaient

[Texte]

the minister to bring it in last fall, and finally it came in again for second reading, and these two illustrious members of the opposition said they wanted it through in a hurry and that there should be no problem.

• 1955

There's worry now that if a policeman charges them, if it's major crime, this damn bill won't take effect at all. They're going to charge them under the existing ones. This is what I thought. But this was to simplify these things at the present time. And as a lawyer, I'm not aware of all the legal jargon and so on—

Mr. Waddell: As a lawyer or not a lawyer?

Mr. Darling: I said "as not a lawyer".

I just thought this was to simplify these charges. As I understand it, the police won't lay the charges now because they're not serious enough. And you can't fine, as I understand it, a boater for simple speeding; you have to charge him under the Criminal Code. If you're driving a car and you get a ticket, you pay the fine and that is it. You mentioned 400,000 possible court cases, which without this bill, if they did this, would be cluttering up the courts. That provides revenue to put the lawyers up in the first or second brigade of high-paid professions. But this is going to simplify a lot of it, Mr. Chairman, and that's why I thought there'd be little or no opposition to it.

Whether it's picking flowers, which I don't give a damn about, or whether it's doing this or that, what I'm interested in, and I've been saying it for five or six years, is catch these guys who are speeding on the lakes, catch these idiots, a lot of them very young people, who zoom in towards a dock, who go close to a boat and scare the life out of somebody in a canoe or a sailboat or something. I suppose they wouldn't charge them with dangerous operation of a boat as it would probably be a very serious fine.

A good deal more revenue would come in. The police would just issue them a ticket, and they would pay the fine, and that is it. This is why I thought it would go through.

Now, my friend Ian, you're going to go through every clause, so you'd better get it through before you get your bill through. And I'm waiting for that bill to come through when they finally smarten up. Some of these bloody bills that come before committees and everything, with all due respect to the bureaucrats who dream them up and of course get jobs from it. . .

Again, Mr. Chairman, I didn't think this was a controversial bill; I didn't think they were going to have to sit and weigh whether it's almost high treason or little or nothing. If it's high treason, they won't use Bill C-46. And if it's polluting a whole bloody lake, they won't use Bill C-46. And if some maniac runs into another boat at 50 miles an hour and kills some people, he sure as hell is not going to be given an ordinary ticket under this. Am I right, or am I not?

[Traduction]

être consultés. Chacun s'est renvoyé la balle. La ministre a finalement présenté le projet de loi en première lecture l'automne dernier, puis en deuxième lecture, et ces deux illustres députés de l'opposition ont dit qu'ils voulaient l'adopter rapidement et que cela ne poserait pas de problème.

On craint maintenant que si le policier porte des accusations, s'il s'agit d'un délit grave, le projet de loi ne s'appliquera pas. La police portera ses accusations en vertu des lois qui existent déjà. C'est ce que je pensais. Mais cette mesure devait, en principe, simplifier les choses. En tant qu'avocat, je ne comprends rien à tout ce jargon juridique. . .

M. Waddell: En tant qu'avocat ou n'étant pas avocat?

M. Darling: J'ai dit «n'étant pas avocat».

Je croyais que cela simplifierait les choses. Si j'ai bien compris, la police ne portera plus les accusations parce qu'elles ne sont pas suffisamment graves. Et vous ne pouvez pas imposer une amende à un plaisancier pour un simple excès de vitesse; vous devez l'inculper en vertu du Code criminel. Si vous recevez une contravention pour excès de vitesse quand vous conduisez votre voiture, vous payez l'amende et cela ne va pas plus loin. Vous avez dit que, sans ce projet de loi, les tribunaux risqueraient de se trouver engorgés par 400,000 causes. Cela enrichit les avocats dont la profession devient l'une des mieux rémunérées. Mais cette mesure va énormément simplifier les choses, monsieur le président, et voilà pourquoi je pensais qu'elle ne prêterait pas vraiment à contestation.

Peu m'importe que quelqu'un ait cueilli des fleurs ou commis une infraction de ce genre. Comme je le répète depuis cinq ou six ans, je voudrais qu'on attrape ceux qui font des excès de vitesse sur les lacs, qu'on attrape les imbéciles, souvent très jeunes, qui foncent plein gaz vers un quai ou qui terrorisent les gens qui se promènent en canot ou en voilier. Je suppose que la police ne les accusera pas de conduite dangereuse car l'amende serait sans doute très lourde.

Cela augmenterait les recettes. Il suffirait que la police émette une contravention aux coupables qui payeraient l'amende, un point c'est tout. Voilà pourquoi je pensais que ce projet de loi serait adopté.

Mon cher Ian, si vous avez l'intention d'éplucher chaque article, vous avez intérêt à adopter ce projet de loi avant que le vôtre ne soit présenté. Je l'attends impatiemment. Certains des projets de loi qui sont soumis au comité, sans vouloir insulter les bureaucrates qui les conçoivent et dont c'est le gagne-pain. . .

Encore une fois, monsieur le président, je ne pensais pas que cette mesure susciterait la controverse. Je ne pensais pas qu'il fallait se demander si c'est de la haute trahison ou non. Si c'est le cas, le projet de loi C-46 ne sera pas appliqué. Et si quelqu'un pollue tout un lac, on ne l'appliquera pas non plus. Si un maniaque entre en collision avec un autre bateau à 50 miles à l'heure tuant plusieurs personnes, on ne va certainement pas se contenter de lui donner une contravention. Ai-je raison?

[Text]

Mr. Préfontaine: You're right.

Mr. Darling: So then, as a stupid Member of Parliament who knows nothing about the law, but wants to see this bill get through, I'm hoping it'll get through.

• 2000

Ian questioned you on the basis of when it would take effect. Your minister told me, much to my disenchantment, after the second reading was passed, that even if it went through flying, the damn bill won't be available until late next fall and it won't be worth anything for this year's boating season. Is that right?

Mr. Préfontaine: That is correct. It will take us time to work out all of the implementation issues with the federal departments and agencies that are working with us on this and to negotiate the implementation with the provinces and to train the people and to prepare the materials they'll need in order to administer this. That is true, and it will not be possible to do a proclamation either in part or in whole until we get those worked out. There's the revenue collection system that has to be put into place. There are arrangements that have to be made with banks or whoever will agree to collect this when someone wants to pay his or her ticket and the Canadian payments system and the details of how that will be done.

It is a simplified procedure; there's no question about that. It is to deal with the minor things, but everything in this world requires a system or something that will let you pay it and then trace it and send it back and get it into the right pigeon-hole so that the paperwork can be completed and put through. However, it's simpler than the court process. It takes all those cases out of the provincial court system and lets them go directly into the revenue collection and distribution network that will be set up.

Mr. Darling: Because no court is going to be involved.

Mr. Préfontaine: Not for the guilty ones when the fine is set and the person sends it in.

Mr. Darling: I thought that for the last five years you were working all this out with the provinces. This is what I was told by three Ministers of Justice. As I mentioned before—maybe you weren't here—I started with—I'm not sure whether it was before Hnatyshyn or not—the present Governor General, who told me how serious and how difficult it was after he'd got word from his officials, but that they were working on it. That was in Hnatyshyn's time.

Mr. Préfontaine: Yes.

Mr. Darling: And then Doug Lewis, the same bloody performance.

Mr. Préfontaine: In 1988, that's right.

Mr. Darling: He said, yes, they're working on it. Surely you and your officials must have done something prior to September. You didn't start just in September of 1991.

Mr. Préfontaine: No.

Mr. Darling: So why weren't all these things for which you say you're asking done two, three, or four years ago? I thought everything would be tied up in a nice little package by now.

[Translation]

M. Préfontaine: Oui, vous avez raison.

M. Darling: Par conséquent, même si je suis un député stupide qui ne connaît rien au jargon juridique, j'espère que ce projet de loi sera adopté.

Ian vous a demandé quand cette mesure entrerait en vigueur. La ministre m'a dit, à ma grande déception, après la deuxième lecture, que même si ce projet de loi progressait à toute vapeur, il ne serait pas promulgué avant la fin de l'automne prochain et on ne pourrait pas l'appliquer cet été. Est-ce exact?

M. Préfontaine: C'est exact. Il nous faudra un certain temps pour mettre au point tous les détails de la mise en oeuvre avec les ministères et organismes fédéraux qui travaillent avec nous, pour négocier avec les provinces, pour former le personnel et pour préparer les documents dont il aura besoin pour administrer la loi. Tant que tous ces détails ne seront pas réglés, nous ne pourrions pas proclamer cette loi, ne serait-ce qu'en partie. Il y a également tout le système de perception des amendes à mettre en place. Nous devons prendre des dispositions avec les banques ou quiconque acceptera de se charger de la perception des contraventions.

Il s'agit sans aucun doute d'une procédure simplifiée. Elle vise les infractions mineures, mais nous avons quand même besoin d'un système pour le paiement et le suivi des contraventions afin que la paperasserie puisse suivre la filière. C'est quand même plus simple que la procédure judiciaire. Au lieu de se retrouver devant les tribunaux provinciaux, tous ces cas d'infractions mineures seront dirigés directement vers le réseau de perception des contraventions qui sera mis en place.

M. Darling: Parce qu'aucun tribunal n'interviendra.

M. Préfontaine: Pas pour les personnes qui reconnaissent leur culpabilité et qui paient l'amende.

M. Darling: Je croyais que vous aviez négocié toutes ces questions avec les provinces ces cinq dernières années. C'est ce que m'ont dit trois ministres de la Justice. Comme je l'ai mentionné tout à l'heure—vous n'étiez peut-être pas là—je ne me souviens plus si c'est M. Hnatyshyn, le gouverneur général actuel, qui m'a dit quelle était la gravité du problème, mais que les fonctionnaires de son ministère s'y attaquaient sérieusement. C'était du temps Hnatyshyn.

M. Préfontaine: En effet.

M. Darling: Puis, quand Doug Lewis a été ministre, on m'a dit la même chose.

M. Préfontaine: En 1988, c'est exact.

M. Darling: Il a dit que son ministère y travaillait. Vos collaborateurs et vous-mêmes avez dû certainement faire quelque chose avant septembre. Vous n'avez pas commencé en septembre 1991.

M. Préfontaine: Non.

M. Darling: Par conséquent, pourquoi n'avez-vous pas fait il y a deux, trois ou quatre ans tout ce que vous demandez maintenant? Je m'attendais à ce que tout soit parfaitement prêt.

[Texte]

Mr. Préfontaine: Like everything else in the world, when you get an idea, you develop it, then you consult a lot of people on it, and you finally get a good enough version of it to present. Then you get people to pay attention to it; they think you're serious and they start agreeing with you. Then when you really get serious and you get it into bill form and you present it here, all of a sudden everybody gets very, very interested and it becomes a priority for them. Until then they've got their regular job, they've got a hundred other things to do, and they say, oh yes, fine. In many instances in our system of making laws and passing laws and getting them implemented, it takes the tabling of a bill before you really get people's attention. In terms of the process, it's the nature of the beast. But here we are and we've got people's attention and now they're taking it seriously. Now they know they've got to implement it and they've got to develop the systems and they've got to be prepared to administer it at the provincial level.

The court administrators will be meeting with them to explain how this will work. We'll be meeting with the individuals at the provincial level with our federal colleagues to talk about the specific statute, because there are agreements that go with different departments that are administering these laws and they're being enforced by the province and being administered by the province and/or just being collected by the province. The Canada Wildlife Act, for example, the Migratory Birds Convention Act, the small vessel regulations... The numbers of different permutations and arrangements that exist in our justice system for these kinds of things are just amazing.

It's the reality that I'm just describing that we have to cope with and make some sense of. We will try to do that in a very short period. It is a priority for Ms Campbell and the department to do that.

• 2005

Mr. Darling: Well, thank God.

The next thing is this. Suppose this august legislative committee by some miracle decides not to hold the bill until maybe later than next December. Would it take that long, Ian, for you to be satisfied with it; December?

Mr. Waddell: I don't know why you are looking at me.

Mr. Darling: All right, Russell too.

Mr. Waddell: I have agreed the bill would go through fairly quickly.

Mr. Darling: This is what I am saying.

Mr. Waddell: I should point out to Mr. Darling—it might affect his question—that the bill has about 40 pages. It is not a small bill.

Mr. Darling: I know. But when you get in charge, it will be about 10 pages.

Mr. Waddell: Right.

Mr. Darling: What I am saying is this. Once the committee deals with it and it is approved and it goes back to the House for third reading, how long after that will it be, even if we got that through in three or four weeks? I would

[Traduction]

M. Préfontaine: Comme pour tout le reste, vous commencez par avoir une idée, que vous développez, après quoi vous consultez beaucoup de gens et vous peaufinez votre projet avant de le présenter. Les gens commencent alors à s'y intéresser et à l'appuyer. Quand vous vous attachez sérieusement à la tâche et que vous soumettez vos propositions sous forme de projet de loi, tout le monde se met à s'y intéresser énormément. Jusque-là, chacun se consacre à son travail habituel et à mille autres choses à faire. Étant donné la façon dont les lois sont faites et adoptées, la plupart du temps, c'est seulement quand un projet de loi est déposé que les gens commencent à s'y intéresser. C'est ainsi que fonctionne le processus. À ce stade-ci, les gens prennent cette mesure au sérieux. Ils se rendent compte qu'ils doivent l'appliquer et qu'ils vont devoir mettre au point les mécanismes nécessaires et s'approprier à administrer la loi au niveau provincial.

Les administrateurs des tribunaux vont tenir des réunions pour expliquer comment ces dispositions s'appliqueront. Nous allons rencontrer nos collègues des provinces et des autres ministères pour discuter de cette loi étant donné que plusieurs ministères seront chargés de l'appliquer ainsi que les provinces. Par exemple, si vous prenez la Loi sur la faune du Canada, la Loi sur la convention concernant les oiseaux migrateurs ou le Règlement sur les petits bâtiments... Il y a une multitude incroyable de dispositions qui peuvent s'appliquer dans ce genre de cas.

Ce sont là des réalités auxquelles nous devons faire face de façon logique. Nous allons essayer de le faire très rapidement. M^{me} Campbell et le ministère y attachent une importance prioritaire.

M. Darling: Eh bien, Dieu soit loué!

Maintenant, supposons que ce vénérable comité législatif décide par miracle de ne pas retarder l'adoption du projet de loi au-delà du mois de décembre. Ian, pensez-vous que vous seriez disposé à l'adopter en décembre?

M. Waddell: Pourquoi me regardez-vous comme cela?

M. Darling: Très bien, Russel aussi.

M. Waddell: J'ai accepté que le projet de loi soit adopté assez rapidement.

M. Darling: C'est bien ce que je veux dire.

M. Waddell: Je dois faire remarquer à M. Darling—cela influera peut-être sur sa question—que le projet de loi compte une quarantaine de pages. Ce n'est pas insignifiant.

M. Darling: Je sais. Et si on vous laisse faire, il n'en aura plus qu'une dizaine.

M. Waddell: Vous avez raison.

M. Darling: Voici où je veux en venir. Une fois que le comité aura adopté le projet de loi et l'aura renvoyé à la Chambre pour la troisième lecture, combien de temps par la suite faudra-t-il avant qu'il ne soit adopté, et ce même si

[Text]

assume there wouldn't be 295 speakers on the bill when it comes back to the House. Would it be ready by next fall? We have already given up that it is going to be... even though the minister said... I asked, can you proclaim and put part of the bill through ahead of time? After all, Parliament can do anything, and the Minister of Justice almost anything, if she wants to, if she uses a rubber hose on her bureaucrats and makes them agree to it. Why can't they proclaim the boating part? I am not too interested about the wildflowers and some of the other insignificant things in the bill, but the boating is very important.

First, is there a chance that that part could be proclaimed ahead of the rest?

Mr. Berlin: I guess I could answer by saying that unfortunately parts of the legislation cannot be hived off to be implemented earlier than others. The difficulty is that the systems that have to be established to administer the entire scheme require us to enter into certain types of discussions and consultations. Right now we are engaged in negotiations to enter into the tendering processes with financial institutions to allow them to determine whether or not they will accept fines being paid at the banks. This doesn't exist right now. Therefore we are under discussion through our colleagues at the Office of the Comptroller General and the Department of Supply and Services. We are working with them to determine whether or not we can enter into the tendering process and whether this is a feasible situation. I am told this will take a minimum of six months. The tendering process for financial institutions is a process that exists.

The discussions, however, are going on right now. We have entered those discussions.

It was alluded to before that the enforcement officers will need to be trained. A ticket has to be designed and tested. If you can imagine one thing, for example, a ticket has to be produced, a physical ticket, that could fit into the computerized court systems throughout the country. Every jurisdiction... indeed, within jurisdictions, different court offices have different ways of administering tickets; coding requirements, for example. So unfortunately we have to enter into a rather laborious process of discovering all the requirements that need to go into establishing an administrative structure. That is the type of discussion going on right now.

In both ways the situation exists that it will take us, we are expecting, anywhere from 12 or 15 months from this date to bring it in. We hope it can be expedited if we get co-operation from our other colleagues. But some of these situations exist. We simply must undertake the training that is required, the communications or information packages that have to be detailed to inform the public of a new regime, of their opportunity to plead guilty, if they so desire, and pay a set fine. These are simply situations that will take us time to establish.

[Translation]

nous en avons fini au bout de trois ou quatre semaines? Je présume que 295 députés voudront faire un discours à la Chambre lorsque le projet de loi y sera renvoyé. Croyez-vous que nous en aurons terminé d'ici à l'automne prochain? Nous avons déjà accepté de... même si le ministre avait dit... J'ai demandé s'il était possible de faire proclamer une partie du projet de loi avant le reste? Après tout, le Parlement peut faire ce qu'il veut et le ministre de la Justice aussi. Si elle le désire, elle peut arriver à convaincre ses fonctionnaires, par la force s'il le faut, d'accepter cette proposition. Pourquoi ne pas proclamer les dispositions concernant le nautisme? Les fleurs sauvages et les quelques dispositions insignifiantes du projet de loi m'intéressent beaucoup moins que la navigation de plaisance qui est très importante.

Premièrement, serait-il possible qu'une partie du projet de loi soit proclamée avant le reste?

M. Berlin: Malheureusement, il est impossible d'extraire certaines parties de la loi qui s'appliqueraient avant les autres. Le problème, c'est qu'il faut d'abord mettre en place les systèmes qui traiteront toute cette nouvelle procédure. Il nous faut donc entamer certaines discussions de consultation. Nous sommes déjà en train de négocier avec les institutions financières en vue du processus d'appel d'offres, afin qu'elles déterminent si elles accepteront ou non le paiement des amendes. Rien n'est encore réglé. Nous sommes en train d'en discuter avec nos collègues du Bureau du contrôleur général et du ministère des Approvisionnements et Services. Nous tentons tous ensemble d'établir s'il sera possible de lancer un appel d'offres. On me dit que cela prendra au moins six mois. Le processus d'appel d'offres à l'intention des institutions financières existe déjà.

Donc, nous sommes actuellement en pourparlers à ce sujet.

On a dit plus tôt qu'il faudra former les agents de l'autorité. Il faudra aussi concevoir un procès-verbal et le mettre à l'essai. Imaginez-vous qu'il nous faut produire un bout de papier qui s'adaptera à tous les systèmes judiciaires informatisés du pays. Même au sein d'une province, chaque tribunal a sa propre façon d'administrer le système des contraventions, les codes, par exemple. Ce sera donc assez laborieux d'établir quelles sont toutes les contraintes dont il faudra tenir compte pour établir une structure administrative. Voilà le genre de discussions que nous avons en ce moment.

Nous croyons qu'il nous faudra de 12 à 15 mois, à partir d'aujourd'hui, pour rendre le service opérationnel. Nous espérons que la coopération de nos collègues accélérera la chose. Nous devons donc donner la formation nécessaire, préparer les troupes d'information détaillées qui serviront à renseigner la population sur le nouveau régime, sur la possibilité de plaider coupable, au choix, et de payer une amende prédéterminée. Il faudra donc un certain temps avant que tout soit prêt.

[Texte]

Mr. Darling: So you will be calling tenders and have artists or somebody design a ticket to catch somebody for speeding in a boat. Why in the hell can't you use the same bloody ticket as is used for speeding cars?

• 2010

Mr. Berlin: Because right now, currently under the legislation that would be incorporated within the Contraventions Act, there is a myriad of types of tickets. The Migratory Birds Convention Act has a different type of ticket from the boating vessels, the boating vessels have a different one from government property traffic, and they have a different one from the airport traffic. What we're trying to do is make uniform one ticket so the courts understand that when they receive a federal contraventions ticket they only have to deal with one ticket as opposed to the 15 or 20-odd tickets that exist right now.

Mr. Darling: You said 15 months, which means that this bill on the boating, C-46, won't be ready until the fall of 1993.

Mr. Berlin: No. I guess what I'm saying is I hope it will come in in the spring.

Mr. Darling: Well, that's what you said.

Mr. Berlin: I said between 12 and 15 months.

Mr. Darling: I always take the longest because that's what it is, I'm always sure.

Mr. Berlin: Hopefully, if we go as quickly as possible we can get to the earlier phase and be in time for next year's boating season.

Mr. Fee (Red Deer): Mr. Chairman, I'm not sure that I can follow Mr. Darling and keep his enthusiasm going. I can appreciate where he's coming from, though. He has a tremendous amount of personal effort involved in this. I'm going to get a copy of the transcript, Mr. Darling, because my wife has always described you as a quiet little gentleman.

Mr. Darling: She's right.

Mr. Fee: Well, I'm going to have her read what you've just said. Having heard the vehemence with which you've pursued this—and I know you have gone after at least three different ministers with the same vigour—I'm wondering why something that seems so logical and so simple has ended up so complicated and taken so long to do. I just don't understand why we can't have tickets for people speeding or using boats illegally on a lake this summer. It just doesn't make sense.

Mr. Berlin: In fact it is curious that something that is so simple in one respect, can be so complex in the other. The difficulty that we're confronting is that we are working with 12 different federal departments and agencies, each of which has its own interests as to how the ticket should be designed, how it should look, how it should be administered, and at the same time we're working with 12 other governments, 2 territories and 10 provincial governments, all of which have

[Traduction]

M. Darling: Vous allez donc lancer des appels d'offres et demander à des artistes ou à quelqu'un de dessiner la contravention qui sera remise aux navigateurs qui feront de la vitesse. Pourquoi nom de Dieu ne pouvez-vous pas utiliser la même contravention que pour les automobilistes qui font de la vitesse?

M. Berlin: Parce qu'en ce moment, en vertu des lois qui seront intégrées à la Loi sur les contraventions, il y a toute une kyrielle de contraventions différentes. La Loi sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs, par exemple, prévoit une contravention différente de celle donnée aux embarcations de plaisance, celle-ci étant différente de celle remise à ceux qui circulent sur les terrains de l'État, elle-même différente de celle servant au contrôle de la circulation dans les aéroports. Nous cherchons à uniformiser le tout pour qu'il n'y ait qu'une seule contravention. Ainsi, quand les tribunaux verront une contravention fédérale, ils sauront que c'est le seul modèle, qu'il n'y en a pas une vingtaine d'autres.

M. Darling: Vous parlez d'un délai de 15 mois, ce qui signifie que les dispositions du projet de loi C-46 sur le nautisme ne seront pas applicables avant l'automne de 1993.

M. Berlin: Non. J'espère que ce sera prêt pour le printemps.

M. Darling: C'est pourtant ce que vous avez dit.

M. Berlin: J'ai dit qu'il faudrait entre 12 et 15 mois.

M. Darling: Je retiens toujours le délai le plus long parce que c'est généralement le plus plausible. Ainsi, je n'ai pas de surprise.

M. Berlin: Nous espérons que les choses iront le plus rapidement possible et que nous aurons donc terminé au bout de 12 mois, ce qui permettra d'appliquer la loi à temps pour la saison nautique de 1993.

M. Fee (Red Deer): Monsieur le président, je ne suis pas certain de pouvoir poursuivre dans la foulée de M. Darling; il est si enthousiaste. Je comprends pourtant ses motifs. Il a personnellement consacré beaucoup d'énergie à ce projet de loi. Je vais me procurer une copie de la transcription, monsieur Darling, parce que ma femme dit toujours de vous que vous êtes un monsieur tranquille.

M. Darling: Et elle a raison.

M. Fee: Je vais lui faire lire vos propos. Ayant été témoin de votre véhémence—et je sais que vous avez pourchassé au moins trois ministres différents avec autant de détermination—je me demande comment quelque chose d'aussi logique et d'aussi simple a pu devenir aussi compliqué et prendre autant de temps. Je ne comprends tout simplement pas pourquoi il sera impossible d'avoir cet été même des contraventions qu'on pourra remettre à ceux qui font de la vitesse ou qui utilisent illégalement des embarcations. C'est ridicule.

M. Berlin: En fait, c'est assez étrange de constater comment une chose si simple à certains égards peut-être aussi complexe à certains autres. Le problème, c'est que nous travaillons de concert avec 12 ministères et organismes fédéraux différents, chacun ayant ses propres exigences quant au dessin de la contravention, à l'administration du système, et qu'en plus, nous devons aussi coopérer avec 12 autres gouvernements, ceux de deux territoires et 10 provinces, tous

[Text]

to administer the scheme. Each has told us that we have to abide by certain types of requirements that it must have in place.

In trying to make a national system work throughout the country, that's the difficulty with which we're confronted. There are almost 24 extra players in this whole game, along with the RCMP, our major enforcement agency, along with the office of the Comptroller General and the Department of Supply and Services that will be assisting us in the establishment of this administrative network. There are a lot of players. That's been part of the difficulty, getting all of the players with all their own vested interests to agree to a common sort of notion and how it should look.

Mr. Fee: There is no point in pursuing it too much further, but I would hope getting the 12 jurisdictions and departments together is taking priority over making arrangements with banks to accept payments, because that can always be adjusted.

Mr. Berlin: Yes. These are separate discussions going on at the same time. At Justice we are pursuing the discussions on getting agreement on the legislation. Our partners in Department of Supply and Services and the Comptroller General are dealing with financial matters aside from and apart from our activities at Justice.

Mr. Fee: Don't let them hold us up. I had one very good bit of news tonight and I appreciated Mr. Darling's comment and Mr. Waddell's bill, and I'm looking forward to seeing some of these things come through, written in easy to understand language. Ian, I congratulate you for putting it through and I'm going to support it when you get it there. I'm looking forward to seeing you cut this down to 10 pages before we leave here tonight.

You mentioned a number of offences. I'm still not clear. Have we said that they all have to be declared and go through the regulatory process at the same time?

Mr. Berlin: When the legislation comes into being, all the offences that have presently been identified by departments will come forward in regulations. These regulations, however, for fine amounts, or deletion or addition, can be changed on an ongoing basis once proclamation is received. In other words, a package of offences will come down at once and, after proclamation, they will constantly be amended and changed to incorporate other departments' determinations as to different fine levels or other offences they wish to include.

Mr. Fee: I got really worried during Mr. Waddell's questioning because I found myself agreeing with him. That's kind of dangerous and causes me to worry about where I'm coming from.

I have never trusted the regulatory process. I guess I would be a lot more comfortable seeing it all written out. I'm beginning to understand how it's there and why it's there, but I know the average person in the street is rather uncomfortable with it, too. We've heard the analogy, when we sat on the gun control legislation, that some bureaucrats were going to sit in the back room and come up with a magic formula that nobody was going to understand. That's one of the problems with the regulatory process as seen by the person on the street.

[Translation]

chargés d'administrer le système. Chacun nous a dit que nous devons nous conformer à certaines contraintes.

Voilà le genre de problèmes qui se posent quand on essaie d'implanter un système national partout au pays. On peut dire qu'il y a presque 24 parties intéressées, sans compter la GRC, notre principale police, le Bureau du contrôleur général et le ministère des Approvisionnements et Services qui nous aideront à établir tout le réseau. Cela fait beaucoup de monde. C'est en partie une cause du problème puisqu'il faut que toutes les parties s'entendent sur un concept commun alors que chacune a ses intérêts propres.

M. Fee: Inutile d'insister, mais j'espère que la coopération avec la douzaine de gouvernements et la douzaine de ministères a priorité sur les ententes avec les banques pour le paiement des amendes, ce qui peut s'arranger plus tard.

M. Berlin: C'est vrai. Tout se fait en parallèle. Au ministère de la Justice, nous nous occupons des discussions sur le projet de loi tandis que nos collègues du ministère des Approvisionnements et Services et du Bureau du contrôleur général s'occupent des questions financières, indépendamment de ce que nous, à la Justice, nous faisons.

M. Fee: Ne les laissez pas retarder les choses. J'ai entendu une assez bonne nouvelle ce soir; je suis content de la réflexion de M. Darling et du projet de loi de M. Waddell. J'ai bien hâte de voir l'aboutissement de ces projets, rédigés dans un langage que tout le monde peut comprendre. Ian, je vous félicite et j'ai l'intention de vous appuyer au moment opportun. J'espère que vous ramènerez ce projet de loi à une dizaine de pages d'ici la fin de la séance ce soir.

Vous avez cité un certain nombre d'infractions. Je n'ai toujours pas bien saisi. Avez-vous dit que toutes les infractions devaient être déclarées et confirmées par règlement?

M. Berlin: Quand le projet de loi sera adopté, toutes les infractions déjà créées par les ministères seront confirmées par règlement. Les règlements précisant le montant des amendes pourront être modifiés à n'importe quel moment une fois les infractions proclamées. Autrement dit, il pourra y avoir de constantes modifications et corrections au fur et à mesure où les ministères détermineront le montant de l'amende à payer pour leurs infractions.

M. Fee: Quand M. Waddell vous a interrogé, je me suis rendu compte que j'étais d'accord avec lui, ce qui m'inquiète énormément. Cela m'amène à douter de mes propres idées.

Je ne me suis jamais fié à la réglementation. Je préférerais et de loin que tout soit prévu dans la loi. Moi, je commence à comprendre pourquoi c'est ainsi, mais je sais que les gens ordinaires n'aiment pas tellement cette idée non plus. Quand nous avons étudié la Loi sur le contrôle des armes à feu, quelqu'un a parlé à cet égard des fonctionnaires qui se réuniraient dans une petite pièce sombre pour trouver la formule magique que personne n'arriverait à déchiffrer. Voilà la perception que les gens ordinaires ont de la réglementation.

[Texte]

[Traduction]

• 2015

I guess another concern I have coming out of that is something in here that has to do with the amount of fines. You said they are going to be adjusted. You talk about \$25, \$35, \$40, with the maximum fine being \$1,000. You lost me somewhere in there.

Mr. Berlin: Every department has identified what infractions they wish to come with under the proposed Contraventions Act. When they have identified an infraction, hunting without a licence, revving your boat at a very high speed too close to shore under the small vessels regulation, they have identified with that infraction a fine limit. So when an individual receives a ticket, it will say, you have committed an infraction of this and your fine is designated to be \$20 or \$50. It will be a set dollar fine. The departments simply have between \$1 and \$1,000 to determine what that set fine limit will be.

Mr. Fee: Can you tell me why it is less offensive to charge a minor for doing exactly the same thing? It is not less offensive to charge him, but why do you consider the act less offensive? You're limiting the fine to minors to \$100, whereas an adult could pay \$1,000.

Mr. Berlin: I think the decision or notion in this was that in fact youth ought to be treated equally as adults and therefore ought to be recipients of tickets the same way adults are, for the same infractions. However, we must recognize the financial realities of the situation. If a child receives a \$600 fine when he is 13 or 14 years old, he may have to go to mom and dad in order to pay the fine. We said, let's make it a bit more realistic. Let's charge them, give them the ticket, but let's make it a dollar fine for which they can be responsible. Therefore, the sum was put at \$100 for young offenders.

Mr. Fee: I have a philosophical problem with it.

Mr. Berlin: We had conversations with some of our provincial colleagues and indeed some of our own federal colleagues, and they felt this was an appropriate way to deal with young offenders: treat them equally in terms of the procedural mechanism, in terms of processing them. But I guess there is a difference, and that is fair enough. The determination was made recognizing the financial realities of the situation. Let's at least get the young offenders to pay a fine amount that they can pay themselves.

Mr. Fee: Ideally it might work, but I doubt that in practice it ever would.

Mr. Préfontaine: It is a result of many, many discussions that relate to that point. At the end of the day we thought we had pretty well a consensus on that approach.

Mr. Fee: I was going to pursue it, but you talked about 12 jurisdictions and a number of departments. I don't want to inflict a whole bunch of meetings on you in order to get a consensus from the rest.

Mr. Berlin: On this particular point, on the fine limit amount for young offenders, I would feel comfortable in saying that I think we have consensus from all our federal and provincial colleagues on that.

Mon autre inquiétude à ce sujet c'est le montant des amendes. Vous avez dit qu'il serait rajusté. Les amendes s'échelonnent entre 25 et 1,000\$. Il y a quelque chose que je ne comprends pas.

M. Berlin: Chaque ministère a indiqué quelles infractions il souhaite incorporer à la Loi sur les contraventions. Une fois cela déterminé, qu'il s'agisse de chasser sans permis, de passer en bateau à très grande vitesse trop proche de la rive, ce qu'interdit le règlement sur les petits bâtiments, il faut indiquer l'amende maximale. Ainsi, la personne qui recevra une contravention saura quelle infraction elle a commise et si l'amende à payer est de 20\$ ou de 50\$. Ce sera un montant fixe. L'amende devra se situer entre 1\$ et 1,000\$ et ce sera au ministère de déterminer quel en sera le maximum.

M. Fee: Pouvez-vous me dire pourquoi l'infraction d'un mineur dérange moins? On ne répugne pourtant pas à l'accuser de la même infraction que les adultes, alors pourquoi limiter à 100\$ l'amende imposée aux mineurs, tandis que, dans les mêmes circonstances, un adulte pourrait payer jusqu'à 1,000\$?

M. Berlin: Nous avons pris cette décision parce que nous croyons que les jeunes doivent être traités comme les adultes et donc, à infraction égale, recevoir des contraventions au même titre que les adultes. Cependant, il nous faut tenir compte de la réalité et des moyens des jeunes. Un enfant de 13 ou 14 ans que l'on obligerait à payer une amende de 600\$ n'aurait d'autre choix que de demander à ses parents de payer à sa place. Nous avons donc pensé imposer des amendes plus réalistes pour eux. Donc, les adolescents seront accusés, recevront une contravention, mais auront à payer une amende assez basse pour qu'ils puissent l'acquitter eux-mêmes. Suivant ce raisonnement, on a décidé d'une amende maximale de 100\$ pour les adolescents.

M. Fee: Je ne suis pas certain d'être d'accord en principe.

M. Berlin: Nous en avons discuté avec certains de nos collègues des provinces et aussi du gouvernement fédéral et tous ont trouvé que c'était une bonne formule pour les jeunes contrevenants: les assujettir à la même procédure que les adultes, mais en imposant des amendes moins élevées. La différence est appropriée. On a voulu tenir compte ainsi des réalités financières de leur situation. On leur impose une amende qu'ils pourront régler eux-mêmes.

M. Fee: Peut-être que c'est faisable en principe, mais je doute que ce soit réalisable en pratique.

M. Préfontaine: Cela fait suite à de très nombreuses discussions que nous avons eues à ce sujet. Au bout du compte, nous avons jugé qu'il y avait consensus.

M. Fee: J'allais insister, mais vous parlez de 12 gouvernements et d'un certain nombre de ministères. Je ne voudrais pas vous imposer toute une série de réunions en vue de vous assurer du consensus.

M. Berlin: À ce propos, je peux affirmer sans hésiter que tous nos collègues fédéraux et provinciaux étaient d'accord pour limiter le montant maximal des amendes pour les jeunes contrevenants.

[Text]

Mr. Fee: Thank you.

Mr. Bjornson (Selkirk—Red River): Mr. Chairman, may I pick up on the remainder of Mr. Fee's time?

The Chairman: Okay, Mr. Bjornson.

Mr. Bjornson: Thank you, Mr. Chairman.

I have only one question, because I think most of the questions have already been dealt with this evening.

I have looked at the bill and I cannot see any reference to it. I think it might be part of the concept about Supply and Services and the collection of fines by financial institutions. Is it in here? Is it a thought process that's going on elsewhere, which will be dealt with in another piece of legislation, regulation?

Mr. Berlin: The legislation was worded obscurely so as to allow us to enter into negotiations with financial institutions. Should financial institutions be willing to accept our scheme, we would then be able to pay at those institutions. I will give you a prime example. A ticket may be deposited at a court house, an adult court, a youth court or some other place. When we said some other place, eventually, if financial institutions accept our scheme, that other place would be financial institutions.

Mr. Bjornson: I see my colleague across the table starting to think really deeply here. I am not too sure, but I think maybe he and I think somewhat alike in this. I am just wondering why we're looking at financial institutions when there are existing systems in place, provincial and municipal courts to deal with this. If those agreements come about, will they be dealt with by regulation? Or will another piece of legislation be brought forward, where financial institutions can become recipients of government fines?

Mr. Berlin: I guess we will look at that and if it requires an amendment, we may have to do it.

Mr. Bjornson: Through this legislation?

• 2020

Mr. Berlin: Through an amendment to this legislation. I'm going to double-check that with our drafters. What I am told is, for example, something like in clause 15, where it says an enforcement authority shall cause a ticket to be filed in the office of a relevant court; or if the place specified on the ticket for the purpose of pleading guilty is not the court, oftentimes they mean if we know it's a financial institution, we'll simply send a ticket. You may, if you wish to plead guilty, pay at a bank of your choice. That clause, our drafters have indicated, allows us. . . and indicates clearly that can be a financial institution.

I could double-check that. If amendments are required—

Mr. Bjornson: Is this done via any other legislation or regulation?

Mr. Berlin: No.

[Translation]

M. Fee: Je vous remercie.

M. Bjornson (Selkirk—Red River): Monsieur le président, puis-je profiter des minutes qui restent à M. Fee?

Le président: Oui, monsieur Bjornson.

M. Bjornson: Merci, monsieur le président.

Je n'ai qu'une question à poser puisque la plupart ont déjà été abordées ce soir.

J'ai lu le projet de loi et il n'en est question nulle part. Cela fait peut-être partie des responsabilités d'Approvisionnements et Services et de la perception des amendes par les institutions financières. Est-ce que c'est dans le projet de loi? Est-ce une réflexion qui se poursuit et qui aboutira à un autre projet de loi ou à un règlement?

M. Berlin: Le libellé du projet de loi est vague à dessein afin de nous permettre de négocier avec les institutions financières. Si celles-ci acceptaient notre formule, les gens pourraient y payer leurs amendes. Laissez-moi vous donner un bon exemple. Une contravention peut être déposée dans un palais de justice, dans un tribunal, ou ailleurs. Par «ailleurs», nous entendons les institutions financières qui accepteront éventuellement de se joindre à notre système.

M. Bjornson: Je constate que mon collègue d'en face commence à avoir des pensées profondes. Je ne suis pas certain, mais j'ai l'impression que lui et moi sommes sur la même longueur d'onde. Je me demande pourquoi nous nous tournerions vers les institutions financières alors qu'il existe déjà des systèmes, et que les cours provinciales et municipales s'en occupent déjà. Si vous concluez des ententes avec les institutions financières, faudra-t-il prendre un règlement? Ou faudra-t-il un autre projet de loi pour autoriser les institutions financières à percevoir les amendes au nom du gouvernement?

M. Berlin: Nous allons étudier la question et s'il faut présenter un amendement, nous le ferons.

M. Bjornson: Vous parlez du projet de loi?

M. Berlin: Nous présenterons un amendement au projet de loi. Je vais vérifier à nouveau auprès des rédacteurs. On me dit que dans l'article 18, par exemple, on prévoit que l'agent de l'autorité dépose le procès-verbal au greffe du tribunal et si l'endroit mentionné au procès-verbal pour enregistrer les plaidoyers de culpabilité n'est pas le greffe du tribunal, cela signifie qu'il s'agit d'une institution financière et nous enverrons tout simplement une contravention. La personne qui choisit de plaider coupable pourra s'acquitter de la contravention à la banque de son choix. Selon les rédacteurs législatifs, cet article nous permet d'indiquer clairement qu'il peut s'agir d'une institution financière.

Mais je vais vérifier à nouveau. S'il faut apporter des amendements. . .

M. Bjornson: Faudra-t-il adopter une autre loi ou prendre un autre règlement?

M. Berlin: Non.

[Texte]

Mr. Bjornson: This is the first time it is coming out.

Mr. Berlin: This is it.

Mr. Bjornson: Well, why would you not somehow specify that in a certain amount of detail? It seems to be quite a different approach from what I am accustomed to.

Mr. Berlin: The options that were available to our colleagues at the Department of Supply and Services for submitting a guilty plea with a fine were a court... it could be a financial institution, or it could be a central banking clearing-house in a government department; it could be one established by an entire government. There were a variety of ways by which it could be accomplished. I guess until such time as we were able to determine precisely where it would go we left it clear that any of those options could take place, we hope pending successful negotiations with financial institutions. That's where that mysterious "other place" designated on the ticket will end up.

That was part of it.

Mr. Yvan Roy (General Counsel, Criminal Law Policy, Department of Justice): One of the objectives we have with this legislation is to make sure the court system is going to get some relief. If we were to send the 425,000 tickets into the court system to be paid there, there would have to be the accountants for all of this, and I am not sure the provinces and territories would be delighted with this idea. That is why we are trying as much as possible to get another system to handle the workload, so the court system as a whole will benefit from this. If we were to go back to the courthouses for these to be paid there, we are not so sure the provinces would be willing to handle our scheme.

Mr. Bjornson: You anticipate if it does go into the financial institutions those that will be going there will be a direct guilty plea, no questions asked; fill in the form—

Mr. Berlin: Precisely.

Mr. Bjornson: —and basically get it stamped or get a receipt that the funds have been paid.

Mr. Roy: As if you are paying your MasterCard.

Mr. Bjornson: It is beyond any discussion other than that this is the way.

Mr. Berlin: Precisely.

Mr. Roy: That's it.

Mr. Bjornson: Have you talked to the plastic card people? Have you talked to MasterCard?

Mr. Berlin: That's exactly what we are doing right now. That is exactly the discussion we are having right now: would you be able to do it by night deposit? Would you have to go to a teller and have something stamped? Can you pay it by Visa, MasterCard? All those discussions are going on right now. We think we can accommodate the public with ease of payment, in whichever manner can finally be handled.

Mr. Bjornson: So that empty little blue button on the green machine that has no writing on it just might have "Pay your fine here".

[Traduction]

M. Bjornson: C'est la première fois qu'il en est question.

M. Berlin: Il n'y a rien d'autre.

M. Bjornson: Pourquoi ne le précisez-vous pas davantage? C'est bien différent de ce à quoi je suis habitué.

M. Berlin: D'après nos collègues du ministère des Approvisionnements et Services, ceux qui enregistreraient un plaidoyer de culpabilité pour payer l'amende pourraient le faire à un tribunal ou à une institution financière, ou encore à une chambre de compensation d'un ministère ou du gouvernement tout entier. Il y a donc plusieurs options. Tant que nous n'aurons pas établi avec précision comment il faudra procéder, il vaut mieux laisser toutes les portes ouvertes. Nous espérons néanmoins réussir à nous entendre avec les institutions financières. Elles seront désignées sur la contravention par la mystérieuse rubrique «Autres endroits».

C'est l'une des parties visées.

M. Yvan Roy (avocat général, Section de la politique-Droit pénal, ministère de la Justice): L'un des objectifs du projet de loi, c'est de faire en sorte que le système judiciaire ne soit plus débordé. S'il fallait que 425,000 contraventions soient toujours payées aux tribunaux, il faudrait prévoir des comptables et je ne suis pas certain que les provinces et les territoires seraient enchantés de l'idée. C'est pourquoi nous tentons dans le mesure du possible de mettre en place un autre système qui s'occupe des amendes, ce qui allégera le fardeau de tribunaux. Nous craignons que les provinces ne soient pas d'accord pour s'occuper du paiement de nos amendes s'il fallait que l'on en confie la responsabilité aux palais de justice.

M. Bjornson: Vous espérez que s'il est possible d'acquitter une contravention à une institution financière, les gens enregistreront un plaidoyer de culpabilité sans rendre des comptes; il leur suffira de remplir la formule. . .

M. Berlin: Exactement.

M. Bjornson: . . . et de la faire étamper ou d'obtenir un reçu.

M. Roy: Ce sera comme payer avec une carte de crédit.

M. Bjornson: Ce sera simplement la façon de faire.

M. Berlin: C'est exact.

M. Roy: Rien de plus.

M. Bjornson: En avez-vous discuté avec les compagnies de cartes de crédit comme MasterCard?

M. Berlin: C'est ce que nous sommes en train de faire. Serait-il possible par exemple d'acquitter une amende par un dépôt de nuit? Serait-on obligé de se présenter à une caisse pour obtenir un reçu? Pourra-t-on payer par Visa ou MasterCard? Voilà ce dont nous discutons en ce moment. Nous espérons qu'en définitive, les modalités de paiement seront simples.

M. Bjornson: Autrement dit, le petit bouton bleu des guichets automatiques qui ne sert à rien pour le moment pourraient servir à payer les amendes.

[Text]

Mr. Berlin: It could say "Contraventions".

Mr. Bjornson: Mr. Chairman, I don't know about my colleagues across the table, but in discussion with my colleagues. . . I would now be prepared to move into clause by clause, if there is general agreement.

Le président: Monsieur Bjornson, je prends votre suggestion en note, mais M. Waddell aimerait poser d'autres questions, si je ne me trompe pas.

Are you interested in asking some other questions of the witnesses?

Mr. Waddell: Yes, I've just a couple more.

Le président: Je retiens votre suggestion, monsieur Bjornson. . .

. . . if you are interested in coming back with your suggestion after we finish the. . .

Monsieur MacLellan, je pense qu'il serait approprié de terminer notre tour de question avec M. Waddell. Je pense aussi que M. Darling veut poser une autre question. Allez-y, monsieur MacLellan.

Mr. MacLellan: How much are you prepared to pay the banks to do this? Are they going to do this for nothing?

Mr. Berlin: Again, right now that is part of the discussions we are into with them. Right now more or less what we are talking about is it might be the same as when you pay your hydro bill. You pay your hydro bill of \$50, \$80, whatever it would be, and the banks themselves may impose \$1, \$1.50, or \$2 for a service charge. It may be that is the result of the discussions that occur. I think we are looking along those lines.

• 2025

Mr. Waddell: Apropos the collection scheme, I hope the implementation of the legislation won't be delayed to work out a collection scheme with the banks. You may be able to start with the courts while at the same time continuing discussions to make it easier for people to pay. But I wouldn't want to see it delayed. There is a court registry that is used to collecting fines, and so on. If you look at the number of traffic tickets compared to the number of federal offences, I think you might find the federal numbers quite low. I'm not opposed necessarily to a scheme of easier collections—a cashless society, and so on—but don't delay the implementation to keep negotiating with the banks if that goes on too long.

I just have a couple of other questions. Clause 65 on page 29 says:

65. Every one is guilty of an offence who uses or authorizes the use of an application form for or relating to any of the following matters that contains a question that by its terms requires the applicant to disclose a conviction for a contravention, other than a conviction entered after a trial on an indictment

and then (a), (b), (c), (d).

[Translation]

M. Berlin: Ou les contraventions.

M. Bjornson: Monsieur le président, j'ignore ce qu'en pensent mes collègues ici présents, mais quand j'en ai discuté avec ceux de mon parti. . . Si tout le monde est d'accord, je suis disposé à proposer l'étude article par article.

The Chairman: Mr. Bjornson, I will make a note of your suggestion, but Mr. Waddell would like to ask more questions, unless I am mistaken.

Voulez-vous poser d'autres questions aux témoins?

M. Waddell: Oui, deux ou trois pas plus.

The Chairman: I have made a note of your suggestion, Mr. Bjornson. . .

. . . si vous voulez faire une proposition quand nous aurons terminé. . .

Mr. MacLellan: I think it would be appropriate to finish up this round of questioning with Mr. Waddell. I think Mr. Darling also has one more question. Go ahead, Mr. MacLellan.

M. MacLellan: Combien êtes-vous prêts à donner aux banques pour un tel service? Vont-elles le faire gratuitement?

M. Berlin: Cela aussi, nous devons en discuter avec elles. Pour le moment, il se pourrait que les frais soient les mêmes que pour régler la facture d'électricité. Quand vous payez une facture de 50 ou de 80\$, les banques perçoivent des frais de service de 1\$, 1,50\$, ou même 2\$. C'est peut-être à cette décision que nous en viendrons. Nous étudions ces propositions.

M. Waddell: À ce propos, j'espère que vos pourparlers avec les banques en vue d'établir un système de perception ne retardera pas l'entrée en vigueur de la loi. On pourrait peut-être commencer par le paiement des amendes au greffe du tribunal tout en poursuivant les discussions visant à faciliter le paiement de ces amendes. Je ne veux toutefois pas que l'entrée en vigueur de la loi soit retardée. Les greffes sont habitués à percevoir des amendes. Quand on songe au nombre de contraventions émises en vertu du Code de la route par rapport au nombre émises pour des infractions fédérales, je présume que ces dernières doivent être relativement peu nombreuses. Je n'ai rien contre l'idée de simplifier la perception des amendes—à une société sans numéraire, etc—mais ne retardez pas l'entrée en vigueur de la loi si les négociations avec les banques doivent se prolonger.

J'ai deux autres questions à poser. L'article 65, page 29, se lit comme suit:

65. Commet une infraction quiconque utilise ou permet d'utiliser, dans les domaines mentionnés ci-après, une demande d'emploi comportant une question qui oblige le demandeur à révéler qu'il a été déclaré coupable d'une contravention, sauf si celle-ci a abouti à une déclaration de culpabilité par mise en accusation:

et puis il y a ensuite les alinéa a), b), c) et d).

[Texte]

I would like you to close the page and then tell me what that says.

Mr. Berlin: As identified earlier, hybrid offences are included within the notion of the Contraventions Act, and so one infraction can be dealt with through the option of... I'll give you the example of importing tainted meat. Let's say that was an infraction. I'm not 100% sure, but we'll use that as an example.

Mr. Waddell: This is criminal records on an application for employment.

Mr. Berlin: Right. If you had a conviction under the Contraventions Act, that could not be asked of you on an employment form so as to prohibit you from employment in the federal service.

Mr. Waddell: Full stop. Why not say that in the bill. That's plain language.

Mr. Berlin: I didn't draft it. I'm a policy analyst; I'm not a drafter.

Mr. Waddell: Another question. Is there any reason why the \$100 was chosen for young people? I know the principle of making them pay less because they are young people and for the reasons you have set out. Is there any magic to the \$100?

Mr. Berlin: There was no real magic. We did a review of what the maximum limits are for other provincial offences. Some jurisdictions have upper limits of \$500. Some of the federal departments were going as high as \$2,000 for the overall infractions. Some provinces have an upper limit of \$500. I think we just felt it was a doable amount, and that was based on our discussions with our colleagues.

Mr. Waddell: Have you had any discussions with the bar association?

Mr. Berlin: I've made a presentation to the Canadian Bar Association on this legislation several months ago. I understand that my colleague and I will be making another presentation to the Canadian Bar Association on continuing legal education in a week's time. I know they're aware of the legislation. They've been provided with it, and I think there is an interest in it.

I contacted the Canadian Bar Association and informed them of where we're at. I'm informed that they will be providing a written submission to the committee, as I understand it.

Mr. Préfontaine: That's through the national office. We don't know what the president—

Mr. Waddell: You don't know. Of course.

Where did you get the idea of "guilty but a representation". An accused says, "I'm guilty, Your Honour, but I have an explanation". I like that, but that's not normally in the law.

Mr. Berlin: We do have this. We more or less modelled it after the Ontario Provincial Offences Act. This is not so much, "I'm guilty but I didn't really mean to do it"; this is, "I'm guilty and I did it. All I'm simply asking you is for

[Traduction]

Maintenant, expliquez-moi ce que cela veut dire sans regarder le texte.

M. Berlin: Comme on l'a dit plus tôt, des infractions hybrides sont visées par la Loi sur les contraventions, si bien que l'on peut avoir le choix de procéder... Prenons par exemple l'importation de viande avariée. Supposons que ce soit une infraction. Je n'en suis pas parfaitement convaincu, mais ce ne sera qu'un exemple.

M. Waddell: L'article porte sur les demandes d'emploi et le casier judiciaire.

M. Berlin: C'est exact. Si vous étiez déclaré coupable d'une infraction en vertu de la Loi sur les contraventions, on ne pourrait pas vous obliger à l'indiquer dans vos demandes d'emploi, car autrement cela pourrait vous empêcher, par exemple, d'obtenir un emploi dans la fonction publique.

M. Waddell: Point final. Alors pourquoi ne pas le dire en des termes aussi simples dans le projet de loi.

M. Berlin: Ce n'est pas moi qui l'ai rédigé. Moi, j'analyse les politiques, je ne les rédige pas.

M. Waddell: Une autre question. Comment en est-on arrivé à un plafond de 100\$ pour les adolescents? Je sais qu'on veut les faire payer moins parce qu'ils sont jeunes et pour toutes les raisons que vous avez exposées. Est-ce que c'est un chiffre magique?

M. Berlin: Pas vraiment. Nous avons examiné quels étaient les amendes maximales pour les infractions provinciales. Dans certaines provinces, le maximum est de 500\$. Pour certains ministères fédéraux, le maximum peut aller jusqu'à 2000\$ pour des infractions globales. Dans d'autres provinces, le plafond est de 500\$. Nous avons tout simplement trouvé que c'était un montant que les adolescents pourraient payer, suite à nos discussions avec les collègues.

M. Waddell: En avez-vous discuté avec l'Association du Barreau?

M. Berlin: Il y a plusieurs mois, j'ai présenté un exposé devant l'Association du Barreau canadien au sujet du projet de loi. D'ailleurs, mon collègue et moi devons faire un autre exposé la semaine prochaine dans le cadre de l'éducation permanente de l'Association du Barreau. Elle est donc au courant de la loi. Elle en a reçu un exemplaire et on semble s'y être intéressé.

J'ai communiqué avec l'Association du Barreau canadien pour la tenir au courant. Il semble qu'elle présentera un mémoire écrit au comité.

M. Préfontaine: Il s'agit du bureau national. Je ne sais pas ce que le président... .

M. Waddell: Vous ne le savez pas, évidemment.

Où êtes-vous allé chercher cette idée de «plaidoyer de culpabilité avec observation». Un accusé dit habituellement: «coupable, votre honneur, mais je peux vous expliquer». J'aime bien cette disposition que l'on ne trouve pas habituellement dans une loi.

M. Berlin: Cette disposition s'inspire plus ou moins de la Loi sur les infractions provinciales de l'Ontario. Elle n'est pas tant équivalente au «je suis coupable, mais je ne voulais pas vraiment le faire» qu'au «Je suis coupable, c'est vrai,

[Text]

more time to pay my amount or a lesser fine." This is not to say "I am guilty, but it was raining and it was dark, and I didn't mean to do it", which is sometimes how guilty with representations occur. This is simply restricted to the fine amount, to the time to pay, or, as well, return of forfeited goods.

[Translation]

mais je vous demande de me laisser plus de temps pour payer l'amende ou d'en réduire le montant». Le but, ce n'est pas de dire que, même si l'on est coupable, il pleuvait, il faisait noir, et ce fût malencontreux. C'est généralement à quoi ressemblent les observations des accusés. En l'occurrence, les observations devront uniquement porter sur le montant de l'amende, sur le délai imparti pour payer ou sur la restitution des objets confisqués.

• 2030

Mr. Waddell: Are you worried that this might add to people appearing in court?

Mr. Berlin: No.

Mr. Préfontaine: But it may be that the provinces would like to look at that on an experience basis as it goes along. We don't know the answers. But it may well be that the provinces will tell us in a year or two years, gee whiz, there are a lot of people writing in here; should we continue to do that? It is a fairness issue.

Mr. Waddell: I like the idea. I just think it might add to the people appearing in court.

There is another thing that I think could add to people appearing in court. If you put a contravention offence, a less serious matter, and then you get persons charged with a more serious offence. . . Let us say you are charged with dumping toxic things under some environmental act. If I were a defence lawyer, I might plead not guilty and then try to make a plea bargain with the prosecutor. I will plead guilty if you reduce it to a contravention and drop the other one. Have you thought of any ways of dealing with that, or did you see that as a problem? I am going to tell you what happens in the real world.

Mr. Berlin: We haven't really seen it as a problem. I think we provided for it in the legislation. Should enforcement officers be overzealous and be laying lots of informations and charging people and asking them to go through the court process on a continual basis, without a basis, we have a provision for the Attorney General to reduce laying of a charge to a ticket. But I don't know that we have had a lot of discussion as to should you be charged with an offence to begin with, should you then be entitled to plead down guilty to a contravention.

Mr. Waddell: Have you had any look at what effect the scheme will have on the Department of Justice's budget in terms of it paying for prosecutions and legal matters? Do you think that will be up or down or neutral?

Mr. Berlin: In a lot of instances the system that is currently being utilized, but may be utilized even more in terms of federal agents or the discussions that we have with the various departments, or whatever arrangements we have with departments currently for the enforcement of enacting legislation, we will continue to operate along that basis. I don't know that we have determined that there will be such a growth that it would cause an enormous impact on the resource budget. I can't say that we have examined that in any detail.

M. Waddell: Ne croyez-vous pas qu'ils seront plus nombreux à se présenter devant le tribunal?

M. Berlin: Non.

M. Préfontaine: Peut-être les provinces nous demanderont-elles de surveiller ce qui va se passer. Nous ignorons les réponses. Peut-être que d'ici une année ou deux, on constatera que trop de personnes ajoutent des observations. Il faudra alors revoir le bien-fondé de la disposition. C'est une question de justice.

M. Waddell: Je trouve que c'est une bonne idée. Je crains toutefois que plus de monde se présentent devant le tribunal.

La même chose pourrait se produire si, lorsqu'il y a infraction punissable par une amende, les coupables sont accusés d'une infraction plus grave. . . Supposons que vous déversiez des substances dangereuses contrairement à une loi protégeant l'environnement. Si j'étais avocat pour la défense, je plaiderais non coupable et j'essaierais de négocier ensuite un plaidoyer de culpabilité avec le procureur. Je proposerais que l'accusé plaide coupable à une infraction en vertu de la Loi sur les contraventions et que les autres accusations soient abandonnées. Avez-vous réfléchi à ce que vous feriez le cas échéant? Croyez-vous que ce pourrait être un problème? Vous savez que de telles choses arrivent.

M. Berlin: Nous ne croyons pas que ce sera un problème. D'ailleurs, c'est prévu dans la loi. Si les agents de l'autorité sont trop zélés et qu'ils déposent des tas de dénonciations et d'actes d'accusation obligeant les gens à se présenter devant le tribunal sans que cela ne soit justifié, il est prévu que le procureur général pourra décider de procéder comme s'il s'agissait du dépôt d'une simple contravention. Je ne crois pas qu'on ait discuté de la possibilité de faire réduire des accusations en proposant de plaider coupable à une simple contravention.

M. Waddell: Avez-vous étudié les répercussions qu'un tel système aura sur le budget du ministère de la Justice puisqu'il faudra payer pour les poursuites et autres questions connexes? Croyez-vous que les dépenses augmenteront, diminueront ou que cela n'aura aucun effet?

M. Berlin: Bien souvent, le système actuel pourra continuer d'être utilisé et même davantage, qu'il s'agisse des mandataires du gouvernement fédéral ou des autres ministères qui s'occupent d'appliquer la loi habilitante. Je ne crois pas que nous ayons conclu à une hausse considérable du budget des ressources. Toutefois, il n'y a pas eu d'examen approfondi.

[Texte]

Mr. Waddell: The department's own budget went up. The estimates show a \$16-million increase, I believe, for Justice lawyers. I would think this might decrease the amount you have to pay in agent's fees if people don't go to court.

Mr. Berlin: I think we will have to have the experience of time in the first one or two years of operation to see how we are going. I don't know that we have examined it.

Mr. Waddell: Now, just return me to the beginning where we came in. I have a bay in my riding called Belcarra Bay. It is beautiful. The inlet comes in there from the Pacific. There is a sign up—no speeding, five miles per hour, National Harbours Board. Ironically, the residents want to increase it; they want to water ski. The sign says five miles per hour. It is still "miles" on the sign; maybe now they have it into kilometres. What happens, right now, when someone breaches that? What are they charged under, and what will happen as a result of this new legislation?

Mr. Berlin: What we are told would happen is the enforcement officer... It would be under the small vessel regulations that talk about driving at excess speed.

Mr. Waddell: That's why it can't be under the provincial. Is that right?

Mr. Berlin: That's right. It is under the national Canada Shipping Act or the small vessel regulations.

Mr. Waddell: It couldn't go under provincial because it would be unconstitutional.

Mr. Berlin: That's right.

Mr. Waddell: Of course, until we change the Constitution in the next three weeks. But that's another matter.

Mr. Berlin: I'm not getting into that discussion.

• 2035

But it's precisely that: they go under the small vessel regulations under the Canada Shipping Act and they say that you've been driving at excessive speed. What the enforcement officers from Transport Canada are telling us is that by and large, because of the procedure that's exacted upon them now—in other words, laying a charge, going to court, determining the whole issue—they're often ignoring it, pretending it doesn't happen, turning a blind eye. They're not often laying charges. They are in some instances—

Mr. Waddell: Because it's too difficult.

Mr. Berlin: —but not often, because it's sometimes just too difficult. They're saying, please, give us a ticketing scheme so we can enforce our legislation.

Mr. Waddell: You can't just hive off the speeding boats or something into a separate thing. It will be impossible to do that.

Mr. Berlin: That's right. It's simply under their regulations that are ongoing now under the small vessel regulations.

[Traduction]

M. Waddell: Le budget du ministère a augmenté. D'après les prévisions budgétaires, cette hausse serait de 16 millions de dollars pour les avocats du ministère. Je présume que si les gens n'ont pas à comparaître devant le tribunal, vos frais d'honoraires diminueront.

M. Berlin: Seul le temps nous le dira. D'ici une année ou deux, nous en aurons une meilleure idée. Je ne crois pas que la question ait été étudiée.

M. Waddell: J'en reviens maintenant à notre point de départ. Dans ma circonscription, il y a la baie de Belcarra qui est très belle. Elle se trouve sur un bras du Pacifique. On peut y voir une affiche interdisant de faire de la vitesse, le maximum étant de cinq milles à l'heure, par ordre de la Société canadienne des ports. Ironiquement, les résidents voudraient que la limite de vitesse soit augmentée pour qu'ils puissent y faire du ski nautique. Sur l'affiche, c'est écrit cinq «milles» à l'heure. Peut-être que maintenant, c'est en kilomètres. Qu'arrive-t-il si quelqu'un va plus vite? Ils sont accusés en vertu de quelle loi et qu'arrivera-t-il une fois ce projet de loi adopté?

M. Berlin: On nous dit qu'un agent de l'autorité... Les excès de vitesse en bateau sont interdits par le règlement sur les petits bâtiments.

M. Waddell: Voilà pourquoi ce n'est pas une infraction de compétence provinciale, n'est-ce pas?

M. Berlin: C'est exact. C'est en vertu de la Loi sur la marine marchande du Canada ou du règlement sur les petits bâtiments.

M. Waddell: Ce serait inconstitutionnel, s'il s'agissait d'une loi provinciale.

M. Berlin: C'est exact.

M. Waddell: Évidemment, à moins que la Constitution ne soit modifiée d'ici à trois semaines. Mais c'est une autre affaire.

M. Berlin: Je préfère ne pas m'aventurer.

Mais c'est précisément cela: c'est en vertu du règlement sur les petits bâtiments, pris conformément à la Loi sur la marine marchande du Canada, qui interdit de circuler à des vitesses trop élevées. Les agents responsables de Transports Canada nous disent qu'en gros, étant donné la procédure imposée—c'est-à-dire le dépôt d'accusations, l'obligation d'aller en cour pour obtenir un jugement—they préfèrent souvent regarder ailleurs et faire comme s'ils ne voyaient rien. Ils ne portent pas souvent des accusations. Ils le font parfois...

M. Waddell: Parce qu'est-ce que c'est trop compliqué.

M. Berlin: ...mais pas souvent, parce que c'est trop compliqué. Ils nous demandent donc un système de contraventions qui leur permette de faire respecter leurs lois.

M. Waddell: Vous ne pouvez pas extraire du projet de loi les dispositions se rapportant aux excès de vitesse en bateau? C'est tout à fait impossible.

M. Berlin: En effet. Les infractions sont créées par le règlement sur les petits bâtiments.

[Text]

Mr. Waddell: You couldn't delegate that to the province, for example, and tell them to put it under their traffic offences?

Mr. Berlin: I'm just saying that currently it goes under the small vessel regulations under the Canada Shipping Act. That's the regime that's established now to deal with the situation.

Mr. Darling: With respect to collecting the fines and using the financial institutions, you pay your traffic ticket to the provincial court, so why not try it that way? I don't know whether you mentioned this, Ian, but there wouldn't be nearly as many boating infractions as there are infractions on the highways, because all you've got to do is to look at the traffic. After all, you used to pay your hydro bill to the hydro office. That was the way it was done for years, but then they changed it, I guess because their hours weren't convenient and banks were open longer. Now you can pay your hydro bill, but the banks are not too full of the milk of human kindness. If they're going to charge 25% of the ticket, then you're not going to end up with much revenue. You've got officials, clerks and everything, who are taking the traffic speeding tickets. I don't know why the same ones can't do the same thing.

Mr. Berlin: I guess right now our discussions with provincial court administrators or court officers is a general absolute and total plea not to bring them any more federal infraction tickets. They said, please, don't burden our courts with these matters. They simply can't handle the fines they have right now, so they're asking us not to bring it to them. We're expecting that our discussions with financial institutions will in fact result in a very minimal amount charged by the banks for each infraction or ticket they will be processing. It should be quite a minimal amount: as I suggest, perhaps \$1 or \$1.50 on a \$25, \$50, or \$200 fine.

Mr. Darling: This is going to speed up the ones that are issued for boating infractions now, and they clutter up the courts and take a lot of time and there could be postponements and adjournments and so on. This is going to speed that up at lot.

Mr. Berlin: Yes.

Mr. Darling: Why wouldn't the provincial court say, all right, they've got these clerks sitting in there, who are getting the cheques in the mail, stamping them and so on; so, supposing another few are going in there, they'll be able to handle them probably without any additional staff at all. I don't understand why you wouldn't try it on that basis. If there's a huge number going in where the provincial administration says it can't handle it without more people, then, all right, talk to the financial institutions—after you try it out.

You're going through all this and it's going to take so long and delay it that much more.

Mr. Berlin: All I could suggest to you is that the thrust of the discussions we've had currently from provincial jurisdictions indicates to us that this is exactly what they don't want us to do. They don't want us to bring the fine infractions to their courts.

[Translation]

M. Waddell: Vous ne pourriez pas déléguer à la province le pouvoir d'assimiler ces infractions à celles du Code de la route?

M. Berlin: Je dis simplement qu'à l'heure actuelle, ces infractions sont créées par le règlement sur les petits bâtiments pris en vertu de la Loi sur la marine marchande du Canada. C'est la procédure qu'il faut suivre en ce moment en cas d'infraction.

M. Darling: Pour ce qui est de la perception des amendes par les institutions financières, comme les amendes imposées pour les contraventions au Code de la route sont payées au greffe de la cour provinciale, pourquoi ne pas garder le même système? J'ignore si Ian l'a précisé, mais il y a beaucoup moins d'infractions en bateaux qu'en automobiles, simplement à cause du volume de la navigation par rapport à celui de la circulation routière. Après tout, avant, on payait sa facture d'électricité directement à la compagnie. On l'a fait pendant des années avant que les choses changent, probablement parce que leurs heures d'ouverture n'étaient pas aussi commodes que celles des banques. Même si les banques acceptent que vous régler vos factures d'électricité, elles ne sont pas la gentillesse incarnée. Si elles réclament 25 p. 100 du montant de l'amende, vous ne ferez pas beaucoup d'argent. Vous avez des fonctionnaires, des commis et toute une structure qui perçoivent déjà les amendes pour contraventions au Code de la route. Pourquoi ne pas faire la même chose.

M. Berlin: D'après les discussions que nous avons eues avec les administrateurs des cours provinciales et leurs greffes, on ne veut absolument pas s'occuper d'un plus grand nombre de contraventions fédérales. On nous a suppliés de ne pas accroître davantage le fardeau des cours. Le système a déjà du mal à traiter toutes les amendes imposées et on ne peut en accepter plus. Nous espérons que nos pourparlers avec les institutions financières aboutiront à l'imposition d'un montant minime pour chaque contravention traitée par les banques. Les banques exigeront peut-être 1\$ ou 1,50\$ pour des amendes de 25, 50 ou de 200\$.

M. Darling: Cela va accélérer la procédure car, à l'heure actuelle, les contraventions émises pour infractions à la sécurité nautique encombrant les tribunaux, prennent beaucoup de temps, entraînent des remises à plus tard et des ajournements, etc. Ce sera dorénavant plus rapide.

M. Berlin: Oui.

M. Darling: Étant donné que les cours provinciales ont déjà des greffiers qui s'occupent de dépouiller le courrier, d'étamper les chèques, etc, ne serait-il pas possible d'augmenter le volume du courrier sans être obligés d'engager d'autres employés. Pourquoi ne pas en faire l'essai. Si le nombre des contraventions est tel que la province ne peut s'en occuper sans embaucher du personnel supplémentaire, alors très bien, vous pourriez discuter avec les institutions financières, mais commencez par essayer.

Tout ce que vous faites ne fait que retarder les choses.

M. Berlin: Tout ce que je peux vous dire, c'est que d'après ce que nous ont dit les administrations provinciales, elles ne veulent vraiment pas d'une charge accrue. Elles ne veulent pas que nos contraventions se retrouvent aux greffes de leur tribunal.

[Texte]

Mr. Darling: The provincial police will be issuing the tickets.

Mr. Préfontaine: The provincial police?

Mr. Darling: Or the RCMP. I'm talking about Ontario.

Mr. Berlin: I can relate only to the discussions we've had currently, and that seems to be the general tenor of their remarks.

The Chairman: Thank you, Mr. Darling.

• 2040

En terminant, vous me permettez de vous remercier de votre présence ce soir. Vos réponses aux questions nous ont permis d'en savoir un peu plus sur la signification de ce projet de loi. On vous remercie infiniment, messieurs Roy, Berlin et Préfontaine, de votre prestation.

Des voix: Merci.

Le président: Lors de la dernière rencontre du Comité, il avait été entendu que nous prendrions cinq à dix minutes afin de discuter de nos travaux futurs. J'attends vos suggestions.

Je vous poserai une question tout à fait simple. Quand, en principe, pourrions-nous procéder à l'étude article par article? J'ai pu constater ce soir que, bien qu'il y ait certaines petites questions quant à l'application ou à la réglementation qui suivra l'adoption du projet de loi, il semble y avoir une forme de consensus au niveau du principe du projet de loi. Je pense que tout le monde s'entend pour dire que le projet de loi rencontre beaucoup d'objectifs, en termes du désengorgement des cours de justice, de l'application d'un système de justice plus efficace et d'un plus grand respect de la loi par un système simplifié et plus efficace.

Donc, quand pourrions-nous procéder à l'étude du projet de loi article par l'article? Avez-vous d'autres suggestions à faire en ce qui a trait à nos travaux futurs?

Mr. MacLellan: We were told the bar society may be submitting a written brief, and there may be other written submissions. I really don't think it would be right to start clause by clause until we've received those submissions. They're not going to be worth anything if we finish clause by clause before they arrive.

Mr. Fee: Do you know who is making the submissions?

Mr. MacLellan: The Canadian Bar Association, for one.

Le président: Monsieur MacLellan, je m'excuse. J'aurais dû informer le Comité. En fait, je pense l'avoir mentionné la semaine dernière. Disons que le greffier a reçu un mémoire du Barreau du Québec. On n'a pas pu le distribuer jusqu'à maintenant parce qu'il fallait le faire traduire. Nous attendons encore la traduction. Quand il sera traduit, il sera distribué aux membres du Comité.

Il y a aussi l'Association du Barreau canadien. Nous avons reçu une lettre du l'Association du Barreau canadien nous signifiant son intention de déposer un mémoire. Il y a même eu une communication téléphonique récemment, aujourd'hui ou hier, avec notre greffier. Ils nous demandent quelques jours de plus pour compléter leur mémoire qu'ils entendent déposer auprès de notre Comité.

[Traduction]

M. Darling: C'est la police provinciale qui dressera le procès-verbal des contraventions.

M. Préfontaine: La police provinciale?

M. Darling: Ou la GRC. Je songeais à l'Ontario.

M. Berlin: Je ne peux que vous rapporter ce que nous ont dit les administrations provinciales.

Le président: Merci, monsieur Darling.

In closing, I would like to thank you for coming here this evening. Your answers have given us some insight into the significance of this Bill. Thank you very much, Messrs. Roy, Berlin and Préfontaine, for coming.

Some honorable members: Thank you.

The Chairman: We agreed at the last meeting of the Committee to spend five to 10 minutes discussing future business. I would like to hear your suggestions.

Let me ask you a very straightforward question. When, in principle, shall we begin clause by clause study? I noted this evening that apart from some minor questions concerning the application of the Bill or the regulations that will be introduced once it is passed, there does seem to be a consensus on the principle of the Bill. I think that everybody agrees that the Bill achieves many objectives, in terms of freeing up the backlog, introducing a more efficient legal system and ensuring better enforcement of the Act through a simplified and more effective system.

So, when shall we begin clause by clause study of the Bill? Do you have any suggestions to make about future business?

M. MacLellan: On nous a prévenus que le barreau ainsi que d'autres groupes allaient peut-être déposer des mémoires. Je ne crois pas qu'il convienne de commencer l'étude article par article si nous n'avons pas reçu ces mémoires, car ceux-ci nous seront parfaitement inutiles si nous les recevons au moment même où nous terminons notre étude.

M. Fee: Savez-vous qui va soumettre des mémoires?

M. MacLellan: L'Association du Barreau canadien, entre autres.

The Chairman: Mr. MacLellan, I'm sorry. There was something I should have told the Committee, although I think I did mention it last week. The clerk has received a brief from the Quebec Bar. We haven't been able to make it available yet because we are still waiting for it to be translated. Once the translation is ready, the brief will be distributed to members of the Committee.

Then, there is the Canadian Bar Association, from whom we have received a letter informing us that they will be sending a brief. In fact our clerk spoke with them on the phone yesterday or today. They wanted a few more days to complete their brief before submitting it to our Committee.

[Text]

Nous avons aussi eu un appel du Bureau du solliciteur général de l'Ontario qui a fait part à notre greffier de certaines discussions qui se tiendraient présentement quant à l'opportunité de déposer une lettre ou un mémoire. Ils nous signifient aussi que, dans le passé, ils ont acheminé au ministère de la Justice du Canada des lettres concernant certaines réticences quant à l'application. Je pense que cela a été signalé par nos témoins tout à l'heure. Cela a trait à la zone de 200 milles et... Enfin, ce sont les deux points qui ont été soulevés par nos témoins.

En termes d'intérêt manifesté par certains groupes, c'est ce que nous avons jusqu'à maintenant.

Monsieur MacLellan, je vous laisse continuer.

Mr. MacLellan: If there will be those kinds of submissions, then we should review the submissions before we start clause by clause. It's not exactly a cascade of information coming forward. Mr. Chairman, you mentioned three submissions. We've asked these people to give submissions. We've asked for their input. I think it's only fair we receive their submissions and have a couple of days to review them before we start clause by clause.

• 2045

Mr. Darling: From what I understand then, there's a possibility of three submissions, but they're not going to appear themselves. They are just making suggestions in these submissions and the committee would deal with that. It would seem that they don't have any great opposition to it. Being lawyers, they'll want an "and" changed to a "but", because that's a tragic difference in the bill, and this, that, and the other thing, just to show that it isn't right as originally drafted.

Mr. Bjornson: Could I recommend a week tomorrow for the next—

Le président: L'Association du Barreau canadien n'a pas encore décidé si elle devait présenter un mémoire. Je me suis peut-être mal exprimé. Elle n'a pas encore décidé si elle devait présenter un mémoire. C'est aussi le cas du Bureau du solliciteur général de l'Ontario.

Le seul mémoire reçu à ce jour vient du Barreau du Québec. Nous l'avons en notre possession. Nous attendons la traduction. Quant aux deux autres qui ont manifesté un certain intérêt, ils n'ont pas encore pris la décision de présenter un mémoire.

Je suis d'accord avec M. MacLellan lorsqu'il me signifie que ce serait un question de courtoisie, mais je pense qu'il serait tout à fait approprié qu'on puisse se donner un échéancier. On ne peut pas attendre indéfiniment que l'Association du Barreau du Canada et le Bureau du solliciteur général de l'Ontario prennent leur décision. Il serait tout à fait approprié qu'on se donne une date limite. J'en fais la suggestion. Monsieur Bjornson.

Mr. Bjornson: That's why I was making the recommendation, Mr. Chairman. A week tomorrow would be adequate time for them to make a decision, first of all, whether or not they want to make a presentation, and if they

[Translation]

Our clerk has also had a call from the Office of the Solicitor General of Ontario. There is some discussion about whether they should submit a letter or a brief. They tell us that in the past, they have written letter to the Department of Justice pointing out their misgivings about the Bill's application. I think our witnesses pointed this out a while ago. It concerns the 200-mile zone and... In any case, those two points were raised by our witnesses.

Those are the groups who have shown some interest up until now.

Mr. MacLellan, please continue.

M. MacLellan: Si on nous soumet des mémoires, nous devons les étudier avant d'entamer l'étude article par article. On ne sera pas inondé de nouveaux renseignements. Monsieur le président, vous avez mentionné trois mémoires. Nous avons invité les groupes à préparer des mémoires et à nous présenter leur point de vue. Voilà pourquoi il nous incombe de prendre connaissance des mémoires quelques jours avant de procéder à notre étude article par article.

M. Darling: Si j'ai bien compris, on s'attend à ce que les trois groupes nous envoient des mémoires, mais pas à ce qu'ils comparaissent devant le comité. Les mémoires déposés comporteront des recommandations que nous allons étudier. Ces groupes ne sont pas contre le projet de loi. Comme il s'agit d'avocats, ils vont entre autres proposer que l'on remplace le mot «et» par le mot «mais», ce qui, de leur point de vue, constituera une énorme différence. Ils feront ce genre de proposition simplement pour démontrer que tel que rédigé, le projet de loi comporte quelques lacunes.

M. Bjornson: Si vous me le permettez, je propose que demain en huit, nous tenions la prochaine...

The Chairman: The Canadian Bar Association has not decided yet whether it will be submitting a brief. Perhaps I didn't make myself clear. It has not yet decided whether or not it will be submitting a brief. The same goes for the Office of the Solicitor General of Ontario.

The only brief that we have received is from the Quebec Bar. We have that brief, but we are waiting for the translation. The two other groups that have shown some interest have not yet decided whether they will be submitting a brief.

I agree with Mr. MacLellan when he says that it is a matter of courtesy, but I think it appropriate that we agree on a timetable. We cannot wait forever for the Canadian Bar Association and the Office of the Solicitor General of Ontario to decide one way or the other. It would be quite appropriate for us to set a deadline. That's my suggestion. Mr. Bjornson.

M. Bjornson: Voilà le sens de ma recommandation, monsieur le président. Les intéressés auront le temps au cours des huit prochains jours de décider s'ils entendent faire un exposé, et à quel moment. Pour ma part, je propose qu'ils

[Texte]

do, maybe they can make it prior to May 12, which is my suggestion. If they come up with a reasonable reason why they can't make their submission within that timeframe, maybe we can make those decisions at the May 12 meeting. Obviously, a week tomorrow gives them a full week to prep themselves. Also, the Ontario Bar Association, if they want to. If the clerk were to talk to these people, I think we could make them more active than they are at the present moment.

Mr. Waddell: I sent a note to the West Coast Environmental Law Research Foundation and asked them if they had any views on it, to get it in pretty soon. I'm not interested in delaying the bill; I just want to hear if these groups have anything, and I want to read the Quebec bar brief.

A week tomorrow is not very good for Mr. MacLellan. We have the Minister of Justice before the justice committee on the estimates, so we have the morning and the afternoon. Could the committee meet on Thursday, May 14, and see where we are at that point?

Mr. Bjornson: Unfortunately, after May 12 I am away for the rest of the week. We can all look for replacements if need be, but it is better that the ones who have been here discussing it...

Mr. Waddell: That's right. I'm telling you that Mr. MacLellan and I cannot be here. We're justice critics for both our parties. I would suggest that we look at the week after that.

Mr. Bjornson: May 18.

Mr. Waddell: Can I ask for May 20, so I can fly overnight from British Columbia?

Mr. Bjornson: It just happens that somebody has asked me to be elsewhere on May 20.

Mr. Waddell: May 21 then. I'm not interested in delaying the bill. I want to get it through. I just want to find a time to do this. We could probably knock off the whole thing on May 21, I would think. As far as I'm concerned, if we need to hear a witness, we can hear from him then and then we can do the clause by clause all day.

Mr. Darling: What day is May 21?

Mr. Waddell: It's a Thursday. Maybe members could check their timetables.

• 2050

Mr. Darling: In the evening?

Mr. Waddell: During the day, I would think. I'm prepared to sit, with the hope that we can complete the bill.

Mr. Bjornson: You made mention that you're tied up May 12 all day on estimates. What about May 13? Is that a bad Wednesday?

Mr. Waddell: I'm free in the afternoon.

Mr. Darling: What's wrong with May 12 at night?

[Traduction]

témoignent avant le 12 mai. S'il y a une raison valable qui les empêche de comparaître avant cette date, nous pourrions en discuter lors de notre réunion du 12 mai. Ils auront une semaine entière pour se préparer. La Société du Barreau du Haut-Canada pourrait aussi témoigner. Si le greffier les appelle, il pourrait les inciter à accélérer leur décision.

M. Waddell: J'ai écrit aux représentants de la West Coast Environmental Law Research Foundation pour leur demander de nous contacter dès que possible s'ils ont des commentaires à faire. Je ne veux pas que le projet de loi soit retardé, mais je veux quand même entendre les commentaires que ces groupes vont peut-être vouloir faire. Je tiens aussi à lire le mémoire déposé par le Barreau du Québec.

Il ne convient pas à M. MacLellan que le comité se réunisse demain en huit. La ministre de la Justice va comparaître devant le Comité de la justice au sujet des prévisions budgétaires, ce qui nous donne le matin et l'après-midi. Pourrait-on se réunir jeudi, le 14 mai, pour faire le point à ce moment-là?

M. Bjornson: Malheureusement, je dois m'absenter pour la semaine après le 12 mai. Nous pourrions trouver des remplaçants si nécessaire, mais il est préférable que ceux qui ont déjà discuté du dossier soient...

M. Waddell: Exactement. Je vous dis que ni M. MacLellan ni moi-même ne pouvons assister à la réunion. Nous sommes tous les deux porte-parole en matière de justice pour nos deux partis. Je propose que l'on étudie la question la semaine d'après.

M. Bjornson: Le 18 mai.

M. Waddell: Pourrais-je proposer le 20 mai, pour que je puisse prendre le vol de nuit de la Colombie-Britannique?

M. Bjornson: Il arrive que l'on m'a demandé de faire autre chose le 20 mai.

M. Waddell: Le 21 mai alors. Je ne veux pas que le projet de loi soit retardé; au contraire, je veux qu'il soit adopté. Mais il faut trouver le temps voulu pour faire notre travail. À mon avis, on peut sans doute tout remettre au 21 mai. Si un témoin doit comparaître, nous pouvons très bien le convoquer pour cette date et procéder à l'étude article par article pendant le reste de la journée.

M. Darling: Le 21 mai tombe quel jour?

M. Waddell: Le jeudi. Est-ce que les députés pourraient vérifier leurs agendas?

M. Darling: Le soir?

M. Waddell: Pendant la journée, j'imagine. Je suis prêt à siéger, dans l'espoir d'en terminer avec ce projet de loi.

M. Bjornson: Vous avez dit que vous serez occupé toute la journée du 12 mai à étudier le budget des dépenses. Est-ce que le 13 mai vous va? Est-ce que ce mercredi-là est chargé?

M. Waddell: Je suis libre l'après-midi.

M. Darling: Et pourquoi pas le soir du 12 mai?

[Text]

Mr. Waddell: It's pretty tough for us. We're doing the justice committee all day. I would suggest that if you want the bill, you might want to have us fresh for it.

Mr. Darling: To get here I attended a municipal meeting for three hours. I had to speak at a luncheon. Then I drove 320 miles and got here, and I'm not even tired. I'm not much younger than you!

Mr. Waddell: I would suggest the afternoon of May 13.

Mr. Bjornson: Is that acceptable to the chair?

Mr. MacLellan: As long as it is generally accepted that the Canadian Bar and the Attorney General of Ontario have adequate time to prepare the brief, and we've had a couple of days to read it. I don't want to get the brief arriving in the morning and we have the meeting in the afternoon. I think it has to be made clear to them that we want the brief and that they state they can accommodate us, so that we have the brief a couple of days before clause by clause starts. I think that's important.

We've asked them to help us. It is not as if they're getting paid to help us on this. If they decide they don't contribute a brief, that's their decision, but I think if they decide they want to, then they're actually helping us. I think we have to be fair and courteous.

Mr. Darling: When is the Quebec brief going to be available in English?

The Chairman: Tomorrow.

Mr. Darling: Good.

Le président: Si vous le voulez bien, on va s'entendre pour une rencontre du Comité le 13 mai, dans l'après-midi. Également, si d'ici le 13 mai, il n'y a pas de témoins qui demandent à être entendus, nous pourrions débiter l'étude article par article le 13 mai. Demain,

we're supposed to have the statement of the Quebec Bar Association, and if we have no witnesses who want to appear, we are ready to proceed clause by clause. I think we have time if they want to prepare some amendments from the opposition.

Alors, on s'entend sur une chose: le 13 mai, dans l'après-midi, on se rencontre pour l'étude article par article à moins qu'un témoin ait demandé à comparaître devant le Comité. Si un témoin demande à comparaître devant le Comité, nous procéderons à l'audition du témoin. Est-ce que tous les membres du Comité sont d'accord sur cette suggestion?

Des voix: D'accord.

Le président: Je vous remercie beaucoup de votre collaboration. Cela a été très agréable ce soir.

Vous me permettrez maintenant de lever la séance.

[Translation]

M. Waddell: Cela serait assez difficile pour nous. Nous faisons le Comité de la justice toute la journée. Je dirais que si vous voulez terminer l'étude de ce projet de loi, c'est peut-être dans votre intérêt que nous soyons plein d'entrain.

M. Darling: Vous savez, avant de venir ici, j'ai assisté à une réunion municipale pendant trois heures. Ensuite, j'ai dû prononcer un discours à un déjeuner. Enfin, j'ai fait 320 milles de route pour me rendre ici, et je ne suis même pas fatigué. Et je ne suis pas beaucoup plus jeune que vous!

M. Waddell: Je propose l'après-midi du 13 mai.

M. Bjornson: Est-ce que cela convient au président?

M. MacLellan: À condition que l'Association du Barreau canadien et le procureur général de l'Ontario disposent de suffisamment de temps pour préparer un mémoire et que nous ayons quelques jours pour le lire. Je ne veux pas que le mémoire arrive le matin et que la réunion ait lieu l'après-midi. Il faut bien préciser que nous voulons le mémoire et qu'ils doivent nous le fournir quelques jours avant l'étude article par article. Je trouve qu'il est important de faire cette précision.

Nous leur avons demandé de nous aider. Ce n'est pas comme si nous les payions pour nous aider. S'ils décident de ne pas fournir de mémoire, c'est leur décision, mais, à mon avis, s'ils décident d'en présenter un, ils nous aident en effet. Nous devons faire preuve d'équité et de courtoisie à leur égard.

M. Darling: Quand est-ce que le mémoire du Québec sera traduit en anglais?

Le président: Demain.

M. Darling: Bien.

The Chairman: If you wish, we will agree to meet on May 13th, in the afternoon. Furthermore, if no other witnesses asked to be heard between now and May 13th, we will be able to start the clause by clause consideration on that day. Tomorrow,

nous sommes censés entendre la déclaration de l'Association du Barreau du Québec, et si aucun autre témoin ne désire comparaître, nous serons prêts à commencer l'étude article par article. Je crois que nous avons le temps si l'opposition désire préparer des amendements.

So we have agreed on one thing: we will meet in the afternoon of May 13th to begin the clause by clause study of this Bill, unless a witness asks to appear before the Committee. If a witness does ask to appear, we will hear him. Are all the Committee members in agreement on this suggestion?

Some hon. members: Agreed.

The Chairman: Thank you very much for your co-operation. We have had a very pleasant meeting this evening.

The meeting is now adjourned.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Cœur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communication Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Cœur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

Officials from the Department of Justice:

Daniel C. Préfontaine, Chief, Policy Counsel, Compliance and
Aboriginal Justice;

Yvan Roy, General Counsel, Criminal Law Policy;

Mark Berlin, Senior Counsel, Criminal Law Policy.

TÉMOINS

Du ministère de la Justice:

Daniel C. Préfontaine, premier conseiller en politiques, Valo-
risation de l'action réglementaire et Justice applicable aux
autochtones;

Yvan Roy, avocat général, Section de la politique, Droit pénal;

Mark Berlin, avocat conseil, Section de la politique, Droit pé-
nal.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 2

Wednesday, May 13, 1992

Chairman: Jean-Marc Robitaille

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 2

Le mercredi 13 mai 1992

Président: Jean-Marc Robitaille



Minutes of Proceedings and Evidence of Legislative Committee on

Procès-verbaux et témoignages du Comité législatif sur le

BILL C-46

An Act respecting contraventions of federal enactments

PROJET DE LOI C-46

Loi concernant les contraventions aux textes législatifs fédéraux

RESPECTING:

Order of Reference

CONCERNANT:

Ordre de renvoi

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Third Session of the Thirty-fourth Parliament,
1991-92

Troisième session de la trente-quatrième législature,
1991-1992

LEGISLATIVE COMMITTEE ON BILL C-46

Chairman: Jean-Marc Robitaille

Members

Stan Darling
Len Gustafson
Russell MacLellan
Rob Nicholson
Robert Porter
George Rideout
Ross Stevenson
Ian Waddell—(8)

(Quorum 5)

J.M. Robert Normand

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 114(3):

On Wednesday, May 13, 1992:

George Rideout replaced Fred Mifflin;
Len Gustafson replaced David Bjornson.

COMITÉ LÉGISLATIF SUR LE PROJET DE LOI C-46

Président: Jean-Marc Robitaille

Membres

Stan Darling
Len Gustafson
Russell MacLellan
Rob Nicholson
Robert Porter
George Rideout
Ross Stevenson
Ian Waddell—(8)

(Quorum 5)

Le greffier du Comité

J.M. Robert Normand

Conformément à l'article 114(3) du Règlement:

Le mercredi 13 mai 1992:

George Rideout remplace Fred Mifflin;
Len Gustafson remplace David Bjornson.

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, MAY 13, 1992
(3)

[Text]

The Legislative Committee on Bill C-46 met at 3:41 o'clock p.m. this day, in Room 307, West Block, the Chairman, Jean-Marc Robitaille, presiding.

Members of the Committee present: Stan Darling, Len Gustafson, Russell MacLellan, Rob Nicholson, Robert Porter, George Rideout and Ian Waddell.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Marilyn Pilon, Research Officer.

Witnesses: From the Department of Justice: Yvan Roy, General Counsel, Criminal Law Policy and Mark Berlin, Senior Counsel, Criminal Law Policy.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Thursday, April 9, 1992 relating to Bill C-46, An Act respecting contraventions of federal enactments. (See *Minutes of Proceedings and Evidence, Thursday, April 30, 1992.*)

Clause 1 was postponed pursuant to Standing Order 75(1).

On Clause 2

After debate, Clause 2 carried.

Clause 3 carried.

On Clause 4

After debate, Clause 4 carried.

On Clause 5

After debate, Clause 5 carried.

On Clause 6

After debate, Clause 6 carried.

Clause 7 carried.

On Clause 8

After debate, Clause 8 carried.

On Clause 9

After debate, Clause 9 carried.

On Clause 10

After debate, Clause 10 carried.

Clauses 11, 12 and 13 carried severally.

On Clause 14

Rob Nicholson moved,—That Clause 14 be amended in the French version only by striking out lines 27 and 28, at page 6, and substituting the following therefor:

«l'égard d'une contravention de stationnement à la personne qui stationne ce véhicule est»

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

PROCÈS-VERBAL

LE MERCREDI 13 1992
(3)

[Traduction]

Le Comité législatif chargé du projet de loi C-46 se réunit à 15 h 41, dans la salle 307 de l'édifice de l'Ouest, sous la présence de Jean-Marc Robitaille (*président*).

Membres du Comité présents: Stan Darling, Len Gustafson, Russell MacLellan, Rob Nicholson, Robert Porter, George Rideout et Ian Waddell.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Marilyn Pilon, attachée de recherche.

Témoins: Du ministère de la Justice: Yvan Roy, avocat général, Section de la politique, Droit pénal; Mark Berlin, avocat conseil, Section de la politique, Droit pénal.

Conformément à son ordre de renvoi du jeudi 9 avril 1992, le Comité reprend l'étude du projet de loi C-46, Loi concernant les contraventions aux textes législatifs fédéraux (*voir les Procès-verbaux et témoignages du jeudi 30 avril, 1992*).

L'article 1 est reporté en application du paragraphe 75(1).

Article 2

Après débat, l'article 2 est adopté.

L'article 3 est adopté.

Article 4

Après débat, l'article 4 est adopté.

Article 5

Après débat, l'article 5 est adopté.

Article 6

Après débat, l'article 6 est adopté.

L'article 7 est adopté.

Article 8

Après débat, l'article 8 est adopté.

Article 9

Après débat, l'article 9 est adopté.

Article 10

Après débat, l'article 10 est adopté.

Les articles 11, 12 et 13 sont adoptés séparément.

Article 14

Rob Nicholson propose,—Que la version française de l'article 14 soit modifiée en remplaçant les lignes 27 et 28, à la page 6, par ce qui suit:

«l'égard d'une contravention de stationnement à la personne qui stationne ce véhicule est»

Après débat, l'amendement est mis aux voix et adopté.

Clause 14, as amended, carried.

Clauses 15 and 16 carried severally.

On Clause 17

After debate, Clause 17 was allowed to stand.

On Clause 18

Rob Nicholson moved,—That Clause 18 be amended in the French version only by striking out line 7, at page 8, and substituting the following therefor:

“18. L'agent de l'autorité fait déposer le procès—”

After debate the question being put on the amendment, it was agreed to.

Rob Nicholson moved,—That Clause 18 be amended in the French version only by striking out lines 16 to 32, at page 8, and substituting the following therefor:

“b) dans les meilleurs délais et, en toute éventualité, dans les trente jours suivant la date à laquelle l'intéressé a présenté son plaidoyer ou sa demande de procès, si l'endroit mentionné au procès-verbal n'est pas le greffe du tribunal et que le destinataire du procès-verbal présente :

(i) soit un plaidoyer de culpabilité accompagné d'observations en application de l'article 23,

(ii) soit une demande de procès en application de l'article 27,

(iii) s'il s'agit d'une personne physique qui réside à plus de deux cents kilomètres de l'endroit mentionné au procès-verbal, soit un plaidoyer de culpabilité accompagné d'observations en application de l'article 24 ou un plaidoyer de non-culpabilité en application de l'article 28.”

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Clause 18 carried as amended.

Clause 19 carried.

On Clause 20

After debate, Clause 20 carried.

Clause 21 carried.

On Clause 22

After debate, Clause 22 carried.

Clauses 23, 24, 25 and 26 were allowed to stand.

Clause 27 carried.

On Clause 28

After debate, Clause 28 was allowed to stand.

Clauses 29 and 30 were allowed to stand.

On Clause 31

After debate, Clause 31 carried.

On Clause 32

L'article 14, modifié, est adopté.

Les articles 15 et 16 sont adoptés séparément.

Article 17

Après débat, l'article 17 est reporté.

Article 18

Rob Nicholson propose,—Que la version française de l'article 18 soit modifiée en remplaçant la ligne 7, à la page 8, par ce qui suit:

«18. L'agent de sécurité fait déposer le procès—»

Après débat, l'amendement est mis aux voix et adopté.

Rob Nicholson propose,—Que la version française de l'article 18 soit modifiée en remplaçant les lignes 16 à 32, à la page 8, par ce qui suit:

«b) dans les meilleurs délais et, en toute éventualité, dans les trente jours suivant la date à laquelle l'intéressé a présenté son plaidoyer ou sa demande de procès, si l'endroit mentionné au procès-verbal n'est pas le greffe du tribunal et que le destinataire du procès-verbal présente :

(i) soit un plaidoyer de culpabilité accompagné d'observations en application de l'article 23,

(ii) soit une demande de procès en application de l'article 27,

(iii) s'il s'agit d'une personne physique qui réside à plus de deux cents kilomètres de l'endroit mentionné au procès-verbal, soit un plaidoyer de culpabilité accompagné d'observations en application de l'article 24 ou un plaidoyer de non-culpabilité en application de l'article 28.»

Après débat, l'amendement est mis aux voix et adopté.

L'article 18, modifié, est adopté.

L'article 19 est adopté.

Article 20

Après débat, l'article 20 est adopté.

L'article 21 est adopté.

Article 22

Après débat, l'article 22 est adopté.

Les articles 23, 24, 25 et 26 sont reportés.

L'article 27 est adopté.

Article 28

Après débat, l'article 28 est reporté.

Les articles 29 et 30 sont reportés.

Article 31

Après débat, l'article 31 est adopté.

Article 32

After debate, Clause 32 carried.

On Clause 33

After debate, Clause 33 carried.

Clause 34 carried.

On Clause 35

Ian Waddell, moved,—That Clause 35 be amended by striking out lines 10 to 14, at page 16, and substituting the following therefor:

“of the trial, the court or justice may dismiss the proceeding.”

After debate, the amendment was, by unanimous consent, withdrawn.

Clause 35 was allowed to stand.

Clause 36 was allowed to stand.

Clause 37 carried.

On Clause 38

After debate, Clause 38 was allowed to stand.

At 5:02 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Après débat, l'article 32 est adopté.

Article 33

Après débat, l'article 33 est adopté.

L'article 34 est adopté.

Article 35

Ian Waddell propose,—Que l'article 35 soit modifié en remplaçant les lignes 10 à 15, à la page 16, par ce qui suit:

«du Canada, rejeter les procédures.»

Après débat, avec le consentement unanime, est retiré.

L'article 35 est reporté.

L'article 36 est reporté.

L'article 37 est adopté.

Article 38

Après débat, l'article 38 est reporté.

À 17 h 02, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

Charles Bellemare

Clerk of the Committee

Le greffier du Comité

Charles Bellemare

[Text]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Wednesday, May 13, 1992

• 1540

Le président: À l'ordre, s'il vous plaît.

Étant donné que nous avons un quorum, nous allons commencer cette séance du Comité législatif qui étudie le projet de loi C-46. Loi concernant les contraventions aux textes législatifs fédéraux.

Lors de notre dernière rencontre, nous nous étions entendus pour nous rencontrer aujourd'hui et pour voir si des éléments nouveaux—mémoires ou demandes de témoins—se présentaient et justifiaient qu'on tienne d'autres séances pour entendre d'autres témoins.

Jusqu'à présent, nous avons reçu un mémoire de l'Association du Barreau canadien, un mémoire du Barreau du Québec et un mémoire du juge Lapkin de la Cour de justice de l'Ontario.

Les mémoires ont été distribués à tous les membres du Comité la semaine dernière, et celui du juge Lapkin l'a été en début de semaine. J'ai demandé au greffier de faire parvenir à tous les membres du Comité un résumé du contenu des mémoires préparé par notre chercheur.

Mr. MacLellan (Cape Breton—The Sydneys): May we have a photocopy?

The Chairman: The clerk will prepare copies.

Après lecture des documents, personnellement, il ne me semble pas qu'il y ait d'éléments majeurs justifiant la comparution d'autres témoins. Tel qu'entendu, si les membres du Comité sont d'accord, nous pourrions débiter l'étude du projet de loi article par article dès maintenant.

Pendant l'étude article par article, comme cela se fait habituellement, si certains membres du Comité veulent réserver certains articles pour penser à des suggestions d'amendement, il sera possible de le faire.

Mr. MacLellan: Mr. Chairman, I have a point of order. I'm not really ready to start clause-by-clause study today. I just got a copy of the amendments this morning and I haven't had a chance to go over them yet. To start clause-by-clause study without having gone over the amendments. . . I've read the submission of the Canadian Bar Association and the Quebec Bar Association, but there are a lot of amendments I would like to have a chance to go over tonight. So I'm not ready to start clause-by-clause study today.

Mr. Robert D. Nicholson (Parliamentary Secretary to the Minister of Justice and Attorney General of Canada): For your information, the amendments are for the most part technical in nature. I guess they have to be before the committee. I would suggest most of them, almost all of them, are not of a controversial nature or anything like that.

Mr. MacLellan: That's not the point. The point is that there are amendments I didn't even know were going to be presented that are now submitted the day we are supposed to do clause-by-clause study. I don't think that's the way to

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le mercredi 13 mai 1992

The Chairman: Order, please.

Seeing that we have a quorum, we will now begin this sitting of the Legislative Committee on Bill C-46, an Act respecting contraventions of federal enactments.

At our last meeting, we agreed to meet today to see whether there was anything new in the way of briefs or requests from witnesses to justify scheduling more meetings to hear witnesses.

So far, we have received a brief from the Canadian Bar Association, the Quebec Bar and from Mr. Justice Lapkin of the Ontario Court of Justice.

Each member of the committee received copies of the first two briefs last week, and Mr. Justice Lapkin's brief at the beginning of the week. I have asked the clerk to provide members with summaries of the briefs that have been prepared by our researcher.

M. MacLellan (Cap-Breton—The Sydneys): Pouvons-nous en avoir une photocopie?

Le président: Le greffier va en faire des copies.

After reading the briefs, I personally do not feel that we can justify calling any more witnesses. If the members of the committee still agree we could begin clause-by-clause study of the bill right away.

It is standard practice for members to stand a clause during clause-by-clause study of a bill, so as to have time to consider possible amendments. So members must feel free to do so.

M. MacLellan: Monsieur le président, j'invoque le Règlement. Je ne suis pas en fait prêt à commencer l'étude article par article du projet de loi aujourd'hui. J'ai reçu une copie des amendements ce matin seulement et je n'ai pas encore eu l'occasion de les lire. Entreprendre cette étude sans avoir d'abord pris connaissance des amendements. . . J'ai lu les mémoires déposés par l'Association du Barreau canadien et du Barreau du Québec, mais il reste un grand nombre d'amendements que j'aimerais pouvoir examiner ce soir. Je ne suis donc pas prêt à commencer l'étude article par article du projet de loi aujourd'hui.

M. Robert D. Nicholson (secrétaire parlementaire du ministre de la Justice et procureur général du Canada): Je vous signale que la plupart des amendements sont de nature technique. Ils doivent néanmoins faire l'objet d'une étude par le comité. Cependant, la plupart, sinon tous, ne portent pas à controverse.

M. MacLellan: Ce n'est pas là la question. Je vous dis que l'on vient de soumettre des amendements le jour où nous devons débiter notre étude article par article du projet de loi, et je n'en ai pas été averti. Selon moi, ce n'est pas

[Texte]

conduct a legislative meeting. I don't mind talking about the bill. I don't mind discussing the bill. I certainly don't want to do clause-by-clause study today. Had I even had the amendments yesterday to give me a chance to go over them, I'd be prepared to do them today.

Mr. Nicholson: Let's adjourn then, Mr. Chairman, to the call of the chair.

• 1545

Le président: J'ai une suggestion à vous faire. On pourrait profiter de l'occasion pour demander quelques explications sur les amendements, ce qui pourrait être utile à tous les membres du Comité. J'imagine que ce ne sont pas tous les articles qui font l'objet d'amendements. Est-ce qu'on pourrait s'entendre pour étudier les articles qui ne font pas l'objet d'amendements et revenir, lors d'une séance subséquente, aux articles qui font l'objet d'amendements, ce qui nous permettrait de nous avancer quelque peu? Je ne sais pas ce que vous pensez de ma proposition.

Mr. MacLellan: Sure. No problem with that.

Le président: Nous pourrions donc commencer l'étude des articles ne faisant pas l'objet d'amendements. Quant aux articles faisant l'objet d'amendements, on pourra les réserver et en discuter à une séance subséquente. Est-ce que tout le monde est d'accord sur cette proposition?

Agreed? Okay.

Some hon. members: Agreed.

Le président: Nous allons donc commencer l'étude article par article.

Mr. Nicholson: For the purposes of the translators, I will introduce the two individuals who are here with me. Mr. Mark Berlin is Senior Counsel with the Department of Justice, and Mr. Yvan Roy is General Counsel to the Department of Justice. They are here to answer any questions or provide any explanations the committee might need.

Le président: Je vous remercie, monsieur Nicholson. Je m'excuse d'avoir omis de présenter nos invités.

Nous allons maintenant procéder à l'étude article par article.

Mr. Waddell (Port Moody—Coquitlam): I have a question for the parliamentary secretary on a point of order. We've only had a few briefs on this from the Quebec Bar, the Ontario group, and the Canadian Bar. We really haven't had a lot, and they are all submissions. I wonder if the parliamentary secretary has had a chance to look at them and whether he could tell the committee if he's prepared to accept any of their proposals.

Mr. Nicholson: It's sort of in the hands of the chairman, Mr. Waddell. Mr. MacLellan has suggested it would be inappropriate to discuss the amendments. So you have the amendments before you. I have in fact looked at the suggestions by the Barreau du Québec, the Canadian Bar Association, as well as suggestions and comments by Judge G.S. Lapkin. In some cases consideration is given to suggestions made, and in others there is not.

[Traduction]

une façon d'organiser une comité législatif. Je discuterai volontiers du projet de loi, mais je ne veux pas entreprendre l'étude article par article aujourd'hui. Si l'on m'avait donné l'occasion de prendre connaissance des amendements hier, je serai prêt à les examiner en comité aujourd'hui.

M. Nicholson: Dans ce cas, je propose que nous levions la séance, monsieur le président.

The Chairman: Let me make a suggestion. We could use this opportunity to ask that the amendments be explained. This could be helpful for all members. I don't think that amendments have been submitted for all the clauses. Do we agree then to study those clauses for which there are no amendments and then to come back to the amendments at a later date? This way, we should be able to make some headway. I don't know what you think of my suggestion.

M. MacLellan: Très bien. Je suis tout à fait d'accord.

The Chairman: Then let's begin our study of those clauses for which there are no amendments. We can stand the other clauses and discuss them at another meeting. Does everybody agree with this suggestion?

D'accord? Très bien.

Des voix: D'accord.

The Chairman: We shall now begin clause-by-clause study of the bill.

M. Nicholson: Pour aider les interprètes, je vais présenter les deux personnes qui m'accompagnent: M. Mark Berlin est avocat-conseil au ministère de la Justice et M. Yvan Roy est avocat général au même ministère. Ils sont venus pour répondre aux questions ou pour donner des explications aux membres du comité.

The Chairman: Thank you, Mr. Nicholson. I apologize for not introducing our guests.

We will now proceed with clause-by-clause study.

M. Waddell (Port Moody—Coquitlam): J'invoque le Règlement. Je voudrais poser une question au secrétaire parlementaire. Nous avons reçu des mémoires du Barreau du Québec, du Groupe ontarien et de l'Association du Barreau canadien. Nous n'avons pas reçu énormément de mémoires. Si le secrétaire parlementaire a eu l'occasion de prendre connaissance de ces mémoires, pourrait-il nous dire s'il est prêt à en accepter certaines des recommandations.

M. Nicholson: C'est au président de trancher, monsieur Waddell. M. MacLellan nous a signalé que, d'après lui, il ne fallait pas discuter des amendements aujourd'hui. Vous avez les amendements devant vous. J'ai examiné les propositions faites par le Barreau du Québec, l'Association du Barreau canadien, ainsi que les recommandations et commentaires faits par le juge G.S. Lapkin. Certaines des propositions sont intéressantes; certaines ne le sont pas.

[Text]

I guess when we deal with them on a clause-by-clause basis, I will be pleased to indicate why we have or have not acted as we have done in the amendments before you. In terms of clauses in which we have not accepted suggestions made by any of those groups, as we go through clause-by-clause I'm prepared, or the counsel who are here with me are prepared, to indicate why it's not necessary in some cases to have accepted some of the suggestions made.

Mr. Waddell: I'm just trying to save time. We're not opposing the bill, so we'll get the best bill we can.

Mr. Nicholson: I want to save time too. If we want to go through these amendments, I'm prepared to deal with all of them today. But just before you came, it was suggested inasmuch as some of these amendments were only on your desk earlier this morning, it might not be appropriate to go through them until you've had the chance to see what the government is suggesting or not accepting.

Okay, let's go clause by clause then.

Le président: Nous commençons l'étude article par article.

L'article 1 est réservé

• 1550

Article 2—*Définitions*

Mr. Waddell: I have a question. The Quebec Bar suggests that the definition of "contraventions court" should be amended to include justices of the peace within the meaning of section 2 of the Criminal Code. What do you think of that?

Mr. Nicholson: I think it is unnecessary because in some provinces, in Newfoundland I believe, there are no justices of the peace. Each province is responsible for the administration of justice, so each has a different system for either justices of the peace or other individuals who have jurisdiction in this area. As I say, I don't think it's necessary. As well, the provinces can rely on clause 52 of the bill to give jurisdiction to their justices or other individuals to designate. Subclause 52(1) says:

52. (1) A contraventions or youth court may, subject to the approval of the lieutenant governor in council of the province, make rules governing the practice and procedure in proceedings under this Act.

So they are given the administration of justice under the Constitution, and the act is specific in saying that they can set up the court and designate those individuals who they believe are appropriate within their jurisdiction.

Mr. Waddell: I don't have any more questions.

Les articles 2 et 3 sont adoptés

On clause 4—*Purpose*

Mr. Waddell: On clause 4, the Quebec Bar says that deeming the Criminal Code offences to be contraventions would trivialize them. In order to clarify Parliament's intent, the Criminal Code offences should be specifically excluded from the application of Bill C-46.

[Translation]

Lorsque nous entreprendrons l'étude article par article du projet de loi, je serai très heureux de vous expliquer le bien-fondé de nos réactions aux amendements. Mes collègues et moi serons heureux également de vous dire pourquoi nous avons rejeté certains amendements proposés par les différents groupes.

M. Waddell: J'essaie de gagner du temps. Nous ne sommes pas contre ce projet de loi. Nous voulons le meilleur projet de loi possible.

M. Nicholson: Je veux, moi aussi, gagner du temps. Je suis prêt à étudier chacun de ces amendements avec vous aujourd'hui si nécessaire. Avant votre arrivée, on a souligné que, comme vous avez reçu certains de ces amendements ce matin seulement, il vaudrait mieux en reporter l'examen pour que vous puissiez en prendre connaissance.

D'accord, procédons à l'étude article par article.

The Chairman: We now begin clause-by-clause study.

Section 1 is stood

On Clause 2—*Definitions*

M. Waddell: J'ai une question. Le Barreau du Québec suggère de modifier la définition de «tribunal des contraventions» pour y inclure les juges de paix au sens de l'article 2 du Code criminel. Qu'en pensez-vous?

M. Nicholson: Cela ne me semble pas nécessaire car certaines provinces, comme Terre-Neuve, je crois, n'ont pas de juges de paix. La responsabilité de l'administration de la justice revient aux provinces, et chacune d'elles a élaboré son propre système concernant soit les juges de paix, soit d'autres personnes ayant juridiction dans ce domaine. Cette modification ne me semble donc pas nécessaire et, d'autre part, les provinces peuvent invoquer l'article 52 du projet de loi pour conférer aux juges de paix, ou aux autres personnes désignées à cet effet, la compétence requise. En effet, le paragraphe 52(1) précise:

52. (1) Le tribunal des contraventions ou le tribunal pour adolescents peut, sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil de la province, établir ses règles de pratique et de procédure pour les poursuites engagées sous le régime de la présente loi.

Les provinces ont donc constitutionnellement la responsabilité de l'administration de la justice, et, d'autre part, la loi indique spécifiquement qu'elles peuvent mettre sur pied le tribunal et désigner les personnes qu'elles estiment compétentes, dans le cadre de leur juridiction.

M. Waddell: Je n'ai aucune autre question.

Clauses 2 and 3 agreed to

Article 4—*Objet*

M. Waddell: Au sujet de l'article 4, le Barreau du Québec nous dit que: Qualifier de contraventions des infractions incluses au Code criminel aurait pour effet de banaliser ces dernières. Pour clarifier les intentions du Parlement, les infractions du Code criminel devraient être exclues spécifiquement de l'application du projet de loi C-46.

[Texte]

The bill only applied to regulatory offences. And then they say if there are offences presently included in the Criminal Code that ought to be contraventions, they should be removed.

In other words, they should be removed from the Criminal Code.

Let's use prostitution as an example.

Mr. Nicholson: That shouldn't be removed from the Criminal Code, Mr. Waddell.

Mr. Waddell: That was suggested by the metro police. They wanted a ticketing scheme under the Criminal Code. Could you use this contraventions bill for that offence? What's the offence in the Criminal Code? Soliciting?

Mr. Rideout (Moncton): There is no offence of "prostitution"; it's only for street soliciting.

Mr. Nicholson: Criminal Code offences currently don't figure in Bill C-46, so—

Mr. Waddell: They don't?

Mr. Nicholson: No.

Mr. Waddell: Okay. What if we want to have a ticketing scheme for soliciting?

Mr. Nicholson: Are you asking for my personal opinion on that?

Mr. Waddell: No, not your personal opinion.

Mr. Nicholson: This bill doesn't apply to street soliciting, nor does it apply to offences within the Criminal Code. It applies to those agencies and government departments that will be tabling regulations.

Mr. Waddell: If we wanted it to apply, then we would have to drop soliciting from the Criminal Code. Is that the legal way of doing it? How would it affect the penalties under this? What kind of penalty can we apply for this under Bill C-46?

• 1555

Mr. Nicholson: A maximum of \$1,000, which is the current summary conviction maximum of a fine. In addition, under the Criminal Code, of course, under that particular provision, an individual who is found guilty is liable to six months in jail as well.

Mr. Waddell: I just identify for you that it's happening—that piece of evidence came into another committee—for your legal beagles and policy makers, if there are any in the department.

Mr. Nicholson: There are hundreds of them. Some of the finest minds in Canada reside within the Department of Justice.

Mr. Waddell: Let's move on.

Mr. MacLellan: The Quebec Bar mentioned that they wanted to exclude the Criminal Code. If in fact the Criminal Code is not meant to apply in Bill C-46, is it possible to exclude it?

[Traduction]

Le projet de loi ne portant que sur les infractions réglementaires, le Barreau du Québec ajoute: le cas échéant, on devrait exclure du Code criminel les infractions qui deviendraient des contraventions.

Autrement dit, on ne devrait plus les retrouver dans le Code criminel.

Considérons, par exemple, la prostitution.

M. Nicholson: Cela ne devrait pas être exclu du Code criminel, monsieur Waddell.

M. Waddell: La police métropolitaine avait suggéré un système de procès-verbaux dans le cadre du Code criminel. Serait-il possible d'invoquer le projet de loi concernant les contraventions pour cette infraction? Quelle est l'infraction mentionnée dans le Code criminel? Racolage?

M. Rideout (Moncton): La prostitution n'est pas une infraction; seul le racolage l'est.

M. Nicholson: Les infractions du Code criminel ne sont pas actuellement mentionnées dans le projet de loi C-46, donc. . .

M. Waddell: Elles ne le sont pas?

M. Nicholson: Non.

M. Waddell: Bon. Mais supposons que nous voulions un système de procès-verbaux pour le racolage?

M. Nicholson: Voulez-vous entendre mon opinion personnelle?

M. Waddell: Non.

M. Nicholson: Ce projet de loi ne concerne pas le racolage ou toutes autres infractions mentionnées dans le Code criminel. Il ne s'agit que des règlements qui seront élaborés par les ministères et les autres organismes gouvernementaux.

M. Waddell: Pour que le projet de loi s'applique à l'exemple que j'ai donné, il faudrait que le racolage soit exclu du Code criminel. Juridiquement, serait-ce la bonne façon de procéder? Quelles seraient les conséquences pour les peines qui pourraient être imposées? Quelle est la peine qui serait prévue par le projet de loi C-46?

M. Nicholson: Le maximum est de 1,000\$; c'est l'amende maximum actuellement prévue dans les cas de déclaration de culpabilité par procédure sommaire. D'autre part, le Code criminel prévoit, dans ces conditions, une peine de prison de six mois.

M. Waddell: Je me contente de vous signaler ce qui se passe actuellement—j'ai obtenu ce renseignement à un autre comité—pour informer vos princes du Barreau et les décideurs, s'il en existe au ministère.

M. Nicholson: Il y en a des centaines. Certains des plus brillants cerveaux du Canada se trouvent au ministère de la Justice.

M. Waddell: Poursuivons.

M. MacLellan: Le Barreau du Québec voulait exclure le Code criminel. Étant donné que le projet de loi C-46 ne met pas le Code criminel en cause, est-il possible de l'exclure?

[Text]

Mr. Nicholson: The purposes of the bill are set out in clause 4. I think they draw the distinction between Criminal Code offences and those other types of offences that we do not want treated. Does the Quebec Bar want to have a specific exclusion of Criminal Code offences?

Mr. MacLellan: That's what I understood.

Mr. Nicholson: I think they are excluded. I don't think the bill applies to them.

Mr. MacLellan: Can you satisfy them that in fact it doesn't? That's the concern they have, I think. They are evidently not convinced that this bill does not apply to Criminal Code offences. I just want to get your opinion, or the officials opinion, as to where you can point to.

Mr. Nicholson: In my opinion it does not.

Mr. Mark Berlin (Senior Counsel, Criminal Law Policy Section, Department of Justice): The proposed Contraventions Act applies to twelve participating federal departments and agencies. The Department of Justice is not a party to the proposed Contraventions Act by being a federal agency or department that will list any of its laws as being worthwhile, as being concerned with the proposed Contraventions Act.

In other words, the departments that are included—Environment, Agriculture Canada, National Capital Commission—look to their legislation and provide within the ambit of their legislation those infractions they consider minor. The Department of Justice is not a participating department, and none of the laws or regulations under the responsibility of the Department of Justice are included in the schedule of offences.

Mr. MacLellan: Can they not become an included department without an amendment to the act, or can they just become included by Order in Council?

Mr. Berlin: On that particular question, it is possible that at some later date, ten years, fifteen years from now, should the philosophy change somewhat, then it would not be impossible for the Department of Justice to determine what kind of offences under its responsibility should come under this schedule of offences.

However, bearing in mind that the purpose of the legislation is to distinguish between criminal offences and minor regulatory offences, that would be the ongoing philosophy that this legislation works under at this point.

Mr. MacLellan: But that can be done by Order in Council.

Mr. Berlin: Yes.

Mr. MacLellan: You are not talking ten years down the road; this could be one year, less than one year, down the road. I think this is the concern the Quebec Bar has. Anything is open. You have the complete discretion of the cabinet to make any changes they want. Any departments or any regulations can be applicable. As Mr. Waddell said, of course with street solicitation you would have to turn some of these perhaps into regulations, because I think it is only regulations that apply.

[Translation]

M. Nicholson: L'article 4 précise l'objet de la loi. Je crois qu'on a établi une distinction entre les infractions mentionnées au Code criminel et celles dont nous ne voulons pas nous occuper. Est-ce que le Barreau du Québec désire que les infractions du Code criminel soient spécifiquement exclues?

M. MacLellan: C'est ce que j'ai cru comprendre.

M. Nicholson: Je crois qu'elles sont exclues. Je ne pense pas qu'elles soient visées par le projet de loi.

M. MacLellan: Pouvez-vous convaincre le Barreau du Québec que c'est bien le cas? Je crois que c'est ce qui préoccupe cette association. Il est évident qu'elle n'est pas convaincue que ce projet de loi ne concerne pas les infractions du Code criminel. Je désire seulement savoir ce qui pourrait être précisé, à votre avis, ou selon vos fonctionnaires.

M. Nicholson: À mon avis, le projet de loi ne s'applique pas.

M. Mark Berlin (avocat-conseil, Section de la politique—Droit pénal, ministère de la Justice): Le projet de loi, la Loi sur les contraventions, régit douze ministères et organismes fédéraux. Le ministère de la Justice ne fait pas partie de ce groupe, n'étant pas un organisme ou un ministère fédéral qui estime que ses lois seraient visées par la Loi sur les contraventions.

Autrement dit, les ministères et organismes en cause—Environnement, Agriculture Canada, la Commission de la Capitale nationale—examinent les lois qu'ils administrent et, dans le cadre de ces lois, ils précisent les infractions jugées sans grande gravité. Le ministère de la Justice ne participe pas à cet exercice, et aucune loi ni aucun règlement administrés par ce ministère ne sont inclus dans la liste des infractions.

M. MacLellan: Est-il nécessaire de modifier la loi pour inclure ce ministère, ou peut-il être inclus par décret?

M. Berlin: Il est possible que plus tard, dans dix ou quinze ans, si les principes évoluent, que le ministère de la Justice détermine les infractions aux règles qu'il administre, qui devraient apparaître dans cette liste des infractions; ce n'est pas impossible.

Il ne faut toutefois pas oublier que le principe sur lequel repose la mesure proposée est d'établir une distinction entre les infractions criminelles et les infractions réglementaires d'importance secondaire.

M. MacLellan: Mais cela pourrait être fait par décret.

M. Berlin: Oui.

M. MacLellan: Vous ne parlez pas de ce qui pourrait se passer dans dix ans; cela pourrait arriver dans un an ou moins. Je crois que c'est à cela que le Barreau du Québec pensait. Tout est possible. Le Cabinet a toute discrétion pour apporter toute modification qu'il désire. Tout ministère ou tout règlement pourrait être visé. Comme M. Waddell l'a dit en parlant du racolage, il faudrait que cette infraction soit alors régie par un règlement car je crois qu'il ne s'agit que des infractions aux règlements.

[Texte]

Mr. Berlin: It is only regulations that apply. Part of the notion would be that because of the regulatory process of the prepublication, offering individuals and the public an opportunity to make submissions on that, there seems to be the safeguard there. Rather than at the initial point excluding particular departments or legislations, the philosophy is there; hopefully the departments will abide by it. Should some department or whatever try to go against the tenor of the philosophy, it would be captured in the prepublication. Individuals could then make some submissions. Hopefully that regulatory process would be the stop-gap measure to avoid particularly what you are suggesting.

• 1600

Mr. MacLellan: There is no way of erasing that fear completely because with Order in Council the regulation fine is \$1,000. There's no way around it unless you have the direct exclusion, as the Quebec bar recommends.

Clause 4 agreed to

On clause 5—*Relationship with Criminal Code and Young Offenders Act*

Mr. MacLellan: I don't know if you have read Judge G.S. Lapkin's concern about clause 5. He says that:

The Bill does not contain a complete and self-contained code of procedure for regulatory offences. Rather, s. 5 provides that the summary conviction procedures of the Criminal Code apply to the extent that they do not conflict with the provisions of the Act, or of the regulations or rules of court passed pursuant to the Act.

Now that's in addition to the... I just wondered if you have any further explanation on his commentary on clause 5.

Mr. Berlin: This legislation is modelled after provincial legislation. Similar legislation exists in all provinces. Three or four provinces, Quebec and Ontario, have full complete codes of 400 or 500 sections that give you every procedural aspect of it.

Half of the other jurisdictions, Saskatchewan, British Columbia, Alberta and Manitoba, have codes like this, which give you the orientation of the legislation for procedural matters that go to the Criminal Code for their procedural mechanisms. That's simply the model we have chosen to go with.

We could have gone with the complete code, or we could have gone with the partial code as it exists in some provinces, and borrowed the Criminal Code procedure.

It was simply a model we chose and we knew that. Some jurisdictions would like us to go with the full code. Some want us to go with a partial code. For expediency, we gave the orientation legislation and had effect for summary conviction procedures, should the matter go to court, through the Criminal Code. We could have incorporated every provision of the Criminal Code within the ambit of this legislation. We did not think it was necessary.

Clause 5 agreed to

[Traduction]

M. Berlin: Il ne s'agit que des règlements. L'un des aspects de la question est que le processus réglementaire prévoit une prépublication, qui donne au public la possibilité de présenter des observations, ce qui offre une certaine protection. Au lieu d'exclure au départ certains ministères ou certaines lois, on se réfère à ce principe et on peut espérer que les ministères le respecteront. Si un ministère ou un organisme quelconque s'en écartait, cela serait noté lors de la prépublication. Les personnes intéressées pourraient alors faire connaître leurs observations. On peut croire que le processus de réglementation servira de garde-fou pour éviter ce que vous suggérez.

M. MacLellan: Il est impossible de faire disparaître complètement cette crainte, car, avec un décret, l'amende réglementaire est de 1,000\$. On ne peut rien y faire en l'absence de l'exclusion directe préconisée par le Barreau du Québec.

L'article 4 est adopté

Article 5—*Précision quant au Code criminel et à la Loi sur les jeunes contrevenants*

M. MacLellan: Je ne sais pas si vous avez lu les remarques du juge G.S. Lapkin au sujet de l'article 5. Il dit que:

Le projet de loi ne contient pas de code de procédure complet et indépendant régissant les infractions réglementaires. Au contraire, l'article 5 prévoit que les dispositions du Code criminel relatives aux infractions punissables sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire s'appliquent, sauf disposition contraire de la loi, de ses règlements et des règles de pratique.

Ceci s'ajoute à... Je me demande si vous avez des explications complémentaires au sujet de cette remarque sur l'article 5.

M. Berlin: Ce projet de loi a pris les lois provinciales comme modèle. Toutes les provinces ont des lois similaires. Trois ou quatre, dont le Québec et l'Ontario, ont élaboré des codes complets de 400 à 500 articles, qui traitent de toutes les questions de procédure.

Dans la moitié des autres provinces, en Saskatchewan, en Colombie-Britannique, en Alberta et au Manitoba, on trouve des codes similaires qui donnent l'orientation de la loi à l'égard des questions de procédure et se réfèrent au Code criminel pour les mécanismes de ces procédures. C'est le modèle que nous avons adopté.

Nous aurions pu rédiger un code complet, ou élaborer un code partiel, comme certaines provinces l'ont fait, et emprunter la procédure du Code criminel.

Nous avons donc sciemment choisi un modèle. Certaines provinces préféreraient que nous adoptions un code complet, alors que d'autres préféreraient un code partiel. Pour des raisons de commodité, nous avons formulé une mesure qui donne les orientations et, en cas de procès, prendrait effet en recourant à la déclaration de culpabilité par procédure sommaire du Code criminel. Nous aurions pu incorporer dans le projet de loi toutes les dispositions du Code criminel à cet effet. Nous avons jugé que cela n'était pas nécessaire.

L'article 5 est adopté

[Text]

On clause 6—*Relationship with forfeiture provisions*

Mr. Waddell: Let us suppose two young people were picked up on the field at the airport in Vancouver and had in their possession plants and mushrooms. What would happen to them under this act, and what would happen to the plants and mushrooms under this clause?

Mr. Nicholson: Are those magic mushrooms or just mushrooms?

An hon. member: Magic mushrooms.

Mr. Nicholson: If you're asking me if it can be seized under the proposed Contraventions Act, it cannot be seized.

Mr. Waddell: But they would be guilty of a contravention under the proposed Contraventions Act? I had exactly that case.

Mr. Nicholson: Was this you, personally?

Mr. Waddell: No, I was defence counsel. The judge, who was an older man, bless his heart, gave a suspended sentence because they were a nice young couple and they were interested in botany. Had the judge been a little younger he might have realized they were interested in mushrooms as well.

I don't know what happened to the mushrooms. They were probably split between the Crown counsel and defence, I don't know. But that was an actual case.

• 1605

Are you satisfied that you don't need any power to seize anything?

Mr. Nicholson: You have to be able to seize it under the enacting legislation. There are no new powers given here unless the original legislation provided for that.

Mr. Waddell: Why did you put this clause in then?

Mr. Nicholson: For greater clarification.

Mr. Rideout: There was a case out in British Columbia in which some people were using mushrooms and other things and as a result of that they came up with this.

Mr. Nicholson: This is the Waddell amendment.

Mr. Rideout: The Waddell precedent.

Mr. Waddell: Don't tell that judge.

Clauses 6 and 7 agreed to

On clause 8—*Règlements*

Mr. Waddell: The Quebec Bar says that the bill should be amended to require Parliament to make such designations in any future legislation such as summary conviction and hybrid offences. Because the method of prosecution is at the discretion of the Crown, the proposed scheme allows for potentially desperate sentencing and criminal record consequences.

[Translation]

Article 6—*Précision quant à la confiscation*

M. Waddell: Disons que deux jeunes gens, interpellés à l'aéroport de Vancouver, ont en leur possession des substances végétales et des champignons. Quel serait le sort de ces jeunes gens, et quel serait le sort des végétaux et des champignons en vertu de cette loi et de cet article de la loi?

M. Nicholson: S'agit-il de champignons magiques, ou de champignons ordinaires?

Une voix: De champignons magiques.

M. Nicholson: Si vous voulez savoir s'ils peuvent être saisis en vertu de la Loi sur les contraventions, la réponse est non.

M. Waddell: Mais la Loi sur les contraventions les reconnaît coupables d'une contravention, n'est-ce pas? C'est une affaire dont j'ai eu connaissance.

M. Nicholson: Il s'agissait de vous, personnellement?

M. Waddell: Non, j'étais l'avocat de la défense. Le juge, un homme âgé, que Dieu le bénisse, les a condamnés à une peine avec sursis parce que c'était un couple bien gentil qui s'intéressait à la botanique. S'il avait été un peu plus jeune, il aurait peut-être réalisé qu'ils s'intéressaient aussi aux champignons.

Je ne sais pas ce qu'il est advenu des champignons. Le procureur de la Couronne et le procureur de la défense se les sont peut-être partagés; je n'en sais rien. Mais il s'agit d'un cas qui s'est réellement produit.

Êtes-vous convaincu qu'il n'est pas nécessaire de pouvoir saisir quoi que ce soit?

M. Nicholson: Il faut que les dispositions de la loi en cause permettent la saisie. On ne confère pas ici de nouveaux pouvoirs autres que ceux prévus par la loi existante.

M. Waddell: Pourquoi alors avons-nous cet article?

M. Nicholson: Aux fins de clarification.

M. Rideout: N'oubliez pas cette cause en Colombie-Britannique concernant certaines personnes qui consommaient des champignons et autres choses, à la suite de quoi on a prévu cette mesure.

M. Nicholson: Il s'agit de l'amendement Waddell.

M. Rideout: Le précédent Waddell.

M. Waddell: Ne dites pas cela au juge.

Les articles 6 et 7 sont adoptés

Article 8—*Règlements*

M. Waddell: Le Barreau du Québec nous dit qu'il faudrait prévoir un amendement qui exigerait que le Parlement procède dorénavant à la qualification des infractions dans toute loi portant sur la déclaration de culpabilité par procédure sommaire et sur les infractions mixtes. Comme c'est la Couronne qui choisit la procédure de poursuites, ce qui est proposé ici ouvre la porte à des mesures désespérées lors de la déclaration de la peine et pourrait avoir des conséquences pour le casier judiciaire.

[Texte]

The present bill should be accompanied by legislation designating all those offences that are to be subject to prosecution by contravention. Such decision should not be left to the discretion of either the Governor in Council or the individual Crown prosecutor. I wonder how you'd answer those two objections of the Quebec Bar.

Mr. Nicholson: The answer is that it is easier to make the enactment here as opposed to amending up to 91 different pieces of legislation, taking them out of there and listing them here. It might be an administrative nightmare to try to amend that many pieces of legislation. I guess that's the answer that I would give.

Mr. Yvon Roy (General Counsel, Criminal Law Policy Section, Department of Justice): That would purely and simply emasculate the legislation if we had to do that.

Mr. Waddell: This is supposed to be the legislation, but it isn't really the legislation. What's happening is that the regulations are going to make the legislation, such as the contraventions, the fines, the forms of the tickets. It is pretty well on that, except a maximum of \$1,000. Everything is going to be in the regulations, so how do we really properly scrutinize?

Mr. Nicholson: Mr. Berlin talked about the prepublication of regulations. You're quite correct, at least to a certain extent, that this is a framework for the regulations that will be brought forward. This is obviously a necessary move. I can tell you, because you'll be asking me later, that we'll bring in the regulations as quickly as possible.

Mr. Waddell: Would the government be open to doing a procedure like the one done on the gun control legislation of having a procedure in the bill in which regulations could be scrutinized by a parliamentary committee?

Mr. Nicholson: I don't know if I'm prepared to make an exception to the general rule. We made an exception with respect to gun control because of the considerable and the great interest that was exhibited by both members in the House of Commons and by people across Canada. I won't say seriousness, but there's not that level of concern about what we are doing.

Most people would say this is obviously a step in the right direction and one that most people would applaud. If they had any recommendations, it would be that we get on with it and bring this in as quickly as possible. As I say, you're dealing with two different things, but if you have an amendment, we'll have a look at it.

• 1610

Mr. Berlin: Could I just add two points to that? All provincial jurisdictions that have ticketing schemes like this also provide that their regulations will designate what the ticket will look like, and what infractions will be covered.

In this legislation, we have given examples of things like that. Clause 16 will lay out the fundamentals of what the ticket should have in terms of legal terminology, how the ticket will look and what will be its exact dimensions, because it's a process of having to examine it and test it. Once we've done that, it will be slapped in the regulations, but the basis upon which we will judge it is already in the legislation. That's one aspect.

[Traduction]

Ce projet de loi devrait s'accompagner d'une mesure législative précisant toutes les infractions qui feront l'objet de poursuites. La décision ne serait pas alors laissée entre les mains du gouverneur en conseil ou du procureur de la Couronne. J'aimerais entendre vos réponses à ces deux objections présentées par le Barreau du Québec.

M. Nicholson: Ma réponse est qu'il est plus facile de prendre ces dispositions dans le projet de loi plutôt que de modifier 91 mesures législatives, environ, pour en éliminer les infractions et les reprendre ici. La modification de lois aussi nombreuses créerait un cauchemar administratif; c'est ma réponse.

M. Yvon Roy (avocat-général, Section de la politique—Droit pénal, ministère de la Justice): S'il fallait le faire, les mesures législatives seraient émasculées.

M. Waddell: Ici, il s'agit censément d'une loi, mais en fait ce n'en est pas une. Ce sont les règlements qui vont créer la loi, définir les contraventions, les amendes, le contenu du procès-verbal. C'est bien de cela qu'il s'agit, à l'exception du montant maximum de l'amende, fixé à 1,000\$. Tout va se retrouver dans les règlements; comment pouvons-nous alors faire un examen sérieux?

M. Nicholson: Monsieur Berlin a mentionné la pré-publication des règlements. Vous avez raison, tout au moins dans une certaine mesure, et il s'agit bien d'un cadre pour les règlements qui seront élaborés. C'est évidemment nécessaire et je peux vous dire dès maintenant, car vous allez me poser la question plus tard, que les règlements seront faits le plus rapidement possible.

M. Waddell: Le gouvernement envisagerait-il de faire ce qu'il a prévu pour la Loi sur le contrôle des armes à feu, c'est-à-dire prévoir dans le projet de loi une procédure selon laquelle les règlements seraient étudiés par un comité parlementaire?

M. Nicholson: Je n'envisage pas de faire une exception à la règle générale. L'exception au sujet du contrôle des armes à feu résulte de l'intérêt considérable que les députés de la Chambre des communes et la population canadienne ont manifesté à ce sujet. Je ne mets pas en cause le sérieux de la chose, mais ce projet de loi n'a pas évoqué le même niveau d'inquiétude.

La plupart des gens se diraient en faveur de ce projet de loi et estimerait qu'il s'agit d'un pas dans la bonne direction. S'ils avaient une recommandation à faire, ce serait d'adopter cette mesure le plus rapidement possible. Il s'agit de deux choses vraiment différentes, mais si vous désirez proposer un amendement, nous l'examinerons.

M. Berlin: Pourrais-je ajouter deux commentaires à ce sujet? Toutes les provinces qui ont adopté un système de procès-verbaux similaire à celui que nous proposons prévoient également que les règlements déterminent la teneur du procès-verbal ainsi que les infractions visées.

Dans le projet de loi, nous donnons des exemples à ce sujet. L'article 16 établit les règles de base à respecter pour la terminologie juridique qui devra être utilisée dans le procès-verbal, ainsi que l'aspect de celui-ci et ses dimensions; nous devons étudier ces différents aspects et les mettre à l'épreuve avant de les intégrer dans les règlements, mais les règles fondamentales permettant de former un jugement se trouvent déjà dans la mesure législative. C'est l'un des aspects.

[Text]

On the notion of costs, the legislation provides when there should be costs, and again we're talking about minimal costs. That requires us to talk to various provincial jurisdictions to determine whether or not they are looking for a \$1 or \$2 fee to be levied on processing tickets that end up going through the court procedure.

As a result of those discussions, those minimal costs then become included in the regulations. In other words, we've provided within the new legislation what should be in the regulations. We've given the legal parameters for it. How they will actually look afterward will be subject to the pre-publication regulatory process. But at least we have provided the guidelines as to what those regulations should encompass.

Mr. Waddell: I may indeed bring forward, in the House, an amendment on this.

Clause 8 agreed to

On clause 9—*Completion and service of ticket*

Mr. Porter (Medicine Hat): The 30 days after the issuance of a ticket, is that standard? Is that the normal process in any issuance of tickets?

It is in subclause 9(1).

Mr. Nicholson: Most jurisdictions vary between 15 and 30 days for offences of this type, Mr. Porter, so 30 days would not be unusual.

Mr. Porter: And in subclauses 10(2) and 10(4), where it's with registered mail, is it 30 days after the seventh day when the ticket is issued? Is it 30 days following that?

Mr. Nicholson: Yes, it's the ordinary definition of registered legal mail. I presume it would be covered by the provincial rules of practice in terms of service on an individual.

Mr. Berlin: The notion of service by mail is covered, as you suggested, by the normal common-law rules, where seven days after the sending of the letter or document it is deemed to have been received by the individual. So the common-law rules would apply.

Mr. Porter: And that could vary somewhat between jurisdictions and provinces?

Mr. Berlin: If a jurisdiction has a particular statutory exclusion to the normal common-law rule, I suppose it could, but offhand I'm not aware of any.

Mr. Porter: Thank you.

Mr. Rideout: I have a quick question as well. With regard to subclause 9(1), I gather you're lowering the threshold a bit by just saying "reasonable" rather than "reasonable and probable"?

Mr. Nicholson: I thought "reasonable grounds" was pretty standard wording for "reasonable and probable". I don't know, do you think that adds much to —

Mr. Rideout: I don't know—

[Translation]

Au sujet des frais, le projet de loi prévoit ces frais, et, là encore, nous parlons de frais minimaux. Il nous faudra parler aux différentes administrations provinciales pour déterminer si on pense à un droit de 1 ou 2\$ qui serait perçu pour couvrir le traitement des procès-verbaux qui aboutissent devant le tribunal.

Ces discussions terminées, les frais minimaux seront inclus dans les règlements. En d'autres termes, le projet de loi prévoit ce qui sera inclus dans les règlements, il en définit les paramètres juridiques. Une fois élaborés, les règlements feront l'objet du processus réglementaire de pré-publication. Mais nous avons déjà tout au moins donné les lignes directrices gouvernant le contenu des règlements.

M. Waddell: Il est fort possible que je propose, à la Chambre des communes, un amendement à ce sujet.

L'article 8 est adopté

Article 9—*Signification*

M. Porter (Medicine Hat): Le délai de 30 jours suivant l'établissement du procès-verbal est-il généralisé dans la pratique? Est-ce qu'il s'applique normalement à la signification des procès-verbaux?

Cela apparaît au paragraphe 9(1).

M. Nicholson: Dans la plupart des administrations, pour des infractions de cette nature, le délai varie de 15 à 30 jours, monsieur Porter, et un délai de 30 jours n'est donc pas exceptionnel.

M. Porter: Dans les cas visés par les paragraphes 10(2) et 10(4), qui traitent d'une expédition par courrier recommandé, s'agit-il de 30 jours suivant le septième jour après l'expédition? Les 30 jours sont-ils comptés de cette façon?

M. Nicholson: Oui, c'est la définition normale quand il s'agit d'un envoi par courrier recommandé. Je crois que cela serait couvert par les règles provinciales en matière de signification à un individu.

M. Berlin: La motion de signification par la poste fait partie, comme vous l'avez suggéré, des règles normales de common law qui présumant qu'une lettre ou un document est reçu sept jours après son expédition par la poste. Ces règles s'appliqueraient donc ici.

M. Porter: Et il pourrait y avoir des différences d'une administration à l'autre, d'une province à l'autre?

M. Berlin: Si une administration a prévu une exception légale à la règle de common law, je pense que cela pourrait se produire, mais, à première vue, je ne connais aucune exception.

M. Porter: Merci.

M. Rideout: Une question, rapidement, au sujet du paragraphe 9(1). Dois-je comprendre que vous avez abaissé quelque peu le seuil en parlant de motifs «raisonnables» au lieu de «raisonnables et probables»?

M. Nicholson: Je croyais que «motifs raisonnables» était généralement accepté comme synonyme de «raisonnables et probables». Pensez-vous que cela ajoute beaucoup à...

M. Rideout: Je n'ai pas d'opinion...

[Texte]

Mr. Nicholson: There have been a number of cases deciding just how much the words “and probable” mean. I’m not sure that it means very much.

Mr. Rideout: I just noted the change.

Mr. Berlin: Actually, it’s the notion of reasonable belief, because it says “believes on reasonable grounds”.

Mr. Rideout: I wanted to know because it seems to be just a slightly lower threshold to start to do something in the area of ticketing.

Mr. Roy: Actually, if you look at the legislation you will notice that we are now using only the words “reasonable grounds”. We have made the changes in prior legislation, so we will no longer be talking about “reasonable and probable grounds”. It’s exactly the same standard, and from now on the legislation will be drafted using those words.

Mr. Rideout: So when we recodify the Criminal Code, we should see that change?

Mr. Roy: Yes.

Clause 9 agreed to

On clause 10—*Service on individuals*

• 1615

Mr. Waddell: How does this procedure here compare to the provincial procedures for traffic tickets?

Mr. Berlin: This particular service is taken from the Criminal Code sections of service—I think it’s Criminal Code section 509, subsection 2, if I’m not mistaken. This is general service of tickets. The service of parking tickets is clause 14. So this is the general service. The service on parking is later on, and is a different type of service, which follows, in fact, the provincial legislation. This is the standard sort of service on individuals for infractions other than parking tickets.

Mr. Nicholson: My understanding is it is quite similar, but I can only speak for the province of Ontario.

Mr. Waddell: I just want to know that we’ve got some history of it working without too many abuses.

Mr. Berlin: As I suggested, it’s based on the Criminal Code provision of service. I believe the section is 509 in the Criminal Code.

Mr. Waddell: Where is the motor vehicle one?

Mr. Berlin: That’s going to be on clause 14.

Mr. Waddell: Okay.

Mr. Nicholson: Mr. Porter, just for your information, the provision in this section states specifically that service of the ticket by registered mail is effective on the seventh day after the ticket is mailed.

[Traduction]

M. Nicholson: Dans un certain nombre de causes on a voulu définir exactement ce que les mots «et probables» ajoutaient. Je ne pense pas qu’ils aient beaucoup de poids.

M. Rideout: J’ai tout simplement remarqué cette différence.

M. Berlin: En fait, il s’agit d’une croyance raisonnable, car ce paragraphe indique «s’il a des motifs raisonnables de croire».

M. Rideout: J’ai posé la question parce qu’il me semble que l’on a légèrement abaissé le seuil pour commencer à faire quelque chose dans le domaine des procès-verbaux.

M. Roy: En fait, en examinant le texte des lois, vous constaterez que nous ne parlons plus maintenant que de «motifs raisonnables». Nous avons adopté cette nouvelle formulation dans des lois antérieures et nous ne parlons plus de «motifs raisonnables et probables». Le critère demeure inchangé et, à l’avenir, ce sont les termes qui apparaîtront dans les textes législatifs.

M. Rideout: Dans la nouvelle version du Code criminel, vous apporterez cette même modification?

M. Roy: Oui.

L’article 9 est adopté

Article 10—*Personne physique*

M. Waddell: En quoi cette procédure ressemble-t-elle aux procédures provinciales en matière de contraventions?

M. Berlin: La signification du procès-verbal que nous avons ici est tirée des articles du Code criminel qui portent sur le même sujet—je crois que c’est l’article 509, alinéa 2 du Code, si je ne m’abuse. C’est l’article général qui traite de la signification des procès-verbaux. L’article 14 traite de la signification des procès-verbaux de stationnement. Il s’agit là de la procédure générale; on parle plus loin de la signification des procès-verbaux de stationnement, qui est différente et qui suit, en fait, les procédures prescrites par la loi provinciale. Nous parlons ici des procédures de signification de procès-verbaux aux particuliers qui ont commis des infractions autres que des contraventions de stationnement.

M. Nicholson: Je crois savoir que c’est assez semblable, mais je ne peux parler que de la procédure en Ontario.

M. Waddell: Je désire simplement m’assurer que les antécédents montrent que cette procédure peut bien fonctionner sans qu’il n’y ait trop d’abus.

M. Berlin: Comme je le disais, c’est tiré ce que prévoit le Code criminel en matière de la signification des procès-verbaux. Je crois que la disposition se retrouve à l’article 509 du Code criminel.

M. Waddell: Où est la disposition qui traite des véhicules moteurs?

M. Berlin: Elle se trouve à l’article 14.

M. Waddell: Très bien.

M. Nicholson: Monsieur Porter, pour votre gouverne, à cet article on dit clairement que la signification du procès-verbal par courrier recommandé entre en vigueur le septième jour après l’envoi de la contravention.

[Text]

The Chairman: Are there other questions?

Mr. Rideout: I have a question, just out of ignorance more than anything else, but service has to be personal, and then mail is contemplated as personal. Is that the way it works?

Mr. Berlin: Exactly.

Mr. Rideout: Thank you.

Clauses 10 to 12 inclusive agreed to

On clause 13—*Vicarious liability of vehicle owners*

Mr. Waddell: I just have a question. What can happen to someone who misses? Let's say the teenage son or daughter commits a parking offence—federal regulations—and doesn't tell Dad, and then Dad gets stopped by the RCMP six months later. What happens?

Mr. Rideout: He pays the fine or goes to jail.

Mr. Berlin: The responsibility for the parking ticket, because of those types of situations, will rest with the owner.

Mr. Waddell: That's right. Right now, if the same situation happens, say, in Ontario or B.C., you don't get hauled off to jail because you've got a couple of parking tickets. You used to. You don't get a traffic bench warrant, I don't believe. Now what about under this thing? Are you in danger of getting hauled off for a traffic ticket?

Mr. Roy: Actually, we have a scheme in there whereby there are going to be a number of steps before there's going to be imprisonment. So in the circumstances you're talking about, clearly there would not be anything of the sort. The owner of the vehicle would have been told long in advance that there was a sum due, given that particular ticket. We will get to this when we look at clause 60 of the bill. That is the scheme we are contemplating at this stage. There are going to be steps, the first one being that a notice will have to be given. Then there is going to be, on the part of the Crown, an attempt at having the fine paid through civil means. If the person is able but unwilling to pay, then there is going to be imprisonment possible.

Mr. Waddell: Okay.

Mr. Roy: So in the situation you're talking about, the RCMP will not be arresting you, or whoever is the person involved in this, and bringing you to prison. There will not be a warrant for the arrest or the imprisonment of the person. This is not what the proposed Contraventions Act is contemplating.

Mr. Waddell: Okay. We used to do that in Vancouver for traffic tickets, parking, jay-walking. . . We'd put them in jail for the evening and then release them.

Mr. Nicholson: Was that during the early 1970s?

Mr. Waddell: That's why I put more people in jail than anybody in Parliament.

[Translation]

Le président: D'autres questions?

M. Rideout: C'est mon ignorance qui m'amène à poser la question suivante; le service est censé être personnel. J'en conclus que le courrier est considéré comme personnel. Est-ce exact?

M. Berlin: Tout à fait.

M. Rideout: Merci.

Les articles 10 à 12 inclusivement sont adoptés

Article 13—*Responsabilité indirecte du propriétaire d'un véhicule*

M. Waddell: Je n'ai qu'une question. Qu'arrive-t-il dans le cas d'une personne qui n'a pas été mise au courant? Prenez par exemple le cas d'un adolescent ou d'une adolescente qui enfonce les règlements fédéraux qui régissent le stationnement et omet d'en informer son père; six mois plus tard, le père se fait arrêter par la GRC. Qu'arrive-t-il?

M. Rideout: Il paie l'amende ou il va en prison.

M. Berlin: C'est le propriétaire qui sera responsable de la contravention, à cause de ce genre de situation.

M. Waddell: C'est exact. À l'heure actuelle, dans le même cas, en Ontario ou en Colombie-Britannique, on ne vous met pas en prison simplement parce que vous avez une ou deux contraventions non payées. C'était le cas autrefois. Je crois qu'on ne reçoit pas non plus le mandat d'arrêt délivré par la Cour. Qu'en est-il de cette disposition? Risque-t-on de se retrouver en prison à cause d'une contravention de stationnement?

M. Roy: En fait, nous avons prévu toute une série d'étapes qui précéderaient l'emprisonnement. Donc, dans un cas comme celui que vous avez évoqué, il ne se passerait rien de tel. Le propriétaire du véhicule devrait être avisé longtemps à l'avance des sommes dues selon le procès-verbal. Nous en reparlerons quand nous examinerons l'article 60 du projet de loi. Ce sont les dispositions que nous envisageons à ce stade. Il y aura diverses étapes; dans un premier temps, il faudra aviser l'intéressé. Ensuite, la Couronne tentera de faire payer l'amende en ayant recours aux procédures civiles. Si la personne peut payer mais refuse de le faire, il est possible que les sanctions aillent jusqu'à l'emprisonnement.

M. Waddell: Bien.

M. Roy: Donc, en ce qui a trait à la situation que vous évoquiez, la GRC ne vous arrêterait pas pour vous emmener en prison. Aucun mandat d'arrestation ne sera émis contre la personne coupable de l'infraction. Ce n'est pas là le but visé par le projet de loi sur les contraventions.

M. Waddell: Bien. À Vancouver, c'est ce qui se faisait pour les contraventions de stationnement, les infractions au code de la route, le fait de traverser la rue ailleurs qu'au coin. . . Les gens étaient emprisonnés pour la soirée, puis libérés.

M. Nicholson: Était-ce au début des années 70?

M. Waddell: J'ai mis plus de gens en prison que quiconque au Parlement.

[Texte]

On clause 14—*Service of parking ticket*

Mr. Nicholson: Mr. Chairman, I may need some assistance on clause 14.

There were no amendments other than to ensure that both the French and English texts say the same thing. If the committee is prepared to entertain an amendment to the French version, I would be prepared to move that. It would be just to have the French version conform with the sense of the English clause 14.

The phrase "personne en possession" is not quite the same as "the person who parked the vehicle". This is what we are trying to get at. The amendment before the committee brings both versions in line with each other.

I move that the French version of clause 14 of Bill C-46 be amended by striking out lines 27 and 28 on page 6 and substituting the following:

l'égard d'une contravention de stationnement à la personne qui stationne ce véhicule est

Mr. Rideout: Lines 27 and 28 aren't in clause 14.

Mr. Nicholson: Lines 27 and 28 in the French version of clause 14.

Amendment agreed to

Clause 14 as amended agreed to

Clause 15 agreed to

On clause 16—*Contents of ticket*

Mr. MacLellan: Mr. Chairman, paragraph 16.(g) states:

(g) provide an opportunity for the person to indicate whether the person is a young person;

Is there a little thing you check off if you're under a certain age? Is that what the wording means?

Mr. Berlin: Yes, exactly.

Clause 16 agreed to

On clause 17—*Filing of ticket*

Mr. Nicholson: Mr. Chairman, there are a number of amendments to clause 17. As Mr. Rideout says, we do not want to create a precedent here, but I can tell you what we are trying to do.

We are trying to provide flexibility within each province as to where the offence would be prosecuted. This is the provision in this one, and a number that follow arise out of discussions with the Province of Saskatchewan, which would want the flexibility to prosecute these in adult court as opposed to youth court. But if the Province of Saskatchewan chooses to prosecute these in youth court, that flexibility continues to be provided. In general, the provinces would prosecute young persons in youth court, but the flexibility is there, as in the case of Saskatchewan, to prosecute an individual in adult court.

[Traduction]

Article 14—*Signification d'un procès-verbal de stationnement*

M. Nicholson: Monsieur le président, pour l'article 14, j'aurais peut-être besoin d'aide.

Il n'y a pas d'amendements sauf ceux qui visent à assurer que les versions française et anglaise du libellé disent la même chose. Je serais disposé à proposer un amendement à la version française, si le comité le permet. Le but de l'amendement est de modifier la version française pour la rendre conforme à la version anglaise de l'article 14.

L'expression «personne en possession» ne veut pas dire tout à fait la même chose que «the person who parked the vehicle». Voici ce que nous essayons de faire. L'amendement dont est saisi le comité rend la version française semblable à l'autre.

Je propose que l'article 14 de la version française du projet de loi C-46 soit modifié par substitution, aux lignes 27 et 28, page 6, de ce qui suit:

l'égard d'une contravention de stationnement à la personne qui stationne ce véhicule est

M. Rideout: Il n'y a pas de lignes 27 et 28 à l'article 14.

M. Nicholson: Il s'agit des lignes 27 et 28 de la version française de l'article 14.

L'amendement est adopté

L'article 14 modifié est adopté

L'article 15 est adopté

Article 16—*Contenu*

M. MacLellan: Monsieur le président, au paragraphe 16.(g) on peut lire ce qui suit:

g) la possibilité pour le destinataire d'indiquer s'il est un adolescent;

Y a-t-il une petite boîte que l'on peut cocher si l'on n'a pas atteint tel ou tel âge? Est-ce que l'on entend par ce libellé?

M. Berlin: Oui, précisément.

L'article 16 est adopté

Article 17—*Dépôt du procès-verbal*

M. Nicholson: Monsieur le président, un certain nombre d'amendements sont proposés à l'article 17. Comme M. Rideout l'a dit, nous ne voulons pas créer de précédent ici, mais permettez-moi de vous expliquer ce que nous essayons de faire.

Nous voulons une certaine souplesse dans le texte, pour que chaque province puisse être libre de faire effectuer les poursuites par l'instance qui lui convient. Cette disposition et un certain nombre de celles qui suivent découlent de discussions que nous avons eues avec la province de la Saskatchewan qui désire pouvoir poursuivre les intéressés devant les tribunaux pour les adultes plutôt que devant les tribunaux pour les jeunes contrevenants. Mais, si la Saskatchewan décidait de faire effectuer les poursuites devant les tribunaux pour les jeunes contrevenants, le texte est assez souple pour le lui permettre. En général, les provinces feraient effectuer les poursuites des jeunes devant les tribunaux pour adolescents, mais le texte est suffisamment souple pour permettre d'effectuer les poursuites devant les tribunaux ordinaires, comme pour le cas de la Saskatchewan.

[Text]

So that is what the amendment you have before you is, and I believe there are consequential amendments that flow from this—about six other amendments—that you have before you. But that is what we are trying to get at.

Mr. MacLellan: Why would the Province of Saskatchewan want that flexibility?

Mr. Nicholson: Well, that is where they prosecute their young offenders under provincial legislation now, and they want to be able to do the same thing under this scheme as well.

Mr. MacLellan: So what happens if we do not do it? Do the young offenders not get prosecuted?

Mr. Nicholson: Well, I suppose they would then have no choice but to prosecute them in youth court. So there would be an exception to their rule, or to their present practice, of prosecuting provincial offences in adult court, but in this case they would be forced to prosecute—

Mr. MacLellan: You say they do not have a youth court.

Mr. Nicholson: No, they do, but they do not prosecute provincial offences within their youth court.

Mr. MacLellan: Why give this exception? I just do not understand why we are trying to promote the prosecution of young offenders in adult court. I do not understand it. I do not see what is to be gained, frankly. Is it just because Saskatchewan wants it? Is that the reason?

Mr. Nicholson: Inasmuch as the administration of these offences is done on behalf of the Attorney General of Canada by the provincial attorneys general, we do try to be somewhat accommodating in terms of the legislation we pass because they are the ones who will be enforcing this. Mr. Berlin points out to me these are minor offences, which is the whole idea behind the bill—

Mr. MacLellan: Yes, but with the more minor offences, you would think that the Young Offenders Act would apply. If you are going to go to adult court, you are doing so because the offence is serious, not because it is minor. Here it is the opposite: you are going to adult court because it is minor. It really blurs the distinction between the two courts, and I just do not see it. I could look at it—but I can honestly say I do not care for it, frankly.

Mr. Roy: If I may, because I was part of those discussions to some extent with Saskatchewan, the problem that they really encounter is a problem of costs, in that right now they do not have the administrative structure to handle things of that nature in youth courts since their provincial court offences are being prosecuted in adult courts.

[Translation]

Voilà donc la raison d'être de l'amendement dont vous êtes saisis et je crois qu'il y a environ six autres amendements connexes que vous avez devant vous. C'est ce que nous essayons de faire.

M. MacLellan: Pourquoi la Saskatchewan désire-t-elle cette flexibilité?

M. Nicholson: Eh bien, à l'heure actuelle aux termes des lois provinciales, les jeunes contrevenants sont traduits devant les tribunaux pour adultes, et la province désire pouvoir continuer d'agir ainsi aux termes de cette mesure législative.

M. MacLellan: Que se passe-t-il si nous n'adoptons pas cet amendement? Les jeunes contrevenants ne seront-ils pas poursuivis?

M. Nicholson: Je suppose que les provinces n'auraient d'autre choix que de diriger les jeunes contrevenants devant les tribunaux pour adolescents. Cela constituerait une exception à la pratique courante en Saskatchewan où les jeunes contrevenants accusés d'infractions au provincial font l'objet de poursuites devant les tribunaux pour adultes; la province serait forcée de les poursuivre. . .

M. MacLellan: Vous dites qu'il n'y a pas de tribunaux pour adolescents là-bas.

M. Nicholson: Au contraire, il y en a, mais les personnes accusées d'infractions aux lois provinciales ne sont pas poursuivies devant les tribunaux pour adolescents.

M. MacLellan: Mais pourquoi accorder cette exception? Je ne comprends tout simplement pas pourquoi nous favoriserions la poursuite de jeunes contrevenants devant les tribunaux pour adultes. Je ne vois pas en quoi cela représente une amélioration, très franchement. Est-ce simplement parce que c'est ce que désire la Saskatchewan? Est-ce là la raison?

M. Nicholson: Comme ce sont les procureurs généraux des provinces qui traitent ces infractions au nom du procureur général du Canada, nous essayons de tenir compte de ce fait dans les lois que nous adoptons, car ce sont eux qui seront responsables de l'application de ces dispositions. M. Berlin nous a fait remarquer qu'il s'agissait d'infractions mineures, et c'est d'ailleurs là toute l'intention qui a donné cours au projet de loi. . .

M. MacLellan: Oui, mais on serait en droit de penser qu'en ce qui a trait aux infractions mineures, la Loi sur les jeunes contrevenants s'appliquerait. Si l'on vous traduit devant les tribunaux pour adultes, c'est sans doute parce que vous avez commis une infraction grave et non mineure. Or, ici, on prévoit le contraire: on vous envoie devant les tribunaux pour adultes parce que l'infraction est mineure. Cela occulte, selon moi, la distinction entre les deux types de tribunaux et je ne vois pas la raison de le faire. J'ose dire que je serais disposé à y réfléchir—mais, très franchement, je n'aime pas beaucoup cela.

M. Roy: Si vous me permettez de prendre la parole, comme j'ai participé dans une certaine mesure à ces discussions avec la Saskatchewan, je dirais que le problème qu'éprouve cette province en est un de coûts; à l'heure actuelle, elle n'a pas la structure administrative voulue pour traiter ce genre de cas devant des tribunaux pour adolescents étant donné que les infractions provinciales y font l'objet de poursuites devant les tribunaux pour adultes.

[Texte]

As the members already know, Saskatchewan is—kind of—in a strait-jacket these days, so they are coming to us and they are saying that if they are going to have in place a system to deal with our tickets, we need to use the system that is already in place. That is the reason why we are providing for this kind of flexibility, especially in the case of Saskatchewan, because the comment came from them.

We do not anticipate that the territories or the other nine provinces will use the flexibility that is provided by this section, most of them being already in a position to handle the federal tickets through their youth courts.

Mr. MacLellan: They do have youth courts, but they do not want to use them in these circumstances. Is that what you are saying?

Mr. Nicholson: They do not.

Mr. Roy: They do not. And they do not do so for their own provincial offences.

Mr. MacLellan: So they do not use youth courts for provincial offences; they only use the youth courts for federal offences.

Mr. Roy: Exactly.

Mr. MacLellan: What is the composition of the youth courts in Saskatchewan? How many courts are there? Is there one for the province, or what?

Mr. Roy: I am sorry, I would not be in a position to answer that question. I may come back with the answer at a later point, but right now I do not know the answer to this one.

• 1630

Mr. MacLellan: But the thing is it opens the door for all provinces to be able to do the same thing. You're not giving the right just to Saskatchewan; you're giving it to all the provinces. What you're doing is reducing it—

Mr. Nicholson: That's correct. Mr. Roy has indicated all other provinces, including the territories, say they will follow the practice they have now, which is to use the youth court.

Mr. MacLellan: Famous last words. If the financial crunch comes, this would be one of the first things to go.

I have no objection to it; it's only a formality. What bothers me is the reduction of the importance of youth court. It's the trend it sets. I feel strongly that young people should be in youth court. I don't want to make a major issue and say it is a tremendously traumatic experience to have to plea, to have this heard, in adult court. The problem is it's a trend away from youth courts.

[Traduction]

Comme les députés le savent déjà, la Saskatchewan subit à l'heure actuelle de sérieuses contraintes et nous a donc demandé si elle ne pouvait pas avoir recours au système déjà en place pour traiter nos contraventions selon cette nouvelle structure. Voilà pourquoi nous voulons que cette disposition soit souple, surtout dans le cas de la Saskatchewan, d'où nous vient cette demande.

Ni les territoires ni les neuf autres provinces n'auront recours à la souplesse de cette disposition, selon nous, car la plupart d'entre elles peuvent d'ores et déjà traiter les contraventions fédérales devant leurs tribunaux pour adolescents.

Mr. MacLellan: La Saskatchewan a donc des tribunaux pour adolescents mais ne veut pas y avoir recours dans le cas qui nous intéresse. Est-ce ce que vous nous dites?

Mr. Nicholson: Elle n'a pas de tribunaux pour les jeunes contrevenants.

Mr. Roy: Elle n'en a pas. Elle n'y a donc pas recours pour les infractions à ses propres lois provinciales.

Mr. MacLellan: Donc, elle n'a pas recours aux tribunaux pour adolescents pour les infractions provinciales; elle n'y a recours que pour les infractions fédérales.

Mr. Roy: Précisément.

Mr. MacLellan: Pouvez-vous nous décrire ces tribunaux pour adolescents de la Saskatchewan? Combien y en a-t-il? Y en a-t-il un seul pour toute la province?

Mr. Roy: Je suis désolé, je ne peux vous répondre. Peut-être pourrais-je vous fournir la réponse plus tard, mais pour l'instant, je ne la connais pas.

Mr. MacLellan: Mais cette disposition permettrait à toutes les provinces de faire la même chose. Vous n'accordez pas cette souplesse à la Saskatchewan seulement, mais à toutes les provinces. Vous êtes en train de réduire. . .

Mr. Nicholson: C'est exact. M. Roy a indiqué que toutes les autres provinces et les territoires continueront leur pratique courante qui est d'avoir recours aux tribunaux pour adolescents.

Mr. MacLellan: On verra bien! Si les compressions budgétaires devaient s'aggraver, ces tribunaux seraient peut-être parmi les premières choses à être éliminées.

Je ne m'oppose pas à la disposition; ce n'est qu'une formalité. Ce qui me trouble, toutefois, c'est que vous diminuez l'importance des tribunaux pour adolescents. Vous risquez d'en faire une tendance. Je crois fermement que les jeunes devraient faire l'objet de procédures devant les tribunaux pour adolescents. Je ne veux pas en faire toute une histoire et me contenterai de dire que c'est une expérience traumatisante pour les jeunes d'être traduits devant les tribunaux pour adultes. Le problème, c'est que vous encouragez une sorte de désaffectation des tribunaux pour adolescents.

[Text]

There's no question the provinces want to get away from youth courts, if they possibly can, to save money. They would only have the one court. We'll be farther behind than we ever were. Even when we had the Juvenile Delinquents Act, we at least had a court that was sort of the forerunner of the family court. It might have even been a magistrate, but it was dealing with youth problems. I'm afraid we're going to regress.

Mr. Waddell: A 17-year-old in Saskatchewan, if he speeds in a boat, will be in adult court. If he steals the boat, he will be in youth court. That's kind of an odd situation, isn't it?

Mr. MacLellan: Yes.

Mr. Waddell: Anyway, *c'est la vie*.

I have another question. Who do you see prosecuting these tickets?

Mr. Nicholson: It would be the provincial prosecutor on behalf of the federal Crown.

Mr. Waddell: Do you know that you guys are paying a fortune to lawyers, if you look at your estimates? It is scandalous how much you're paying to private lawyers in this country.

Mr. Nicholson: Heaven's above, Mr. Waddell, I thought that was adequately answered by the minister before the justice committee yesterday. I thought she gave a full explanation.

Mr. Waddell: A four-member law firm. . . you probably paid \$3 million to them over three years. That's just the beginning. Wait and see.

So who's going to prosecute these offences?

Mr. Nicholson: Provincial prosecutors. There are people in place now who prosecute provincial offences, or those individuals designated by the provincial Attorney General, who is acting on behalf of the federal Crown.

Mr. Waddell: So it will be the provincial prosecutor and not independent counsel.

Mr. Nicholson: There could be federal agents. That's not precluded. But in the general scheme of things, they'll go in terms of the place there.

I don't want to speak just for the Ontario situation. Every province has a slightly different system. But as I say, the provincial Attorney General will be acting on behalf of the federal Crown. So there will be agents and prosecutors who will do it, depending on legislation and whatever regime they have in place.

Mr. Waddell: That's why I'd go along with this. I agree with you, Russ, but as far as possible we want to try to get the provinces on board and handling these cases. It's the cheapest and fastest way of doing it.

[Translation]

Il ne fait aucun doute que les provinces veulent diminuer le recours aux tribunaux pour adolescents, si possible, pour économiser de l'argent. Ainsi, elles n'auraient plus qu'un seul type de tribunal. Cela signifierait que nous perdriions du terrain par rapport aux progrès que nous avons faits dans ce domaine. Même à l'époque de la Loi sur les jeunes délinquants, nous avions au moins un tribunal qui était en quelque sorte le prédécesseur du tribunal de la famille. Peut-être les causes étaient-elles entendues par un magistrat, mais ces tribunaux traitaient les problèmes des jeunes. Je crains que nous ne régressions.

M. Waddell: En Saskatchewan, si un jeune de 17 ans enfreint les limites de vitesse en bateau, il sera traduit en justice devant un tribunal pour adultes. S'il vole le bateau, sa cause sera entendue devant un tribunal pour adolescents. Cela ne vous semble-t-il pas un peu bizarre?

M. MacLellan: Oui.

M. Waddell: Quoi qu'il en soit, c'est la vie.

J'ai une autre question. Qui s'occupera de la poursuite de ces contrevenants?

M. Nicholson: Ce serait le procureur provincial au nom de la Couronne fédérale.

M. Waddell: Savez-vous que vous payez des sommes faramineuses aux avocats, comme en témoignent vos prévisions budgétaires? Les sommes qu'on verse aux avocats qui oeuvrent dans le secteur privé dans notre pays sont absolument scandaleuses.

M. Nicholson: Pour l'amour du ciel, monsieur Waddell, je pensais que la ministre avait donné une bonne réponse à cette question au Comité de la justice hier. Elle a donné une explication détaillée, il me semble.

M. Waddell: Un cabinet d'avocats constitué de quatre avocats. . . Vous leur avez probablement versé 3 millions de dollars en honoraires sur une période de trois ans. Et ce n'est qu'un début—vous verrez.

Donc, qui sera responsable de la poursuite en ce qui a trait à ces infractions?

M. Nicholson: Les procureurs provinciaux. Il y a à l'heure actuelle des avocats qui sont chargés de la poursuite des personnes accusées d'infractions au provincial, ou des personnes désignées par le procureur général provincial qui agit au nom de la Couronne fédérale.

M. Waddell: Ces poursuites seront donc menées par le procureur provincial et non pas par des avocats du secteur privé.

M. Nicholson: Il pourrait y avoir des représentants du fédéral. Ce n'est pas exclu. Mais en général, on aura recours aux avocats qui sont déjà en poste.

Je ne veux pas parler de la situation ontarienne seulement. Chaque système provincial est légèrement différent. Mais comme je le disais, le procureur général provincial agira au nom de la Couronne fédérale. Donc, selon les lois provinciales et le régime en place, les poursuites seront la responsabilité des procureurs ou de représentants désignés.

M. Waddell: D'accord. Je suis d'accord avec vous, Russ, mais nous voulons que les provinces s'occupent de traiter ces causes dans la mesure du possible. C'est la façon la moins coûteuse et la plus rapide de se rendre au but.

[Texte]

Mr. MacLellan: If we could stand it so we could have a look at it, and go on to 18, that would be—

Le président: Tel que convenu au début de la réunion, étant donné que nous avons eu les amendements assez récemment, si vous le permettez, nous allons réserver l'article 17 pour étude subséquente.

L'article 17 est réservé

On clause 18—*Obligatory filing of ticket*

Mr. Nicholson: Mr. Chairman, clause 18 requires a two-word change in the French version. If the committee is so disposed, I'd be prepared to move that so it is not something we have to come back to.

• 1635

Mr. MacLellan: Yes, I have no problem with that.

Mr. Nicholson: Mr. Chairman, I am prepared to move that the French version of clause 18 of Bill C-46 be amended by striking out line 7 on page 8 and substituting the following:

Dépôt obligatoire du procès-verbal

18. L'agent de l'autorité fait déposer le procès-

It states in English that the enforcement authority shall cause a ticket to be filed.

I have another amendment. If you look at the format under clause 18 under the English and the format under clause 18 under the French, particularly under (b), you'll see there are subsections within section (b). This just re-organizes the French version so they both follow the same format. It should be a little easier for people to follow.

Le président: Je pense que les membres du Comité ne verront pas d'objection à cet amendement. On va prendre quelques secondes pour en prendre connaissance.

Mr. MacLellan: This is rearranged.

Mr. Nicholson: So I move that clause 18 of the French version of Bill C-46 be amended by striking out lines 16 to 32 on page 8 and substituting the following:

b) dans les meilleurs délais et, en toute éventualité, dans les trente jours suivant la date à laquelle l'intéressé a présenté son plaidoyer ou sa demande de procès, si l'endroit mentionné au procès-verbal n'est pas le greffe du tribunal et que le destinataire du procès-verbal présente:

(i) soit un plaidoyer de culpabilité accompagné d'observations en application de l'article 23,

(ii) soit une demande de procès en application de l'article 27,

(iii) s'il s'agit d'une personne physique qui réside à plus de deux cents kilomètres de l'endroit mentionné au procès-verbal, soit un plaidoyer de culpabilité accompagné d'observations en application de l'article 24 ou un plaidoyer de non-culpabilité en application de l'article 28.

The Chairman: Mr. Nicholson, questions?

Mr. Nicholson: Clause 18, page 8.

[Traduction]

M. MacLellan: Peut-être pourrions-nous réserver cet article afin de pouvoir y réfléchir et passer à l'article 18.

The Chairman: As agreed at the beginning of the hearing, as these amendments were given to us fairly recently, if you are in agreement, we shall stand Clause 17 and study it later.

Clause 17 is stood

Article 18—*Dépôt obligatoire du procès-verbal*

M. Nicholson: Monsieur le président, il faut modifier deux mots de la version française de l'article 18. Si le comité est d'accord, je serais disposé à proposer cet amendement pour que nous n'ayons pas à y revenir plus tard.

M. MacLellan: Oui, ça va.

M. Nicholson: Monsieur le président, je propose que l'article 18 de la version française du projet de loi C-46 soit modifié par substitution, à la ligne 7, page 6, de ce qui suit:

Dépôt obligatoire du procès-verbal

18. L'agent de l'autorité fait déposer le procès-

L'article dit que l'agent de l'autorité dépose le procès-verbal.

J'ai un autre amendement à proposer. Si vous regardez la version anglaise de l'article 18 et la version française à l'alinéa b), vous verrez qu'il y a des sous-alinéas. Cet amendement vise à modifier la version française pour que les deux versions aient la même mise en page. Les gens devraient pouvoir suivre plus facilement.

The Chairman: I don't think the members of the Committee will have any objection to that amendment. We will take a few moments to have a look at it.

M. MacLellan: On a modifié la disposition du texte.

M. Nicholson: Je propose que l'article 18 de la version française du projet de loi C-46 soit modifié par substitution aux lignes 16 à 32, page 8, de ce qui suit:

b) dans les meilleurs délais et, en toute éventualité, dans les trente jours suivant la date à laquelle l'intéressé a présenté son plaidoyer ou sa demande de procès, si l'endroit mentionné au procès-verbal n'est pas le greffe du tribunal et que le destinataire du procès-verbal présente:

(i) soit un plaidoyer de culpabilité accompagné d'observations en application de l'article 23,

(ii) soit une demande de procès en application de l'article 27,

(iii) s'il s'agit d'une personne physique qui réside à plus de deux cents kilomètres de l'endroit mentionné au procès-verbal, soit un plaidoyer de culpabilité accompagné d'observations en application de l'article 24 ou un plaidoyer de non-culpabilité en application de l'article 28.

Le président: Monsieur Nicholson, avez-vous des questions?

M. Nicholson: L'article 18 à la page 8.

[Text]

[Translation]

Mr. Waddell: There are two amendments to 18.

Mr. Nicholson: Yes, 18(b).

M. Waddell: Pouvez-vous répéter cela en français?

• 1640

M. Nicholson: Pas de problème.

Amendments agreed to

Clause 18 as amended agreed to

Clause 19 agreed to

On clause 20—*Non-resident defendants*

Mr. MacLellan: The Canadian Bar Association wondered why you would make a distinction between people who live 200 kilometres or more as opposed to those who live in the vicinity. If that kind of convenience is going to be offered to those people who live that distance, why can't everybody be put in the same position?

Mr. Nicholson: I wondered a little bit about this myself, Mr. MacLellan. I guess the idea here is to try to put the individual who lives a considerable distance away on the same footing because they are at a considerable disadvantage if they are having to travel more than 200 kilometres. Provision was made for them in this case. It seems to me that an individual who lives close at hand is in a position to present himself or herself to the court and is able to either defend or deal with it because they are there at the scene.

It was felt that with individuals who might be a long way, perhaps we should alter the rules slightly. I guess we came at it from that point of view as opposed to somehow prejudicing the individual who lives close to where the offence is alleged to have taken place.

Mr. Rideout: In addition to paying money, the penalty is the inconvenience of having to go to the office.

Mr. Waddell: How far is Parry Sound from Toronto?

Mr. Nicholson: It is exactly 85.5 miles, Mr. Waddell.

Mr. Waddell: How many kilometres is that?

Mr. Nicholson: I don't translate into kilometres, but I would guess something around 130.

Mr. Waddell: We could amend this and figure out how far Parry Sound is.

Mr. Darling (Parry Sound—Muskoka): Parry Sound?

Mr. Waddell: Are you lobbying, Mr. Darling, right here at this table?

Mr. Darling: It is a lot more than 85 miles.

Mr. Nicholson: I just made that up.

Mr. Darling: It is more like 140 miles, Parry Sound to Toronto.

M. Waddell: Il y a deux amendements à l'article 18.

M. Nicholson: Oui, 18(b).

Mr. Waddell: Could you repeat that in French?

Mr. Nicholson: No problem.

Les amendements sont adoptés

L'article 18 modifié est adopté

L'article 19 est adopté

Article 20—*Non-résidents*

M. MacLellan: L'Association du Barreau canadien se demandait pourquoi vous voulez faire une distinction entre les personnes qui habitent à 200 kilomètres ou plus de l'endroit mentionné au procès-verbal et celles qui habitent dans la région. Pourquoi faciliter la tâche à ceux qui habitent à au moins 200 kilomètres de l'endroit et pourquoi ne pas offrir les mêmes avantages à tout le monde?

M. Nicholson: Je me suis posé la même question, monsieur MacLellan. L'idée, je pense, derrière cet amendement est de placer la personne qui réside à plus de 200 kilomètres de l'endroit concerné sur un pied d'égalité avec les autres, car celles qui doivent parcourir plus de 200 kilomètres sont lésées. Ce sont ces personnes que vise la disposition. Il me semble que la personne qui habite dans la région et qui peut se présenter devant les tribunaux peut se défendre ou du moins s'occuper de ses affaires parce qu'elle est sur les lieux.

Nous avons pensé que nous pourrions peut-être modifier les règles légèrement pour les personnes qui habitent loin. C'est à elles que nous pensions et nous n'avions aucunement l'intention de léser la personne qui habite près des lieux où l'infraction est censée avoir été commise.

M. Rideout: En plus d'avoir à payer l'amende, c'est une pénalité que d'avoir à se présenter au bureau.

M. Waddell: Quelle est la distance entre Parry Sound et Toronto?

M. Nicholson: C'est précisément 85,5 milles, monsieur Waddell.

M. Waddell: Qu'est-ce que cela représente en kilomètres?

M. Nicholson: Je ne traduis pas les milles en kilomètres, mais je dirais que ça serait environ 130 kilomètres.

M. Waddell: Peut-être pourrions-nous modifier cela après avoir calculé la distance entre Parry Sound et Toronto.

M. Darling (Parry Sound—Muskoka): Parry Sound?

M. Waddell: Monsieur Darling, faites-vous du lobbying ici même à cette table?

M. Darling: C'est beaucoup plus que 85 milles.

M. Nicholson: J'ai inventé cela de toutes pièces.

M. Darling: Il y a plutôt 140 milles entre Parry Sound et Toronto.

[Texte]

Mr. Waddell: That means those Toronto guys could go speeding and get charged, and then they do not have to come to the court house if they want to plead not guilty. They could write in their defence by mail.

Mr. Darling: They would be included in that because it is over 120 miles; so is the capital of the British Empire. The great metropolis of Burks Falls is 160 miles from Toronto.

Mr. Nicholson: Would you provide an explanation for that last comment?

Mr. Gustafson (Souris—Moose Mountain): Is that not the case in any case, that you can mail it in from anywhere?

Mr. Waddell: As I understand it here, you are going to be able to make your submissions even if you are over 200 kilometres. I want to raise that.

Mr. Darling: You mean you would be able to write a letter of explanation and try to get out of it?

Mr. Waddell: Right, if you are past 200 kilometres.

Mr. Nicholson: That may or may not be an advantage to present your case. I guess it depends on how you look at it.

Mr. Darling: They can write their letters of explanation, but they are not going to carry too much water if they are speeding. I could write a letter of explanation for the five tickets I got for speeding on the highway and it would not have done a hell of a lot of good. Probably they would have doubled the fine if they had known I was a member of Parliament.

Mr. Waddell: I want to point out that we are giving those guys in Toronto a break.

Mr. MacLellan: Let me just clarify this. Having to appear, then, is part of the penalty. Is that the way it is intended?

Mr. Nicholson: No.

• 1645

Mr. MacLellan: But the fact is it's an inconvenience, so thereby it's part of the penalty. If people locally have to do it, then it's considered to—

An hon. member: Why clog up the courts when you could just write a letter?

Mr. Nicholson: I think Mr. Rideout hit upon it. If you live a great distance away, you would really have no choice but to just plead guilty because of the time, expense, and effort to try to get there. We are trying to strike a bit of a balance in here, which seems to be the philosophy of the bill.

Mr. MacLellan: That's what the Canadian Bar is saying.

[Traduction]

M. Waddell: Ça signifie que les types de Toronto pourraient faire des excès de vitesse et se faire prendre, mais ils n'auraient pas à se présenter devant le tribunal s'ils veulent plaider non coupable. Ils pourraient se défendre par courrier.

M. Darling: Effectivement, ils seraient visés parce que la distance est de plus de 120 milles, comme c'est le cas pour la capitale de l'empire britannique. La grande métropole de Burks Falls est à 160 milles de Toronto.

M. Nicholson: Pourriez-vous nous expliquer cette dernière observation?

M. Gustafson (Souris—Moose Mountain): Mais n'est-ce pas le cas de toute façon; vous pouvez poster votre réplique de n'importe où?

M. Waddell: Si je comprends bien ce qui est proposé, vous allez pouvoir faire votre représentation même si vous résidez à plus de 200 kilomètres de l'endroit nommé. Je veux attirer votre attention là-dessus.

M. Darling: Vous voulez dire qu'on pourrait rédiger une lettre d'explication pour essayer de s'en sortir?

M. Waddell: Oui, si vous résidez à plus de 200 kilomètres de l'endroit concerné.

M. Nicholson: Ce n'est pas nécessairement à votre avantage, pour ce qui est de présenter votre cause. Cela dépend de l'angle sous lequel vous regardez cela.

M. Darling: Ils peuvent toujours rédiger leurs explications et les poster, mais s'ils faisaient de la vitesse, cela ne leur servirait pas à grand-chose. J'aurais toujours pu rédiger des lettres d'explications quand on m'a donné cinq contraventions pour excès de vitesse sur l'autoroute et cela ne m'aurait donné que dal. Sans doute qu'ils auraient doublé mon amende s'ils avaient su que j'étais député.

M. Waddell: Je désire signaler à votre attention le fait que nous avançons ces types de Toronto.

M. MacLellan: Permettez-moi d'éclaircir les choses. Le fait d'avoir à comparaître fait donc partie de la pénalité. Est-ce là l'intention?

M. Nicholson: Non.

M. MacLellan: Mais le fait demeure que c'est gênant d'avoir à se déplacer et cela fait donc partie de la pénalité. Si les contrevenants qui habitent près de l'endroit nommé doivent se déplacer, c'est donc que l'on considère que...

Une voix: Pourquoi encombrer les tribunaux quand on pourrait simplement rédiger une lettre?

M. Nicholson: Je pense que M. Rideout a trouvé l'explication juste. Si vous habitez loin, vous n'avez pas le choix et devrez plaider coupable parce que le fait d'avoir à vous rendre devant le tribunal vous demandera trop de temps, d'efforts et d'argent. Nous essayons d'équilibrer les choses, ce qui d'ailleurs semble être la philosophie qui sous-tend ce projet de loi.

M. MacLellan: C'est ce que dit l'Association du Barreau canadien.

[Text]

Mr. Gustafson: If you go in the States and get caught, you can pay the officer. What happens in Canada?

Mr. MacLellan: I don't want to touch that. What the Canadian Bar is saying, of course, is not that the people who live 200 kilometres or more away shouldn't be able to do this; it's a question of the fact that a lot of people will plead guilty because of the inconvenience. Maybe that's because they don't really believe in their case to begin with, but that's beside the point. I just wanted to clarify that. You really saw an advantage in them having to appear. That's all. They maintain there's no advantage in having to appear, that they should be able to send in their explanation the same as those who are 200 kilometres or more away.

Mr. Nicholson: We could have gone either way on it. I don't know if I would agree. In fact, I don't think I would if there's no advantage to presenting yourself in person before a court. I have to believe that is an advantage. But obviously there are others who may disagree.

Mr. MacLellan: Okay. That's fair.

Clauses 20 and 21 agreed to

On clause 22—*Plea of guilty and payment*

Mr. Waddell: How do you answer that? The Quebec Bar says these clauses set out the steps to be followed in respect of proceedings commenced by a ticket, clauses 21 to 28. These provisions contemplate prosecution by the Attorney General of Canada. Does Parliament not intend to allow prosecution by a provincial Attorney General?

Mr. Nicholson: I actually don't understand that concern, Mr. Waddell. That is who would be acting on behalf of the Attorney General for Canada. It would come within the administration of justice, which is handled by the provinces, and it would be carried out by the Attorney General of the province concerned and his or her agents.

Mr. Waddell: I think I agree with that. All right, let's move on.

Clause 22 agreed to

On clause 23—*Plea of guilty with representations*

Mr. Nicholson: This is more than a technical amendment, Mr. Chairman. In accordance with what we said earlier, I think it would be appropriate to leave this one for now. I think that would go for clauses 24, 25 and 26. Am I correct, Mr. Berlin?

Mr. Berlin: Exactly.

Mr. Nicholson: So perhaps if we could stand clauses 23, 24, 25 and 26, because they are all interrelated and our agreement was we wouldn't get into that today.

[Translation]

M. Gustafson: Si on vous arrête pour excès de vitesse aux États-Unis, vous pouvez payer l'agent sur-le-champ. Que se passe-t-il au Canada?

M. MacLellan: Je préfère ne pas me prononcer là-dessus. Ce que dit l'Association du Barreau canadien, bien sûr, ce n'est pas que les personnes qui résident à 200 kilomètres ou plus de l'endroit concerné devraient être empêchées de se présenter; c'est un fait que beaucoup de gens plaident coupables parce que c'est gênant d'avoir à se déplacer. Peut-être est-ce parce qu'elles pensent qu'elles n'ont aucune façon de se défendre de toute manière, mais là n'est pas la question. Je voulais simplement apporter cette précision. Selon vous, c'est un avantage que d'avoir à comparaître. Pour leur part, les représentants de l'Association pensent que ce n'est pas un avantage et que tous devraient pouvoir envoyer leur explication par courrier tout comme ceux qui habitent à 200 kilomètres ou plus de l'endroit nommé.

M. Nicholson: Nous aurions pu faire l'un ou l'autre. Je ne sais pas si je serais d'accord. À vrai dire, si le fait de se présenter devant le tribunal en personne ne conférerait aucun avantage, je pense que je ne serais pas d'accord. Selon moi, c'est un avantage. Mais bien sûr, d'autres ne seront peut-être pas d'accord.

M. MacLellan: Bon, c'est juste.

Les articles 20 et 21 sont adoptés

Article 22—*Plaidoyer de culpabilité et paiement*

M. Waddell: Que sera votre réponse à ce qu'avance le Barreau québécois? Le Barreau du Québec dit que ces articles énoncent les étapes qui ont trait aux procédures qui commencent avec un procès-verbal; il s'agit des articles 21 à 28. Ces dispositions traitent des poursuites entamées par le procureur général du Canada. Le Parlement n'a-t-il pas l'intention de permettre les poursuites qui seraient menées par un procureur général provincial?

M. Nicholson: À vrai dire, monsieur Waddell, je ne comprends pas votre préoccupation en ce qui a trait aux procureurs qui agiront au nom du procureur général du Canada. Ces causes relèveront de l'administration de la justice qui tombe sous le coût des provinces et les poursuites seront la responsabilité du procureur général des provinces concernées et des personnes désignées pour agir en son nom.

M. Waddell: Je pense que je suis d'accord avec ce que vous venez de dire. Très bien, poursuivons.

L'article 22 est adopté

Article 23—*Plaidoyer de culpabilité avec observations*

M. Nicholson: Il ne s'agit pas que d'un amendement de pure forme, monsieur le président. Pour être conséquents avec ce que nous avons dit auparavant, il serait sans doute approprié de laisser cet amendement de côté pour l'instant et je pense que la même chose s'applique aux articles 24, 25 et 26. Ai-je raison, monsieur Berlin?

M. Berlin: Tout à fait.

M. Nicholson: Peut-être pourrions-nous alors réserver les articles 23, 24, 25 et 26 car ils sont tous reliés et nous avons convenu de ne pas nous lancer là-dedans aujourd'hui.

[Texte]

Mr. Waddell: I just want to say I haven't read the amendments, but in my experience this idea of pleading guilty with an explanation is a really good one. People like it and justice is well served. Sometimes you are technically guilty of an offence and you should be able to go down and say to the judge, well, I am actually technically guilty but I was rushing to the hospital, or I was doing this. Sometimes you can get a suspended sentence, or you get a lesser offence, or a break, or something like that.

Mr. Nicholson: Yes.

• 1650

Mr. Waddell: It works. I don't know if it'll happen here. I'm not quite sure how this section. . .

Mr. Nicholson: I think it will, and I think when you have a look at the amendments we are proposing, specifically eliminating clause 25, you'll see the process is even more streamlined than the bill outlines.

Mr. Waddell: Do you give the judge the power to reduce the fine?

Mr. Nicholson: Yes, we do.

Mr. Waddell: It can be abused. You can have so many people coming into court all the time. . . but I've found in my experience that it's a nice little safety valve.

Mr. Darling: It probably wouldn't carry much water for somebody just writing in. You send your cheque, you see, and you give an explanation.

Mr. Waddell: Yes.

Mr. Darling: I would doubt very much, unless you appeared there personally, whether you'd make any impact on the court. In half the cases they don't even go before the court; they just go into an office and that's it.

Mr. Waddell: Yes.

Le président: Si les membres du Comité sont d'accord, nous allons réserver l'étude et l'adoption des articles 23, 24, 25 et 26, ce qui donnera à tous les membres du Comité la possibilité de mieux prendre connaissance des amendements proposés. Nous en discuterons subséquemment.

Les articles 23 à 26 inclusivement sont réservés

Clause 27 agreed to

On clause 28—*Non-resident defendants*

Mr. Nicholson: Mr. Chairman, this is a consequential amendment to the discussion we had concerning the role of youth and adult courts, specifically as they relate to the request from the province of Saskatchewan. . .

I believe the same explanation would apply to it as to clauses 29 and 30.

Mr. MacLellan: We could stand clauses 28, 29 and 30.

[Traduction]

M. Waddell: Je n'ai pas lu les amendements, mais selon mon expérience, c'est une bonne idée que de permettre aux gens de plaider coupables tout en fournissant une explication. Cela plaît aux intéressés et la justice est bien servie. Il peut arriver que l'on soit en réalité et en loi coupable d'une infraction, mais on devrait pouvoir se présenter devant le juge pour lui dire: oui, il est vrai que je suis coupable mais je me précipitais à l'hôpital, ou je faisais telle ou telle chose. Parfois vous aurez ainsi une condamnation avec sursis ou l'on réduira la gravité de l'accusation portée contre vous ou alors le tribunal fera preuve d'indulgence à votre égard d'une manière ou d'une autre.

M. Nicholson: Oui.

M. Waddell: Bon, ça va. Je ne sais pas si cela se produira ici, puisque je ne suis pas très sûr de la façon dont cette section. . .

M. Nicholson: Je crois que ça ira. Jetez un coup d'oeil sur les amendements que nous proposons, en particulier celui qui vise à supprimer l'article 25, et vous verrez que le processus est même plus rationalisé que le projet de loi ne le laisse croire.

M. Waddell: Donnez-vous au juge le pouvoir de réduire l'amende?

M. Nicholson: Oui.

M. Waddell: Mais on pourrait abuser de ce pouvoir. Des gens pourraient se présenter constamment devant les tribunaux. Mais selon mon expérience, c'est bien de pouvoir y recourir en cas de nécessité.

M. Darling: Cette disposition aurait probablement peu d'importance pour les personnes qui envoient leurs amendes par la poste. On envoie le chèque avec une explication.

M. Waddell: En effet.

M. Darling: Je doute très fort qu'on puisse avoir un effet quelconque sur le tribunal sans comparaître personnellement. D'ailleurs, dans la moitié des cas, il n'y a pas de procès. La personne se rend à un bureau.

M. Waddell: C'est exact.

The Chairman: If members of the Committee agree, we will stand sections 23, 24, 25 and 26, thus giving all Committee members a chance to read the amendments carefully. We can discuss them later.

Clauses 23 to 26 inclusive are stood

L'article 27 est adopté

Article 28—*Non-résidents*

M. Nicholson: Monsieur le président, cet amendement découle de notre discussion concernant le rôle des tribunaux, qu'ils soient réservés aux adolescents ou aux adultes, dans le contexte de la demande de la Saskatchewan. . .

On pourrait appliquer à l'article 28 le même raisonnement qui justifie les articles 29 et 30.

M. MacLellan: On pourrait donc réserver les articles 28, 29 et 30.

[Text]

Mr. Nicholson: If we do that, it will give all members a chance to study the proposed amendments.

Clauses 28 to 30 inclusive allowed to stand

On clause 31—*Language of trial*

Mr. Waddell: Could you explain this?

Mr. Nicholson: It is concerned with the Criminal Code provisions with respect to choice of language that would apply to this federal piece of legislation.

Mr. Waddell: What are they?

Mr. Nicholson: Well, that an individual has the right to choose whether he will be tried in English or French.

Mr. Waddell: Is that the present procedure in—

Mr. Nicholson: In the Criminal Code it is. . .

Mr. Waddell: —courts all across Canada?

Mr. Nicholson: Yes.

Clause 31 agreed to

On clause 32—*Attendance of person who completed ticket*

Mr. MacLellan: This raised some concern—I forget whether it was from the Quebec Bar or the Canadian Bar Association—with respect to costs. Exactly what are costs? Why should costs be applied against the defendant if he doesn't show up and it has to be re-scheduled, but if the Crown brings a police officer or some expert and doesn't use the expert, the defendant still has to pay the costs? This sort of thing. It applies to a few of these sections, and I just wanted to get the department's feeling on that.

• 1655

Mr. Nicholson: You're right. I think it's coming up in a couple of clauses from this point. The clause that's before the committee now is, I think, a reasonable one, where an individual challenges the authority of the individual who has issued that ticket and has the right to have that individual called before the court. That's all this clause does.

On the question of costs, let me suggest to you that it is perfectly reasonable that he should be able to require. . . and we could deal with costs when it actually comes up.

Mr. MacLellan: Sure.

Clause 32 agreed to

On clause 33—*Court shall not require defendant to appear personally*

Mr. Waddell: Mr. Chairman, what is subsection 800.(2) of the Criminal Code? Of course, I know it off by heart, but I just forget it this afternoon.

Mr. Nicholson: So do I, Mr. Waddell, what a coincidence. I just happen to have a copy of the Criminal Code here and, for your edification, section 800 says:

800. (1) Where the prosecutor and defendant appear for the trial, the summary conviction court shall proceed to hold the trial.

[Translation]

M. Nicholson: Cela permettrait à tous les membres du comité d'étudier les amendements proposés.

Les articles 28 à 30 inclusivement sont réservés

Article 31—*Langue du procès*

M. Waddell: Pourriez-vous nous fournir une explication?

M. Nicholson: Cet article concerne les dispositions du Code criminel portant sur le choix de la langue, qui s'appliqueraient à ce projet de loi fédéral.

M. Waddell: Quelles sont ces dispositions?

M. Nicholson: Toute personne a le droit de choisir la langue de son procès—l'anglais ou le français.

M. Waddell: Est-ce là la procédure en vigueur. . .

M. Nicholson: Dans le Code criminel. . .

M. Waddell: . . . dans tous les tribunaux du Canada?

M. Nicholson: Oui.

L'article 31 est adopté

Article 32—*Présence de l'agent*

M. MacLellan: Certains témoins—je ne sais plus si c'était le Barreau du Québec ou l'Association du Barreau canadien—ont indiqué que cette disposition pourrait hausser les coûts. Mais quels sont ces coûts? Si le défendeur ne se présente pas au procès et qu'il faille fixer une nouvelle date, alors je comprends. Mais si la Couronne fait venir un agent de police ou un expert et ne l'utilise pas, pourquoi le défendeur serait-il encore tenu de payer les coûts? Voilà ce que je ne comprends pas. Cette question revient dans quelques articles, et j'aimerais avoir les commentaires des fonctionnaires.

M. Nicholson: Vous avez raison. Je crois que ce sera soulevé dans les articles qui suivront. Je crois que l'article dont le comité est présentement saisi est raisonnable; un particulier qui conteste l'autorité de celui qui a déposé le procès-verbal a le droit d'amener ce particulier en cour. C'est tout ce que fait cet article.

Quant aux coûts, je vous dirais qu'il est tout à fait raisonnable qu'il puisse exiger. . . nous pourrions discuter des coûts lorsqu'ils seront à l'étude.

M. MacLellan: Bien sûr.

L'article 32 est adopté

Article 33—*Mandat d'arrestation du défendeur: restriction*

M. Waddell: Monsieur le président, que dit le paragraphe 800.(2) du Code criminel? Je le connais par coeur mais cet après-midi, il ne me vient pas à l'esprit.

M. Nicholson: Je ne m'en souviens pas non plus, monsieur Waddell, quelle coïncidence. Il se trouve que j'ai un exemplaire du Code criminel et, pour votre information, l'article 800 est libellé en ces termes:

Lorsque le poursuivant et le défendeur comparaissent, la cour des poursuites sommaires procède à la tenue du procès. Un défendeur peut comparaître en personne ou par l'entremise d'un avocat ou représentant, mais la cour des

[Texte]

(2) A defendant may appear personally or by counsel or agent, but the summary conviction court may require the defendant to appear personally and may, if it thinks fit, issue a warrant in Form 7 for the arrest of the defendant and adjourn the trial to await his appearance pursuant thereto.

Mr. Gustafson: How far does the word "agent" reach? Does the agent have to be a counsellor or a lawyer?

Mr. Nicholson: They should be a lawyer or an articling student.

Mr. Waddell: No, they answered that. It's a summary conviction offence and "an agent" means that your friend can appear. You don't have to be a lawyer. It's for the indictable offences you need to have a lawyer.

Also, in summary conviction offences you don't have to come to court yourself unless the court requires it, which is pretty good if you don't want a lot of publicity—if you're ex-Premier Vander Zalm or someone and don't want to face all those media reporters.

Mr. Darling: What about if you're a member of Parliament from British Columbia? You don't want the publicity either.

Mr. Waddell: No, of course not, but it depends on the case and the seriousness of the charge. If you're a Tory you send your campaign manager, unless he's in jail, of course.

Clauses 33 and 34 agreed to

On clause 35—*Dismissal of proceeding where Crown absent*

Mr. Waddell: I have an amendment on clause 35. I move that Bill C-46 be amended in clause 35 by deleting lines 11 to 14 and adding at the end of line 10 the words "dismiss the proceedings".

The idea of this amendment is that the defendant appears and the Attorney General's representative doesn't appear—and remember that it's the Attorney General who issues the prosecutions, controls the police, makes the law, chooses the judge—

Mr. Nicholson: In the public interest, of course.

Mr. Waddell: If the representative of the Attorney General doesn't deem fit to appear on this day, the charge should be thrown out and the Attorney General's office shouldn't get a second crack at it. That's why I want to get rid of paragraph 35.(3)(b).

Should we stand the clause for now and have the amendment—

Mr. Nicholson: Why don't we deal with it?

Mr. MacLellan: It is the same one as that of the Canadian Bar Association.

Le président: J'ai une proposition à vous faire, toujours dans l'esprit de la rencontre d'aujourd'hui, monsieur Waddell. On s'était entendus pour que tous les amendements déposés du côté du gouvernement fassent l'objet de discussions subséquentes. Peut-on appliquer la même chose à votre amendement et réserver l'article 35 ainsi que votre amendement pour discussion subséquente?

[Traduction]

poursuites sommaires peut exiger que le défendeur comparaisse en personne et, si elle le juge à propos, décerner un mandat selon la formule 7 pour l'arrestation du défendeur, et ajourner le procès en attendant sa comparution en application du mandat.

M. Gustafson: Que peut vouloir dire le mot «représentant»? Est-ce que le représentant doit être un conseiller ou un avocat?

M. Nicholson: Il devrait être un avocat ou un stagiaire.

M. Waddell: Non, la réponse s'y trouve. Il s'agit d'une poursuite sommaire et «un représentant» signifie que votre ami peut comparaître. Vous n'avez pas besoin d'être avocat. Il faut que ce soit un avocat lorsqu'il s'agit de poursuites par mise en accusation.

De plus, lorsqu'il s'agit de poursuites sommaires, vous n'avez pas besoin de comparaître vous-même devant le tribunal à moins que le tribunal ne l'exige, ce qui est très bien si vous ne voulez pas beaucoup de publicité—par exemple, si vous êtes l'ancien premier ministre Vander Zalm ou qui que ce soit et que vous ne vouliez pas rencontrer tous les journalistes.

M. Darling: Qu'arrive-t-il si vous êtes un député à l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique? Là non plus, vous ne voulez pas de publicité.

M. Waddell: Bien sûr que non, mais ça dépend de l'affaire en question et du sérieux de l'accusation. Si vous êtes un conservateur, vous envoyez votre organisateur de campagne, à moins qu'il ne soit en prison, bien sûr.

Les articles 33 et 34 sont adoptés

Article 35—*Absence du procureur général du Canada*

M. Waddell: J'ai un amendement à proposer à l'article 35. Je propose que l'article 35 du projet de loi C-46 soit modifié par substitution aux lignes 10 à 15 de ce qui suit: «du Canada, rejeter les procédures».

Cet amendement signifie que si le défendeur comparaît mais que le représentant du procureur général ne comparaît pas—et rappelez-vous que c'est le procureur général qui amorce les poursuites, contrôle la police, fait la loi, choisit le juge. . .

M. Nicholson: Dans l'intérêt public, bien sûr.

M. Waddell: Si le représentant du procureur général ne croit pas bon de comparaître ce jour-là, l'accusation devrait être rejetée et le Bureau du procureur général ne devrait pas avoir une deuxième chance. C'est pour cela que je veux éliminer l'alinéa 35.(3)(b).

Est-ce que l'article devrait être réservé pour l'instant et l'amendement. . .

M. Nicholson: Pourquoi ne pas l'étudier?

M. MacLellan: C'est le même que celui de l'Association du Barreau canadien.

The Chairman: I have a suggestion to make, in the same spirit as that of our meeting today, Mr. Waddell. We agreed that all government amendments would be discussed later. Could we apply the same principle to your amendment and stand clause 35 as well as your amendment until further discussion?

[Text]

L'article 35 est réservé

• 1700

Mr. Nicholson: It seems to me it might be consequential. If Mr. Waddell's amendment—that the judge is to dismiss the case if the Attorney General's agent does not show up—carries, then there is probably no need for a trial date. Have I got that right, Mr. Berlin? So in fairness you might want, Mr. Waddell, to stand that one down as well.

Le président: S'il y a consentement du Comité, on reviendra à l'article 35 et à l'amendement de M. Waddell.

So shall the amendment of Mr. Waddell carry?

Mr. Nicholson: We stood it. Mr. Chairman, I would suggest we stand clause 36 as well. I think they're tied. If we stand one, we have to stand the other. Perhaps we could deal with clause 37 now.

Le président: D'accord. J'ai compris, monsieur Nicholson.

L'article 36 est réservé

Clause 37 agreed to

On clause 38—*Sentencing hearing*

Mr. Nicholson: We need a consequential amendment here, Mr. Chairman. It goes back to what I had to say about youth courts in the province of Saskatchewan. So we might as well stand that one as well.

L'article 38 est réservé

Le président: Il est maintenant 17 heures, et certains députés m'ont dit qu'ils devaient quitter parce qu'ils ont des rendez-vous ailleurs. Si tout le monde est d'accord, nous allons terminer nos travaux pour aujourd'hui et nous convoquerons une autre séance après avoir consulté les membres du Comité. Est-ce que tout le monde est d'accord sur cette procédure?

Je vous remercie beaucoup de votre collaboration.

Mr. MacLellan: Je crois que nous aurons besoin d'une seule autre réunion pour terminer l'étude de ce projet de loi. La plupart des autres articles ne sont pas compliqués. Je pense que c'est vraiment simple.

Le président: Effectivement. Si vous me le permettez, j'aimerais aussi souligner l'excellente collaboration de tous les membres du Comité. On a progressé très rapidement dans nos travaux. Vous avez raison, monsieur MacLellan: je pense qu'une seule autre séance suffira pour terminer l'étude article par article.

Je remercie tous les membres du Comité. Avez-vous quelque chose à ajouter, monsieur Nicholson?

Mr. Nicholson: I'd be glad to have it as soon as possible, Mr. Chairman. We're prepared at any time to proceed with the remainder of the bill.

Le président: Préférez-vous qu'on décide d'une date immédiatement ou si vous laissez à la présidence ou au greffier le soin de...

[Translation]

Clause 35 is stood

M. Nicholson: Il s'agit peut-être d'un amendement corrélatif. Si l'amendement de M. Waddell est adopté—qui prévoit que le juge doit rendre une fin de non-recevoir si le représentant du procureur général ne se présente pas—il ne serait probablement pas nécessaire de prévoir la date du procès. Ai-je raison, monsieur Berlin? Par conséquent, il serait peut-être préférable de réserver cet amendement également, monsieur Waddell.

The Chairman: If the committee agrees, we will come back to clause 35 and Mr. Waddell's amendment.

L'amendement de M. Waddell est-il adopté?

M. Nicholson: Nous l'avons réservé. Je propose qu'on réserve l'article 36 également, monsieur le président. Je pense que les deux sont liés. Si on réserve l'un, il faut réserver l'autre. On pourrait peut-être passer à l'article 37 maintenant.

The Chairman: Fine. I understand, Mr. Nicholson.

Clause 36 is stood

L'article 37 est adopté

Article 38—*Audience: détermination de la peine*

M. Nicholson: Nous avons besoin d'un amendement corrélatif dans ce cas, monsieur le président. Cela revient à ce que j'avais à dire au sujet des tribunaux pour adolescents en Saskatchewan. On devrait peut-être réserver cet article également.

Clause 38 is stood

The Chairman: It is now 5 p.m., and some members have told me that they would have to leave for appointments elsewhere. If everyone agrees, we will conclude our work for today and call another meeting after consulting with committee members. Does everyone agree with this procedure?

Thank you very much for your co-operation.

Mr. MacLellan: I think we will need just one more meeting to complete our study of the bill. Most of the other clauses are not complicated. I think it is really quite simple.

The Chairman: Indeed. With your permission, I would also like to mention the fine co-operation we have had from all members. We have proceeded with our work very quickly. You are right, Mr. MacLellan. I think we need only one more meeting to complete our clause-by-clause study.

I would like to thank all committee members. Do you have something to add, Mr. Nicholson?

M. Nicholson: J'aimerais bien qu'on tienne la réunion aussitôt que possible, monsieur le président. Nous sommes prêts à aller de l'avant avec le reste du projet de loi à n'importe quel moment.

The Chairman: Do you prefer that we decide on a date right now, or will you leave it up to the Chair or the clerk to...

[Texte]

Une voix: Oui.

Le président: Je vais donc convoquer une nouvelle séance avec l'aide du greffier.

No, you don't want to. Do you want to discuss the agenda immediately? So what is the availability of the members?

Mr. Nicholson: I'd prefer to return tomorrow, and so would the departmental officials, Mr. Chairman, if that suits the other members of the committee. I believe we have Bill C-49 tomorrow, but that is later on in the day.

• 1705

Mr. Waddell: Bill C-36 is in the House. I would like to do it as soon as I can because my schedule is crazy with justice bills.

Mr. Nicholson: How are you tomorrow?

Mr. Waddell: We all are. As a matter of fact, I would set it down for working in my office, and I have an appointment at 11 a.m., but I certainly could get an hour in tomorrow. You do not need me for the whole thing. In other words, I am available tomorrow morning.

Mr. Darling: I will not be here.

Le président: Pour ma part, je ne serai pas ici demain et après-demain. Il y a toujours moyen de déléguer une autre personne pour présider la rencontre, mais vous semblez m'apprécier comme président, monsieur Waddell. Je vais donc m'arranger pour pondre un agenda qui me permettra d'être présent.

M. Waddell: Nous avons besoin de comprendre les amendements en français.

Le président: Je propose qu'on prenne contact avec vos bureaux pour vérifier votre programme, afin de faire en sorte qu'on ait une rencontre le plus tôt possible. Je suis sûr, monsieur Waddell, qu'on sera en mesure de trouver une date de rencontre assez rapide qui permette à tous d'être présents ou de se faire remplacer. Je ne pense pas qu'on puisse régler cela ce soir. Je sais qu'il y a des gens qui veulent quitter. Me laissez-vous cette agréable tâche?

Mr. Waddell: I will if you insist. It is always better to do it now when people are here. Can we agree on a date next week?

Mr. MacLellan: As long as it does not interfere with Bill C-49 in the Standing Committee on Justice and the Solicitor General.

Mr. Nicholson: How does 7.30 p.m. strike you? Would that be enough time to go over the amendments?

Le président: Afin de donner à tous les membres du Comité la possibilité d'étudier les amendements, nous pourrions revenir lundi. Est-ce que lundi pourrait être une journée intéressante?

[Traduction]

An hon. member: Yes.

The Chairman: With the clerk's assistance, I will therefore call another meeting at some point.

Non, ce n'est pas ce que vous voulez faire. Vous voulez parler de cette question tout de suite? Quand est-ce que les membres du comité seront disponibles?

M. Nicholson: Je préférerais siéger demain, monsieur le président, si les autres membres du comité sont d'accord. Les fonctionnaires du ministère sont du même avis. Je crois que nous serons saisis du projet de loi C-49 demain, mais ce sera plus tard dans la journée.

M. Waddell: Le projet de loi C-36 est à la Chambre. J'aimerais qu'on siége aussitôt que possible car je suis très occupé avec tous les projets de loi qui relèvent du Comité de la justice.

M. Nicholson: Êtes-vous très occupés demain?

M. Waddell: Nous le sommes tous. En fait, je préférerais prévoir du temps pour travailler dans mon bureau, et j'ai un rendez-vous à 11 heures, mais je pourrais certainement me libérer pendant une heure demain. Vous n'avez pas besoin de moi pendant toute la réunion. Autrement dit, je suis disponible demain matin.

M. Darling: Je ne serai pas présent.

The Chairman: I will not be here tomorrow or the day after. I could ask someone else to chair the meeting, but you seem to like having me as chairman, Mr. Waddell. I will therefore a time when I can be present.

Mr. Waddell: We need to understand the amendments in French.

The Chairman: I suggest that we contact your offices to check your schedule to ensure that we hold a meeting as soon as possible. I am sure, Mr. Waddell, that we can find a date on which we can all be present or send alternates. I don't think we need to settle that this evening. I know some people want to leave. Will you leave this pleasant task to me?

M. Waddell: Si vous y tenez, je veux bien. Il est toujours préférable de décider de la date de la prochaine rencontre quand tout le monde est présent. Peut-on s'entendre sur une date la semaine prochaine?

Mr. MacLellan: Pourvu qu'il n'y ait pas de conflit avec l'étude du projet de loi C-49 par le Comité permanent de la justice et du solliciteur général.

M. Nicholson: Si on commençait à 19h30? Est-ce que cela nous donnerait assez de temps pour passer en revue les amendements?

The Chairman: In order to give all committee members a chance to study the amendments, we could meet next on Monday. Would Monday be suitable?

[Text]

Mr. Nicholson: Monday is a holiday.

The Chairman: What about Tuesday?

Mr. Nicholson: This is my priority. I am prepared. At any time you schedule it I will be here.

Mr. Waddell: I cannot be here Tuesday. I will be back on Wednesday the 20th.

The Chairman: Next Wednesday? Same time, same place?

Mr. MacLellan: Any time the justice committee is not meeting for Bill C-49 I am available. What about Wednesday? Could we do it next Wednesday evening? I do not think anything is scheduled for Wednesday evening and I feel that I would like to get it finished. If we bog down on explanations we still have all the time to finish.

Mr. Waddell: Russ and I have meetings on everything all day. Wednesday evening would be a possibility. We have justice gun regulations at 3.30 p.m.

Mr. Nicholson: How about 5 p.m.?

Mr. MacLellan: Sure, if that is possible.

Mr. Waddell: Is that possible with your staff and all that?

Mr. Nicholson: It is as committed as I am.

Le président: Donc, la prochaine séance du Comité aura lieu mercredi prochain à 17 heures.

La séance est levée.

[Translation]

M. Nicholson: Lundi est jour férié.

Le président: Et mardi?

M. Nicholson: Le projet de loi est une priorité pour moi. Je suis disposé à être présent peu importe la date ou l'heure de la réunion.

M. Waddell: Je ne peux pas être là mardi. Je serai de retour le mercredi 20.

Le président: Mercredi prochain alors? À la même heure, et dans la même salle?

M. MacLellan: Je suis disponible à tout moment où le Comité de la justice ne siège pas pour étudier le projet de loi C-49. Est-ce qu'on pourrait se réunir mercredi prochain, en soirée? Je pense que je n'ai rien de prévu mercredi soir, et j'aimerais qu'on finisse notre étude. Si on s'enlise dans les explications, nous aurons toujours le temps de terminer nos travaux.

M. Waddell: Russ et moi avons des réunions sur toutes sortes de questions pendant toute la journée. Mercredi soir serait possible. On a une réunion au sujet du règlement sur les armes à feu à 15h30.

M. Nicholson: Si on se réunissait à 17 heures?

M. MacLellan: Très bien, si c'est possible.

M. Waddell: Est-ce possible pour votre personnel et tout le reste?

M. Nicholson: Mon personnel tient à faire adopter ce projet de loi autant que moi.

The Chairman: So the next meeting of the committee will be in one week, on Wednesday at 5 p.m.

The meeting is adjourned.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Cœur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communication Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Cœur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From the Department of Justice:

Yvan Roy, General Counsel, Criminal Law Policy;
Mark Berlin, Senior Counsel, Criminal Law Policy.

TÉMOINS

Du ministère de la Justice:

Yvan Roy, avocat général, Section de la politique, Droit pénal;
Mark Berlin, avocat conseil, Section de la politique, Droit pénal.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 3

Wednesday, May 20, 1992

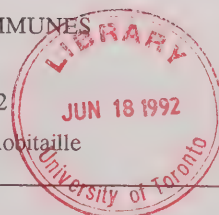
Chairman: Jean-Marc Robitaille

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 3

Le mercredi 20 mai 1992

Président: Jean-Marc Robitaille



Minutes of Proceedings and Evidence of Legislative Committee on *Procès-verbaux et témoignages du Comité législatif sur le*

BILL C-46

An Act respecting contraventions of federal enactments

PROJET DE LOI C-46

Loi concernant les contraventions aux textes législatifs fédéraux

RESPECTING:

Order of Reference

INCLUDING:

Report to the House

CONCERNANT:

Ordre de renvoi

Y COMPRIS:

Rapport à la Chambre

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Third Session of the Thirty-fourth Parliament,
1991-92

Troisième session de la trente-quatrième législature,
1991-1992

LEGISLATIVE COMMITTEE ON BILL C-46

Chairman: Jean-Marc Robitaille

Members

Stan Darling
Doug Fee
Russell MacLellan
Rob Nicholson
Robert Porter
George Rideout
Ross Stevenson
Ian Waddell—(8)

(Quorum 5)

Charles Bellemare

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 114(3):

On Wednesday, May 20, 1992:

Doug Fee replaced Robert Porter;
Robert Porter replaced Len Gustafson.

COMITÉ LÉGISLATIF SUR LE PROJET DE LOI C-46

Président: Jean-Marc Robitaille

Membres

Stan Darling
Doug Fee
Russell MacLellan
Rob Nicholson
Robert Porter
George Rideout
Ross Stevenson
Ian Waddell—(8)

(Quorum 5)

Le greffier du Comité

Charles Bellemare

Conformément à l'article 114(3) du Règlement:

Le mercredi 20 mai 1992:

Doug Fee remplace Robert Porter;
Robert Porter remplace Len Gustafson.

REPORT TO THE HOUSE

Friday, May 22, 1992

The Legislative Committee on Bill C-46, An Act respecting contraventions of federal enactments, has the honour to report the Bill to the House.

In accordance with its Order of Reference of Thursday, April 9, 1992, your Committee has considered Bill C-46 and has agreed to report it with the following amendments.

Clause 14

In the French version only, strike out lines 27 and 28, on page 6, and substitute the following therefor:

"l'égard d'une contravention de stationnement à la personne qui stationne ce véhicule est"

Clause 17

Strike out line 9, on page 8, and substitute the following therefor:

"17. (1) A proceeding in respect of a contra—"

Strike out line 13, on page 8, and substitute the following therefor:

"committed by a young person and the lieutenant governor in council of the province has not made an order under subsection (2), in the office of"

Add immediately after line 14, on page 8, the following:

"(2) Notwithstanding the *Young Offenders Act*, a contraventions court or a justice of the peace has jurisdiction, to the exclusion of that of the youth court, in respect of any contravention alleged to have been committed by a young person in, or otherwise within the territorial jurisdiction of the courts of, a province the lieutenant governor in council of which has ordered that any such contravention be dealt with in ordinary court.

(3) Paragraph 3(2)(d) of the *Statutory Instruments Act* does not apply in respect of an order of the lieutenant governor in council of a province under subsection (2).

(4) Notwithstanding section 605 of the *Canada Shipping Act* and paragraphs (a) and (c) of the definition "summary conviction court" in section 785 of the *Criminal Code*, a fine incurred or imposed under the *Canada Shipping Act* in respect of a contravention may be recovered before a justice of the peace on summary conviction pursuant to the provisions of the *Criminal Code* relating to summary convictions."

Clause 18

In the French version only, strike out line 7, on page 8, and substitute the following therefor:

"18. L'agent de l'autorité fait déposer le procès—"

In the French version only, strike out lines 16 to 32, on page 8, and substitute the following therefor:

"b) dans les meilleurs délais et, en toute éventualité, dans les trente jours suivant la date à

RAPPORT À LA CHAMBRE

Le vendredi 22 mai 1992

Le Comité législatif sur le projet de loi C-46, Loi concernant les contraventions aux textes législatifs fédéraux, a l'honneur de rapporter le projet de loi à la Chambre.

Conformément à son ordre de renvoi du jeudi 9 avril 1992, votre Comité a étudié le projet de loi C-46 et a convenu d'en faire rapport avec les modifications suivantes :

Article 14

Dans la version française seulement, retrancher les lignes 27 et 28, à la page 6, et les remplacer par ce qui suit :

« l'égard d'une contravention de stationnement à la personne qui stationne ce véhicule est »

Article 17

Retrancher la ligne 1, à la page 8, et la remplacer par ce qui suit :

« 17. (1) L'introduction des procédures pour »

Retrancher la ligne 5, à la page 8, et la remplacer par ce qui suit :

« imputée à un adolescent et que le lieutenant-gouverneur en conseil de la province n'a pas pris un décret en vertu du paragraphe (2), au greffe du tribu— »

Ajouter immédiatement après la ligne 6, à la page 8, ce qui suit :

« (2) Par dérogation à la *Loi sur les jeunes contrevenants*, un tribunal des contraventions ou un juge de paix a compétence, à l'exclusion de celle du tribunal pour adolescents, à l'égard d'une contravention qui aurait été commise par un adolescent sur le territoire, ou dans le ressort des tribunaux, d'une province dont le lieutenant-gouverneur en conseil a décrété qu'une juridiction normalement compétente connaisse d'une telle contravention.

(3) L'alinéa 3(2)(d) de la *Loi sur les textes réglementaires* ne s'applique pas à l'égard d'un décret pris par le lieutenant-gouverneur en conseil d'une province en vertu du paragraphe (2).

(4) Par dérogation à l'article 605 de la *Loi sur la marine marchande du Canada* et aux alinéas a) et c) de la définition de « cour des poursuites sommaires » à l'article 785 du *Code criminel*, les amendes encourues ou imposées sous l'autorité de la *Loi sur la marine marchande du Canada* à l'égard d'une contravention peuvent être recouvrées devant un juge de paix sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire conformément aux dispositions du *Code criminel* relatives à ces déclarations. »

Article 18

Dans la version française seulement, retrancher la ligne 7, à la page 8, et la remplacer par ce qui suit :

« 18. L'agent de l'autorité fait déposer le procès— »

Dans la version française seulement, retrancher les lignes 16 à 32, à la page 8, et les remplacer par ce qui suit :

« b) dans les meilleurs délais et, en toute éventualité, dans les trente jours suivant la date à laquelle

laquelle l'intéressé a présenté son plaidoyer ou sa demande de procès, si l'endroit mentionné au procès-verbal n'est pas le greffe du tribunal et que le destinataire du procès-verbal présente :

- (i) soit un plaidoyer de culpabilité accompagné d'observations en application de l'article 23,
- (ii) soit une demande de procès en application de l'article 27,
- (iii) s'il s'agit d'une personne physique qui réside à plus de deux cents kilomètres de l'endroit mentionné au procès-verbal, soit un plaidoyer de culpabilité accompagné d'observations en application de l'article 24 ou un plaidoyer de non-culpabilité en application de l'article 28."

Clause 23

Strike out line 38, on page 10, and substitute the following therefor:

"young person in a province the lieutenant governor in council of which has not made an order under subsection 17(2), the youth court shall consider"

Strike out lines 41 to 45, on page 10, and substitute the following therefor:

"(a) if the court, justice or officer is satisfied that the representations should be accepted without holding a sentencing hearing, convict the defendant and

- (i) impose a fine in an amount not exceeding the amount established under section 8 or any sentence prescribed by law other than a fine,
- (ii) direct that any fine be paid immediately or fix the time within which the fine is to be paid, or
- (iii) order that any forfeitable thing seized from the defendant be forfeited to Her Majesty in right of Canada or to the person to whom it belongs on forfeiture under the enactment creating the contravention;"

Strike out line 48, on page 10, and substitute the following therefor:

"rejected without holding a sentencing hearing, convict the defendant, impose a"

Strike out line 8, on page 11, and substitute the following therefor:

"vention; or

- (c) if the court, justice or officer considers, having regard to the amount established under section 8, that the proceeding should not be disposed of without oral evidence or requires the participation of the Attorney General of Canada, direct that a sentencing hearing be held."

Clause 24

In the English version only, strike out line 15, on page 11, and substitute the following therefor:

"guilty plea on the ticket and sending it by"

Strike out line 22, on page 11, and substitute the following therefor:

"young person in a province the lieutenant governor in council of which has not made an order under subsection

l'intéressé a présenté son plaidoyer ou sa demande de procès, si l'endroit mentionné au procès-verbal n'est pas le greffe du tribunal et que le destinataire du procès-verbal présente :

- (i) soit un plaidoyer de culpabilité accompagné d'observations en application de l'article 23,
- (ii) soit une demande de procès en application de l'article 27,
- (iii) s'il s'agit d'une personne physique qui réside à plus de deux cents kilomètres de l'endroit mentionné au procès-verbal, soit un plaidoyer de culpabilité accompagné d'observations en application de l'article 24 ou un plaidoyer de non-culpabilité en application de l'article 28. »

Article 23

Retrancher la ligne 32, à la page 10, et la remplacer par ce qui suit :

« s'il s'agit d'un adolescent, dans une province dont le lieutenant-gouverneur en conseil n'a pas pris un décret en vertu du paragraphe 17(2), le tribunal pour »

Retrancher les lignes 36 à 39, à la page 10, et les remplacer par ce qui suit :

« a) si le tribunal, le juge de paix ou le fonctionnaire du tribunal est convaincu que les observations doivent être acceptées sans la tenue d'une audience, déclaration de culpabilité et :

- (i) soit infraction d'une amende ne dépassant pas le montant fixé en conformité avec l'article 8 ou de toute autre peine prévue en droit,
- (ii) soit ordonnance de paiement immédiat de l'amende ou fixation d'un délai de paiement,
- (iii) soit confiscation des objets confisquables et saisis au profit de Sa Majesté du chef du Canada ou de la personne à qui le texte créant l'infraction les attribue; »

Retrancher la ligne 41, à la page 10, et la remplacer par ce qui suit :

« doivent être rejetées sans tenir une audience, déclaration de culpa- »

Retrancher la ligne 6, à la page 11, et la remplacer par ce qui suit :

« attribue;

c) s'il estime que, compte tenu du montant fixé en conformité avec l'article 8, l'affaire ne devrait pas être jugée sans l'audition ou la participation du procureur général du Canada, tenue d'une audience. »

Article 24

Dans la version anglaise seulement, retrancher la ligne 15, à la page 11, et la remplacer par ce qui suit :

« guilty plea on the ticket and sending it by »

Retrancher la ligne 21, à la page 11, et la remplacer par ce qui suit :

« s'agit d'un adolescent, dans une province dont le lieutenant-gouverneur en conseil n'a pas pris un décret

17(2), the youth court shall consider”

Strike out lines 25 to 32, on page 11, and substitute the following therefor:

“(a) if the court, justice or officer is satisfied that the representations should be accepted without holding a sentencing hearing, convict the defendant and

(i) impose a fine in an amount not exceeding the amount established under section 8 or any sentence prescribed by law other than a fine,

(ii) direct that any fine be paid immediately or fix the time within which the fine is to be paid, or

(iii) order that any forfeitable thing seized from the defendant be forfeited to Her Majesty in right of Canada or to the person to whom it belongs on forfeiture under the enactment creating the contravention;

(b) if the court, justice or officer is satis-”

Strike out line 34, on page 11, and substitute the following therefor:

“rejected without holding a sentencing hearing, convict the defendant, impose a”

Strike out line 42, on page 11, and substitute the following therefor:

“vention; or

(c) if the court, justice or officer considers, having regard to the amount established under section 8, that the proceeding should not be disposed of without oral evidence or requires the participation of the Attorney General of Canada, direct that a sentencing hearing be held.”

Clause 25

Clause 25 is deleted.

Clause 26

Strike out lines 34 and 35, on page 12, and substitute the following therefor:

“hearing be held under paragraph 23(3)(c) or 24(2)(c), the court, the clerk of the court or”

Clause 28

Strike out line 26, on page 13, and substitute the following therefor:

“the peace or, in the case of a young person in a province the lieutenant governor in council of which has not made an order under subsection 17(2),”

Clause 29

Strike out line 8, on page 14, and substitute the following therefor:

“if the defendant is a young person and the lieutenant governor in council of the province has not made an order under subsection 17(2).”

Clause 30

Strike out line 15, on page 14, and substitute the following therefor:

“the peace or, in the case of a young person in a province the lieutenant governor in council of which has not made an order under subsection 17(2), a”

en vertu du paragraphe 17(2), le tribunal pour ado- »

Retrancher les lignes 25 à 29, à la page 11, et les remplacer par ce qui suit :

« a) s'il est convaincu que les observations doivent être acceptées sans la tenue d'une audience, déclaration de culpabilité et :

(i) soit infraction d'une amende ne dépassant pas le montant fixé en conformité avec l'article 8 ou de toute autre peine prévue en droit,

(ii) soit ordonnance de paiement immédiat de l'amende ou fixation d'un délai de paiement,

(iii) soit confiscation des objets confisquables et saisis au profit de Sa Majesté du chef du Canada ou de la personne à qui le texte créant l'infraction les attribue; »

Retrancher la ligne 30, à la page 11, et la remplacer par ce qui suit :

« b) déclaration de culpabilité, infraction de »

Retrancher la ligne 37, à la page 11, et la remplacer par ce qui suit :

« les observations doivent être rejetées sans la tenue d'une audience;

c) s'il estime que, compte tenu du montant fixé en conformité avec l'article 8, l'affaire ne devrait pas être jugée sans l'audition ou la participation du procureur général du Canada, tenue d'une audience. »

Article 25

L'article 25 est supprimé.

Article 26

Retrancher la ligne 31, à la page 12, et la remplacer par ce qui suit :

« 23(3)c) ou 24(2)c) de la tenue d'une »

Article 28

Retrancher la ligne 26, à la page 13, et la remplacer par ce qui suit :

« s'agit d'un adolescent, dans une province dont le lieutenant-gouverneur en conseil n'a pas pris un décret en vertu du paragraphe 17(2), le tribunal pour ado- »

Article 29

Retrancher la ligne 7, à la page 14, et la remplacer par ce qui suit :

« défendeur est un adolescent et que le lieutenant-gouverneur en conseil de la province n'a pas pris un décret en vertu du paragraphe 17(2), au tribunal pour »

Article 30

Retrancher la ligne 17, à la page 14, et la remplacer par ce qui suit :

« s'agit d'un adolescent, dans une province dont le lieutenant-gouverneur en conseil n'a pas pris un décret en vertu du paragraphe 17(2), le tribunal pour ado- »

Clause 38

Strike out line 10, on page 17, and substitute the following therefor:

“person in a province the lieutenant governor in council of which has not made an order under subsection 17(2), a youth court shall hold a sentencing”

Clause 40

In the English version only, strike out line 39, on page 17, and substitute the following therefor:

“(a) any statement given to a court pursuant”

Clause 45

In the English version only, strike out line 30, on page 19, and substitute the following therefor:

“(3) The contraventions court or justice of the peace”

Clause 46

Strike out line 10, on page 20, and substitute the following therefor:

“of the youth court or, in a province the lieutenant governor in council of which has made an order under subsection 17(2), in the office of the contraventions court if”

Strike out line 24, on page 20, and substitute the following therefor:

“(2) The youth or contraventions court or a justice of the”

Strike out line 35, on page 20, and substitute the following therefor:

“(3) The youth or contraventions court or justice may issue a”

Clause 53

Strike out line 23, on page 25, and substitute the following therefor:

“evidence, that the enforcement”

Strike out line 25, on page 25, and substitute the following therefor:

“substance and that the request was trivial, frivolous or vexatious”

Clause 57

Strike out line 28, on page 26, and substitute the following therefor:

“57. (1) A fine imposed or costs awarded in a”

Add immediately after line 35, on page 26, the following:

“(2) Paragraph 159(2)(c) of the *Financial Administration Act* does not apply in respect of a charge imposed on a person who is served with a ticket in respect of any cheque or other instruction for payment that is drawn in favour of the Receiver General, the Government of Canada, any department or any public officer in the officer's official capacity and tendered for deposit to the credit of the Receiver General for the purpose of paying the amount set out in the ticket or a fine imposed or costs awarded in a proceeding.”

Article 38

Retrancher la ligne 10, à la page 17, et la remplacer par ce qui suit :

« dans une province dont le lieutenant-gouverneur en conseil n'a pas pris un décret en vertu du paragraphe 17(2), le tribunal pour adolescents, tient une »

Article 40

Dans la version anglaise seulement, retrancher la ligne 39, à la page 17, et la remplacer par ce qui suit :

« (a) any statement given to a court pursuant »

Article 45

Dans la version anglaise seulement, retrancher la ligne 30, à la page 19, et la remplacer par ce qui suit :

« (3) The contraventions court or justice of the peace »

Article 46

Retrancher la ligne 8, à la page 20, et la remplacer par ce qui suit :

« bunal pour adolescents ou, dans une province dont le lieutenant-gouverneur en conseil a pris un décret en vertu du paragraphe 17(2), au greffe du tribunal des contraventions, si les éléments sui- »

Retrancher la ligne 21, à la page 20, et la remplacer par ce qui suit :

« (2) le tribunal pour adolescents, le tribunal des contraventions ou le juge »

Retrancher la ligne 32, à la page 20, et la remplacer par ce qui suit :

« (3) Le tribunal pour adolescents, le tribunal des contraventions ou le juge »

Article 53

Retrancher la ligne 18, à la page 25, et la remplacer par ce qui suit :

«constitue une preuve suffisante, que le»

Retrancher la ligne 22, à la page 25, et la remplacer par ce qui suit :

«tantiel et que la demande est frivole ou vexatoire.»

Article 57

Retrancher la ligne 17, à la page 26, et la remplacer par ce qui suit :

« 57. (1) L'acquiescement d'une amende ou de »

Ajouter immédiatement après la ligne 25, à la page 26, ce qui suit :

« (2) L'alinéa 159(2)c) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* ne s'applique pas à l'égard de chèques ou autres ordres de paiement tirés en faveur du receveur général, du gouvernement du Canada ou de l'un de ses ministères, ou d'un fonctionnaire en sa qualité officielle, et présentés pour dépôt au crédit du receveur général pour le paiement par une personne, ou pour son compte, d'une amende indiquée sur le procès-verbal ou d'une amende ou de frais infligés lors d'une poursuite. »

Clause 59

Strike out line 16, on page 27, and substitute the following therefor:

"Canada, other than the Federal Court, that has jurisdiction to enter a judgment—"

New Clause 59.1

Add immediately after line 29, on page 27, the following:

"59.1 If an offender who is convicted in a proceeding does not pay a fine imposed for the contravention, or any costs that are awarded, within thirty days after the imposition of the fine or, if the time for payment is extended, within thirty days after the expiration of that time,

(a) the person responsible by or under an Act of Parliament for issuing, renewing, suspending or revoking a licence or permit for conduct in relation to which the contravention was committed may

(i) refuse to issue a licence or permit of that kind to the offender, or

(ii) suspend or revoke or refuse to renew a licence or permit of that kind held by the offender; and

(b) the person responsible by or under an Act of Parliament for registering or renewing, suspending or revoking the registration of an establishment in or in relation to which the contravention was committed may

(i) refuse to register the establishment, or

(ii) suspend or revoke or refuse to renew the registration of the establishment."

Clause 61

Strike out lines 45 and 46, on page 27, and substitute the following therefor:

"(a) at least thirty days have elapsed after the imposition of a fine in a proceeding or, if the time for payment was extended, after the expiration of that time;"

Strike out line 2, on page 28, and substitute the following therefor:

"unpaid;

(c) the notice referred to in section 58 has been sent to the offender; and

(d) enforcement of the payment of the fine under sections 59 and 59.1 has been tried and has failed or has not been tried but would not likely result in payment within a reasonable time."

Clause 62

Strike out lines 42 to 46, on page 28.

Clause 63

Clause 63 is deleted.

Clause 64

Strike out lines 26 to 30, on page 29, and substitute the following therefor:

"64. Except in respect of a conviction for a contravention that is entered after a trial on an

Article 59

Retrancher la ligne 12, à la page 27, et la remplacer par ce qui suit :

« tribunal civil compétent autre que la Cour fédérale. »

Nouvel article 59.1

Ajouter immédiatement après la ligne 23, à la page 27, ce qui suit :

« 59.1 Faute de paiement de l'amende ou des frais infligés lors d'une poursuite dans les trente jours suivant l'infliction de l'amende ou, le cas échéant, l'expiration du délai supplémentaire accordé, dans le cas d'une contravention concernant :

a) des actes assujettis, sous le régime d'une loi fédérale, à la détention d'un document — permis ou licence —, le responsable de la délivrance ou de la révocation des documents de cette catégorie peut refuser de délivrer, refuser de renouveler, suspendre l'application ou révoquer un tel document;

b) un établissement assujetti, sous le régime d'une loi fédérale, à l'enregistrement, le responsable de l'enregistrement, du renouvellement, de la suspension ou de la révocation peut refuser d'enregistrer un tel établissement ou refuser de renouveler, suspendre ou révoquer l'enregistrement. »

Article 61

Retrancher les lignes 38 à 42, à la page 27, et les remplacer par ce qui suit :

« contre le contrevenant s'il est convaincu des faits suivants:

a) le délai de trente jours suivant l'infliction, lors d'une poursuite, de l'amende ou, le cas échéant, le délai supplémentaire accordé, est expiré;

b) ni l'amende ni les frais n'ont été entièrement payés;

c) l'avis visé à l'article 58 a été envoyé au contrevenant;

d) l'exécution forcée du paiement de l'amende, dans les conditions prévues aux articles 59 et 59.1, a été tentée en vain ou ne l'a pas été parce qu'elle aurait entraîné vraisemblablement des délais de paiement excessifs. »

Article 62

Retrancher les lignes 39 à 42, à la page 28.

Article 63

L'article 63 est supprimé.

Article 64

Retrancher la ligne 21, à la page 29, et la remplacer par ce qui suit :

« 64. Quiconque est déclaré coupable d'une contravention n'est pas coupable d'une infraction criminelle et une

indictment,

(a) a person who has been convicted of a contravention has not been convicted of a criminal offence; and

(b) a contravention does not constitute an offence for the purposes of the *Criminal Records Act*."

Clause 83

In the English version only, strike out line 30, on page 37, and substitute the following therefor:

"(6.1) A notice under subsection (2.1)"

Strike out lines 32 to 42, on page 37, and substitute the following therefor:

"(6) All that portion of subsection 9(10) of the said Act preceding paragraph (a)"

Clause 87

Strike out line 28, on page 38, and substitute the following therefor:

"87. (1) This Act, other than subparagraph 18(b)(iii), section 20, subsection 21(2), sections 24, 28 and 80 and section 85 with respect to any section of the schedule, shall come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

(2) Subparagraph 18(b)(iii), section 20, subsection 21(2) and sections 24 and 28 shall come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

(3) Section 85 shall come into force with"

Your Committee has ordered a reprint of Bill C-46, as amended, as a working copy for the use of the House of Commons at the report stage.

A copy of the Minutes of Proceedings and Evidence relating to this Bill (*Issues Nos. 1, 2 and 3 which includes this report*) is tabled.

Respectfully submitted,

contravention ne constitue pas »

Article 83

Dans la version anglaise seulement, retrancher la ligne 30, à la page 37, et la remplacer par ce qui suit:

« (6.1) A notice under subsection (2.1) »

Retrancher les lignes 27 à 40, à la page 37, et les remplacer par ce qui suit:

« (6) Le passage du paragraphe 9(10) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit : »

Article 87

Retrancher la ligne 27, à la page 38, et la remplacer par ce qui suit :

« 87. (1) La présente loi, à l'exception du sous-alinéa 18b)(iii), de l'article 20, du paragraphe 21(2), des articles 24, 28 et 80 ainsi que des articles de l'annexe visée à l'article 85, entre en vigueur à la date fixée par décret du gouverneur en Conseil.

(2) Le sous-alinéa 18b)(iii), l'article 20, le paragraphe 21(2) et les articles 24 et 28 entrent en vigueur à la date fixée par décret du gouverneur en conseil.

(3) L'annexe visée à l'article 85, ou telle »

Votre Comité a ordonné la réimpression du projet de loi C-46, tel que modifié, pour servir de document de travail à la Chambre des communes à l'étape du rapport.

Un exemplaire des Procès-verbaux et témoignages relatifs à ce projet de loi (*fascicules nos 1, 2 et 3 qui comprend le présent rapport*) est déposé.

Respectueusement soumis,

Le président,

JEAN-MARC ROBITAILLE,

Chairman.

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, MAY 20, 1992

(4)

[Text]

The Legislative Committee on Bill C-46, An Act respecting contraventions of federal enactments, met at 6.16 o'clock p.m. this day, in Room 371, West Block, the Chairman, Jean-Marc Robitaille, presiding.

Members of the committee present: Stan Darling, Douglas Fee, Len Gustafson, Russell MacLellan, Rob Nicholson, Robert Porter, George Rideout, Ross Stevenson and Ian Waddell.

In attendance: From the Legislative Counsel Office: Djénane Boulad, Legislative Counsel. *From the Research Branch of the Library of Parliament:* Marilyn Pilon, Research Officer.

Witnesses: From the Department of Justice: Yvan Roy, General Counsel, Criminal Law Policy and Mark Berlin, Senior Counsel, Criminal Law Policy.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Thursday, April 29, 1992 relating to Bill C-46, An Act respecting contraventions of federal enactments. (See *Minutes of Proceedings and Evidence, Thursday, April 30, 1992.*)

Clause 39 carried.

On Clause 40

Rob Nicholson moved,—That Clause 40 be amended, in the English version only, by striking out line 39 at page 17 and substituting the following therefor:

“(a) any statement given to a court pursuant”

And the question being put on the amendment, it was agreed to.

Clause 40, as amended, carried.

Clause 41 carried.

On Clause 42

After debate, Clause 42 carried, on division.

Clauses 43 and 44 carried severally.

On Clause 45

Douglas Fee moved,—That Clause 45 be amended, in the English version only, by striking out line 30 at page 19 and substituting the following therefor:

“(3) The contraventions court or justice of the peace”

And the question being put on the amendment, it was agreed to.

Clause 45, as amended, carried, on division.

On Clause 46

Douglas Fee moved,—That Clause 46 be amended

(a) by striking out line 10 at page 20 and substituting the following therefor:

“of the youth court or, in a province the lieutenant governor in council of which has made an order under subsection 17(2), in the office of the contraventions court if”

PROCÈS-VERBAL

LE MERCREDI 20 MAI 1992

(4)

[Traduction]

Le Comité législatif chargé du projet de loi C-46, Loi concernant les contraventions aux textes législatifs fédéraux, se réunit à 18 h 16, dans la salle 371 de l'édifice de l'Ouest, sous la présence de Jean-Marc Robitaille (*président*).

Membres du Comité présents: Stan Darling, Douglas Fee, Len Gustafson, Russell MacLellan, Rob Nicholson, Robert Porter, George Rideout, Ross Stevenson et Ian Waddell.

Aussi présente: Du Bureau des conseillers législatifs: Djénane Boulad, conseillère législative. *Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement:* Marilyn Pilon, attachée de recherche.

Témoins: Du ministère de la Justice: Yvan Roy, avocat général, Section de la politique, droit pénal; Mark Berlin, avocat conseil, Section de la politique, droit pénal.

Conformément à son ordre de renvoi du jeudi 29 avril 1992, le Comité reprend l'étude du projet de loi C-46, Loi concernant les contraventions aux textes législatifs fédéraux (*voir les Procès-verbaux et témoignages du jeudi 30 avril, 1992*).

L'article 39 est adopté.

Article 40

Rob Nicholson propose,—Que l'article 40 soit modifié dans la version anglaise seulement, par substitution à la ligne 39, page 17, de ce qui suit:

«a) any statement given to a court pursuant»

Après débat, l'amendement est mis aux voix et adopté.

L'article 40, modifié, est adopté.

L'article 41 est adopté.

Article 42

Après débat, l'article 42 est adopté avec dissidence.

Les articles 43 et 44 sont adoptés séparément.

Article 45

Douglas Fee propose,—Que l'article 45 soit modifié, dans la version anglaise seulement, par substitution, à la ligne 30, page 19, de ce qui suit:

«(3) The contraventions court or justice of the peace»

Après débat, l'amendement est mis aux voix et adopté.

L'article 45, modifié, est adopté avec dissidence.

Article 46

Douglas Fee propose,—Que l'article 46 soit modifié

a) par substitution à la ligne 8, page 20, de ce qui suit:

«bunal pour adolescents ou, dans une province dont le lieutenant-gouverneur en conseil a pris un décret en vertu du paragraphe 17(2), au greffe du tribunal des contraventions, si les éléments sui—»

(b) by striking out line 24 at page 20 and substituting the following therefor:

“(2) The youth or contraventions court or a justice of the”

(c) by striking out line 35 at page 20 and substituting the following therefor:

“(3) The youth or contraventions court or justice may issue a”

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to: Yeas: 5; Nays: 3.

Clause 46, as amended, carried, on division.

Clauses 47 to 50 carried severally.

On Clause 51

After debate, Clause 51 carried.

Clause 52 carried.

On Clause 53

Rob Nicholson moved,—That Clause 53 be amended

(a) by striking out line 23 at page 25 and substituting the following therefor:

“evidence, that the enforcement”

(b) by striking out line 25 at page 25 and substituting the following therefor:

“substance and that the request was trivial, frivolous or vexatious.”

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Clause 53, as amended, carried.

Clauses 54 and 55 carried severally.

On Clause 56

After debate, Clause 56 carried.

On Clause 57

Robert Porter moved,—That Clause 57 be amended

(a) by striking out line 28 at page 26 and substituting the following therefor:

“57. (1) A fine imposed or costs awarded in a”

(b) by adding, immediately after line 35 at page 26, the following:

“(2) Paragraph 159(2)(c) of the *Financial Administration Act* does not apply in respect of a charge imposed on a person who is served with a ticket in respect of any cheque or other instruction for payment that is drawn in favour of the Receiver General, the Government of Canada, any department or any public officer in the officer's official capacity and tendered for deposit to the credit of the Receiver General for the purpose of paying the amount set out in the ticket or a fine imposed or costs awarded in a proceeding.”

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to, on division.

b) par substitution à la ligne 21, page 20, de ce qui suit:

«(2) Le tribunal pour adolescents, le tribunal des contraventions ou le juge»

c) par substitution à la ligne 32, page 20, de ce qui suit:

«(3) Le tribunal pour adolescents, le tribunal des contraventions ou le juge»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté par 5 voix contre 3.

L'article 46, modifié, est adopté avec dissidence.

Les articles 47 à 50 sont adoptés séparément.

Article 51

Après débat, l'article 51 est adopté.

L'article 52 est adopté.

Article 53

Rob Nicholson propose,—Que l'article 53 soit modifié par:

a) substitution à la ligne 18, page 25, de ce qui suit:

«constitue une preuve suffisante, que le»

b) substitution à la ligne 22, page 25, de ce qui suit:

«tantiel et que la demande est frivole ou vexatoire.»

Après débat, l'amendement est mis aux voix et adopté.

L'article 53, modifié, est adopté.

Les articles 54 et 55 sont adoptés séparément.

Article 56

Après débat, l'article 56 est adopté.

Article 57

Robert Porter propose,—Que l'article 57 soit modifié par:

a) substitution à la ligne 17, page 26, de ce qui suit:

«57. (1) L'acquiescement d'une amende ou de»

b) insertion, immédiatement après la ligne 25, page 26, de ce qui suit:

«(2) L'alinéa 159(2)(c) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* ne s'applique pas à l'égard de chèques ou autres ordres de paiement tirés en faveur du receveur général, du gouvernement du Canada ou de l'un de ses ministères, ou d'un fonctionnaire en sa qualité officielle, et présentés pour dépôt au crédit du receveur général pour le paiement par une personne, ou pour son compte, d'une amende indiquée sur le procès-verbal ou d'une amende ou de frais infligés lors d'une poursuite.»

Après débat, l'amendement est mis aux voix et adopté.

Clause 57, as amended, carried, on division.

Clause 58 carried.

On Clause 59

Douglas Fee moved,—That Clause 59 be amended by striking out line 16 at page 27 and substituting the following therefor:

“Canada, other than the Federal Court, that has jurisdiction to enter a judgment—”

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Clause 59, as amended, carried.

Douglas Fee moved,—That Bill C-46 be amended by adding, immediately after line 29 at page 27, the following new clause:

“59.1 If an offender who is convicted in a proceeding does not pay a fine imposed for the contravention, or any costs that are awarded, within thirty days after the imposition of the fine or, if the time for payment is extended, within thirty days after the expiration of that time,

(a) the person responsible by or under an Act of Parliament for issuing, renewing, suspending or revoking a licence or permit for conduct in relation to which the contravention was committed may

(i) refuse to issue a licence or permit of that kind to the offender, or

(ii) suspend or revoke or refuse to renew a licence or permit of that kind held by the offender; and

(b) the person responsible by or under an Act of Parliament for registering or renewing, suspending or revoking the registration of an establishment in or in relation to which the contravention was committed may

(i) refuse to register the establishment, or

(ii) suspend or revoke or refuse to renew the registration of the establishment.

After debate, the question being put on the motion, it was agreed to.

Clause 60, as amended, carried.

On Clause 61

Ross Stevenson moved,—That Clause 61 be amended

(a) by striking out lines 45 and 46 at page 27 and substituting the following therefor:

“(a) at least thirty days have elapsed after the imposition of a fine in a proceeding or, if the time for payment was extended, after the expiration of that time;”

b) by striking out line 2 at page 28 and substituting the following therefor:

“unpaid;

(c) the notice referred to in section 58 has been sent to the offender; and

(d) enforcement of the payment of the fine under sections 59 and 59.1 has been tried and has failed or has not been tried but would not likely result in payment within a reasonable time.”

L'article 57, modifié, est adopté avec dissidence.

L'article 58 est adopté.

Article 59

Douglas Fee propose,—Que l'article 59 soit modifié par substitution à la ligne 12, page 27, de ce qui suit:

«tribunal civil compétent autre que la Cour fédérale»

Après débat, l'amendement est mis aux voix et adopté.

L'article 59, modifié, est adopté.

Douglas Fee propose,—Que le projet de loi C-46 soit modifié par l'ajout, immédiatement après la ligne 23, page 27, de ce qui suit:

«59.1 Faute de paiement de l'amende ou des frais infligés lors d'une poursuite dans les trente jours suivant l'infliction de l'amende ou, le cas échéant, l'expiration du délai supplémentaire accordé, dans le cas d'une contravention concernant:

a) des actes assujettis, sous le régime d'une loi fédérale, à la détention d'un document — permis ou licence —, le responsable de la délivrance ou de la révocation des documents de cette catégorie peut refuser de délivrer, refuser de renouveler, suspendre l'application ou révoquer un tel document;

b) un établissement assujéti, sous le régime d'une loi fédérale, à l'enregistrement, le responsable de l'enregistrement, du renouvellement, de la suspension ou de la révocation peut refuser d'enregistrer un tel établissement ou refuser de renouveler, suspendre ou révoquer l'enregistrement.»

Après débat, l'amendement est mis aux voix et adopté.

L'article 60, modifié, est adopté.

Article 61

Ross Stevenson propose,—Que l'article 61 soit modifié

a) par substitution aux lignes 38 à 42, page 27, de ce qui suit:

«contre le contrevenant s'il est convaincu des faits suivants:

a) le délai de trente jours suivant l'infliction, lors d'une poursuite, de l'amende ou, le cas échéant, le délai supplémentaire accordé, est expiré;

b) ni l'amende ni les frais n'ont été entièrement payés;

c) l'avis visé à l'article 58 a été envoyé au contrevenant;

d) l'exécution forcée du paiement de l'amende, dans les conditions prévues aux articles 59 et 59.1, a été tentée en vain ou ne l'a pas été parce qu'elle aurait entraîné vraisemblablement des délais de paiement excessifs.»

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Clause 61, as amended, carried.

On Clause 62

Robert Porter moved,—That Clause 62 be amended by striking out lines 42 to 46 at page 28.

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Clause 62, as amended, carried.

On Clause 63

After debate, Clause 63 was negatived.

On Clause 64

Douglas Fee moved,—That Clause 64 be amended by striking out lines 26 to 30 at page 29 and substituting the following therefor:

“64. Except in respect of a conviction for a contravention that is entered after a trial on an indictment,

(a) a person who has been convicted of a contravention has not been convicted of a criminal offence; and

(b) a contravention does not constitute an offence for the purposes of the *Criminal Records Act*.”

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Clause 64, as amended, carried.

Clause 65 to 81 carried severally.

Clause 82 was allowed to stand.

On Clause 83

Robert Porter moved,—That Clause 83 be amended, in the English version only, by striking out line 30 at page 37 and substituting the following therefor:

“(6.1) A notice under subsection (2.1)”

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Douglas Fee moved,—That Clause 83 be amended by striking out lines 32 to 42 at page 37 and substituting the following therefor:

“(6) All that portion of subsection 9(10) of the said Act preceding paragraph (a)”

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Clause 83, as amended, carried.

Clauses 84 to 86 carried severally.

On Clause 87

Robert Porter moved,—That Clause 87 be amended by striking out line 28 at page 38 and substituting the following therefor:

“87. (1) This Act, other than subparagraph 18(b) (iii), section 20, subsection 21(2), sections 24, 28 and 80 and section 85 with respect to any section of the schedule, shall come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

Après débat, l'amendement est mis aux voix et adopté.

L'article 61, modifié, est adopté.

Article 62

Robert Porter propose,—Que l'article 62 soit modifié par suppression des lignes 39 à 42, page 28.

Après débat, l'amendement est mis aux voix et adopté.

L'article 62, modifié, est adopté.

Article 63

Après débat, l'article 63 est rejeté.

Article 64

Douglas Fee propose,—Que l'article 64 soit modifié par substitution à la ligne 21, page 29, de ce qui suit:

«64. Quiconque est déclaré coupable d'une contravention n'est pas coupable d'une infraction criminelle et une contravention ne constitue pas»

Après débat, l'amendement est mis aux voix et adopté.

L'article 64, modifié, est adopté.

Les articles 65 à 81 sont adoptés séparément.

L'article 82 est reporté.

Article 83

Robert Porter propose,—Que l'article 83 soit modifié, dans la version anglaise seulement, par substitution à la ligne 30, page 37, de ce qui suit:

«(6.1) A notice under subsection (2.1)»

Après débat, l'amendement est mis aux voix et adopté.

Douglas Fee propose,—Que l'article 83 soit modifié par substitution, aux lignes 27 à 40, page 37, de ce qui suit:

«(6) Le passage du paragraphe 9(10) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit:»

Après débat, l'amendement est mis aux voix et adopté.

L'article 83, modifié, est adopté.

Les articles 84 à 86 sont adoptés séparément.

Article 87

Robert Porter propose,—Que l'article 87 soit modifié par substitution, à la ligne 27, page 38, de ce qui suit:

«87. (1) La présente loi, à l'exception du sous-alinéa 18b)(iii), de l'article 20, du paragraphe 21(2), des articles 24, 28 et 80 ainsi que des articles de l'annexe visée à l'article 85, entre en vigueur à la date fixée par décret du gouverneur en Conseil.

(2) Subparagraph 18(b) (iii), section 20, subsection 21(2) and sections 24 and 28 shall come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

(3) Section 85 shall come into force with"

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Clause 87, as amended, carried.

The Committee resumed consideration of those clauses which had previously been allowed to stand.

On Clause 17

Douglas Fee moved,—That Clause 17 be amended

(a) by striking out line 9 at page 8 and substituting the following therefor:

"17. (1) A proceeding in respect of a contra—"

(b) by striking out line 13 at page 8 and substituting the following therefor:

"committed by a young person and the lieutenant governor in council of the province has not made an order under subsection (2), in the office of"

(c) by adding, immediately after line 14 at page 8, the following:

"(2) Notwithstanding the *Young Offenders Act*, a contraventions court or a justice of the peace has jurisdiction, to the exclusion of that of the youth court, in respect of any contravention alleged to have been committed by a young person in, or otherwise within the territorial jurisdiction of the courts of, a province the lieutenant governor in council of which has ordered that any such contravention be dealt with in ordinary court.

(3) Paragraph 3(2) (d) of the *Statutory Instruments Act* does not apply in respect of an order of the lieutenant governor in council of a province under subsection (2).

(4) Notwithstanding section 605 of the *Canada Shipping Act* and paragraphs (a) and (c) of the definition "summary conviction court" in section 785 of the *Criminal Code*, a fine incurred or imposed under the *Canada Shipping Act* in respect of a contravention may be recovered before a justice of the peace on summary conviction pursuant to the provisions of the *Criminal Code* relating to summary convictions."

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to, on division.

Clause 17, as amended, carried on division.

On Clause 23

Ross Stevenson moved,—That Clause 23 be amended by striking out line 38 at page 10 and substituting the following therefor:

"young person in a province the lieutenant governor in council of which has not made an order under subsection 17(2), the youth court shall consider"

(2) Le sous-alinéa 18b)(iii), l'article 20, le paragraphe 21(2) et les articles 24 et 28 entrent en vigueur à la date fixée par décret du gouverneur en conseil.

(3) L'annexe visée à l'article 85, ou telle»

Après débat, l'amendement est mis aux voix et adopté.

L'article 87, modifié, est adopté.

Le Comité reprend l'étude des articles qui avaient été reportés.

Article 17

Douglas Fee propose,—Que l'article 17 soit modifié par:

a) substitution, à la ligne 1, page 8 de ce qui suit:

«17. (1) L'introduction des procédures pour»

b) substitution, à la ligne 5, page 8, de ce qui suit:

«imputée à un adolescent et que le lieutenant-gouverneur en conseil de la province n'a pas pris un décret en vertu du paragraphe (2), au greffe du tribu—»

c) en ajoutant immédiatement après la ligne 6, page 8, ce qui suit:

«(2) Par dérogation à la *Loi sur les jeunes contrevenants*, un tribunal des contraventions ou un juge de paix a compétence, à l'exclusion de celle du tribunal pour adolescents, à l'égard d'une contravention qui aurait été commise par un adolescent sur le territoire, ou dans le ressort des tribunaux, d'une province dont le lieutenant-gouverneur en conseil a décrété qu'une juridiction normale-ment compétente connaisse d'une telle contravention.

(3) L'alinéa 3(2)d) de la *Loi sur les textes réglementaires* ne s'applique pas à l'égard d'un décret pris par le lieutenant-gouverneur en conseil d'une province en vertu du paragraphe (2).

(4) Par dérogation à l'article 605 de la *Loi sur la marine marchande du Canada* et aux alinéas a) et c) de la définition de «cour des poursuites sommaires» à l'article 785 du *Code criminel*, les amendes encourues ou imposées sous l'autorité de la *Loi sur la marine marchande du Canada* à l'égard d'une contravention peuvent être recouvrées devant un juge de paix sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire conformément aux dispositions du *Code criminel* relatives à ces déclarations.»

Après débat, l'amendement est mis aux voix et adopté avec dissidence.

L'article 17, modifié, est adopté avec dissidence.

Article 23

Ross Stevenson propose,—Que l'article 23 soit modifié par substitution, à la ligne 32, page 10, de ce qui suit:

«s'il s'agit d'un adolescent, dans une province dont le lieutenant-gouverneur en conseil n'a pas pris un décret en vertu du paragraphe 17(2), le tribunal pour»

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to, on division.

Robert Porter moved,—That Clause 23 be amended

(a) by striking out lines 41 to 45 at page 10 and substituting the following therefor:

“(a) if the court, justice or officer is satisfied that the representations should be accepted without holding a sentencing hearing, convict the defendant and

(i) impose a fine in an amount not exceeding the amount established under section 8 or any sentence prescribed by law other than a fine,

(ii) direct that any fine be paid immediately or fix the time within which the fine is to be paid, or

(iii) order that any forfeitable thing seized from the defendant be forfeited to Her Majesty in right of Canada or to the person to whom it belongs on forfeiture under the enactment creating the contravention;”

(b) by striking out line 48 at page 10 and substituting the following therefor:

“rejected without holding a sentencing hearing, convict the defendant, impose a”

(c) by striking out line 8 at page 11 and substituting the following therefor:

“vention; or

(c) if the court, justice or officer considers, having regard to the amount established under section 8, that the proceeding should not be disposed of without oral evidence or requires the participation of the Attorney General of Canada, direct that a sentencing hearing be held.”

And the question being put on the amendment, it was agreed to, on division.

Clause 23, as amended, carried, on division.

On Clause 24

Douglas Fee moved,—That Clause 24 be amended, in the English version only, by striking out line 15 at page 11 and substituting the following therefor:

“guilty plea on the ticket and sending it by”

And the question being put on the amendment, it was agreed to, on division.

Douglas Fee moved,—That Clause 24 be amended by striking out line 22 at page 11 and substituting the following therefor:

“young person in a province the lieutenant governor in council of which has not made an order under subsection 17(2), the youth court shall consider”

And the question being put on the amendment, it was agreed to, on division.

Ross Stevenson moved,—That Clause 24 be amended

(a) by striking out lines 25 to 32 at page 11 and substituting the following therefor:

“(a) if the court, justice or officer is satisfied that the representations should be accepted without holding a sentencing hearing, convict the defendant and

Après débat, l'amendement est mis aux voix et adopté avec dissidence.

Robert Porter propose,—Que l'article 23 soit modifié par:

a) par substitution aux lignes 36 à 39, page 10, de ce qui suit:

«a) si le tribunal, le juge de paix ou le fonctionnaire du tribunal est convaincu que les observations doivent être acceptées sans la tenue d'une audience, déclaration de culpabilité et:

(i) soit infliction d'une amende ne dépassant pas le montant fixé en conformité avec l'article 8 ou de toute autre peine prévue en droit,

(ii) soit ordonnance de paiement immédiat de l'amende ou fixation d'un délai de paiement,

(iii) soit confiscation des objets confisquables et saisis au profit de Sa Majesté du chef du Canada ou de la personne à qui le texte créant l'infraction les attribue;»

b) par substitution, à la ligne 41, page 10, de ce qui suit:

«doivent être rejetées sans tenir une audience, déclaration de culpa—»

c) par substitution, à la ligne 6, page 11, de ce qui suit:

«attribue;

c) s'il estime que, compte tenu du montant fixé en conformité avec l'article 8, l'affaire ne devrait pas être jugée sans l'audition ou la participation du procureur général du Canada, tenue d'une audience.»

Après débat, l'amendement est mis aux voix et adopté avec dissidence.

L'article 23, modifié, est adopté.

Article 24

Douglas Fee propose,—Que l'article 24 de la version anglaise soit modifié par substitution, à la ligne 15, page 11, de ce qui suit:

«guilty plea on the ticket and sending it by»

Après débat, l'amendement est mis aux voix et adopté avec dissidence.

Douglas Fee propose,—Que l'article 24 soit modifié par substitution, à la ligne 21, page 11, de ce qui suit:

«s'agit d'un adolescent, dans une province dont le lieutenant-gouverneur en conseil n'a pas pris un décret en vertu du paragraphe 17(2), le tribunal pour ado—»

Après débat, l'amendement est mis aux voix et adopté avec dissidence.

Ross Stevenson propose,—Que l'article 24 soit modifié par:

a) par substitution aux lignes 25 à 29, page 11, de ce qui suit:

«a) s'il est convaincu que les observations doivent être acceptées sans la tenue d'une audience, déclaration de culpabilité et:

(i) impose a fine in an amount not exceeding the amount established under section 8 or any sentence prescribed by law other than a fine,

(ii) direct that any fine be paid immediately or fix the time within which the fine is to be paid, or

(iii) order that any forfeitable thing seized from the defendant be forfeited to Her Majesty in right of Canada or to the person to whom it belongs on forfeiture under the enactment creating the contravention;

(b) if the court, justice or officer is satis—"

(b) by striking out line 34 at page 11 and substituting the following therefor:

"rejected without holding a sentencing hearing, convict the defendant, impose a"

(c) by striking out line 42 at page 11 and substituting the following therefor:

"vention; or

(c) if the court, justice or officer considers, having regard to the amount established under section 8, that the proceeding should not be disposed of without oral evidence or requires the participation of the Attorney General of Canada, direct that a sentencing hearing be held."

And the question being put on the amendment, it was agreed to.

Clause 24, as amended, carried.

Clause 25 was negatived.

On Clause 26

Douglas Fee moved,—That Clause 26 be amended by striking out lines 34 and 35 at page 12 and substituting the following therefor:

"hearing be held under paragraph 23(3) (c) or 24(2) (c), the court, the clerk of the court or"

And the question being put on the amendment, it was agreed to.

Clause 26, as amended, carried.

On Clause 28

Robert Porter moved,—That Clause 28 be amended by striking out line 26 at page 13 and substituting the following therefor:

"the peace or, in the case of a young person in a province the lieutenant governor in council of which has not made an order under subsection 17(2),"

And the question being put on the amendment, it was agreed to, on division.

Clause 28, as amended, carried, on division.

On Clause 29

Ross Stevenson moved,—That Clause 29 be amended by striking out line 8 at page 14 and substituting the following therefor:

(i) soit infliction d'une amende ne dépassant pas le montant fixé en conformité avec l'article 8 ou de toute autre peine prévue en droit,

(ii) soit ordonnance de paiement immédiat de l'amende ou fixation d'un délai de paiement,

(iii) soit confiscation des objets confiscables et saisis au profit de Sa Majesté du chef du Canada ou de la personne à qui le texte créant l'infraction les attribue;»

b) par substitution à la ligne 30, page 11, de ce qui suit:

«b) déclaration de culpabilité, infliction de»

c) par substitution à la ligne 37, page 11, de ce qui suit:

«les observations doivent être rejetées sans la tenue d'une audience;

c) s'il estime que, compte tenu du montant fixé en conformité avec l'article 8, l'affaire ne devrait pas être jugée sans l'audition ou la participation du procureur général du Canada, tenue d'une audience.»

Après débat, l'amendement est mis aux voix et adopté.

L'article 24, modifié, est adopté.

L'article 25 est rejeté.

Article 26

Douglas Fee propose,—Que l'article 26 soit modifié par substitution, à la ligne 31, page 12, de ce qui suit:

«23(3)c) ou 24(2)c) de la tenue d'une»

Après débat, l'amendement est mis aux voix et adopté.

L'article 26, modifié, est adopté.

Article 28

Robert Porter propose,—Que l'article 28 soit modifié par substitution, à la ligne 26, page 13, de ce qui suit:

«s'agit d'un adolescent, dans une province dont le lieutenant-gouverneur en conseil n'a pas pris un décret en vertu du paragraphe 17(2), le tribunal pour ado—»

Après débat, l'amendement est mis aux voix et adopté avec dissidence.

L'article 28, modifié, est adopté avec dissidence.

Article 29

Ross Stevenson propose,—Que l'article 29 soit modifié par substitution, à la ligne 7, page 14, de ce qui suit:

“if the defendant is a young person and the lieutenant governor in council of the province has not made an order under subsection 17(2).”

And the question being out on the amendment, it was agreed to, on division.

Clause 29, as amended, carried.

On Clause 30

Robert Porter moved,—That Clause 30 be amended by striking out line 15 at page 14 and substituting the following therefor:

“the peace or, in the case of a young person in a province the lieutenant governor in council of which has not made an order under subsection 17(2), a”

And the question being put on the amendment, it was agreed to, on division.

Clause 30, as amended, carried, on division.

Clauses 35 and 36 carried severally.

On Clause 38

Douglas Fee moved,—That Clause 38 be amended by striking out line 10 at page 17 and substituting the following therefor:

“person in a province the lieutenant governor in council of which has not made an order under subsection 17(2), a youth court shall hold a sentencing”

And the question being put on the amendment, it was agreed to, on division.

Clause 38, as amended, carried, on division.

Clause 82 carried, on division.

The Schedule carried.

Clause 1 carried.

The Title carried.

The Bill, as amended, carried.

ORDERED,—That Bill C-46 be reprinted, as amended, as a working copy for the use of the House of Commons at the Report Stage.

ORDERED—That the Chairman report the Bill, as amended, to the House.

At 7.47 o'clock p.m., the Committee adjourned.

Charles Bellemare

Clerk of the Committee

«défendeur est un adolescent et que le lieutenant-gouverneur en conseil de la province n'a pas pris un décret en vertu du paragraphe 17(2), au tribunal pour»

Après débat, l'amendement est mis aux voix et adopté avec dissidence.

L'article 29, modifié, est adopté.

Article 30

Robert Porter propose,—Que l'article 30 soit modifié par substitution, à la ligne 17, page 14, de ce qui suit:

«s'agit d'un adolescent, dans une province dont le lieutenant-gouverneur en conseil n'a pas pris un décret en vertu du paragraphe 17(2), le tribunal des adoles-»

Après débat, l'amendement est mis aux voix et adopté avec dissidence.

L'article 30, modifié, est adopté avec dissidence.

Les articles 35 et 36 sont adoptés séparément.

Article 38

Douglas Fee propose,—Que l'article 38 soit modifié par substitution, à la ligne 10, page 17, de ce qui suit:

«dans une province dont le lieutenant-gouverneur en conseil n'a pas pris un décret en vertu du paragraphe 17(2), le tribunal pour adolescents, tient une»

Après débat, l'amendement est mis aux voix et adopté avec dissidence.

L'article 38, modifié, est adopté avec dissidence.

L'article 82, modifié, est adopté avec dissidence.

L'annexe est adoptée.

L'article 1 est adopté.

Le titre est adopté.

Le projet de loi, modifié, est adopté.

IL EST ORDONNÉ,—Que le projet de loi C-46 soit réimprimé, tel que modifié, pour servir de document de travail à la Chambre à l'étape du rapport.

IL EST ORDONNÉ,—Que le président fasse rapport du projet de loi modifié à la Chambre.

À 19 h 47, le Comité s'ajourne.

Le greffier du Comité

Charles Bellemare

[Texte]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Wednesday, May 20, 1992

• 1815

Le président: À l'ordre!

Nous ouvrons la séance du Comité législatif sur le projet de loi C-46, Loi concernant les contraventions aux textes législatifs fédéraux.

Nous avons à l'ordre du jour l'étude étude article par article du projet de loi C-46.

Nous avons le plaisir d'avoir avec nous ce soir des hauts fonctionnaires du ministère de la Justice, M. Daniel Préfontaine, M. Yvan Roy et M. Mark Berlin, ainsi que le secrétaire parlementaire, qui nous assisteront dans nos travaux.

Nous allons poursuivre là où nous avons laissé à la dernière séance du Comité. Nous en étions rendus à l'article 39. Les articles 38, 36, 35, 30, 29, 28, 26, 25, 24, 23, 17 et 1 avaient été réservés pour étude subséquente.

Mr. Robert D. Nicholson (Parliamentary Secretary to Minister of Justice and Attorney General of Canada): For the purposes of those transcribing this, for clarification, with me is Mr. Roy, General Counsel for the Department of Justice, and Mr. Berlin, Senior Counsel for the Department of Justice.

Le président: Je m'excuse. Si j'ai bien compris, M. Préfontaine n'est pas ici.

Clause 39 agreed to

On clause 40—*Misleading justice*

Mr. Fee (Red Deer): I move to amend the English version of clause 40 of Bill C-46 by striking out line 39 on page 17 and substituting the following:

(a) any statement given to a court pursuant

Mr. Nicholson: Mr. Chairman, this is made so that the English conforms with the French version. The word "statement" is more clearly what we are talking about here.

Amendment agreed to

Clause 40 as amended agreed to

Clause 41 agreed to

On clause 42—*Notice*

Mr. MacLellan (Cape Breton—The Sydneys): On the question of notice given by ordinary mail and proof of the fact that you actually received it, it's just a question of whether the person can say they never received it. That's all.

• 1820

Mr. Nicholson: I believe that in defences of this type, this is a fairly standard method of service and evidence of service, Mr. MacLellan. I guess I can't disagree with you that it may not be perfect, but it's generally in line. Personal service or service by ordinary mail is what's generally used.

[Traduction]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le mercredi 20 mai 1992

The Chairman: Order, please.

The Legislative Committee is resuming consideration of Bill C-46, an Act respecting contraventions of federal enactments.

According to our agenda, we are studying the Bill clause by clause.

We are pleased to have with us tonight officials from the Department of Justice, Mr. Daniel Préfontaine, Mr. Yvan Roy and Mr. Mark Berlin, as well as the Parliamentary Secretary; they are here to assist us in our work.

We are resuming where we left off the last time, and that is clause 39. Clauses 38, 36, 35, 30, 29, 28, 26, 25, 24, 23, 17 and 1 had been stood.

M. Robert D. Nicholson (secrétaire parlementaire auprès du ministre de la Justice et procureur général du Canada): À l'intention des responsables de la transcription de la séance, je précise que je suis accompagné de M. Roy, avocat général au ministère de la Justice et de M. Berlin, avocat-conseil au ministère de la Justice.

The Chairman: I'm sorry. I take it that Mr. Préfontaine is not here.

L'article 39 est adopté

Article 40—*Fausse déclaration*

M. Fee (Red Deer): Je propose que la version anglaise de l'article 40 du projet de loi C-46 soit modifiée par substitution à la ligne 39, page 17, de ce qui suit:

(a) any statement given to a court pursuant

M. Nicholson: Monsieur le président, cette modification aligne le texte anglais sur le texte français. Le terme «statement» est plus clair que ce qui figurait dans le texte.

L'amendement est adopté

L'article 40 modifié est adopté

L'article 41 est adopté

Article 42—*Notification*

M. MacLellan (Cap-Breton—The Sydneys): À propos de la notification expédiée par courrier ordinaire et de l'attestation de réception, on veut seulement s'assurer que les gens ne prétendent pas ne l'avoir jamais reçue. C'est tout.

M. Nicholson: Dans ce type de défense, les avis sont fréquemment expédiés de cette façon-là et les preuves établies ainsi, monsieur MacLellan. Ce n'est peut-être pas parfait comme système, mais c'est ce qui se fait couramment. La plupart du temps, on expédie les documents par courrier personnel ou par courrier ordinaire.

[Text]

Mr. MacLellan: It's just that if there's a mix-up in the mail and they say they didn't. . . I don't know, I would just like to see some kind of registered mail or some kind of note of something that would show it actually was sent.

Mr. Nicholson: My adviser in the department would say this is pursuant to the mailbox doctrine, and those of you who've studied the law I am sure remember that nugget of legal knowledge. It deems that mail sent after seven days is deemed to be received, and so I guess once evidence is produced that a letter was mailed, that is good evidence. With the improvement in Canada Post, that doctrine has probably gotten stronger; we are more entitled to rely on it because of the improvement within the mail system.

Mr. MacLellan: This is clearly important. . .

Mr. Rideout (Moncton): A 98% acceptance rate.

Mr. Nicholson: That's true.

Mr. MacLellan: Mr. Berlin would like to add something.

Mr. Mark Berlin (Senior Counsel, Criminal Law Policy, Department of Justice): In our consultations with our provincial colleagues we raised with them the possibility of actually going through registered mail, but given the costs associated with that and the administrative difficulty of actually enforcing that type of provision, our colleagues pretty well assured us they would be more than satisfied to be able to deal with it in the ordinary course of business, and I think that was also another reason why we rejected registered mail—the cost factor, primarily.

Mr. MacLellan: That is really why I am asking. Did they agree they would show latitude if someone strenuously said, look, I just didn't get this?

Mr. Berlin: I think that is basically accepted. This is the way, again, the jurisdictions deal with it and they felt it was acceptable.

Mr. Rideout: You are not concerned that it might be abused by defendants, in effect saying they didn't get it because there is no proof they got it and therefore they are always going to be able to reopen cases?

Mr. Berlin: There is a provision, as well, for removal of conviction that says an individual can indicate they never received notice of their conviction and things like that. So there is that provision. I will get to that in a second. That is in—

Mr. Nicholson: Clause 48:
contraventions court may

(a) set aside the conviction if the court is satisfied that

(i) the defendant was not served with the ticket, was not notified—etc.

Mr. Rideout: I think that's good. I just worry that it's going to be open to abuse. If I am a lawyer and some guy calls me and says, listen, I've just lost another three points on my licence or whatever, and I am going to lose my licence,

[Translation]

M. MacLellan: Mais s'il y a un problème à la poste et qu'on prétende. . . Je ne sais pas, je préférerais que cela se fasse par courrier recommandé, qu'il reste une trace de l'expédition.

M. Nicholson: Mon conseiller au ministère vous dirait que cela est conforme à la doctrine de la boîte à lettres, et ceux d'entre vous qui ont étudié la loi doivent se souvenir de ce joyau juridique. D'après cette doctrine, le courrier expédié est considéré, au bout de sept jours, comme ayant été reçu, si bien qu'il suffit de prouver qu'une lettre a été expédiée. Avec l'amélioration du service de Postes Canada, cette doctrine a dû prendre une nouvelle vigueur et elle est d'autant plus digne de considération.

M. MacLellan: C'est certainement très important. . .

M. Rideout (Moncton): C'est généralement accepté par 98 p. 100 des gens.

M. Nicholson: C'est vrai.

M. MacLellan: M. Berlin a quelque chose à ajouter.

M. Mark Berlin (avocat-conseil, Section de la politique, droit pénal, ministère de la Justice): Dans nos consultations avec nos collègues provinciaux, nous avons soulevé cette possibilité du courrier recommandé mais nos collègues nous ont assurés que le courrier ordinaire leur semblait suffisant et d'autre part, le facteur coût n'était pas négligeable, sans parler des difficultés administratives d'une telle proposition.

M. MacLellan: C'est pour cela que je pose la question. Est-ce que vos collègues vous ont dit qu'on accorderait le bénéfice du doute aux gens qui soutiendraient n'avoir pas reçu un document?

M. Berlin: Je crois que cela est généralement reconnu. C'est la position actuelle dans les provinces et cela leur paraît acceptable.

M. Rideout: Vous ne craignez pas que les défendeurs en abusent, qu'ils prétendent n'avoir pas reçu un document puisqu'il n'y a pas de preuve du contraire, ce qui leur permettrait systématiquement de faire rouvrir leur dossier.

M. Berlin: Il y a dans le projet de loi une autre disposition qui prévoit l'annulation de la déclaration de culpabilité en cas d'absence de signification du procès-verbal au défendeur. Cette disposition existe. Je vais vous la citer dans un instant. Cela se trouve. . .

M. Nicholson: Article 48:

Le tribunal des contraventions peut rendre l'une des décisions suivantes:

a) annulation de la déclaration de culpabilité, s'il est convaincu de l'un des points suivants:

(i) absence de signification du procès-verbal au défendeur, etc.

M. Rideout: C'est une bonne chose. Je me demande seulement s'il ne risque pas d'y avoir des abus. Supposons que je sois avocat et qu'un bonhomme me téléphone et me dise: «Écoutez, je viens de perdre encore une fois trois points

[Texte]

I say, well, you could always tell them you didn't get the letter and open it up and maybe after the expiration or a period of time, they don't have... I wouldn't do that but I know of other solicitors—

Mr. Nicholson: That in itself may be a crime in the hands of the lawyer who is advising. So that's another problem.

Mr. Rideout: I agree.

Mr. MacLellan: A lawyer wouldn't do a thing like that.

Mr. Nicholson: None that I know of.

Mr. Rideout: But his cousin might.

Mr. Nicholson: Is that another doctrine? The cousin doctrine?

The Chairman: Do you have any other objections? Well, if it's going to be abused it's going to be abused and it will have to be dealt with at that time. As long as I can be assured that in the interests of the odd one or two people who do strenuously object, they will be listened to. . .

Mr. Rideout: Under the rules of court in New Brunswick, documents can be served but they must be served by registered mail before they're valid.

Mr. Berlin: Again, if that is the case then the rules under clause 52 indicate that the court can establish its own rule, its own jurisdiction, to effect whatever administration is necessary in that particular jurisdiction. So if that's the case in New Brunswick, then they can make the rules accordingly.

Mr. Rideout: Okay.

Clause 42 agreed to on division

• 1825

Clauses 43 and 44 agreed to

On clause 45—*Default convictions*

Mr. Fee: I have an amendment, Mr. Chairman. I move that the English version of clause 45 of Bill C-46 be amended by striking out line 30 on page 19 and substituting the following:

Default Convictions

(3) The contraventions court or justice of the peace

The Chairman: Are there any questions on the amendment?

Mr. Nicholson: Mr. Chairman, this makes the English version conform with the French version, which empowers a justice of the peace to hear matters related to default judgments.

The Chairman: Are there any other questions?

Amendment agreed to

Clause 45 as amended agreed to

On Clause 46—*Young persons*

Mr. MacLellan: It is the same thing on ordinary mail, so it will be the same reservation. . . on division.

[Traduction]

sur mon permis de conduire et je risque de perdre mon permis.» Je pourrais lui répondre: «Vous pouvez toujours leur dire que vous n'avez pas reçu la lettre et après qu'un certain temps se serait écoulé, s'il n'ont pas. . .» Je ne le ferais pas moi-même, mais je connais des avocats. . .

M. Nicholson: Ce genre de conseil de la part d'un avocat pourrait être un délit en soi. C'est un autre problème.

M. Rideout: J'en conviens.

M. MacLellan: Un avocat ne ferait pas une pareille chose.

M. Nicholson: Aucun de ceux que je connais.

M. Rideout: Mais leurs cousins, par contre. . .

M. Nicholson: C'est une autre doctrine? La doctrine du cousin?

Le président: Vous avez d'autres objections? Finalement s'il y a des abus, si c'est inévitable, il faudra s'en occuper le moment venu. Je veux seulement m'assurer qu'on écouterait les quelques personnes qui protestent sincèrement. . .

M. Rideout: D'après les règlements du tribunal au Nouveau-Brunswick, les documents doivent être envoyés par courrier recommandé pour être valides.

M. Berlin: Là encore, si c'est le cas, les règles prévues par l'article 52 indiquent que chaque tribunal établit ses propres règles de pratique et de procédure pour les poursuites. Ainsi, si c'est le cas au Nouveau-Brunswick, on peut toujours adopter les règles qui s'imposent.

M. Rideout: D'accord.

L'article 42 est adopté à la majorité

Les articles 43 et 44 sont adoptés

Article 45—*Procédures pour condamnation par défaut*

M. Fee: J'ai un amendement, monsieur le président. Je propose que l'article 45 de la version anglaise du projet de loi C-46 soit modifié par substitution, à la ligne 30, page 19, de ce qui suit:

Default Convictions

(3) The contraventions court or justice of the peace

Le président: Y a-t-il des questions au sujet de l'amendement?

M. Nicholson: Cet amendement aligne la version anglaise sur la version française, laquelle permet à un juge de paix d'entendre les causes en vue de condamnations par défaut.

Le président: Y a-t-il des questions?

L'amendement est adopté

L'article 45 modifié est adopté

Article 46—*Adolescents*

M. MacLellan: C'est encore une fois par courrier ordinaire; j'exprime les mêmes réserves. . . considérez que l'article est adopté avec dissidence.

[Text]

The Chairman: I'll repeat the question. Shall clause 46 carry?

Mr. Nicholson: Just a minute please. There is an amendment to that, which is the same as seven previous ones. It concerns the whole question of the provincial attorneys general having the option of where they hear contraventions. It may be helpful if we could put the amendment and then we might discuss it and we might save the discussion for seven others. You'll find that this is identical or nearly identical to seven previous amendments that we stood last time. Mr. Fee, if you want to move that—

Mr. Fee: Mr. Chairman, I move that clause 46 of Bill C-46 be amended (a) by striking out line 10 on page 20 and substituting the following:

of the youth court or, in a province the lieutenant governor in council of which has made an order under subsection 17(2), in the office of the contraventions court if

(b) by striking out line 24 on page 20 and substituting the following:

Examination of ticket

(2) The youth or contraventions court or a justice of the

and (c) by striking out line 35 on page 20 and substituting the following:

Summons or warrant

(3) The youth or contraventions court or justice may issue
a

The Chairman: Are there any questions on the amendment?

Mr. MacLellan: It's the same concern I had before. We're catering to the provinces' desire not to move toward youth courts, to use adult courts. When you're using adult courts for something as mundane as this, I think it's a retrogressive step. I don't see how the minister, when she says we're going to move toward youth courts and that she's convincing the provinces to be more co-operative with respect to youth courts and the Young Offenders Act—I don't see it. I think she is moving backwards by agreeing to this.

Mr. Nicholson: First of all, let me point out, as I believe I did last time, that it was primarily Saskatchewan that had a procedure in which contraventions were held in regular court. Since our last meeting we have ascertained that there are a number of other provinces that would use this provision to a certain extent. For instance, in British Columbia a young person could pay his or her fine in ordinary court or regular court, but if the action was contested or set down for trial, that would be done in youth court. The rationale in all of these would be that their access to regular court is more accessible. There are more of them, so there is a convenience aspect for somebody who wanted to pay a fine.

[Translation]

Le président: Je recommence. L'article 46 est-il adopté?

M. Nicholson: Un moment, je vous prie. Il y a un amendement à cet article, qui reprend le même point que les sept précédents. Les procureurs généraux provinciaux peuvent choisir l'endroit où les contraventions doivent être entendues. Avant d'en discuter, il faudrait peut-être le présenter; il serait peut-être possible de gagner du temps parce qu'il s'agit du même point que dans les sept autres. L'amendement est presque identique à ceux qui ont été réservés la dernière fois. Monsieur Fee, si vous voulez bien le présenter. . .

M. Fee: Je propose que l'article 46 du projet de loi C-46 soit modifié par: a) substitution, à la ligne 8, page 20, de ce qui suit:

bunal pour adolescents ou, dans une province dont le lieutenant-gouverneur en conseil a pris un décret en vertu du paragraphe 17(2), au greffe du tribunal des contraventions, si les éléments sui-

b) substitution, à la ligne 21, page 20, de ce qui suit:

Vérification du procès-verbal

(2) Le tribunal pour adolescents, le tribunal des contraventions ou le juge

c) substitution, à la ligne 32, page 20, de ce qui suit:

Sommation ou mandat

(3) Le tribunal pour adolescents, le tribunal des contraventions ou le juge

Le président: Y a-t-il des questions au sujet de l'amendement?

M. MacLellan: J'exprime toujours la même préoccupation. Nous nous rangeons du côté des provinces qui désirent utiliser davantage le tribunal pour adultes que le tribunal pour adolescents. Faire entendre des causes aussi bénignes par le tribunal pour adultes est rétrograde. La ministre affirme que nous allons avoir de plus en plus recours au tribunal pour adolescents, qu'elle est parvenue à persuader les provinces de se montrer plus conciliantes vis-à-vis du tribunal pour adolescents et de la Loi sur les jeunes contrevenants—je ne suis pas d'accord. Je pense que c'est faire un pas en arrière que de proposer une telle disposition.

M. Nicholson: Nous pensions, comme nous l'avons dit la dernière fois, que c'était surtout la Saskatchewan qui avait une procédure par laquelle les contraventions étaient entendues au tribunal ordinaire. Depuis notre dernière réunion, nous avons pu constater qu'il y avait d'autres provinces qui pourraient utiliser cette disposition dans une certaine mesure. En Colombie-Britannique, par exemple, un adolescent pourrait payer son amende au tribunal ordinaire, mais si l'action était contestée ou s'il y avait procès, l'adolescent pourrait être entendu au tribunal pour adolescents. La raison d'être de cette disposition est que le tribunal ordinaire est toujours plus accessible. Il est donc plus commode pour quelqu'un de s'adresser au tribunal ordinaire pour payer son amende.

[Texte]

As well, in the provinces of Ontario and Nova Scotia, the procedure would be to hold the contraventions trial in adult court if the individual is 16 or over, and if the individual was under the age of 16, they would hold it then in youth court. So there is a fairly wide support for at least providing this amendment.

• 1830

Now, this amendment doesn't stop the Province of Saskatchewan or any other province from changing its procedure and having it exclusively within youth court. But for now, in terms of resources and accessibility, the Province of Saskatchewan has indicated in very strong terms that it would like to see this option be available. Having this option available is also supported by the Provinces of Nova Scotia, Ontario and British Columbia. I am also informed that New Brunswick and P.E.I. would like to at least see the option within this new piece of legislation. So co-operative federalism is also part of our agenda, inasmuch as the administration of justice—

Mr. MacLellan: This is better known as bailing out.

We will have a vote on this amendment and if we lose the vote we will go on division for the others. Shall we stand this amendment for now?

The Chairman: We will proceed with the vote.

Amendment agreed to on division

Mr. Waddell (Port Moody—Coquitlam): Can a parliamentary secretary vote, as a witness?

Une voix: C'est un membre du Comité.

Mr. Richardson (Calgary Southeast): I am a member of the committee.

An hon. member: He is sitting in the wrong seat.

Mr. MacLellan: I was going to say it would be a conflict of interest, but if you are going to be absolutely unbiased and straightforward in your answers you can certainly vote with one side, I would think, as nice and honest a guy as you are. Don't get me wrong, I don't want to cast any aspersions.

An hon. member: He is a member of the committee.

Mr. Nicholson: I respect the fact that you can trust my impartiality and good judgment.

Mr. Waddell: If I were you, your good judgment would mean I wouldn't vote unless I absolutely had to.

Mr. Nicholson: Is that right? Is that the way you would handle it, Mr. Waddell?

Mr. Waddell: Yes.

Mr. Nicholson: Well, as a member of the committee, Mr. Chairman, I am committed to this bill and the amendments that are put forward—in this case, by Mr. Fee—and feel I have an obligation to be. I am not here as a representative of the Department of Justice, but as a member of the committee who is trying to be helpful in terms of why and how this bill was constructed.

[Traduction]

En Ontario et en Nouvelle-Écosse, la procédure consisterait à tenir le procès pour contravention au tribunal pour adultes si l'individu était âgé de 16 ans ou plus; dans le cas contraire, le procès aurait lieu au tribunal pour adolescents. Donc, l'amendement répond à certains besoins.

L'amendement n'empêche pas la Saskatchewan ou une autre province de modifier sa procédure de façon à tenir ce genre de procès uniquement devant un tribunal pour adolescents. Pour l'instant, cependant, pour des raisons de ressources et d'accessibilité, la Saskatchewan a réclamé assez vigoureusement que l'option lui soit offerte. C'est une position qu'appuient également les provinces de la Nouvelle-Écosse, de l'Ontario et de la Colombie-Britannique. De même, le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard, selon mes renseignements, souhaitent voir l'option dans la nouvelle loi. Le fédéralisme coopératif fait partie de notre programme, et dans la mesure où l'administration de la justice...

M. MacLellan: C'est ce qu'on appelle abdiquer ses responsabilités.

Nous allons voter sur cet amendement, et si nous perdons, nous enregistrerons notre dissidence pour les autres. Devrions-nous réserver l'amendement?

Le président: Nous allons procéder au vote.

L'amendement est adopté à la majorité

M. Waddell (Port Moody—Coquitlam): Un secrétaire parlementaire, qui est également témoin, peut-il voter?

An hon. member: He is a member of the committee.

M. Richardson (Calgary-Sud-Est): Je suis membre du comité.

Une voix: Il n'est pas assis au bon endroit.

M. MacLellan: J'allais souligner qu'il pouvait y avoir conflit d'intérêt. Cependant, si vous êtes impartial et franc dans vos réponses, vous pouvez voter avec un groupe de députés. Vous êtes un homme honnête et bien élevé. Je ne mets absolument pas en doute votre intégrité.

Une voix: Il est membre du comité.

M. Nicholson: Je suis heureux que vous me jugiez impartial et de bon conseil.

M. Waddell: Avec ces qualités, si j'étais à votre place, je ne voterais pas à moins que ce ne soit absolument nécessaire.

M. Nicholson: Vraiment, monsieur Waddell?

M. Waddell: Certainement.

M. Nicholson: En tant que membre du comité, monsieur le président, j'appuie ce projet de loi et les amendements qui y sont présentés—dans ce cas-ci, par M. Fee—j'estime que c'est là mon devoir. Je ne suis pas ici en tant que représentant du ministère de la Justice, mais en tant que membre du comité faisant tout son possible pour expliquer le projet de loi.

[Text]

[Translation]

Mr. MacLellan: Sorry I asked.

Le président: En tant que secrétaire parlementaire, M. Nicholson est membre à part entière du Comité et a le droit de voter. De plus, il nous fait l'honneur de nous transmettre toutes ses connaissances et nous apporter des précisions sur le projet de loi. Je suis sûr que tous les membres du Comité apprécient les rôles multiples joués par M. Nicholson dans le cadre de nos travaux.

Clause 46 as amended agreed to on division

Clause 47 agreed to

On clause 48—*Review of convictions entered in defendant's absence*

Mr. MacLellan: I just wondered if we should check the clause again, as to how that would work. The clause says he didn't receive it by mail, but is the court going to take that at face value? We don't know, do we? We don't know what the burden of proof will be.

Mr. Nicholson: I imagine that a balance of probabilities would be the test that would be used.

Mr. Rideout: The court would testify that there is a return address and the envelope didn't come back; that will be the end of it.

Mr. Nicholson: A court could very well testify to that effect, but this is the situation you face: whenever you move to set aside a default judgment you have to establish, on a balance of probability, that you have grounds to do so.

Mr. Waddell: Did you consider the recommendation of the Quebec Bar Association?

• 1835

Mr. Nicholson: Yes. It suggested, if I remember correctly, that it would want broader grounds to set aside a default conviction. There's some merit in that. I'm not dismissing that. It seems to me that in weighing out what we are trying to do with this bill... we are trying to establish some certainty when a conviction is registered. I don't think we would want to leave it indefinitely open so that the whole matter can be reopened again. You'd be in a position in which the individual would be admitting, presumably, that he did receive notice of it, he decided not to contest it, but now he would like to reopen the matter again.

There is some onus on the individual who has notice of the ticket, notice of the trial or the hearing or whatever, to do something about it at that time rather than say he will leave whatever remedy he has until some future time and go before the court and say he would now like to reopen the case. It would be costly. It would prolong the matter and it would reduce that level of certainty if there is a conviction or if there has been a removal of licence, for instance.

Mr. Waddell: I like the Quebec code of penal procedure. It's a fairer procedure, more favourable to the individual. You keep picking up the progressive nature of Quebec society in some ways, and it shows in things like that.

M. MacLellan: Je n'ai rien dit.

The Chairman: Although he is a parliamentary secretary, Mr. Nicholson is a full-fledged member of the committee and is eligible to vote. As well, he gracefully shares with us his knowledge of the bill. I am sure that all members of the committee appreciate the versatility shown by Mr. Nicholson in our study.

L'article 46 modifié est adopté à la majorité

L'article 47 est adopté

Article 48—*Révision de la déclaration de culpabilité rendue en l'absence du défendeur*

M. MacLellan: Je me demande si nous ne devrions pas réexaminer l'application de cet article. L'article dit: si le défendeur n'a pas reçu la signification par courrier. Le tribunal va-t-il tout simplement accepter ce qu'on lui dit à cet égard? Nous ne savons pas à qui appartiendra le fardeau de la preuve.

M. Nicholson: Je suppose qu'on se fiera à la prépondérance des probabilités.

M. Rideout: Le tribunal indiquera qu'il y avait une adresse de retour et que l'enveloppe n'est pas revenue. C'est cet argument qui l'emportera.

M. Nicholson: La cour pourra l'indiquer, mais la situation sera la suivante: pour annuler la déclaration de culpabilité, il lui faudra des motifs, compte tenu de la prépondérance des probabilités.

M. Waddell: Avez-vous examiné la recommandation de l'Association du Barreau du Québec?

M. Nicholson: Oui. Si j'ai bonne mémoire, on disait qu'il fallait des motifs plus généraux pour annuler une condamnation par défaut. Cela semblait fondé. Je n'en disconviens pas. Lorsqu'on essaie de voir ce à quoi on veut en venir avec le projet de loi... on veut créer une certaine certitude lorsqu'une condamnation est enregistrée. Je ne pense pas que l'on puisse souhaiter laisser le dossier ouvert indéfiniment pour que l'affaire puisse être rouverte. On aurait alors un individu qui admet, on peut imaginer, avoir reçu l'avis, avoir décidé de ne pas contester la chose, mais vouloir maintenant rouvrir l'affaire.

La personne qui reçoit la notification de procès-verbal, de procès ou d'audience, ou autre, devrait faire quelque chose à ce moment-là plutôt que de décider d'attendre tout recours ultérieur en comparaisant devant le tribunal pour demander la rouverture de l'affaire. Cela serait coûteux, prolongerait l'affaire et rendrait les choses moins sûres s'il y avait condamnation ou retrait de permis, par exemple.

M. Waddell: J'aime bien le Code de procédure pénale du Québec. C'est une procédure plus juste, plus favorable à l'individu. On ne cesse de parler de la nature progressive de la société québécoise à certains égards, et c'est dans ce genre de choses que cela se manifeste.

[Texte]

Mr. Nicholson: As I say, it would be something that could be definitely open to abuse. The individual may decide not to challenge when the Crown or when the government is ready to move ahead with the case. He may decide to ignore it and then later on it may become inconvenient or problematic to have the default judgment set aside. It seems to me the onus is on the individual, once having been served, to do something about it; either defend it, set the matter for trial, or pay the fine. That is in keeping with the whole tenor of the bill.

Mr. Waddell: The Quebec Code says that for a serious reason you can get another shot at it.

Clauses 48 to 50 inclusive agreed to

On clause 51—*Election of Crown*

Mr. MacLellan: Subclause 49.(2), line 40, on page 22 says:

subject to any conditions the court may impose to ensure that it is preserved for any purpose for which it may subsequently be required.

It may be perishable.

Mr. Nicholson: This may mean to keep it frozen.

Mr. MacLellan: Keep it fresh for days.

Mr. Rideout: Or hanging upside down.

Mr. MacLellan: What if it's a marijuana plant and it dies?

Mr. Waddell: On clause 51, would there be any instance in which a proceeding is commenced by information in which the conduct of the case is by the provincial Attorney General?

Mr. Nicholson: In all aspects the provincial Attorney General is the agent on behalf of the Attorney General for Canada and would be prosecuting all the cases. This came up in one of the submissions to us.

The Chairman: Any other questions?

• 1840

Clauses 51 and 52 agreed to

On clause 53—*Costs*

Mr. Waddell: Is there any discretion in subclause 53.(2) where it says, "shall award the prescribed costs."

Mr. Nicholson: It's if the defendant does not show up for the trial as requested and/or if the defendant requires the attendance of the enforcement authority and the court finds that was not necessary.

Mr. Waddell: What happens if the defendant's wife appears in court and says her husband had an accident working and he's in the hospital?

Mr. Nicholson: I presume the wife in your case, acting as agent on behalf of her husband, would ask for an adjournment of the case. I don't think that's the same thing as a defendant not appearing.

[Traduction]

M. Nicholson: Il me semble que cela prêterait vraiment à toutes sortes d'abus. L'individu peut décider de ne pas contester lorsque la Couronne ou le gouvernement est prêt à faire avancer l'affaire. Il peut décider de ne pas en tenir compte, mais il peut être gênant ou problématique par la suite de faire annuler la condamnation par défaut. Il me semble qu'il revient à l'individu, une fois qu'il a été avisé, d'agir; il peut soit défendre son cas, soit intenter un procès, soit payer l'amende. Cela correspond tout à fait à la portée générale du projet de loi.

M. Waddell: Le Code du Québec prévoit de revenir sur l'affaire s'il y a des raisons sérieuses à cela.

Les articles 48 à 50 inclusivement sont adoptés

Article 51—*Choix du poursuivant*

M. MacLellan: Le paragraphe 49.(2), à la ligne 43 de la page 22 stipule:

sous réserve des conditions jugées utiles par lui pour assurer sa conservation dans un but ultérieur.

Ce pourrait être une denrée périssable.

M. Nicholson: Cela veut peut-être dire qu'il faut la garder congelée.

M. MacLellan: La garder fraîche pendant des jours.

M. Rideout: Ou la suspendre à l'envers.

M. MacLellan: Et s'il s'agit d'une plante de marijuana et qu'elle meurt?

M. Waddell: Pour l'article 51, peut-il se faire que des poursuites soient intentées à la suite d'une dénonciation et que ce soit le procureur général de la province qui soit chargé de l'affaire?

M. Nicholson: À tous égards, c'est le procureur général de la province qui représente le procureur général du Canada et c'est lui qui serait chargé des poursuites dans tous les cas. Cela a été indiqué dans un des mémoires qui nous a été présenté.

Le président: Y a-t-il d'autres questions?

Les articles 51 et 52 sont adoptés

Article 53—*Frais*

M. Waddell: Y a-t-il des pouvoirs discrétionnaires au paragraphe 53.(2) lorsqu'on dit: «condamne aux frais selon le montant fixé par règlement».

M. Nicholson: C'est lorsque le défendeur ne se présente pas au procès comme on le lui a demandé ou lorsque le défendeur demande que l'agent de l'autorité soit présent et que le tribunal estime que ce n'est pas nécessaire.

M. Waddell: Que se passe-t-il si c'est la femme du défendeur qui se présente au tribunal en disant que son mari a eu un accident du travail et qu'il est à l'hôpital?

M. Nicholson: J'imagine qu'en l'occurrence la femme, qui représente son mari, demanderait le renvoi de l'affaire. Ce n'est pas la même chose, me semble-t-il, que lorsque le défendeur ne se présente pas.

[Text]

The Chairman: Any other questions?

Mr. Nicholson: Mr. Chairman, I've got a bit of a problem under paragraph 53.(2)(b). It's where the defendant requires the enforcement authority to show up in court and that individual does not add anything that couldn't be readily found on the ticket itself. I have a problem with an obligatory award of cost at that point for this reason. Some of the charges under the Contraventions Act can be serious. Losing your licence in a number of instances can have very serious consequences for an individual. An individual might not or perhaps would not know in advance what kind or whether that testimony was necessary. If any of us were advising an individual who faced perhaps the serious consequence of losing a licence, then it seems to me we would want the enforcement authority. One basis of our system is that once you are accused of something, then we do have that right to have that individual there to make that accusation.

Mr. Rideout: The individual has to have reasonable and probable grounds.

Mr. Nicholson: He does. I could see a situation in which somebody who is charged with multiple offences that require dozens of people might turn out to be vexatious or frivolous. However, I wonder if we might consider an amendment to that at the end of paragraph 53.(2)(b). After the words "added nothing of substance" we could add "and that the request was trivial, frivolous or vexatious."

That might cover it then and provide some protection for the person who, in good faith, calls the authority who issued the ticket.

Perhaps I could read that into the record, Mr. Chairman? I suggest that subclause 53.(2) at line 25 be deleted and replaced with the following:

substance and that the request was trivial, frivolous or vexatious.

• 1845

Mr. Rideout: Without putting your advisers on the spot—we're all being very honest but maybe misguided here—is that the type of wording you would like to see in that section?

Mr. Nicholson: I suppose you could ask the question whether they want to see that in there or not at all. The wording is acceptable entirely.

Mr. Rideout: I was almost positive it would be but I thought I should put that on the record.

Mr. Berlin: I think it goes to the heart of what it is we are trying to do, which is avoid a frivolous request to have the enforcement officer appear. This wording makes it more certain. That was at the heart of what we want. We thought it was in there. You brought it to our attention and this makes it more clear.

[Translation]

Le président: Y a-t-il d'autres questions?

M. Nicholson: Monsieur le président, l'alinéa 53.(2)(b) me pose quelques problèmes. C'est lorsque le défendeur exige que l'agent de l'autorité se présente au tribunal et que celui-ci n'ajoute rien à ce qui figure au procès-verbal. Qu'on condamne obligatoirement aux frais pour cette raison à ce moment-là me pose un problème. Certaines des accusations aux termes de la Loi sur les contraventions peuvent être graves. Le fait de perdre son permis dans de nombreux cas peut avoir des conséquences très graves pour un individu. Une personne peut ne pas savoir à l'avance quel genre de témoignage était nécessaire ou si un témoignage était nécessaire. Si on devait conseiller une personne qui risque les conséquences graves du retrait de permis, il me semble que la présence de l'agent de l'autorité serait alors nécessaire. Selon notre système, une fois qu'on est accusé de quelque chose, on a le droit de faire comparaître l'individu pour porter l'accusation.

M. Rideout: Il faut qu'il ait des motifs raisonnables et probables.

M. Nicholson: C'est le cas. Il pourrait se faire pour une personne accusée de nombreuses contraventions que la présence d'une douzaine de personnes soit ennuyeuse et inutile. Je me demande donc si l'on ne pourrait pas envisager un amendement pour cela à la fin de l'alinéa 53.(2)(b). On pourrait ajouter après «n'ajoute rien de substantiel» «et que cette demande était ridicule, inutile ou ennuyeuse».

Cela pourrait résoudre ce problème et offrir une certaine protection à la personne qui, de bonne foi, demande la comparution de l'agent qui a dressé le procès-verbal.

Monsieur le président, peut-être devrais-je lire l'amendement? Je propose que le paragraphe 53.(2) soit modifié par substitution, à la ligne 22, de ce qui suit:

tantiel et que la demande était ridicule, inutile ou ennuyeuse.

M. Rideout: Sans vouloir mettre vos conseillers sur la sellette—nous sommes tous très honnêtes, mais nous avons peut-être été mal informés—vous voulez vraiment ajouter ce passage à l'article?

M. Nicholson: J'imagine qu'on pourrait demander si l'on veut que cela figure ou non dans l'article. L'ajout est tout à fait acceptable.

M. Rideout: J'étais à peu près sûr qu'il l'était, mais je voulais que cela figure au compte rendu.

M. Berlin: Cela vise exactement ce que nous cherchions à obtenir, c'est-à-dire éviter une demande inutile de comparution de l'agent de l'autorité. Cet ajout rend les choses plus claires. C'est en plein ce que nous voulions. Nous pensons que c'était déjà indiqué, vous l'avez porté à notre attention et les choses sont maintenant plus claires.

[Texte]

Mr. Nicholson: In terms of drafting, Mr. Chairman, and I would be in your hands, in the English version on line 23, the word "and" wouldn't be necessary to make it more grammatically correct since we are using the word "and" in my amendment. Perhaps that is just a drafting change that would be made automatically to put it into good French and good English.

Now we can really move on the amendments.

Le président: Pouvez-vous l'écrire, monsieur Nicholson, s'il vous plaît? Cela ne serait pas long et nous aiderait beaucoup.

Is it possible for you to write him?

Mr. Nicholson: Yes. I have the words written out. It shouldn't be too surprising because I actually think that Mr. MacLellan mentioned something about costs last time. Either *le Barreau du Québec* or the Canadian Bar Association has raised this matter of costs. I don't have it here in front of me, but it seems somebody wrote to us and we should have a look at this.

Mr. Rideout: It's a good amendment. We're going to support you on this one.

Amendment agreed to

Clause 53 as amended agreed to

Clauses 54 and 55 agreed to

On clause 56—*Definition of "proceeding"*

Mr. Nicholson: On clause 56, I want to make sure the heading is similar in English and in French. Ray says there is no problem.

Mr. Waddell: On that, the Quebec Bar says that the heading should be the same: "an enforcement of fines" not "discharge and enforcement".

Mr. Nicholson: That's why I stopped there. I have been advised that the term "discharge" does include payment. There isn't a problem as far as the department is concerned with the English translation of that heading.

Mr. Waddell: Discharge surely is a Criminal Code word that means you're discharged either conditionally or an absolute discharge.

Mr. Nicholson: In English you can say to discharge a fine, meaning paying a fine or doing something to get rid of it.

Mr. Waddell: That's not normal parlance or plain English.

Mr. Nicholson: That's right, your private member's bill.

Mr. Waddell: We have to speak in plain English or French—plain language.

• 1850

Mr. Fee: That's one issue with which I would agree.

The Chairman: Any other questions?

Clause 56 agreed to

[Traduction]

M. Nicholson: Pour ce qui est de la formulation, monsieur le président, nous nous en remettons à vous, dans la version anglaise, à la ligne 23, le «and» n'est pas nécessaire pour la rendre grammaticalement correcte étant donné que j'utilise la conjonction «and» dans mon amendement. Il s'agit juste d'une modification de rédaction qui sera sans doute faite automatiquement pour que l'article soit rédigé en bon français et en bon anglais.

Nous pouvons maintenant vraiment proposer les amendements.

The Chairman: Could you write it down, Mr. Nicholson, please? It wouldn't take long and it would help a lot.

Pouvez-vous l'écrire?

M. Nicholson: Oui. J'ai écrit la phrase. Ça ne devrait pas être trop surprenant étant donné que je crois que M. MacLellan a parlé des coûts la dernière fois. C'est soit le Barreau du Québec, soit l'Association du Barreau canadien qui a soulevé la question des coûts. Je n'ai pas la chose sous les yeux, mais il me semble que quelqu'un nous a écrit et nous devrions en tenir compte.

M. Rideout: C'est un bon amendement. Nous allons l'appuyer.

L'amendement est adopté

L'article 53 modifié est adopté

Les articles 54 et 55 sont adoptés

Article 56—*Définition de «poursuite»*

M. Nicholson: Pour l'article 56, j'aimerais m'assurer que le titre est bien le même en anglais et en français. Ray me dit que cela ne pose aucun problème.

M. Waddell: À cet égard, le Barreau du Québec dit que le titre devrait être le même: «an enforcement of fines» et non «discharge and enforcement».

M. Nicholson: C'est pourquoi je m'y suis arrêté. Je veux signaler que le terme anglais «discharge» inclut le paiement. Le ministère ne voit pas de problème avec la traduction anglaise du titre.

M. Waddell: «discharge» est certainement un terme du Code criminel qui signifie que vous êtes acquitté soit conditionnellement, soit totalement.

M. Nicholson: En anglais, on peut parler de «discharge a fine», ce qui veut dire payer l'amende ou faire quelque chose pour s'en débarrasser.

M. Waddell: Ce n'est pas de l'anglais courant.

M. Nicholson: C'est exact, c'est votre projet de loi d'initiative parlementaire.

M. Waddell: Il nous faut parler en anglais ou en français courant—en langue courante.

M. Fee: C'est un point sur lequel je serais d'accord.

Le président: Y a-t-il d'autres questions?

L'article 56 est adopté

[Text]

On clause 57—*Discharge of fine*

Mr. Porter (Medicine Hat): I move that clause 57 of Bill C-46 be amended by striking out line 28 on page 26, and substituting the following with marginal note, "Discharge of fine":

57.(1) A fine imposed or costs awarded in a

and by adding, immediately after line 35 on page 26, the following, with marginal note, "Charges for cashing cheques":

(2) paragraph 159 2(c) of the *Financial Administration Act* does not apply in respect of a charge imposed on a person who is served with a ticket in respect of any cheque or any instruction for payment that is drawn in favour of the Receiver General, the Government of Canada, any department or any public officer in the officer's official capacity and tendered for deposit to the credit of the Receiver General for that purpose of paying the amount set out in the ticket or a fine imposed or costs awarded in a proceeding.

Do you think that is a good idea?

Mr. Rideout: Bob, could you give us an explanation?

The Chairman: Mr. Rideout, that is exactly the question I want to ask of Mr. Porter. Thank you, Mr. Porter. Do you have an explanation of your amendment?

Mr. Rideout: Particularly what's in paragraph 159.(2)(c).

Mr. Nicholson: In the normal course, financial institutions do not charge an individual for processing a cheque that is drawn in favour of the Receiver General for Canada. We are making an exception to that rule inasmuch as the individual who is paying something now to the Receiver General for Canada has admitted that he has violated a federal statute. The usual rationale of asking the financial institution to bear the cost of processing the cheque does not exist where somebody has admitted his or her guilt. So this is what this is. It is an exception to the general rule.

Mr. Waddell: Gee, those poor banks.

The Chairman: Any other questions?

Mr. Rideout: On division.

The Chairman: Shall the amendment carry?

Some hon. members: No.

The Chairman: No?

Mr. Rideout: What about those people who pay a fixed fee for their banking services every month? Do they get a reduction?

Mr. Nicholson: No, but if the banks process enough of these violations the fees of law-abiding citizens may have to go up to cover those violators who are paying their cheques at the financial institution.

Mr. Rideout: Let us have a vote.

Mr. Waddell: Every time you turn around they charge you a fee.

Mr. Rideout: Yes, somebody has to stand up for the average Canadian.

[Translation]

Article 57—*Acquittement de l'amende*

M. Porter (Medicine Hat): Je propose que l'article 57 du projet de loi C-46 soit modifié par substitution, à la ligne 17, page 26, de ce qui suit, dans la marge: «Acquittement de l'amende»:

57.(1) L'acquittement d'une amende ou de

et par insertion, après la ligne 25, page 26, de ce qui suit, dans la marge: «Frais pour l'encaissement de chèques».

(2) l'alinéa 159 2c) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* ne s'applique pas à l'égard de chèques ou autres ordres de paiement tirés en faveur du receveur général, du gouverneur du Canada ou de l'un de ses ministères, ou d'un fonctionnaire en sa qualité officielle, et présentés pour dépôt au crédit du receveur général pour le paiement par une personne, ou pour son compte, d'une amende indiquée sur le procès-verbal ou d'une amende ou de frais infligés lors d'une poursuite.

Pensez-vous que ce soit une bonne idée?

M. Rideout: Pouvez-vous nous expliquer cela, Bob?

Le président: Monsieur Rideout, c'est exactement la question que j'allais poser à M. Porter. Merci, monsieur Porter. Pouvez-vous nous expliquer votre amendement?

M. Rideout: Surtout en ce qui concerne l'alinéa 159.(2)c).

M. Nicholson: En temps normal, les institutions financières n'exigent pas de frais pour traiter un chèque libellé à l'ordre du receveur général du Canada. Nous faisons une exception à cette règle dans la mesure où une personne qui paye maintenant quelque chose au receveur général du Canada a avoué avoir été en contravention d'une loi fédérale. La raison normale qui nous pousse à demander à un établissement financier d'assumer les frais de traitement d'un chèque n'est pas valable lorsque quelqu'un a reconnu sa culpabilité. Voilà donc de quoi il retourne. C'est une exception à la règle générale.

M. Waddell: Pauvres banques!

Le président: Y a-t-il d'autres questions?

M. Rideout: Avec dissidence.

Le président: L'amendement est-il adopté?

Des voix: Non.

Le président: Non?

M. Rideout: Et pour ceux qui payent des frais fixes chaque mois pour les services bancaires, y a-t-il une réduction?

M. Nicholson: Non, mais si la banque crédite suffisamment de contraventions, il se pourrait que les frais demandés aux citoyens respectueux de la loi augmentent pour compenser les opérations des contrevenants qui tirent leurs chèques à l'institution financière.

M. Rideout: Passons au vote.

M. Waddell: Chaque fois que vous faites un mouvement, elles vous demandent des frais.

M. Rideout: Oui, il faut que quelqu'un défende le Canadien moyen.

[Texte]

Mr. Waddell: You guys have had four years.

Mr. Rideout: No, no, it has only gone downhill in the last seven and a half.

The Chairman: Any other questions?

Amendment agreed to on division

Clause 57 as amended agreed to on division

Clause 58 agreed to

On clause 59—*Civil enforcement*

Mr. Fee: I move that clause 59 of Bill C-46 be amended by striking out line 16 on page 27, and substituting the following:

Canada, other than the Federal Court, that has jurisdiction to enter a judgment

Mr. Nicholson: Mr. Chairman, this amendment simply makes it clear that the enforcement of orders under the Contraventions Act will be pursued in provincial courts rather than leaving open the possibility of an application in the Federal Court.

Mr. Waddell: While you are at it, can you get rid of the Federal Court?

• 1855

Mr. Nicholson: I thought we'd hashed that out with the amendments to the Federal Court Act, Mr. Waddell, and I thought you were satisfied with the procedures in place.

Mr. Waddell: The first thing I would do is get rid of the Federal Court.

The Chairman: Are there any other questions or discussion on the amendment?

Amendment agreed to

Clause 59 as amended agreed to

Mr. Fee: Mr. Chairman, if I may, there is a new clause to be inserted here, clause 59.1.

Mr. Rideout: I think we can dispense with reading it.

Mr. Fee: I move that Bill C-46 be amended as presented and a new clause 59.1 be inserted, as distributed to all members.

Mr. Waddell: Is that G-22?

Mr. Fee: Yes, it is.

Mr. Rideout: Can we get an explanation of what G-22 is all about?

Mr. Nicholson: If an individual is convicted or has an order registered against him or her, we don't want somebody going out and arresting that individual for nonpayment of the particular fine. We're requiring in this amendment that the individual be given notice before enforcement proceedings are taken.

Mr. Berlin pointed out that it also indicates, for the purposes of this act, that civil enforcement or licence revocation will be done first, before we get to that next stage in the proceeding, which would be arrest.

[Traduction]

M. Waddell: Vous, messieurs, vous avez eu quatre ans.

M. Rideout: Non, non, la situation ne fait qu'empirer depuis sept ans et demi.

Le président: Y a-t-il d'autres questions?

L'amendement est adopté à la majorité

L'article 57 modifié est adopté à la majorité

L'article 58 est adopté

Article 59—*Exécution*

M. Fee: Je propose que l'article 59 du projet de loi C-46 soit modifié par substitution, à la ligne 12, page 27, de ce qui suit: tribunal civil compétent autre que la Cour fédérale.

M. Nicholson: Monsieur le président, cet amendement indique simplement clairement que l'exécution des ordonnances en vertu de la Loi sur les contraventions sera assurée par les tribunaux provinciaux plutôt que de laisser la possibilité d'une application à la Cour fédérale.

M. Waddell: Tant que vous y êtes, pourquoi ne pas vous débarrasser de la Cour fédérale?

M. Nicholson: Je croyais qu'on en avait discuté pour les amendements à la Loi sur la Cour fédérale, monsieur Waddell, et je pensais que les procédures en place vous donnaient satisfaction.

M. Waddell: La première chose que je ferais, ce serait de me débarrasser de la Cour fédérale.

Le président: Y a-t-il d'autres questions ou discussions sur l'amendement?

L'amendement est adopté

L'article 59 modifié est adopté

M. Fee: Monsieur le président, si vous me le permettez, il y a une nouvelle clause à insérer ici, le paragraphe 59.1.

M. Rideout: Je crois que nous pouvons nous passer de le lire.

M. Fee: Je propose que le projet de loi C-46 soit modifié comme indiqué et qu'un nouveau paragraphe 59.1 soit inséré. Son libellé est celui du document distribué à tous les membres.

M. Waddell: S'agit-il de l'amendement G-22?

M. Fee: Oui, c'est bien ça.

M. Rideout: Pouvez-vous nous dire ce que ce G-22 signifie?

M. Nicholson: Si une personne est condamnée ou fait l'objet d'une ordonnance, nous ne voulons qu'elle soit arrêtée pour non-paiement d'une contravention donnée. Nous demandons donc par cet amendement que l'on avise la personne en question avant de prendre des mesures d'exécution.

M. Berlin a également indiqué que cela montre, dans l'objectif de la loi, que l'exécution ou la révocation du document aura d'abord lieu avant que l'on passe à l'étape suivante de la procédure, qui est celle de l'arrestation.

[Text]

Mr. Rideout: There's no mention of the next step in clause 59.1, is there?

If you don't pay a fine you could lose your licence. I don't think page 2 is there, unless it's in another section. I think you're thinking of clause 60, as far as the imprisonment side of it's concerned, but clause 59.1 deals with revocation of licences or not renewing.

Mr. Nicholson: Yes. Maybe it wasn't such a good idea to have Mr. Fee skip reading it.

Mr. Fee: I thought I was saving time, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Fee, is it possible for you to read the amendment?

Mr. Fee: I'd be more than happy to.

Mr. Nicholson: I wonder if you could give our officials a second to make sure we're—

Mr. Rideout: I think clause 59.1 is about the revocation of the licence and then you move into clause 60 and clause 61, as far as what's going to happen to people who are able to pay and don't.

Mr. Nicholson: I think you're right.

Mr. Rideout: And that means they go directly to jail and don't pick up 200 bucks.

Mr. Nicholson: With the consent of the committee, would it be possible to withdraw this particular amendment, the one that Mr. Fee made, if it's necessary? The reason we've put this is that there were some discussions with the Attorney General for Ontario. The concern of the AG for Ontario was to make sure that we have proceeded with the civil enforcement, the licence revocation, before we get to the point where it'll be necessary to arrest an individual. We might as well make sure we have it right at this point.

Mr. Rideout: Really, clauses 60 and 61 give you that.

Mr. Nicholson: Oh, I see, okay. We have to read all three of them together. Mr. Fee's amendment just sets up what's coming in the next two.

• 1900

Mr. Rideout: So 59.1 can still go forward.

Mr. Nicholson: Yes, that's right. It's coming up.

Mr. Rideout: Is this an NDP government recommendation.

Mr. Nicholson: That goes back to what I was saying about co-operative federalism. Yes.

Mr. Waddell: I hear you refer to the New Brunswick government as an NDP government. It is a Liberal government.

Mr. Rideout: I heard that. The Newfoundland government—

Mr. Nicholson: This sets up the enforcement, and if enforcement fails, then we have arrest provisions in the next—

[Translation]

M. Rideout: On ne mentionne pas cette étape suivante au paragraphe 59.1, n'est-ce pas?

Si on ne paie pas une amende, on peut perdre son permis. Je ne crois pas que la page 2 soit là, à moins qu'il s'agisse d'un autre article. Je crois que vous pensez à l'article 60, en ce qui concerne l'emprisonnement, mais le paragraphe 59.1 traite de la révocation des licences ou permis et non de leur renouvellement.

M. Nicholson: Oui. Ça n'a peut-être pas été une bonne idée de permettre à M. Fee de ne pas le lire.

M. Fee: Je croyais vous faire gagner du temps, monsieur le président.

Le président: Monsieur Fee, pouvez-vous nous lire l'amendement?

M. Fee: J'en serais très heureux.

M. Nicholson: Pouvez-vous donner quelques instants à nos fonctionnaires pour faire en sorte que...

M. Rideout: Je crois que le paragraphe 59.1 concerne la révocation des licences et permis et qu'on passe ensuite à l'article 60 puis à l'article 61, qui traitent du sort réservé aux personnes qui peuvent payer mais ne le font pas.

M. Nicholson: Je crois que vous avez raison.

M. Rideout: Et cela veut dire qu'elles vont directement en prison et qu'elles n'ont pas à ramasser 200\$.

M. Nicholson: Avec l'assentiment du comité, serait-il possible de retirer cet amendement particulier, celui de M. Fee? Nous l'avons rédigé à la suite de discussions avec le procureur général de l'Ontario. Celui-ci voulait être sûr qu'on en soit passé par l'exécution, par la révocation du permis ou de la licence, avant d'en arriver au point où il sera nécessaire de procéder à une arrestation. Autant s'assurer maintenant que tout est en ordre.

M. Rideout: Ce sont en fait les articles 60 et 61 qui prévoient cela.

M. Nicholson: Oh, je vois. Très bien. Nous les avons lus tous les trois l'un après l'autre. L'amendement de M. Fee ne fait qu'annoncer ce qui est dit dans les deux articles suivants.

M. Rideout: On peut donc conserver le paragraphe 59.1.

M. Nicholson: Oui, c'est exact. On y vient.

M. Rideout: S'agit-il d'une recommandation du gouvernement néo-démocrate?

M. Nicholson: Cela revient à ce que je disais au sujet du fédéralisme coopératif. Oui.

M. Waddell: Je crois que vous parlez du gouvernement du Nouveau-Brunswick en disant qu'il s'agit d'un gouvernement néo-démocrate. Il est libéral.

M. Rideout: J'ai entendu ça. Le gouvernement de Terre-Neuve...

M. Nicholson: On prévoit ainsi l'exécution et si celle-ci échoue, nous avons les dispositions d'arrestation dans...

[Texte]

Mr. Rideout: So the whole idea is that if a person, after losing his licence or it not being renewed, still won't pay their fine, though able, then they go directly to jail. That's the intent?

Mr. Berlin: I guess what we're trying to establish here is the initial imposition of penalty is a fine. If you fail to pay your fine... the way legislation is originally submitted was that one of the options would be to arrest the individual, bring him before the court and determine if they were unwilling, though able to pay. What we're now doing is adding a couple of pre-conditions.

We're saying, you haven't paid your fine, but now we're going to do three things. Send you a notice that you haven't paid your fine and inform you of the consequences of failing to do so. Then we try to civilly enforce that payment and try to at least go the licence revocation route. Then, on the failure of all those provisions and only in those circumstances as a last resort would you be brought before a court that would determine it.

So we're saying now that arrest and imprisonment is the very final last resort to be used, and that's why the section will be renumbered.

Mr. Rideout: Then my question is, have you accomplished that? I understand where you're coming from. Have you accomplished that with the wording in subclause 60.(1), because that is an unlimited right once you determine you have an offender who is unwilling to pay. I don't see where subclause 50.(1) says 50.(1) is step one and then step two is clause 60.

Mr. Nicholson: I think paragraphs (c) and (d) of clause 61 are amendments to cover that. We do make reference to the notice being sent and the enforcement provisions under clauses 59 and 60.

Mr. Rideout: Okay, all right.

Mr. Nicholson: As I say, if we don't get them all together, it's kind of tough.

Mr. Rideout: Okay, I see where you're coming from.

Mr. Yvan Roy (General Counsel, Criminal Law Policy, Department of Justice): If I may, Mr. Chairman, just in order to clarify clause 61 and the amendments being brought, you are going to read in paragraph (d):

(d) enforcement of the payment of the fine under sections 59 and 60

That should read now, given the change made, 59.1. Then when we reach 61, I'm sure Mr. Fee will make the appropriate direction.

Amendment agreed to [See *Minutes of Proceedings*]

Clause 60 agreed to

On clause 61—Where arrest possible

Mr. Stevenson: I would move that clause 61, Bill C-46, be amended as printed in government amendment G-23.

The Chairman: Any questions or comments?

[Traduction]

M. Rideout: On veut donc dire que si une personne, après avoir perdu son permis ou ne pas avoir obtenu son renouvellement, continue à ne pas payer son amende, bien qu'elle en ait les moyens, elle va directement en prison. C'est bien cela?

M. Berlin: Ce que vous essayez de mettre en place ici, c'est l'imposition d'une pénalité initiale sous forme d'amende. Si vous ne payez pas votre amende... selon le libellé originel du texte de loi, l'une des solutions possibles était l'arrestation de l'individu et sa convocation devant les tribunaux afin de décider s'il était capable de payer mais ne le voulait pas. Nous ne faisons qu'ajouter quelques conditions préalables.

Nous disons: vous n'avez pas payé votre amende, alors nous allons maintenant faire trois choses. Vous envoyer un avis de non-paiement de l'amende et vous informer des conséquences de ce refus. Nous essayons ensuite de faire exécuter le paiement et d'envisager au moins une révocation du permis. Puis, si toutes ces conditions ne donnent pas de résultats, et seulement dans ce cas à titre de dernier recours, nous vous convoquerons devant un tribunal qui prendra une décision.

Nous disons donc que l'arrestation et l'emprisonnement sont le tout dernier recours à utiliser et c'est pourquoi l'article va être renuméroté.

M. Rideout: Ma question est donc la suivante: est-ce bien à cela que vous arrivez? Je comprends où vous voulez en venir. Mais y êtes-vous parvenu avec le libellé du paragraphe 60.(1), car il s'agit d'un droit illimité lorsque vous concluez que le contrevenant ne veut pas payer. Je ne vois pas en quoi le paragraphe 50.(1) dit que ce paragraphe constitue la première étape et l'article 60, l'étape deux.

M. Nicholson: Je crois que les alinéas c) et d) de l'article 61 sont des amendements qui y pourvoient. On indique qu'un avis est envoyé et que les dispositions d'exécution figurent aux articles 59 et 60.

M. Rideout: Bon, très bien.

M. Nicholson: Il me semble que si on ne les rassemble pas, cela pose des problèmes.

M. Rideout: Très bien, je vois ce que vous voulez dire.

M. Yvan Roy (avocat général, Section de la politique, droit pénal, ministère de la Justice): Avec votre permission, monsieur le président, pour préciser l'article 61 et les amendements qui y sont proposés, on a à l'alinéa d):

d) l'exécution forcée du paiement de l'amende, dans les conditions prévues aux articles 59 et 60

Étant donné le changement apporté, on devrait maintenant avoir 59.1. Nous arrivons ensuite à 61. Je suis sûr que M. Fee va donner les instructions voulues.

L'amendement est adopté [Voir les *Procès-verbaux*]

L'article 60 est adopté

Article 61—Arrestation

M. Stevenson: Je propose que l'article 61 du projet de loi C-46 soit modifié comme indiqué dans le document G-23 du gouvernement.

Le président: Y a-t-il des questions ou des remarques?

[Text]

Mr. Nicholson: Just as a point of clarification, the last part of that amendment as inserted by Mr. Stevenson should read "sections 59 and 59.1." It's not an amendment to clause 60.

• 1905

Mr. Rideout: A friendly amendment that works.

Le président: Alors, votre amendement doit se lire: «aux articles 59 et 59.1». Est-ce bien cela?

Une voix: Oui.

Le président: C'est noté.

Amendment agreed to [See *Minutes of Proceedings*]

Clause 61 as amended agreed to

On clause 62—*Determination by court*

Mr. Porter: I move to amend clause 62 of Bill C-46 by striking out lines 42 to 46 inclusive on page 28.

Mr. Nicholson: Mr. Chairman, this was done after consultations with the Ministry of Correctional Services in Ontario. Not that this will have much to do with the price of tea, but in my previous comments, I said it was the "AG for Ontario". The Ministry of Correctional Services made those suggestions.

The suggestion here is to remove the requirement for probation reports. There are enough burdens on the system without requiring pre-sentence reports to be done. It would be up to the administration of justice within the province to set up the forums and require what information... It would be just removing that last part of the amendment.

Amendment agreed to [See *Minutes of Proceedings*]

Clause 62 as amended agreed to

On clause 63—*Licences, permits and registration of establishments*

Mr. Nicholson: Once we adopted new section 59.1, as we did a little earlier, this one became redundant. This is identical to new section 59.1, but is put forward to indicate that the option of fine enforcement through licence, etc., is a pre-condition to arresting.

We don't need this. We've established a slightly different procedure under the previous clauses. We recommend that members just defeat this particular clause.

Le président: Est-ce que la proposition de M. Nicholson est adoptée?

Mr. Nicholson: We will not adopt this clause. It's redundant, Mr. Chairman. We don't need it in light of the previous amendments.

Clause 63 negated

On clause 64—*No need for pardon*

Mr. Fee: Mr. Chairman, I move to amend clause 64 of Bill C-46 by striking out lines 26 to 30 on page 29 and substituting the following therefor.

[Translation]

M. Nicholson: À titre de précision, la dernière partie de l'amendement, insérée par M. Stevenson, devrait être «articles 59 et 59.1». Ce n'est pas un amendement à l'article 60.

M. Rideout: C'est un gentil amendement qui a son utilité.

The Chairman: So, your amendment should read: "sections 59 and 59.1," shouldn't it?

An hon. member: Yes.

The Chairman: We have taken good note of it.

L'amendement est adopté [Voir *Procès-verbaux*]

L'article 61, tel que modifié, est adopté

Article 62—*Décision du tribunal*

M. Porter: Je propose que l'article 62 du projet de loi C-46 soit modifié par suppression des lignes 39 à 42, page 28.

M. Nicholson: Monsieur le président, cela a été fait à la suite des consultations avec le ministère des Services correctionnels de l'Ontario. Cela n'aura pas beaucoup d'effet sur le prix du thé, mais j'avais dit préalablement qu'il s'agissait du procureur général de l'Ontario. C'est le ministère des Services correctionnels qui a fait ces suggestions.

Il s'agit donc ici de supprimer la nécessité des rapports de probation. Le système est suffisamment surchargé sans qu'on exige de surcroît des rapports pré-sentenciels. Il reviendrait à l'administration de la justice provinciale de prévoir les structures voulues et de demander les renseignements nécessaires. Il s'agit donc simplement de supprimer la dernière partie de l'amendement.

L'amendement est adopté [Voir *Procès-verbaux*]

L'article 62, tel que modifié, est adopté

Article 63—*Licences, permis et enregistrement d'un établissement*

M. Nicholson: En adoptant le nouveau paragraphe 59.1, comme cela s'est déjà passé un peu plus tôt, cette partie est devenue inutile. C'est la même chose que le nouveau paragraphe 59.1, mais on l'a proposé pour montrer la possibilité de faire payer l'amende en révoquant ou en refusant le permis, etc. comme condition préalable à l'arrestation.

Nous n'en avons pas besoin. Nous avons instauré une procédure légèrement différente avec les articles précédents. Nous recommandons que les membres rejettent simplement cet article.

The Chairman: Shall Mr. Nicholson's proposal carry?

M. Nicholson: Nous n'allons pas adopter cet article. Il est redondant, monsieur le président. Nous n'en avons plus besoin à la suite des amendements précédents.

L'article 63 est rejeté

Article 64—*Réhabilitation non nécessaire*

M. Fee: Monsieur le président, je propose que l'article 64 du projet de loi C-46 soit modifié par substitution, à la ligne 21, page 29, de ce qui suit.

[*Texte*]

Mr. Nicholson: Mr. Chairman, the rationale here is that we've already decided that an individual who was convicted of a contravention is not convicted of a criminal offence. We therefore should make the appropriate amendment to ensure that the individual does not have a criminal record. I think one flows from the other.

Mr. Rideout: So they can go to the United States.

An hon. member: And cross-border shop.

Mr. Nicholson: Strike that from the record.

Amendment agreed to [See *Minutes of Proceedings*]

Clause 64 as amended agreed to

On clause 65—*Applications for employment*

Mr. Nicholson: On a point of order, Mr. Chairman, my notes suggest there are no amendments between clause 65 up to and including clause 82. Might we be able to move all of those and carry them as one block rather than doing them individually?

• 1910

Mr. Rideout: I'm just looking at it quickly, but we were concerned about young offenders and all of the other stuff. So we might want to stand clause 82 until we deal with all of that, and then we could do the other ones. I don't know whether clause 82 is fully applicable or not, but. . .

Mr. Stevenson: Could we go as far as clause 81?

Mr. Rideout: Sure, and clause 82 may be okay. It's just young offenders. We'll wait and see what happens with everything else.

Clauses 65 to 81 inclusive agreed to

The Chairman: Mr. Stevenson, thank you for your suggestion.

Clause 82 allowed to stand

On clause 83

Mr. Fee: Mr. Chairman, I move that the English version of clause 83 of Bill C-46 be amended by striking out line 30 on page 37 and substituting the following:

Notice of ticket under *Contraventions Act*

(6.1) A notice under subsection (2.1)

Mr. Rideout: Mr. Chairman, I'm just looking at this again and it's tied into young offenders. Maybe we could—

Le président: Monsieur Rideout, je pense que l'amendement a uniquement pour but de corriger une erreur d'orthographe.

Mr. Nicholson: Basically, it's a technical amendment. It takes into consideration that Bill C-30, the mental disorder bill, has now received royal assent.

Mr. Rideout: Yes, that's okay. I just saw "young offenders".

The Chairman: Are there any other questions on the amendment?

[*Traduction*]

M. Nicholson: Monsieur le président, cela s'explique parce qu'on a déjà décidé qu'une personne qui a été condamnée à une contravention n'est pas condamnée pour un délit criminel. Nous devons donc procéder à l'amendement voulu pour faire en sorte que la personne n'ait pas de casier judiciaire. Je crois les deux choses se tiennent.

M. Rideout: Ils peuvent donc aller aux États-Unis.

Une voix: Et aller faire leurs provisions de l'autre côté de la frontière.

M. Nicholson: Faites disparaître cela du procès-verbal.

L'amendement est adopté [Voir *Procès-verbaux*]

L'article 64, tel que modifié, est adopté

Article 65—*Demandes d'emploi*

M. Nicholson: J'invoque le Règlement, monsieur le président; mes notes indiquent qu'il n'y a pas d'amendement pour les articles 65 à 82 inclusivement. Ne pourrait-on pas les proposer et les adopter en bloc plutôt que de le faire individuellement?

M. Rideout: Je regarde les choses rapidement, et c'était des jeunes contrevenants et de tout cela que nous nous inquiétons. Nous pourrions donc reporter l'étude de l'article 82 jusqu'à ce qu'on en ait terminé avec cela, pour ensuite nous pencher sur les autres. Je ne sais si l'article 82 est tout à fait applicable ou non, mais. . .

M. Stevenson: Pourrait-on aller jusqu'à l'article 81?

M. Rideout: Certainement, et l'article 82 peut-être aussi. Il s'agit seulement des jeunes contrevenants. Nous allons attendre pour voir ce qui se passe avec le reste.

Les articles 65 à 81 inclusivement sont adoptés

Le président: Monsieur Stevenson, merci de votre suggestion.

L'article 82 est reporté

Article 83

M. Fee: Monsieur le président, je propose que l'article 83 de la version anglaise du projet de loi C-46 soit modifié par substitution, à la ligne 30, page 37, de ce qui suit:

Notice of ticket under *Contraventions Act*

(6.1) A notice under subsection (2.1)

M. Rideout: Monsieur le président, je regarde encore cela et ça se rapporte aux jeunes contrevenants. Peut-être pourrions-nous. . .

The Chairman: Mr. Rideout, I think the only purpose of the amendment is to correct the spelling mistake.

M. Nicholson: En gros, il s'agit d'un amendement de forme. On tient compte du fait que le projet de loi C-30, concernant les maladies mentales, a reçu la sanction royale.

M. Rideout: Oui, c'est bien. J'avais simplement vu «jeunes contrevenants».

Le président: Y a-t-il d'autres questions sur cet amendement?

[Text]

Amendment agreed to

Mr. Fee: There's one further amendment, Mr. Chairman. I move that clause 83 of Bill C-46 be amended by striking out lines 32 to 42 on page 37 and substituting the following:

1991, c. 43, s. 31(2)

(6) All that portion of subsection 9(10) of the said Act preceding paragraph (a)

Mr. Nicholson: This is just a technical amendment, Mr. Chairman. The article "a" is used instead of the article "an".

Amendment agreed to

Clause 83 as amended agreed to

Clauses 84 to 86 inclusive agreed to

On clause 87—*Coming into force*

Mr. Porter: I move that clause 87 of Bill C-46 be amended by striking out line 28 on page 38 and substituting the following:

Coming into force

87. This Act, other than subparagraph 18(b)(iii), section 20, subsection 21(2), sections 24, 28 and 80 and section 85 with respect to any section of the schedule, shall come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

Idem

(2) Subparagraph 18(b)(iii), section 20, subsection 21(2) and sections 24 and 28 shall come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

Idem

(3) Section 85 shall come into force with

• 1915

Mr. Nicholson: Mr. Chairman, there are two parts to this, and one of them we may want to stand down. One of them has to do with royal assent. Without the regulations, the way the bill is worded now, royal assent could be given. The bill would be in force but it would be of no effect because there are no regulations, and part of the amendment that Mr. Porter read would mean that the bill would come into force when the regulations are in force, so they would coincide rather than have a bill be proclaimed and then not have it in effect.

The second part deals with the discussion we had earlier concerning Saskatchewan young offenders in youth court, and we wanted to stand that down until Mr. MacLellan could be back again to give us the benefit of his comments on that. Mr. Chairman, perhaps we will stand this one down and then go back to the beginning of the bill and go through it again.

The second part of this is not to do with Saskatchewan as much as the non-resident offenders. Inasmuch as we stood down that amendment on the last day, it might be appropriate to find out whether we do make the amendment in the bill before we take it into consideration in proclaiming the bill. If the committee wants to stand this down, perhaps we will go back...

[Translation]

L'amendement est adopté

M. Fee: Il y a un autre amendement, monsieur le président. Je propose que l'article 83 du projet de loi C-46 soit modifié par substitution, aux lignes 27 à 40, page 37, de ce qui suit:

1991, ch. 43, par. 31(2)

(6) Le passage du paragraphe 9(10) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit:

M. Nicholson: Il s'agit simplement d'un amendement de forme, monsieur le président. On a remplacé en anglais l'article «an» par «a».

L'amendement est adopté

L'article 83 modifié est adopté

Les articles 84 à 86 inclusivement sont adoptés

Article 87—*Entrée en vigueur*

M. Porter: Je propose que l'article 87 du projet de loi C-46 soit modifié par substitution, à la ligne 27, page 38, de ce qui suit:

Entrée en vigueur

87. (1) La présente loi, à l'exception du sous-alinéa 18b)(iii), de l'article 20, des articles 24, 28 et 80 ainsi que des articles de l'annexe visée à l'article 85, entre en vigueur à la date fixée par décret du gouverneur en conseil.

Idem

(2) Le sous-alinéa 18b)(iii), l'article 20, le paragraphe 21(2) et les articles 24 et 28 entrent en vigueur à la date fixée par décret du gouverneur en conseil.

Idem

L'annexe visée à l'article 85, ou telle

M. Nicholson: Monsieur le président, il y a là deux parties. On pourrait vouloir en réserver une. L'une d'elles concerne la sanction royale. À la façon dont le projet de loi est maintenant libellé, la sanction royale pourrait être accordée en l'absence d'un règlement. Le projet de loi entrerait en vigueur, mais il n'aurait aucun effet parce qu'il n'y aurait pas de règlement, et l'amendement lu par M. Porter signifierait notamment que le projet de loi prendrait effet une fois que le règlement serait en vigueur, de sorte qu'il y aurait coïncidence au lieu que le projet de loi soit promulgué et qu'il n'ait pas d'effet.

La seconde partie porte sur la discussion que nous avons eue plus tôt concernant les jeunes contrevenants de la Saskatchewan qui comparaissent devant le tribunal pour adolescents, et nous voulions la réserver jusqu'à ce que M. MacLellan nous revienne et nous dise ce qu'il en pense. Monsieur le président, peut-être pourrions-nous réserver cette partie et revenir au début du projet de loi pour le passer à nouveau en revue.

La seconde partie ne concerne pas tant la Saskatchewan que les contrevenants non résidents. Dans la mesure où nous avons réservé cet amendement le dernier jour, il serait peut-être bon de voir si nous faisons cet amendement au projet de loi avant d'en tenir compte pour la promulgation de la loi. Si le comité souhaite le réserver, peut-être pourrions-nous revenir...

[Texte]

Mr. Rideout: Can I ask a dumber question? In two or three spots you specify if a certain bill comes into effect. Is that proper?

Mr. Nicholson: Are you referring to the previous one?

Mr. Rideout: Let's take clause 86, or you can go back to clause 83. I thought we ran into some prohibition with the banking legislation. When you had speculative amendments, they were ruled out of order or something. Maybe the clerk would know. I'm not trying to be difficult; I just don't know whether you can do it.

Mr. Nicholson: Mr. Roy reminded me that we did it in Bill C-30. We put in some conditional clauses, so I don't know. I think it's fairly common to do that in transitional amendments at the end of bills, because it just means we don't have to revisit these things later on.

Mr. Rideout: I understand that, but I think we ran into that problem in the finance committee, with certain bills under the Bank Act. As soon as you had the "if" word, they were struck down. I may be incorrect, but I don't think you can do anything speculative. If the moon comes up on the 23rd of the month... you can't do that sort of thing.

Mr. Nicholson: I'm not so sure it's uncommon to say we anticipate certain regulations coming into effect. In fact this whole bill is predicated on regulations that will come into effect later, and it seems to me that we had a slew of them under section 30.

Mr. Rideout: I just look at it and it says if Bill C-42 is introduced in the third session...

Mr. Nicholson: It does add an element of uncertainty, doesn't it?

Mr. MacLellan: Yes.

Mr. Rideout: You just read it and wonder how you can...

• 1920

Mr. Nicholson: You know why it is there. We dealt with it in the past, and we don't have to revisit it again.

Le président: Monsieur Rideout, vous avez soulevé un point intéressant. Cependant, je ne pense pas qu'on puisse...

Mr. Nicholson: It was pointed out to me that if we do not do things now, they are caught by an omnibus bill later. It's best to clean up all things, I guess.

Mr. Rideout: I do not mind co-operating. The only thing is there was some question mark on something else, and I have anorexia or some other disease, I think, and can't remember what the whole thing was all about.

Mr. Porter: If we sit here much longer we will all have it.

Mr. Rideout: We will all get Alzheimer's. I think there is some prohibition against doing it this way.

[Traduction]

M. Rideout: Puis-je poser une question encore plus idiote? On dit à deux ou trois reprises «si un certain projet de loi entre en vigueur». Est-ce bien approprié?

M. Nicholson: Voulez-vous parler du précédent?

M. Rideout: Prenons l'article 86 ou revenons à l'article 83. Je crois que nous avons eu quelques interdictions avec la législation concernant les banques. Lorsque vous proposez des amendements hypothétiques, on décide qu'ils ne sont pas recevables. Peut-être le greffier sait-il ce qu'il en est. Je n'essaie pas de faire le difficile, je ne sais simplement pas si on peut le faire.

M. Nicholson: M. Roy m'a rappelé que nous l'avons fait pour le projet de loi C-30. Nous avons mis quelques clauses restrictives, aussi je ne sais trop. Je crois que c'est assez courant pour les amendements transitoires à la fin des projets de loi, parce que cela veut simplement dire que nous n'avons pas à revenir sur tout plus tard.

M. Rideout: Je comprends cela, mais je crois que nous avons eu un problème avec le Comité des finances, avec certains projets de loi pour la Loi sur les banques. Dès qu'on avait le «si», on les rejetait. Je me trompe peut-être, mais je ne crois pas que l'on puisse faire des hypothèses. Si la lune se lève le 23 du mois... on ne peut faire ce genre de choses.

M. Nicholson: Je ne crois pas qu'il soit rare de dire qu'on prévoit l'entrée en vigueur de certains règlements. En fait, tout ce projet de loi repose sur des règlements qui entreront en vigueur par la suite et il me semble qu'il y en a eu toute une flopée pour l'article 30.

M. Rideout: Je regarde ce qu'il en est et on dit que si le projet de loi C-42 est présenté à la troisième session...

M. Nicholson: Cela ajoute un élément d'incertitude n'est-ce pas?

M. MacLellan: Oui.

M. Rideout: On le lit et on se demande comment on peut...

M. Nicholson: Vous savez pourquoi c'est là. Nous en avons déjà discuté par le passé, et ce n'est donc pas la peine que nous revenions là-dessus.

The Chairman: Mr. Rideout, you have indeed raised an interesting point. However, I do not believe we can—

M. Nicholson: On m'a fait remarquer que si nous ne nous en occupons pas dès maintenant, un projet de loi omnibus va permettre de le faire par la suite. Il me semble donc préférable de régler tous ces petits détails maintenant.

M. Rideout: Je suis tout à fait disposé à collaborer. Cependant, nous avions quelques doutes sur une autre question, et comme je suis atteint d'anorexie ou d'une autre maladie, je n'arrive pas à me souvenir de notre discussion à ce sujet.

M. Porter: Si nous restons là pendant longtemps encore, nous risquons d'en être tous atteints.

M. Rideout: Oui, nous allons tous finir par avoir la maladie d'Alzheimer. J'ai l'impression que cette procédure-là n'est pas admissible.

[Text]

Mr. Nicholson: Actually I do not know of a prohibition, but as I say, I could be wrong. Mr. Roy, I do not know if you worked on that bill, but I believe in Bill C-30 we did have a number of sections predicated on other bills passing. As I say, my memory may be wrong too.

Mr. Roy: We have had clauses of that nature in other bills, and there hasn't been any problem. It may not be the best idea in the world to have that in a number of bills on a number of occasions. Be that as it may, I think in legislation like this, we can probably live with it.

Mr. Rideout: Let me put it this way. If the clerk and the chairman are satisfied that this is proper procedure, I am certainly not going to say no.

In one of the clauses... talking about Bill C-30, dealing with the Criminal Code, mental disorders and young offenders, and those have all passed. So you have it as an "if" when it is in actual fact a reality, I think.

Mr. Nicholson: I think at the time the case you are talking about came up, it was technically possible, but the chair had some reservations about what we were doing. I guess it really comes down to a case of whether we want to do it here or catch it later on by an omnibus bill. Obviously I would just as soon do it now, get it done, and clean it up a little.

Mr. Rideout: I am not being difficult. If the chairman rules it in order, then we will deal with it.

Le président: Je ne crois pas que la recevabilité de l'amendement puisse être remise en question ici. Cependant, s'il y a un doute qui persiste dans l'esprit d'un membre du Comité, il est toujours possible d'en faire mention à la Chambre dans un rappel au Règlement.

Mr. Nicholson: On a point of order, Mr. Chairman.

Le président: C'est cela. Je pense qu'un rappel au Règlement pourrait se faire subséquemment si un doute persiste dans l'esprit d'un des membres du Comité.

On vous remercie beaucoup, monsieur Rideout.

Amendment agreed to

Clause 87 as amended agreed to

Mr. Rideout: Are we standing down clause 87? Oh, we have carried clause 87. Okay. I am confused now.

Le président: Avant de procéder à l'adoption de l'Annexe, de l'article 1, du titre et du projet de loi, nous allons revenir à l'étude des articles qui ont été réservés précédemment.

Mr. Rideout: Mr. Chairman, on all of those clauses we stood down in addition to clause 1, if you want we are prepared on this side to say that those clauses that dealt with the young offenders and the impact of that... on division, go ahead. That would give you your bill.

[Translation]

M. Nicholson: Non, je ne pense pas que ce soit le cas, mais je peux me tromper. Monsieur Roy, je ne sais si vous avez travaillé au projet de loi C-30, mais il me semble qu'à plusieurs reprises, le traitement de certains articles était fonction de l'adoption d'autres projets de loi. Mais, encore une fois, ma mémoire me fait peut-être défaut.

M. Roy: Nous avons effectivement eu des articles de même nature dans d'autres projets de loi, et ils n'ont jamais posé de problèmes. Ce n'est peut-être pas la meilleure solution que de suivre la même procédure pour plusieurs projets de loi en même temps. Mais quoi qu'il en soit, dans un projet de loi comme celui-ci, il ne devrait pas y avoir de problème, il me semble.

M. Rideout: Écoutez, si le greffier et le président sont convaincus que c'est la bonne procédure, je ne vais certainement pas m'y opposer.

Dans l'un des articles... et là, je fais allusion au projet de loi C-30, qui modifie le Code criminel en ce qui concerne les troubles mentaux ainsi que la Loi sur les jeunes contrevenants, tous les articles de même nature ont été adoptés. Donc, vous en parlez comme si c'était une possibilité, alors que c'est une réalité, il me semble.

M. Nicholson: Quant au cas que vous soulevez, il me semble à l'époque qu'on disait que c'était possible en théorie, même si le président avait quelques réserves en ce qui concerne cette procédure. En fait, il s'agit de savoir si l'on veut régler le problème dès maintenant ou le faire plus tard au moyen d'un projet de loi omnibus. Pour ma part, j'aime autant qu'on règle tous ces petits détails tout de suite.

M. Rideout: Je ne veux pas faire le difficile. Si le président décide que c'est recevable, nous allons passer immédiatement à l'examen de l'article en question.

The Chairman: I do not believe the admissibility of the amendment can be questioned here. However, if any member of the Committee has doubts in that regard, he has the option of raising a point of order in the House on that very subject.

M. Nicholson: Par rappel au Règlement, vous dites.

The Chairman: Yes, exactly. I think a point of order could be raised subsequently if any members of the Committee continue to have doubts about it.

Thank you very much, Mr. Rideout.

L'amendement est adopté

L'article 87 modifié est adopté

M. Rideout: Avons-nous décidé de réserver l'article 87? Ah, bon, nous l'avons adopté. Très bien. Je ne comprends plus rien.

The Chairman: Before proceeding with the schedule, Clause 1 and the title of the Act, we will come back to those clauses that were stood earlier.

M. Rideout: Monsieur le président, en ce qui concerne tous les articles réservés, en plus de l'article 1, si vous le souhaitez, nous, de ce côté-ci, sommes disposés à accepter que ces articles qui concernaient les jeunes contrevenants et l'incidence... C'est à dire que nous pouvons simplement dire qu'ils ont été adoptés à la majorité des voix. Ainsi, vous auriez tout de suite votre projet de loi.

[Texte]

Mr. Nicholson: I think it would, Mr. Chairman. It might be just as quick to go through them to make sure we have them all.

Mr. MacLellan: I think clause 17 was the first.

Mr. Nicholson: Yes, I believe it is.

Le président: Il est nécessaire qu'on les étudie un par un parce qu'ils font tous l'objet d'un amendement. On peut y aller rapidement, mais...

Article 17—*Dépôt du procès-verbal*

• 1925

Mr. Fee: Mr. Chairman has the amendment labelled G-2 been moved?

Mr. Nicholson: No. It was stood.

Mr. Fee: I move then that clause 17 of Bill C-46 be amended as printed on the paper labelled G-2.

Amendment agreed to on division [See *Minutes of Proceedings*]

Mr. Nicholson: I believe there's another amendment to clause 17 concerning the Canada Shipping Act offences. I was just going to point out that in addition to the discussion we had concerning the Young Offenders Act, Saskatchewan, there is a minor provision in the Canada Shipping Act that allows hearings under this act to be done by one justice of the peace, as opposed to two, so that was tagged in there as well. It went on division.

Clause 17 agreed to on division

On clause 23—*Plea of guilty with representations*

The Chairman: Shall clause 23 carry?

Mr. Nicholson: Was that the discussion we had, at least in part, concerning non-resident offenders as well as...?

Mr. Stevenson: Has this amendment been moved?

Mr. Nicholson: Is this now the clause 23 amendment before the committee?

Mr. MacLellan: Not yet.

Mr. Nicholson: Okay, perhaps we could move it and then we'll get into it.

Le président: Si vous me le permettez, je vais prendre le contrôle des travaux. Je demanderais à un membre du Comité de proposer l'amendement G-7.

Mr. Stevenson: I move that clause 23 of Bill C-46 be amended as printed in government amendment G-7.

The Chairman: Any questions or comments?

Mr. Nicholson: Well, Mr. Chairman, hopefully this streamlines the process a bit. The way the bill is worded now, it calls for the exchange of pleadings between the individual and the representative of the Crown. It would eliminate that, at least part of that, unless the justice orders otherwise. It eliminates the pleadings from the Crown, which would unnecessarily delay and make the whole process more onerous than it need be. But the option remains with the

[Traduction]

M. Nicholson: Oui, absolument, monsieur le président. Mais ce serait peut-être aussi rapide de les voir un par un, pour être sûrs de n'avoir rien manqué.

M. MacLellan: Il me semble que l'article 17 est le premier.

M. Nicholson: Oui, il me semble.

The Chairman: We have to go through them one by one, because they each have an amendment. But I do think we could go through them quickly...

Clause 17—*Filing of ticket*

M. Fee: Monsieur le président, l'amendement G-2 a-t-il été proposé?

M. Nicholson: Non. Il a été réservé.

M. Fee: Je propose que l'article 17 du projet de loi C-46 soit modifié comme indiqué au document intitulé G-2.

L'amendement est adopté à la majorité [Voir *Procès-verbaux*]

M. Nicholson: Je crois qu'il y a un autre amendement à l'article 17 concernant les contraventions relevant de la Loi sur la marine marchande du Canada. J'allais signaler cela en plus de la discussion que nous avons eue au sujet de la Loi sur les jeunes contrevenants de la Saskatchewan; il y a une petite disposition dans la Loi sur la marine marchande du Canada qui permet la tenue, d'audiences par un seul juge de paix au lieu de deux, cela était donc lié. On l'a accepté à la majorité.

L'article 17 est adopté à la majorité

Article 23—*Plaidoyer de culpabilité avec observations*

Le président: L'article 23 est-il adopté?

M. Nicholson: S'agit-il de la discussion que nous avons eue, du moins en partie, concernant les contrevenants non résidents ainsi que...?

M. Stevenson: Cet amendement a-t-il été proposé?

M. Nicholson: Est-ce l'amendement à l'article 23 qui est maintenant soumis au comité?

M. MacLellan: Pas encore.

M. Nicholson: Peut-être pourrions-nous le proposer et ensuite en discuter.

The Chairman: If I may, I will be chairing the meeting. I would ask a member to move amendment G-7.

M. Stevenson: Je propose que l'article 23 du projet de loi C-46 soit modifié comme indiqué à l'amendement G-7 du gouvernement.

Le président: Y a-t-il des questions ou des remarques?

M. Nicholson: Ma foi, monsieur le président, cela rend les procédures plus uniformes. À la façon dont le projet de loi est maintenant libellé, on demande un échange de plaidoyers entre l'individu et le représentant de la Couronne. On supprime cela, du moins en partie, à moins que la justice n'en décide autrement. On supprime les plaidoyers de la Couronne, qui retarderaient inutilement le processus et l'alourdiraient davantage. Le juge garde la possibilité

[Text]

justice that if he or she wants to hear those pleadings, they can, but it's not required under this section.

Amendment agreed to on division [See *Minutes of Proceedings*]

Mr. Porter: I move that clause 23 of Bill C-46 be amended as printed in government amendment G-8.

Amendment agreed to on division [See *Minutes of Proceedings*]

Clause 23 as amended agreed to

• 1930

On clause 24—*Non-resident defendants*

Mr. Fee: I move that the English version of clause 24 of Bill C-46 be amended by striking out line 15 on page 11 and substituting the following:

guilty plea on the ticket and sending it by

Amendment agreed to on division

Mr. Fee: I would also move that clause 24 of Bill C-46 be amended by striking out line 22 on page 11 and substituting the following:

young person in a province the lieutenant-governor in council of which has not made an order under subsection 17(2), the youth court shall consider

Amendment agreed to on division

Mr. Stevenson: I move that clause 24 of Bill C-46 be amended as printed in government amendment G-11.

Amendment agreed to [See *Minutes of Proceedings*]

Clause 24 as amended agreed to on division

On clause 25—*Crown to be notified*

Mr. Nicholson: I would suggest to members that in view of what we passed in the previous one, we should not pass clause 25.

Clause 25 negated

On clause 26—*Sentencing hearing*

Mr. Fee: I move that clause 26 of Bill C-46 be amended by striking out lines 34 and 35 on page 12 and substituting the following:

hearing be held under paragraph 23(3)(c) or 24(2)(c), the court, the clerk of the court or

Amendment agreed to

Clause 26 as amended agreed to

On clause 28—*Non-resident defendants*

Mr. Porter: I move that clause 28 of Bill C-46 be amended by striking out line 26 on page 13 and substituting the following:

the peace or, in the case of a young person in a province the lieutenant-governor in council of which has not made an order under subsection 17(2)

[Translation]

d'entendre ces plaidoyers s'il le juge bon, mais ce n'est pas obligatoire en vertu de cet article.

L'amendement est adopté à la majorité [Voir *Procès-verbaux*]

M. Porter: Je propose que l'article 23 du projet de loi C-46 soit modifié comme indiqué à l'amendement G-8 du gouvernement.

L'amendement est adopté à la majorité [Voir *Procès-verbaux*]

L'article 23 modifié est adopté

Article 24—*Non-résidents*

M. Fee: Je propose que l'article 24 de la version anglaise du projet de loi C-46 soit modifié par substitution, à la ligne 15, page 11, de ce qui suit:

guilty plea on the ticket and sending it by

L'amendement est adopté à la majorité

M. Fee: Je propose aussi que l'article 24 du projet de loi C-46 soit modifié par substitution, à la ligne 21, page 11, de ce qui suit:

s'agit d'un adolescent, dans une province dont le lieutenant-gouverneur en conseil n'a pas pris un décret en vertu du paragraphe 17(2), le tribunal pour ado-

L'amendement est adopté à la majorité

M. Stevenson: Je propose que l'article 24 du projet de loi C-46 soit modifié comme indiqué à l'amendement G-11 du gouvernement.

L'amendement est adopté [Voir *Procès-verbaux*]

L'article 24 modifié est adopté à la majorité

Article 25—*Avis au procureur général du Canada*

M. Nicholson: Je propose aux membres qu'étant donné ce que nous venons d'adopter, nous ne devrions pas adopter l'article 25.

L'article 25 est rejeté

Article 26—*Audience*

M. Fee: Je propose que l'article 26 du projet de loi C-46 soit modifié par substitution, à la ligne 31, page 12, de ce qui suit:

23(3)c) ou 24(2)c) de la tenue d'une

L'amendement est adopté

L'article 26 modifié est adopté

Article 28—*Non-résidents*

M. Porter: Je propose que l'article 28 du projet de loi C-46 soit modifié par substitution, à la ligne 26, page 13, de ce qui suit:

s'agit d'un adolescent, dans une province dont le lieutenant-gouverneur en conseil n'a pas pris un décret en vertu du paragraphe 17(2), le tribunal pour ado-

[Texte]

Amendment agreed to on division

Clause 28 as amended agreed to on division

• 1935

On clause 30—*Trial*

Mr. Fee: I move to amend clause 30 of Bill C-46 by striking out line 15 on page 14 and substituting the following:

the peace or, in the case of a young person in a province the lieutenant governor in council of which has not made an order under subsection 17(2), a

Amendment agreed to on division

Clause 30 as amended agreed to on division

Clauses 35 and 36 agreed to

On clause 38—*Sentencing hearing*

Mr. Fee: Mr. Chairman, I move to amend clause 38 of Bill C-46 by striking out line 10 on page 17 and substituting the following:

person in a province the lieutenant governor in council of which has not made an order under subsection 17(2), a youth court shall hold a sentencing

Amendment agreed to on division

Clause 38 as amended agreed to on division

On clause 82

Mr. Nicholson: On a point of order, Mr. Chairman, I believe there was a government amendment to clause 46. It's all in the same area. I'm not sure whether or not it was moved. It's the last one in that adult youth court series of amendments.

An hon. member: It was passed.

Mr. Nicholson: Was it passed? Okay.

Le président: Monsieur Nicholson, à l'article 46, il y a eu un amendement de proposé, l'amendement G-19. Il a été débattu et adopté sur division.

Mr. Nicholson: I just wanted to make sure. Thank you.

Le président: Je reviens à l'article 82.

Mr. MacLellan: Mr. Chairman, why did we stand clause 82? I wasn't here.

Mr. Nicholson: Mr. Rideout said because it had mentioned the Young Offenders Act... and because we still had amendments earlier in the act concerning the Young Offenders Act.

Clause 82 agreed to on division

The Chairman: Shall the schedule carry?

Some hon. members: Agreed.

The Chairman: Shall clause 1 carry?

Some hon. members: Agreed.

The Chairman: Shall the title carry?

[Traduction]

L'amendement est adopté à la majorité

L'article 28 modifié est adopté à la majorité

Article 30—*Procès*

M. Fee: Je propose que l'article 30 du projet de loi C-46 soit modifié par substitution, à la ligne 17, page 14, de ce qui suit:

s'agit d'un adolescent, dans une province dont le lieutenant-gouverneur en conseil n'a pas pris un décret en vertu du paragraphe 17(2), le tribunal des adoles-

L'amendement est adopté à la majorité

L'article 30 modifié est adopté à la majorité

Les articles 35 et 36 sont adoptés

Article 38—*Audience: détermination de la peine*

M. Fee: Monsieur le président, je propose que l'article 38 du projet de loi C-46 soit modifié par substitution, à la ligne 10, page 17, de ce qui suit:

dans une province dont le lieutenant-gouverneur en conseil n'a pas pris un décret en vertu du paragraphe 17(2), le tribunal pour adolescents, tient une

L'amendement est adopté à la majorité

L'article 38 modifié est adopté à la majorité

Article 82

M. Nicholson: J'invoque le Règlement, monsieur le président. Je crois qu'il y avait un amendement du gouvernement à l'article 46. Cela relève du même domaine. Je ne suis pas sûr qu'on l'ait proposé. C'est le dernier de la série d'amendements sur le tribunal pour adolescents.

Une voix: Il a été adopté.

M. Nicholson: Il a été adopté? Très bien.

The Chairman: Mr. Nicholson, on section 46, an amendment was moved; it was amendment G-19. It was discussed and agreed to on division.

M. Nicholson: Je voulais m'en assurer. Merci.

The Chairman: Let us go back to clause 82.

M. MacLellan: Monsieur le président, pourquoi avons-nous réservé l'article 82; je n'étais pas là.

M. Nicholson: M. Rideout a dit que c'était parce qu'on mentionnait la Loi sur les jeunes contrevenants... et parce qu'il y avait encore des amendements antérieurs dans la loi concernant la Loi sur les jeunes contrevenants.

L'article 82 est adopté à la majorité

Le président: L'annexe est-elle adoptée?

Des voix: Adoptée.

Le président: L'article 1 est-il adopté?

Des voix: Adopté.

Le président: Le titre est-il adopté?

[Text]

Some hon. members: Agreed.

The Chairman: Shall the bill as amended carry?

Some hon. members: Agreed.

The Chairman: Shall I order a reprint of the bill as amended as a working copy for the use of the House of Commons at the report stage?

Some hon. members: Agreed.

The Chairman: Shall I report the bill as amended to the House?

Mr. MacLellan: As well as to propose the point of order, "and the point of order".

• 1940

Le président: Monsieur MacLellan, je pense que vous faites allusion à la question de l'article 17. C'est cela?

M. MacLellan: Non, parce que j'ai maintenant un problème en ce qui concerne l'article 17. Il y a des choses qui restent. Il y a le rappel au Règlement sur la question de l'article 87. Je propose un rappel au Règlement sur...

Le président: Il y a ici deux possibilités, monsieur MacLellan. Le Comité peut s'entendre pour que la présidence soulève un rappel au Règlement à la Chambre. Il est aussi possible que vous le fassiez ou qu'un autre membre du Comité le fasse.

Lorsque nous avons eu la discussion, j'ai dit, et vous pourrez le vérifier dans le compte rendu de la séance, que si un député croyait qu'il y avait matière à soulever une question de Règlement, il pouvait le faire si un doute persistait dans son esprit.

Je ne sais pas ce que vous en pensez...

Mr. MacLellan: No, no, no. It's not a question of that. It's just that Mr. Rideout is no longer here. We agreed as a matter of form that you would raise the point of order, that's all.

Mr. Stevenson: No.

Mr. MacLellan: No, it doesn't affect the passage of the bill in committee. It's separate and apart from that.

Mr. Nicholson: You're not suggesting that the chairman would raise this as a point of order, are you, Mr. MacLellan?

Mr. MacLellan: That's the way it was left.

Mr. Nicholson: I thought Mr. Rideout might raise it as a point of order.

Mr. MacLellan: This wasn't my understanding. I would just like a clarification, anyway. I don't care if it's a point of order or a letter from the Speaker—it doesn't really matter to me—just as long as we know for future reference that this format is suitable, that's all.

Mr. Stevenson: Mr. Chairman, it's not a matter of any consequence to me personally, but as I recall it, we left it as something that could be raised as a point of order. I did not recall it being a directive to the chairman by anyone that the chairman should raise it as a point of order.

[Translation]

Des voix: Adopté.

Le président: Le projet de loi modifié est-il adopté?

Des voix: Adopté.

Le président: Dois-je demander une réimpression du projet de loi modifié à titre de document de travail à utiliser par la Chambre des communes à l'étape du rapport?

Des voix: D'accord.

Le président: Dois-je faire rapport du projet de loi modifié à la Chambre?

M. MacLellan: Et proposer le renvoi au Règlement, «et le renvoi au Règlement».

The Chairman: Mr. MacLellan, I believe you are referring to Clause 17, are you not?

Mr. MacLellan: No, it's just that I now have a problem with Clause 17. There are some unresolved issues. There is the point of order on Clause 87. I propose that a point of order be raised...

The Chairman: Well, there are two possibilities, Mr. MacLellan. The Committee can agree to ask the Chairman to raise a point of order on this issue on the House. It is also possible for you or another member of the Committee to do so.

When we were discussing the point, I said—and you can check the minutes and proceedings of the meeting, if you wish—that if a member believed, because of a doubt in his own mind, that this issue should be the subject of a point of order in the House, he was free to proceed in that way.

I don't know what your views are...

M. MacLellan: Non, non. Il ne s'agit pas de cela. C'est simplement que M. Rideout n'est plus là. Nous avons convenu que vous souleveriez la question du Règlement à la Chambre. C'est tout.

M. Stevenson: Non.

M. MacLellan: Cela n'influe nullement sur l'adoption du projet de loi par le comité. C'est une question tout à fait distincte.

M. Nicholson: Je présume que vous ne proposez pas que le président soulève cette question à la Chambre, n'est-ce pas, monsieur MacLellan?

M. MacLellan: C'est bien cela qui était convenu.

M. Nicholson: J'avais l'impression que M. Rideout allait le faire lui-même.

M. MacLellan: Ce n'est pas du tout ce que j'avais compris. En tout cas, il conviendrait peut-être de tirer au clair la situation. Peu importe qu'on soulève la question à la Chambre ou qu'on demande l'opinion du Président sur la question—l'une ou l'autre solution conviendrait, en ce qui me concerne—il faut simplement qu'on sache, en prévision de nos travaux futurs, si cette procédure est admissible ou non.

M. Stevenson: Monsieur le président, personnellement, je n'ai pas de préférence à cet égard, mais si ma mémoire est bonne, nous avons convenu plus tôt que quelqu'un pourrait éventuellement soulever la question du règlement à la Chambre. Je ne pense pas que quiconque ait demandé expressément au président de faire un rappel au Règlement à cette fin à la Chambre.

[Texte]

Le président: La décision que j'ai rendue tout à l'heure était celle-ci. Il ne me semblait pas que l'amendement puisse être recevable ou que je sois en mesure de porter un jugement sur la recevabilité de l'amendement en question.

Je vais répéter ce que j'ai proposé tout à l'heure. Si quelque doute que ce soit persiste dans l'esprit de quelque membre du Comité que ce soit, il lui est possible de soulever la question à la Chambre par voie de rappel au Règlement.

M. MacLellan: Chaque membre. . .

Le président: Exactement. Merci beaucoup, monsieur MacLellan.

Shall I report the bill as amended to the House?

Some hon. members: Agreed.

Le président: Nous avons terminé l'étude article par article du projet de loi. Si les membres du Comité désirent faire quelques commentaires avant qu'on termine la séance, je les invite à le faire.

Pour ma part, je pense que les travaux ont été empreints d'une entière collaboration de la part de tous les membres, ce qui a été fort utile pour l'avancement de nos travaux.

• 1945

Je tiens à remercier les fonctionnaires du ministère de la Justice pour leur disponibilité et pour toute l'information qu'ils ont su nous fournir dans le cadre de nos travaux, ainsi que tous les membres du Comité, M. Nicholson, M. Fee, M. Porter, M. Stevenson, M. MacLellan, M. Rideout et M. Waddell.

Je pense qu'on a fait un excellent travail empreint de collaboration et de sérénité.

Mr. MacLellan: Thank you very much, Mr. Chairman, for all your work.

Mr. Nicholson: Thank you, and congratulations, Mr. Chairman, on a job well done on a difficult piece of legislation.

Le président: Je vous remercie infiniment. La séance est levée.

[Traduction]

The Chairman: The ruling I made on this issue earlier was this: I was not of the view that the amendment was in order or that I was really in a position to make such a determination.

I will now repeat what I proposed earlier. If doubts remain in the mind of any member of the Committee, he has the option of raising the issue in the House as a point of order.

Mr. MacLellan: Every member. . .

The Chairman: Yes, exactly. Thank you very much, Mr. MacLellan.

Dois-je faire rapport du projet de loi, modifié, à la Chambre?

Des voix: D'accord.

The Chairman: We have now completed our clause-by-clause consideration of the Bill. If Committee members have any further comment to make before I adjourn the meeting, I will ask that they do so now.

As far as I am concerned, the work of this Committee has been carried out with the full co-operation of all members, which has certainly been extremely useful in expediting the entire process.

I would like to thank Justice Department officials for their availability and for all the information they so willingly provided in the course of our work, and to thank all the members of the Committee—namely, Mr. Nicholson, Mr. Fee, Mr. Porter, Mr. Stevenson, Mr. MacLellan, Mr. Rideout and Mr. Waddell.

I think the Committee can be proud of the excellent work it accomplished with calm and co-operation.

M. MacLellan: Merci infiniment de votre contribution, monsieur le président.

M. Nicholson: Merci, monsieur le président, et mes félicitations pour l'excellent travail que vous avez fait dans l'examen de ce difficile projet de loi.

The Chairman: Thank you very much. The meeting is adjourned.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Cœur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*
Groupe Communication Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Cœur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From the Department of Justice:

Yvan Roy, General Counsel, Criminal Law Policy;
Mark Berlin, Senior Counsel, Criminal Law Policy.

TÉMOINS

Du ministère de la Justice:

Yvan Roy, avocat général, Section de la politique, droit pénal;
Mark Berlin, avocat conseil, Section de la politique, droit pénal.



CANADA

INDEX

LEGISLATIVE COMMITTEE ON

Bill C-46

Contraventions Act



HOUSE OF COMMONS

Issues 1-3 • 1991-1992 • 3rd Session • 34th Parliament

Published under authority of the Speaker of the House of Commons
by the Queen's Printer for Canada.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des
communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

GUIDE TO THE USER

This index is subject-based and extensively cross-referenced. Each issue is recorded by date; a list of dates may be found on the following page.

The index provides general subject analysis as well as subject breakdown under the names of Members of Parliament indicating those matters discussed by them. The numbers immediately following the entries refer to the appropriate pages indexed. The index also provides lists.

All subject entries in the index are arranged alphabetically, matters pertaining to legislation are arranged chronologically.

A typical entry may consist of a main heading followed by one or more sub-headings.

Income tax

Farmers

Capital gains

Cross-references to a first sub-heading are denoted by a long dash.

Capital gains *see* Income tax—Farmers

The most common abbreviations which could be found in the index are as follows:

1r, 2r, 3r, = first, second, third reading A = Appendix amdt. = amendment Chap = Chapter
g.r. = government response M. = Motion o.q. = oral question qu. = question on the
Order Paper R.A. = Royal Assent r.o. = return ordered S.C. = Statutes of Canada
S.O. = Standing Order

Political affiliations:

BQ	Bloc Québécois
Ind	Independent
Ind Cons	Independent Conservative
L	Liberal
NDP	New Democratic Party
PC	Progressive Conservative
Ref	Reform Party of Canada

**For further information contact the
Index and Reference Service — (613) 992-8976
FAX (613) 992-9417**

INDEX

HOUSE OF COMMONS LEGISLATIVE COMMITTEE

THIRD SESSION—THIRTY-FOURTH PARLIAMENT

DATES AND ISSUES

—1992—

April: 30th, 1.

May: 4th, 1; 13th, 2; 20th, 3.

Airports *see* Parking tickets

Berlin, Mark (Justice Department)

Contraventions Act (Bill C-46), 1:18-21, 24-5, 30-41; 2:10-1, 13-7, 24; 3:18-9, 24, 29

Birds *see* Migratory Birds Convention Act

Bjornson, David (PC—Selkirk—Red River)

Contraventions Act (Bill C-46), 1:34-6

Procedure and Committee business

Meetings, 1:10, 43-4

Organization meeting, 1:10

Witnesses, 1:42-3

Regulatory offences, 1:34-5

Boaters *see* Small vessel regulations

Canada Shipping Act *see* Small vessel regulations

Canadian Bar Association *see* Regulatory offences

Chairman, rulings and statements

Bills, amendments, Report stage, admissibility, 3:34, 38-9

Contraventions Act (Bill C-46)—Minister of Justice

Consideration, 1:13-44; 2:6-30; 3:17-39; as amended, 3:38, carried, 16; report to House with amds., 3:39, agreed to, 16

Clause 1, 2:8, stood, 3; 3:37, carried, 16

Clause 2, 2:8, carried, 3

Clause 3, 2:8, carried, 3

Clause 4, 2:8-11, carried, 3

Clause 5, 2:11, carried, 3

Clause 6, 2:12, carried, 3

Clause 7, 2:12, carried, 3

Clause 8, 2:12-4, carried, 3

Clause 9, 2:14-5, carried, 3

Clause 10, 2:15-6, carried, 3

Clauses 11 to 13, 2:16, carried severally, 3

Clause 14, as amended, 2:17, carried, 4

Amdt. (Nicholson), 2:17, agreed to, 3

Clauses 15 to 16, 2:17, carried severally, 4

Clause 17, 2:17-21, stood, 4; as amended, 3:35, carried on division, 13

Amdt. (Fee), 3:35, agreed to on division, 13

Clause 18, as amended, 2:22, carried, 4

Amdt. (Nicholson), 2:21, agreed to, 4

Amdt. (Nicholson), 2:21-2, agreed to, 4

Clause 19, 2:22, carried, 4

Clause 20, 2:22-4, carried, 4

Clause 21, 2:24, carried, 4

Clause 22, 2:24, carried, 4

Clause 23, 2:24-5, stood, 4; as amended, 3:36, carried on division, 14

Amdt. (Stevenson), 3:35-6, agreed to on division, 14

Amdt. (Porter), 3:36, agreed to on division, 14

Clause 24, 2:25, stood, 4; as amended, 3:36, carried, 15

Amdt. (Fee), 3:36, agreed to on division, 14

Amdt. (Fee), 3:36, agreed to on division, 14

Amdt. (Stevenson), 3:36, agreed to, 15

Clause 25, 2:25, stood, 4; 3:36, negated, 15

Clause 26, 2:25, stood, 4; as amended, 3:36, agreed to, 15

Amdt. (Fee), 3:36, agreed to, 15

Clause 27, 2:25, carried, 4

Contraventions Act (Bill C-46)—Minister...—*Cont.*

Clause 28, 2:25-6, stood, 4; as amended, 3:37, carried on division, 15

Amdt. (Porter), 3:36-7, agreed to on division, 15

Clause 29, 2:25-6, stood, 4; as amended, carried, 3:16

Amdt. (Stevenson), agreed to on division, 3:15-6

Clause 30, 2:25-6, stood, 4; as amended, 3:37, carried on division, 16

Amdt. (Fee), 3:37, agreed to on division, 16

Clause 31, 2:26, carried, 4

Clause 32, 2:26, carried, 5

Clause 33, 2:26-7, carried, 5

Clause 34, 2:27, carried, 5

Clause 35, 2:27-8, stood, 5; 3:37, carried, 16

Amdt. (Waddell), 2:27-8, withdrawn by unanimous consent, 5

Clause 36, 2:28, stood, 5; 3:37, carried, 16

Clause 37, 2:28, carried, 5

Clause 38, 2:28, stood, 5; as amended, 3:37, carried on division, 16

Amdt. (Fee), 3:37, agreed to on division, 16

Clause 39, 3:17, carried, 9

Clause 40, as amended, 3:17, carried, 9

Amdt. (Nicholson), 3:17, agreed to, 9

Clause 41, 3:17, carried, 9

Clause 42, 3:17-9, carried on division, 9

Clauses 43 to 44, 3:19, carried severally, 9

Clause 45, as amended, 3:19, carried on division, 9

Amdt. (Fee), 3:19, agreed to, 9

Clause 46, as amended, 3:19-22, carried on division, 10

Amdt. (Fee), 3:20-1, agreed to on recorded division, 9-10

Clauses 47 to 50, 3:22-3, carried severally, 10

Clause 51, 3:23, carried, 10

Clause 52, 3:23, carried, 10

Clause 53, as amended, 3:25, carried, 10

Amdt. (Nicholson), 3:24-5, agreed to, 10

Clauses 54 to 55, 3:25, carried severally, 10

Clause 56, 3:25, carried, 10

Clause 57, as amended, 3:27, carried on division, 11

Amdt. (Porter), 3:26-7, agreed to on division, 10

Clause 58, 3:27, carried, 11

Clause 59, as amended, 3:27, carried, 11

Amdt. (Fee), 3:27, agreed to, 11

Clause 60, as amended, 3:29, carried, 11

New clause. M. to add (Fee), 3:27-9, agreed to, 11

Clause 61, as amended, 3:30, carried, 12

Amdt. (Stevenson), 3:29-30, agreed to, 11-2

Clause 62, as amended, 3:30, carried, 12

Amdt. (Porter), 3:30, agreed to, 12

Clause 63, 3:30, negated, 12

Clause 64, as amended, 3:31, carried, 12

Amdt. (Fee), 3:30-1, agreed to, 12

Clauses 65 to 81, 3:31, carried severally, 12

Clause 82, 3:31, stood, 12; 3:37, carried on division, 16

Clause 83, as amended, 3:32, carried, 12

Amdt. (Fee), 3:31, agreed to, 12

Amdt. (Fee), 3:32, agreed to, 12

Clauses 84 to 86, 3:32, carried severally, 12

Clause 87, as amended, 3:34, carried, 13

Amdt. (Porter), 3:32-4, agreed to, 12-3

Schedule, 3:37, carried, 16

Contraventions Act (Bill C-46)—Minister...—Cont.

- Title, 3:37, carried, 16
- Reprint, as amended, 3:38, agreed to, 16
- See also* Order of Reference; Report to House

Courts

- Cases, backlog, 1:14, 25, 27, 40

Criminal Code *see* Regulatory offences**Darling, Stan** (PC—Parry Sound—Muskoka)

- Contraventions Act (Bill C-46), 1:8-9, 26-31, 40-4; 2:22-3, 25, 27, 29
- Courts, 1:27, 40
- Procedure and Committee business
 - Documents, 1:44
 - Meetings, 1:43-4; 2:29
 - Organization meeting, 1:8-9, 11-2
 - Printing, M., 1:6
 - Witnesses, 1:8-9, 11-2, 42
- Regulatory offences, 1:8-9, 26-31, 40-1; 2:23, 25, 27
- Small vessel regulations, 1:8, 27

Department of Justice *see* Justice Department**Employment application forms**

- Contravention conviction, disclosure, legality, 1:36-7

Fee, Doug (PC—Red Deer)

- Contraventions Act (Bill C-46), 1:31-4, 41; 3:17, 19-20, 25, 27-8, 30-2, 35-7
- Procedure and Committee business, witnesses, 1:41
- Regulatory offences, 1:32-3
- Small vessel regulations, 1:31

Fines *see* Regulatory offences—Ticketing scheme**"Guilty but a representation"** *see* Regulatory offences**Gustafson, Leonard** (PC—Souris—Moose Mountain; Parliamentary Secretary to Prime Minister from May 8, 1991 to May 7, 1993)

- Contraventions Act (Bill C-46), 2:23-4, 27
- Regulatory offences, 2:23-4, 27

Justice Department

- Budget, 1:38-9; 2:20
- See also* Organizations appearing

Justice of the Peace

- Jurisdiction, 2:8; 3:35

Law Reform Commission of Canada *see* Regulatory offences**MacLellan, Russell** (L—Cape Breton—The Sydneys)

- Contraventions Act (Bill C-46), 1:16-7, 19-21, 36, 41-2, 44; 2:6-7, 9-11, 17-30; 3:17-23, 33, 35, 37-9
- Migratory Birds Convention Act, 1:19
- Procedure and Committee business
 - Bills, 2:6-7; 3:38-9
 - Meetings, 2:28-30
 - Organization meeting, 1:7-9, 11
 - Parliamentary secretaries, 3:21-2
 - Questioning of witnesses, 1:7
 - Witnesses, 1:8-9, 11, 41-2, 44
- Regulatory offences, 1:16-7, 19-21, 36; 2:9-11, 17-20, 22-4; 3:17-20, 22

Migratory Birds Convention Act

- Minor offences, 1:19, 31

Minor offences *see* Migratory Birds Convention Act; Regulatory offences**Muskoka Lakes Association** *see* Small vessel regulations—Boaters**Nicholson, Robert D.** (PC—Niagara Falls; Parliamentary Secretary to Minister of Justice and Attorney General of Canada from May 8, 1991 to May 7, 1993)

- Contraventions Act (Bill C-46), 1:10; 2:6-10, 12-30; 3:17-39
- Justice of the Peace, 2:8; 3:35
- Procedure and Committee business
 - Bills, 2:6-8; 3:32-4, 38
 - Meetings, 2:28-30
 - Organization meeting, 1:7-12
 - Parliamentary secretaries, 3:21
 - Questioning of witnesses, 1:7
 - Witnesses, 1:7-8, 10-2
- Prostitution, 2:9
- Regulatory offences, 1:10; 2:10, 12-5, 17-20, 22-7; 3:17-24, 26-9, 35-6

Order of Reference, 1:3**Organizations appearing**

- Justice Department, 1:13-26, 28-41; 2:10-1, 13-9, 24; 3:18-9, 24, 29, 34
- See also* individual witnesses by surname

Parking tickets

- Airports, 1:24
- Vehicle owners, liability, 2:16

Plea bargains *see* Regulatory offences—"Guilty but a representation"**Porter, Robert H.** (PC—Medicine Hat)

- Contraventions Act (Bill C-46), 2:14; 3:26, 30, 32-3, 36
- Procedure and Committee business
 - Bills, 3:33
 - Organization meeting, 1:7
 - Questioning of witnesses, M., 1:7
 - Regulatory offences, 2:14; 3:26

Préfontaine, Daniel (Justice Department)

- Contraventions Act (Bill C-46), 1:13-8, 22-4, 26, 28-9, 33, 37-8, 41

Procedure and Committee business

- Bills
 - Amendments, Report stage, admissibility, 3:32-4, 38-9
 - Clause-by-clause study, proceeding to, 1:36, 41, 44, agreed to, 5; 2:6-8
 - Clauses, standing, 2:6, 27
- Chairman, appointment by Speaker, 1:4, 6
- Documents, translation, distribution to follow, 1:11, 41-2, 44; 2:6
- Meetings
 - Notice, incorrect time, 1:9-10
 - Scheduling, 1:43-4, agreed to, 5; 2:28-30
- Organization meeting, 1:6-13
- Parliamentary secretaries, role, Committee member, voting, 3:21-2

Procedure and Committee business—Cont.

- Printing, minutes and evidence, M. (Darling), 1:6, agreed to, 4
- Questioning of witnesses, time limit, M. (Porter), 1:7, agreed to, 5
- Quorum, meeting and receiving/printing evidence without, M. (Stevenson), 1:7, agreed to, 4
- Staff, introductions, 1:6
- Witnesses, inviting
 - Appearances/submissions, 1:41-4; 2:6
 - Scheduling, 1:7-13

Prostitution

- Street soliciting, 2:9

Quebec Bar Association see Regulatory offences**Regulatory offences**

- Canadian Bar Association position, 1:7-11, 37, 41-2
- Criminal Code, part XXVII, summary conviction, 1:13, 16, 20; 2:8-11, 26-7
- Forfeiture provisions, 2:12
- "Guilty but a representation", plea bargains, 1:37-8; 2:24-5; 3:35-6
- Law Reform Commission of Canada position, 1:16, 22
- Legislation, time-frame, 1:8-9, 17, 26-31, 36
- Minor/statutory, criminal offences, criteria, 1:12-3, 15, 17-21, 25-7, 32, 39; 2:10
- Non-resident defendants, 1:23; 2:22-4
- Provinces, consultation, prosecution, 1:22-3, 29, 31-3, 40; 2:11, 14, 17-20, 24, 27; 3:18, 23-4
- Quebec Bar Association position, 1:11, 41-2, 44; 2:8-9, 12-3
- Ticketing scheme, fine schedule, collection, 1:14-6, 18-21, 24-5, 30-1, 33-6, 40-1; 2:13-7; 3:17-9, 22-3, 26-9
- Young offenders, provision, 1:16, 23-4, 33, 37; 2:17-20; 3:20-1

Report to House, 3:3-8**Richardson, Lee (PC—Calgary Southeast; Parliamentary Secretary to Minister of Transport from May 8, 1991 to May 7, 1993)**

- Contraventions Act (Bill C-46), 3:21
- Procedure and Committee business, Parliamentary secretaries, 3:21

Rideout, George S. (L—Moncton)

- Contraventions Act (Bill C-46), 2:9, 12, 14-7, 22; 3:18-9, 22-31, 33-4
- Parking tickets, 2:16
- Procedure and Committee business, bills, 3:33-4
- Prostitution, 2:9
- Regulatory offences, 2:12, 14-6, 22; 3:18-9, 22, 24, 26, 28-9

Robitaille, Jean-Marc (PC—Terrebonne) (Chairman)

- Chairman, rulings and statements
- Bills, amendments, Report stage, admissibility, 3:34, 38-9
- Contraventions Act (Bill C-46), 3:19
- Procedure and Committee business
- Bills

Robitaille, Jean-Marc—Cont.**Procedure and Committee business—Cont.**

- Bills—Cont.
 - Amendments, Report stage, 3:34, 38-9
 - Clause-by-clause study, 1:36, 41, 44; 2:6-7
 - Clauses, 2:27
- Documents, translation, 1:13, 41-2, 44; 2:6
- Meetings
 - Notice, 1:10
 - Scheduling, 1:44; 2:28-30
- Parliamentary secretaries, role, 3:22
- Questioning of witnesses, time limit, 1:7
- Staff, introductions, 1:6
- Witnesses, inviting, 1:9, 11-2, 41-2, 44; 2:6
- References, appointment as Chairman, 1:4, 6
- Regulatory offences, 3:19

Roy, Yvan (Justice Department)

- Contraventions Act (Bill C-46), 1:35; 2:13, 15-6, 18-9; 3:29, 34

Small vessel regulations

- Boaters, speeding, 1:27, 31, 39-40
- Muskoka Lakes Association position, 1:8

Statutory Instruments Act

- Offences review, 1:26
- See also Regulatory offences—Minor/statutory

Stevenson, Ross (PC—Durham)

- Contraventions Act (Bill C-46), 3:29, 31, 35-6, 38
- Procedure and Committee business
 - Bills, 3:38
 - Organization meeting, 1:7
 - Quorum, M., 1:7

Summary conviction procedure see Regulatory offences—Criminal Code**Tickets see Parking tickets; Regulatory offences****Waddell, Ian (NDP—Port Moody—Coquitlam)**

- Contraventions Act (Bill C-46), 1:12, 21-7, 29, 36-40; 2:7-9, 12-6, 20, 22-7, 29-30; 3:21-3, 25-8
- Employment application forms, 1:36-7
- Justice department, 1:38-9
- Justice of the Peace, 2:8
- Parking tickets, 1:24; 2:16
- Procedure and Committee business
 - Bills, 2:7-8
 - Meetings, 1:9-10, 43-4; 2:29-30
 - Organization meeting, 1:9-13
 - Parliamentary secretaries, 3:21
 - Witnesses, 1:11-2, 43
- Prostitution, 2:9
- Regulatory offences, 1:12, 22-6, 36-8; 2:8-9, 12-3, 15, 20, 22-7; 3:22-3, 26
- Small vessel regulations, 1:39-40

Witnesses see Organizations appearing and see also individual witnesses by surname**Young offenders see Regulatory offences**

- MacLellan, Russell—Suite**
 Infractions, 1:17
 Procédure et Règlement, 2:6-7
 Procès-verbal de contravention, 1:19-21; 2:18-20
- Nicholson, Robert D.** (PC—Nigara Falls; secrétaire parlementaire du ministre de la Justice et procureur général du Canada du 8 mai 1991 au 7 mai 1993)
 Amendes, 2:9; 3:26-8
 Comité, 2:28-30; 3:21
 Séance d'organisation, 1:7-12
 Contraventions, projet de loi C-46, 3:17-39
 Procédure et Règlement, 2:6-8
 Procès-verbal de contravention, 3:22-3
- Ordre de renvoi**
 Projet de loi C-46 (Contraventions, Loi), 1:3
- Plaidoyer de culpabilité.** *Voir* Contraventions, projet de loi C-46; Procès-verbal de contravention
- Porter, Robert H.** (PC—Médecine Hat)
 Comité, séance d'organisation, 1:7
 Contraventions, projet de loi C-46, 2:14; 3:26, 30, 32-3, 36-7
- Préfontaine, Daniel C.** (ministère de la Justice)
 Contraventions, projet de loi C-46, étude, 1:13-8, 22-4, 26, 28-9, 33, 37-8, 41
- Présidence (décisions et déclarations)**
 Projet de loi C-46
 Amendement, recevabilité, 3:34, 38-9
 Étude, modalités, 2:6-7
 Témoïn, membre du Comité, droit de vote, 3:22
- Président du Comité**
 Nomination, Robitaille, 1:6
- Procédure et Règlement**
 Projet de loi C-46
 Étude article par article, amendements, 2:6-8
- Procès-verbal de contravention**
 Appels d'offres, 1:30-1
 Casier judiciaire, 1:36-7
 Coût, 1:38-9
 Culpabilité par défaut, 1:16
 Déclaration de culpabilité par procédure sommaire, 1:13, 18, 20-1
 Infractions, catégorie, applicabilité, critères, 1:1-4-5, 17-21, 26; 2:12-3
 Jeunes contrevenants, application, 1:16, 23-4
 Personne verbalisée, options, 1:15-6
 Plaidoyer de culpabilité avec observation, 1:37-8
 Provinces, situation, rôle, 1:39-40; 2:17-20, 24
 Régime, objectifs, 1:1-4-5
- Procès-verbal de contravention—Suite**
 Structure administrative, mise en place, 1:30-2
Voir aussi Contraventions, projet de loi C-46
- Procès-verbaux et témoignages**
 Impression, 1:6
- Projet de loi C-46.** *Voir plutôt* Contraventions, projet de loi C-46
- Rapport à la Chambre**
 Contraventions, projet de loi C-46, 3:3-8
- Richardson, Lee** (PC—Calgary-Sud-Est; secrétaire parlementaire du ministre des Transports du 8 mai 1991 au 7 mai 1993)
 Contraventions, projet de loi C-46, 2:9, 12, 14-7, 22; 3:21
- Rideout, George S.** (L—Moncton)
 Amendes, 3:27-9
 Code criminel, 2:15
 Contraventions, projet de loi C-46, 3:18-9, 22-34
- Robitaille, Jean-Marc** (PC—Terrebonne) (président)
 Contraventions, projet de loi C-46, 2:8, 21, 25, 27-8; 3:19-22, 25-8, 30-2, 34-5, 37-9
Voir aussi Président du Comité—Nomination
- Roy, Yvan** (ministère de la Justice)
 Contraventions, projet de loi C-46, étude, 1:35; 2:13, 15-6, 18-9; 3:29, 34
- Saskatchewan.** *Voir* Contraventions, projet de loi C-46—Adolescents—Tribunaux
- Stevenson, Ross** (PC—Durham)
 Comité, séance d'organisation, 1:7
 Contraventions, projet de loi C-46, 3:29, 31, 35-6, 38
- Témoins**
 Justice, ministère, 1:13-26, 28-41; 2:10-1, 13-19, 24; 3:18-9, 24, 29, 34
- Textes réglementaires, Loi**
 Application, 1:26
- Tribunaux**
 Congestion, allègement, 1:14, 17, 25, 40
Voir aussi Contraventions, projet de loi C-46—Adolescents et Tribunaux
- Wadell, Ian** (NPD—Port Moody—Coquitlam)
 Amendes, 1:24-5, 36-7; 2:13; 3:26-7
 Comité, 1:43-4; 2:29-30
 Séance d'organisation, 1:9-13
 Contraventions, projet de loi C-46, étude, 1:21-7, 29, 36-40; 2:7-9, 12-7, 20, 22-7; 3:21-3, 26-8
 Infractions, 1:22, 26
 Procédure et Règlement, 2:7-8
 Procès-verbal de contravention, 1:22-3, 37-8; 2:12-3; 3:22

- Contraventions, projet de loi C-46, Ministère...—*Suite*
- Art. 45 adopté avec dissidence, 3:19
- Am. (Fee) adoptée, 3:19
- Art. 46, 3:19-22, 37, adopté avec dissidence, 22
- Am. (Fee), 3:20-1, adopté avec dissidence, 3:21
- Art. 47 adopté, 3:22
- Art. 48 à 50 adoptés, 3:22-3
- Art. 51 et 52 adoptés, 3:23
- Art. 53, 3:23-4, adopté, 25
- Am. (Nicholson), 3:24-5, adopté 3:25
- Art. 54 et 55 adoptés, 3:25
- Art. 56 adopté, 3:25
- Art. 57 adopté avec dissidence, 3:27
- Am. (Porter), 3:20, adopté avec dissidence, 27
- Art. 58 adopté, 3:27
- Art. 59 adopté, 3:27
- Am. (Fee) adopté, 3:27
- Art. 59.1, nouvel art. (Fee), 3:11, 27-9, adopté, 3:29
- Art. 60 adopté, 3:29
- Art. 61 adopté, 3:30
- Am. (Stevenson), 3:11, 29-30, adopté, 30
- Art. 62 adopté, 3:30
- Am. (Porter), 3:12, 30, adopté, 30
- Art. 63 rejeté, 3:30
- Art. 64 adopté, 3:31
- Am. (Fee), 3:12, 30-1, adopté, 31
- Art. 65 à 81 adoptés, 3:31
- Art. 82 réservé, 3:31, adopté, 37
- Art. 83 adopté, 3:31
- Am. (Fee) adopté, 3:31-2
- Am. (Fee) adopté, 3:32
- Art. 84 à 86 adoptés, 3:32
- Art. 87 adopté, 3:34
- Am. (Porter), 3:32-4, adopté, 34
- Audience, 3:36
- Casier judiciaire, 3:30-1
- Code criminel, infractions, exclusion, 2:8-11
- Code de procédure, 2:11
- Condammnation par défaut, 3:19, 22-3
- Confiscation, 2:12
- Emprisonnement, 2:16; 3:29-30
- Entrée en vigueur. *Voir sous le titre susmentionné*
- Application
- Étude, 1:13-44; 2:6-30; 3:17-39
- Frais, 3:23-5
- Historique, 1:16-7, 28-9
- Licences et permis, révocation, 3:27-30
- Langue de procès, 2:26
- Ministères et organismes visés, 2:10-1
- Motifs «raisonnables», «raisonnables et probables», 2:14-5
- Non-résidents, 1:23; 2:22-4; 3:36
- Notification expédiée par courrier, 3:17, 22
- Objet, 1:13-4
- Péine, détermination, 3:37
- Plaidoyer de culpabilité, 3:35-6
- «Poursuite», définition, 3:25
- Poursuivant, choix, 3:23
- Procédure *ex parte*, 2:26-7
- Procès, 3:37
- Procès-verbaux de contravention
- Dépôt, 1:21; 3:35
- Contraventions, projet de loi C-46, Ministère...—*Suite*
- Contraventions, projet de loi C-46, étude, 1:16-7, 19-21, 36; 2:6-7, 10-1, 18-26, 28; 3:17-23, 33, 35, 37-9
- Séance d'organisation, 1:7-9, 11
- Comité, 1:41-2, 44; 2:29-30; 3:21
- Amendes, 1:36; 2:11
- Maclellan, Russell (L.—Cap-Breton—The Sydneys)
- Justice, ministère. *Voir* Témoins
- Jeunes contrevenants. *Voir* Amendes; Procès-verbal de criminel; Procès-verbal de contravention
- Voir aussi* Contraventions, projet de loi C-46—Code criminel; Procès-verbal de contravention
- Et actes criminels, classification, 1:22
- Décriminalisation de la procédure, 1:14-5
- Confirmation par règlement, 1:32
- Commission de réforme du droit du Canada, position, 1:22
- Infractions
- Contraventions, projet de loi C-46, étude, 2:23-4, 27
- Contraventions, projet de loi C-46, étude, 1993)
- Gustafson, Leonard (PC—Souris—Moose Mountain; secrétaire parlementaire du premier ministre du 8 mai 1991 au 7 mai 1993)
- Comité, 1:6
- Greffier du Comité
- Contraventions, projet de loi C-46, étude, 1:31-4; 3:17, 19-20, 25, 27-8, 30-2, 35-7
- Amendes, 1:32-3; 3:27
- Fee, Doug (PC—Red Deer)
- Tribunaux, 1:40
- Procès-verbal de contravention, 1:31
- 2:22-3, 25, 27
- Contraventions, projet de loi C-46, étude, 1:26-31, 40-1; Séance d'organisation, 1:8-12
- Comité, 1:42-4
- Amendes, 1:40
- Darling, Stan (PC—Parry Sound—Muskoka)
- et Règlement
- Voir aussi* Présidence (décisions et déclarations); Procédure Véhicule, propriétaire, responsabilité indirecte, 2:16
- Des contraventions, définition, 2:8
- Décisions, 3:30
- Tribunaux
- Titre adopté, 3:37-8
- Réimpression, 3:38
- Règlements, 2:12-4
- Rédaction, simplification, 1:32, 37
- Recommandations, étude, 2:7-8
- Rapport à la Chambre, 3:8, 39
- 1:22-5, 28-9, 31-2
- Provinces, ministères et organismes fédéraux, consultations, Absence, 2:27-8
- Avis, 2:24-5; 3:36
- Procureur général du Canada
- Voir aussi sous le titre susmentionné* Application
- Partielle, 1:30
- Procédation
- Signification, détail, 2:14
- Procès-verbaux de contravention—*Suite*

Conventions, projet de loi C-46, Ministère...—Suite

Amende

Acquiescement, 3:26

Exécution, 3:27

Annexe adoptée, 3:37

Application, proclamation, entrée en vigueur, 1:26, 28-31, 36;

3:32-4

Arrestation, 3:29-30

Art. 1 réservé, 2:8; adopté, 3:37

Art. 2 et 3 adoptés, 2:8

Art. 4, 2:8-11, adopté, 11

Art. 5 adopté, 2:11

Art. 6 et 7 adoptés, 2:12

Art. 8, 2:12-4, adopté, 14

Art. 9, 2:14-5, adopté 15

Art. 10 à 12 adoptés, 2:15-6

Art. 13 adopté, 2:16

Art. 14 adopté, 2:17

Am. (Nicholson) adopté, 2:17

Art. 15 adopté, 2:17

Art. 16 adopté, 2:17

Art. 17, 2:17-21, réservé, 21, adopté avec dissidence, 3:35

Am. (Fee), 3:13, 38-9, adopté avec dissidence, 35

Art. 18 adopté, 2:22

Am. (Nicholson) adoptés, 2:21-2

Art. 19 adopté, 2:22

Art. 20 et 21, 2:22-4, adoptés, 24

Art. 22 adopté, 2:24

Art. 23 réservé, 2:24-5, adopté, 3:36

Am. (Stevenson), 3:35-6, adopté, 36

Art. 24 réservé, 2:24-5, adopté avec dissidence, 3:36

Am. (Fee) adoptés avec dissidence, 3:36

Art. 25 réservé, 2:24-5, rejeté, 3:36

Art. 26 réservé, 2:24-5, adopté, 3:36

Am. (Stevenson), 3:14-5, adopté 3:36

Art. 27 adopté, 2:25

Am. (Porter), 3:36-7, adopté avec dissidence, 37

Art. 28 réservé, 2:25-6, adopté, 3:37

Am. (Porter), 3:36-7, adopté avec dissidence, 37

Art. 29 réservé, 2:25-6, adopté, 3:16

Art. 30 réservé, 2:5-6, adopté avec dissidence, 16

Am. (Stevenson), 3:15-6, adopté avec dissidence, 16

Art. 31 adopté, 2:26

Art. 32 adopté, 2:26

Am. (Fee) adopté avec dissidence, 3:37

Art. 33 et 34 adoptés, 2:26-7

Art. 35 réservé, 2:28, adopté, 3:37

Am. (Waddell), 2:27-8, réservé, 28

Art. 36 réservé, 2:28, adopté, 3:37

Art. 37 adopté, 2:28

Art. 38 réservé, 2:28, adopté avec dissidence, 3:37

Am. (Fee) adopté avec dissidence, 3:37

Art. 39 adopté, 3:17

Art. 40 adopté, 3:17

Am. (Nicholson) adopté, 3:17

Art. 41 adopté, 3:17

Art. 42, 3:17-9, adopté avec dissidence, 19

Art. 43 et 44 adoptés, 3:19

Adolescents. Voir Amendes; Conventions, projet de loi C-46

Amendes

Excution, facilitation, 1:15

Institutions financières, consultations, 1:30, 32, 34-6, 40

Jeunes contrevenants, 1:16, 33

Modalités de paiement, 1:35-6

Montant, 1:16-20, 1:32-3; 2:9, 11, 13-4

Non-paiement, conséquences, 3:27-8

Perception, 1:25, 28, 41

Recettes, 1:24-5

Association du barreau canadien

Position, 1:37; 2:22-4

Barreau du Québec

Position, 2:8-11, 24; 3:22

Berlin, Mark (ministère de la Justice)

Conventions, projet de loi C-46, étude, 1:18-21, 24-5,

30-40; 2:22-3, 25, 27; 3:18-9, 24, 29

Bjornson, David (PC—Selkirk—Red River)

Amendes, 1:34-5

Comité, 1:42-3

Séance d'organisation, 1:10

Conventions, projet de loi C-46, étude, 1:34-5

Casier judiciaire. Voir Conventions, projet de loi C-46;

Procès-verbal de convention

Code criminel

Critère, «motifs raisonnables et probables», modification,

2:15

Poursuites, cas, 1:16

Comité

Documents, distribution, 1:13; 2:6

Personnel de soutien, 1:7

Président. Voir *pluri* Président du Comité

Séance d'organisation, 1:6-13

Séances, tenue et impression des témoignages en l'absence de

quorum, 1:7

Témoins

Convocation, comparution, 1:7-12

Interrogatoire, répartition du temps entre les partis, 1:7

Secrétaire parlementaire, droit de vote, 3:21-2

Travaux futurs, 1:41-4; 2:28-30

Commission de réforme du droit du Canada

Position, 1:16-7

Contraventions

Procédure, application, pouvoir discrétionnaire, 1:15

Procès-verbal. Voir *pluri* Procès-verbal de convention

Contraventions aux textes législatifs fédéraux, Loi. Voir *pluri*

Contraventions, projet de loi C-46

Adolescents, 2:17

Tribunaux, recours, Saskatchewan, situation, 2:19-20,

20-1; 3:32

INDEX

COMITÉ LÉGISLATIF DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

TROISIÈME SESSION—TRENTÉ-QUATRIÈME LÉGISLATURE

DATES ET FASCICULES

—1992—

Avril:

le 30, f.1.

Mai:

le 4, f.1; le 13, f.2; le 20, f.3.

Cet index est un index croisé couvrant des sujets variés. Chaque fascicule est enregistré selon la date et cette référence se trouve à la page suivante.

L'index contient l'analyse des sujets et les noms des participants. Chaque référence apparaît sous les deux rubriques afin de faciliter l'accès par le nom de l'intervenant ou par le sujet. Les chiffres qui suivent les titres ou sous-titres correspondent aux pages indexées. Certains sujets d'importance font aussi l'objet de descripteurs spéciaux.

Les noms des intervenants et les descripteurs sont inscrits dans un ordre alphabétique. Certaines entrées relatives à la législation sont indexées chronologiquement.

Une entrée d'index peut se composer d'un descripteur en caractères gras et d'un ou de plusieurs sous-titres tels que:

Impôt sur le revenu

Agriculteurs

Gains en capital

Les renvois à un premier sous-titre sont indiqués par un long trait.

Gains en capital. Voir Impôt sur le revenu—Agriculteurs

Les abréviations et symboles que l'on peut retrouver dans l'index sont les suivants:

1^{re}, 2^e, 3^e l. = première, deuxième, troisième lecture. A. = appendice. Am. = amendement. Art. = article. Chap. = chapitre. Dd. = ordre de dépôt de documents. Déc. = déclaration. M. = motion. Q.F. = question au *Feuilleton*. Q.o. = question orale. R.g. = réponse du gouvernement. Rés. = résolution. S.C. = Statuts du Canada. S.r. = sanction royale.

Affiliations politiques:

BQ	Bloc Québécois
Cons. Ind.	Conservateur indépendant
Ind.	Indépendant
L	Libéral
NPD	Nouveau parti démocratique
PC	Progressiste conservateur
Réf.	Parti réformiste du Canada

Pour de plus amples renseignements, veuillez vous adresser
au Service de l'index et des références (613) 992-7645.
Télécopieur (613) 992-9417

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des
communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.
En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, Canada KIA 0S9

Published under authority of the Speaker of the House of Commons
by the Queen's Printer for Canada.
Available from Canada Communication Group — Publishing,
Supply and Services Canada, Ottawa, Canada KIA 0S9

CHAMBRE DES COMMUNES

Loi sur les contraventions

Projet de loi C-46

COMITÉ LÉGISLATIF SUR LE

DU

INDEX

CANADA



ROSTIZAX

ROSTIZAX INTERNATIONAL LTD. TORONTO, CANADA

1103-1

